

Initiatives : 9 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14900 7 F

MERCREDI 7 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La démocratie malienne prise au piège

Les jeunes démocrates maliens sont fragiles. La journée de violence qui a embrasé Bamako, lundi 5 avril, vient de la démontrer. Si le besoin était, deux ans après la chute de la dictature, et un an après la première élection présidentielle pluraliste qu'a connue le Mali, les nouvelles institutions viennent de faire les frais des impétueuses démesures d'une jeunesse sans perspective d'avenir.

Opérant par petits groupes, les étudiants et les élèves ont incendié de nombreux édifices publics, dont l'assemblée nationale, plusieurs ministères, la demeure du ministre de l'éducation nationale, le siège du parti au pouvoir - l'Alliance pour la démocratie au Mali - et la coopérative culturelle Jemana, qui avait été fondée par Alpha Oumar Konaré avant que celui-ci ne devienne président de la République. Les affrontements avec les forces de l'ordre qui ont suivi ont fait au moins un mort.

Les revendications étudiantes - à l'origine de ces troubles, au cœur desquelles figure l'augmentation des bourses, n'expliquent pas à elles seules cette violence. Les étudiants, qui avaient été les premiers à défilé les chers lors des gigantesques émeutes de mars 1991 - qui avaient provoqué la chute de la dictature au prix de plus d'une centaine de vies humaines - n'ont cessé depuis de réclamer ce qu'ils estiment être leur dû, en multipliant les grèves et les manifestations.

L'ancien dictateur, Moussa Traoré, et trois de ses proches, ont été condamnés à la peine capitale en février dernier au terme d'un procès exemplaire. Mais la jeunesse ne saurait se satisfaire d'une telle mesure. En criant « Démocratie ! », il y a deux ans, c'est à une autre existence qu'elle aspirait, à de meilleures conditions de vie. Et à du travail. Une récompense que le nouveau régime, aux commandes d'un Etat en cessation de paiement, est bien incapable de leur offrir.

CONTRAIKT par les institutions monétaires internationales à réduire les effectifs de fonctionnaires, le gouvernement est dans l'impasse. La fonction publique, son employeur essentiel, non seulement n'embauche plus, mais licencie, ne laissant aux étudiants que la perspective du chômage et de la « débrouille ». Etant donné la démographie galopante, ce sont des centaines de milliers de jeunes qui voient ainsi leur avenir bouché et leurs espoirs déçus par une démocratie incapable d'exaucer leurs rêves.

La situation du Mali n'a, en la matière, rien de spécifique. Partout, à travers le continent, les nouvelles générations ont fondé des espérances démesurées sur la fin des dictatures. Détenrices d'une liberté d'expression sans précédent, la jeunesse africaine manque encore de la maturité et des outils - associations, syndicats, etc. - qui lui permettraient de dialoguer avec les nouveaux pouvoirs. Quant à ceux-ci, ils n'ont pas encore eu le temps de faire la preuve de leur efficacité. Tous confrontés au marasme économique, il leur faudra des années pour que leurs éventuels efforts commencent à donner des fruits. A condition que les « forces vives de la nation » leur laissent le temps d'agir.

Lire également page 10 l'article de GUY DUTHEIL « Il y a quelques jours, le fils des ordes à Bamako »

M0147 - 0407 0 - 7.00 F

Assiégée par les Serbes en Bosnie orientale

L'enclave musulmane de Srebrenica va être partiellement évacuée

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) devait commencer, mardi 6 avril, à évacuer de 10 000 à 15 000 civils de l'enclave musulmane de Srebrenica (Bosnie orientale) assiégée par les forces serbes. Réunis à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient menacé, la veille, les Serbes de nouvelles sanctions et d'un isolement total au cas ils persistaient à rejeter le plan de paix de Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE). De leur côté, la France et cinq autres pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont décidé de mettre en place une opération de police sur le Danube pour aider les pays riverains à faire respecter l'embargo contre la Serbie.

Sauvetage ou épuration ?

par Yves Heller

Dilemme inhumain et pourtant bien réel que celui devant lequel se retrouve aujourd'hui la communauté internationale, après l'avoir elle-même créé de toutes pièces. Peut-on, en effet, ne pas s'employer à tout faire pour sauver des vies humaines ? Mais peut-on, dans le même temps, faire le jeu de ceux que l'on a officiellement et internationalement condamnés pour une pratique appelée « nettoyage ethnique » ? Ce « nettoyage » - ou « purification », auquel se livrent les Serbes depuis près de deux ans, consiste à vider, par tous les moyens - meurtres, viols, intimidations, humiliations - une région, qu'ils se sont arrogée, des éléments appartenant aux autres communautés que la leur, à savoir des Musulmans et des Croates.

Largement dénoncée par une Organisation des Nations unies qui a été jusqu'à décider de la création d'un tribunal international pour en juger les auteurs, la « purification ethnique » s'est surtout poursuivie en Bosnie orientale, limitrophe de la Serbie, et que les Serbes veulent s'approprier en dépit de la présence d'importantes communautés musulmanes, qu'ils s'emploient à réduire.

Lire la suite et nos informations page 4

Selon un institut de conjoncture proche du CNPF

La France risque de connaître une récession passagère en 1993

A deux jours de la déclaration de politique générale de M. Balladur, les perspectives économiques demeurent sombres. Bien que les patrons aient retrouvé des raisons d'espérer avec la nomination du nouveau gouvernement, un institut de conjoncture proche du CNPF a publié des prévisions tablant sur une récession passagère, soit une baisse de 0,5 % du produit intérieur brut en France durant l'année 1993 et de 0,3 % dans l'ensemble de la CEE. Evoquant le niveau très élevé des taux d'intérêt à court terme, Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a déclaré : « L'écart qui sépare les taux courts français et allemands pourra être rapidement résorbé ».

par Alain Verhulst

Pour la première fois depuis 1975, année qui suivit le premier choc pétrolier, la France pourrait en 1993 voir baisser sa production nationale. Cette hypothèse d'un appauvrissement absolu du pays, que personne n'envisageait il y a encore quelques mois, apparaît de plus en plus vraisemblable au fur et à mesure que passent les semaines sans que la reprise pointe à l'horizon. La tâche de M. Balladur semble d'autant plus difficile que l'ensemble de la Communauté européenne connaît aussi une récession (-0,3 %). Il est significatif que l'organisme de conjoncture Rescoode, proche du patronat, ait rendu publics, lundi 5 avril, des prévisions tablant sur une baisse de 0,5 %

du produit intérieur brut (PIB) de la France en 1993. L'année dernière, l'ensemble des instituts de conjoncture publics et privés français envisageaient des taux de croissance nettement positifs pour 1993, compris entre 2,2 % et 3,4 %. Cette année devait bien être celle de la reprise en France, les divergences d'appréciation ne portant que sur le moment exact du redressement et sa vivacité. Cette énorme bévue, qui vient de coûter très cher au PS lors des élections législatives, ne s'explique pas seulement par le maintien à un niveau très élevé des taux d'intérêt comme on a trop tendance à le dire, mais bel et bien aussi par la récession allemande qu'à peu près personne n'avait prévue. Autre erreur de taille.

Lire la suite page 21

Un entretien avec le président sud-coréen

« Nous souhaitons une réunification graduelle de la péninsule » nous déclare Kim Young-sam

Chef de l'Etat de Corée du Sud depuis le 25 février, Kim Young-sam est le premier civil à accéder à ce poste depuis trente-deux ans. Cet ancien dissident, âgé de soixante-cinq ans, a accordé à nos envoyés spéciaux l'une de ses premières entrevues avec la presse étrangère.

SEOUL

de nos envoyés spéciaux

« Opposant actif pendant des décennies aux divers régimes militaires, vous êtes devenu, le 25 février, le premier président civil depuis trente-deux ans. Votre arrivée au pouvoir marque une rupture dans l'histoire de la Corée. En quoi serez-vous différent et quelle vont être vos grandes priorités de gouvernement ? »

« J'ai mené avec les Coréens une longue lutte pour la démocratisation de notre pays. Pendant les trente-deux ans de régime militaire, les droits de l'homme et la liberté d'expression avaient été supprimés totalement ou partiellement. Nous avons désormais un régime démocratique dirigé par un président d'origine civile. »

« C'est vrai que je suis différent de mes prédécesseurs. Mais le plus important est qu'un régime civil ait vu le jour avec le plein soutien de la population. Selon de récents sondages, 70 % des Coréens en sont fiers. Cela représente une évolution fulgurante dans la conscience de tous les Coréens. »

« Mais, pour avoir une vraie démocratie en Corée, il faut remédier à des pratiques politiques néfastes et à la corruption. Un exemple : j'ai déclaré d'emblée que je ne recevrai pas, pendant mon mandat, de fonds politiques provenant du secteur privé ou de simples individus. J'ai conseillé à tout le monde de faire un meilleur usage de son argent en investissant dans la technologie ou en améliorant le sort des travailleurs. »

« Mais il faut bien financer les partis politiques ? »

« Dans le passé, les partis recevaient et dépensaient énormément d'argent au moment des élections. Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER et PHILIPPE PONS Lire la suite page 3

Le PS sous le choc



Le PS est encore sous le choc de la rupture intervenue entre ses dirigeants et de ses résultats électoraux qu'analysent Gérard Grunberg et Olivier Duhamel (lire page 2)

Les négociations du GATT

La Communauté européenne accorde un délai au nouveau gouvernement français. page 5

Les enquêtes pour corruption en Italie

Giulio Andreotti et Arnaldo Forlani sont accusés d'avoir touché des pots-de-vin. page 26

SCIENCES ♦ MÉDECINE

« Les nouveaux territoires du sida : aux marches de l'Europe de l'Est » Les océans fantômes de Vénus « Une belle inconnue : Rana pyrenaica, quatorzième espèce de grenouilles européennes. pages 13 à 15

1993

Appel à candidature

bourses seita

Rock français, salsa japonaise

Des chanteurs venus de France se font connaître à Tokyo
Des musiciens nippons sont attendus à Angoulême

TOKYO

de notre envoyé spécial

Le quartier de Shibuya, à Tokyo, est l'un des rendez-vous de la jeunesse nipponne. Tous les jours de la semaine, y compris le dimanche, jour idéal pour les courses en bande, flâner des adolescents en jeans et trillis, des étudiants bien mis, des jeunes filles en jupe plissée et des clones de B-Boys américains, casquette de rapper vissée sur la tête. Dans la rue, la palette est complète, du néo-punk au hippie rétro en passant par le futur salaryman qui prépare son concours d'entrée à l'Université. Les disquaires (Towers Records, HMV, Wave du groupe Parco, lui-même filiale du groupe Seiba) tiennent ici le haut du pavé. Rock ou rap anglo-saxon chez Towers et HMV, gros rayon

japonais chez Wave. Dans ce pays si souvent cité comme objectif à atteindre pour l'exportation, plus de 80 % du marché discographique est occupé par des productions maison. La logique promotionnelle est implacable. Le parcours commence par l'une des grandes chaînes de télévision (NHK, publique, TBS ou Fuji Television, commerciales), grosses consommatrices de génériques pour leurs feuilletons, ou de fonds musicaux pour les publicités.

Avant d'aller faire ses achats à Shibuya, le jeune Tokyoïte aura peut-être regardé le dernier épisode de Hidar, l'interminable aventure d'une jeune fille qui voulait faire du sumo, chaque matin sur la NHK (de 8 h 30 à 8 h 45, 40 % d'audience).

VÉRONIQUE MORTAIGNE Lire la suite page 18

DÉBATS

Bilan

Après le séisme

par Olivier Duhamel

L'ÉVALUATION de l'avenir de notre vie politique dépend plus que jamais de notre interprétation du présent. Première lecture : rien de bien neuf sous le soleil. Un parti au pouvoir par temps de crise l'a perdu. L'alliance des partis de la droite parlementaire l'a repoussé. Les communistes résistent, mais fléchissent, comme il se doit. Les écologistes existent mais point trop, comme il le faut. Le Front national progresse, parce que les voix doivent bien aller quelque part, et que les temps sont populistes, mais rien d'inquietant puisqu'il a substitué le protectionnisme à l'entente nationale et des discours respectables aux excités de fin de banquet. La droite a un peu trop d'élus parce que la gauche est un peu trop faible et un peu trop électorale, mais tout rentrera dans l'ordre d'ici une ou deux élections. D'ailleurs, le scrutin est déjà oublié, l'attention reportée sur la cohabitation, plutôt bien partie, et le gouvernement, plutôt bien formé. En attendant que demain les difficultés et les erreurs des vainqueurs d'aujourd'hui n'en fassent les vaincus de demain... et ainsi de suite, comme dans toute démocratie civilisée. Cette lecture rassurante ne voit pas l'essentiel, le double séisme de mars 1993.

1) Séisme pour la gauche. Pour la gauche dans son ensemble, pour la gauche à vocation gouvernementale surtout, mars 1993 est bien plus qu'une élection perdue. Le PS est retombé à son niveau des années 70 et à son isolement des années 80. La chute n'est pas seulement celle de gouvernants usés, mais d'un parti d'Épinay. Elle va de pair avec l'effondrement de la religion politique qui dominait ce siècle : l'espérance collectiviste qui donne au socialisme son nom et son âme. Le social-collectivisme s'est réduit à un social-démocratie, les deux sont morts en mars 1993.

2) Séisme pour le système. Voyez les trois France du 21 mars 1993. Douze millions d'abstentionnistes, douze millions de votants contre les partis de gouvernement (PDG), quatorze millions de votants seulement pour les PDG, un peu plus de quatre pour le PS, un peu moins de dix pour l'UFP. Pour un tiers de fidèles, un tiers de déçus et un tiers de refus. Jamais à une élection gouvernementale les PDG n'étaient tombés aussi bas. Ils n'atteignent pas 80 % des suffrages exprimés au premier tour alors qu'ils approchaient 60 % à chacune des trois dernières élections législatives. Résultat, le système majoritaire ne fonctionne plus. Les électeurs sont devenus proportionnalistes. Ils se dispersent

au premier tour. Ils ne se reportent plus au deuxième tour. Le 21 avril, trois électeurs sur quatre n'ont pas voté pour le vainqueur. Mais le vainqueur obtient 85 % des sièges. Moins de 25 % au départ, plus de 65 % à l'arrivée, si déformée soit cette présentation, elle suscite, chez beaucoup, une présomption d'ilégitimité.

3) Une ère nouvelle. Deux scénarios sont possibles, selon que l'implosion se congèle ou qu'elle annonce une renaissance. Si, pour l'épave-cataclysme, la classe politique se contente des jeux et querelles de la cohabitation bis, et se concentre sur la campagne présidentielle, Giscard contre Chirac et Rocard contre Delors, le pays deviendra vite ingouvernable, la politique insupportable, et la démocratie française menacée. Le Front national, déjà plus populaire que son chef, offrira une alternative. L'UFP pourrait alors régner vingt ans, mais à l'image d'une Italie tempérée par le monarchisme. Elle régnerait mais elle ne gouvernerait pas. Les corporatismes exploseraient. Le populisme prospérerait. L'Europe plétinère. La France végéterait. La civilisation s'éteindrait.

La pire n'est cependant pas celle. La gauche enfin défilée peut être libérée. Aux points de vue électoraux d'hier déjoués, tant sa déroute d'aujourd'hui offre une chance inespérée pour la faire revenir. L'aggiornamento si longtemps bloqué par la présence au pouvoir bénéficie enfin des conditions pour s'accomplir. Pour qu'il s'engage, les écologistes doivent renouer avec des idées de la gauche soignée, les communistes dénouer le mur de Berlin encore solide dans leur tête, et les socialistes changer leur vie. Les responsables de la gauche socialiste doivent abandonner leur combat désespéré autour des positions d'apariel : à quoi bon se battre pour un parti exsangue ? Ils doivent aussi se débarrasser de l'obsession présidentielle : à quoi bon être candidat si l'élection est perdue ? Ils doivent enfin convaincre leurs différents voisins et ceux qui ont quitté la politique, ou n'y sont pas encore venus, de participer à cette renaissance. Tel est évidemment l'intérêt de la gauche, pour ne pas disparaître. Tel est aussi l'intérêt de la droite, pour ne pas s'installer demain dans un face-à-face avec le populisme et ses idées différentes variées. Tel est, plus encore, l'intérêt de notre démocratie.

► Olivier Duhamel est professeur à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il dirige la revue *Pouvoirs*.

Retour à la case départ pour le Parti socialiste

par Gérard Grunberg

EN perdant d'une consultation législative à l'autre près de la moitié de ses voix et près des trois quarts de ses sièges, le Parti socialiste français vient de connaître un échec électoral sans précédent dans l'histoire de la social-démocratie européenne. Ce séisme, qui le ramène au niveau de la FGDS aux élections législatives de 1967, termine le cycle ouvert en 1971 au congrès d'Épinay. Pourtant, la comparaison avec les élections législatives de 1988 est trompeuse dans la mesure où elle peut laisser penser que nous assistons à l'écroulement d'un parti dont les assises électorales étaient naguère larges et solides. Or il faut se souvenir que, depuis 1971, les scores électoraux du Parti socialiste ont connu des amplitudes de variations tout à fait considérables qui marquent en réalité une fragilité permanente (voir tableau 1).

Au cours de cette période, le Parti socialiste a jamais obtenu plus de 24 % des suffrages exprimés à des élections européennes. Aux élections régionales de 1992, il a obtenu 18,3 %. Aux élections législatives de 1978, qui lui firent donner sa première victoire, il ne rassemblait que 25 %. Seul l'entraînement des victoires présidentielles lui a permis d'atteindre des niveaux comparables à ceux des grands partis socialistes après les dissolutions de 1981 et de 1988.

Enfin, sa remontée au cours de la campagne législative de 1986 l'emane en quelques semaines de 20 % à 31 % a correspondu à celle de la popularité de la présidence de la République dans une situation marquée par l'absence d'une offre politique diversifiée au centre gauche qui lui permettait de représenter la seule alternative à la droite modérée. Cette fois-ci, la remontée a pu se lier : entre les élections régionales de 1992 et les élections législatives de 1993, son score passe de 18,3 % à 19 %. L'effondrement de sa crédibilité gouvernementale et une offre électorale plus diversifiée — notamment l'offre écologiste — lui ont fait perdre le surplus de suffrages qu'il pouvait obtenir lors des consultations décisives. C'est donc la fragilité congénitale du socialisme électoral français qui apparaît à l'occasion de ces élections. Cela souligne le handicap fondamental causé par l'absence d'une structure social-démocrate, structure qui a longtemps permis les grands partis socialistes contre les coups d'accroissement électoral. Le parti français est désormais un parti d'électeurs sans électeurs.

Ce qui frappe dans les résultats du 21 mars, c'est d'abord le caractère général de l'effondrement qui traduit, de la part de l'électorat, une réaction de rejet du socialisme qui a tout balayé sur son passage. Ni géographiquement ni sociologiquement, le parti n'a pu compter sur des îlots de résistance. Le parti est ou

géographiquement, les fiels n'ont pas mieux tenu, relativement, que les autres régions. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le score passe de 41 % à 22 %, en Aquitaine de 44 % à 23 %, en Midi-Pyrénées de 47 % à 26 %. Les circonscriptions où des députés sortants socialistes se représentaient, le Parti socialiste est passé en moyenne de 42,9 % en 1988 à 23,7 % en 1993 sans que les circonscriptions où il passait de 31,7 % à 14,4 %. Les régions qui avaient

contribué le plus fortement au renouveau électoral des années 70 sont aussi touchées de la sorte : 17 % en Lorraine contre 38 % en 1988, 22 % en Bretagne contre 41 % en 1988. La vague antirégionaliste a tout emporté. Plus grave encore, les trois grandes régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec respectivement 16,4 %, 16,6 % et 14,5 %, sont devenues ou redevenues, avec l'Alsace (14 %), des terres de mission pour les socialistes.

Dans ces régions le Front national est arrivé en deuxième position derrière l'UFP dans nombre de circonscriptions, et le Parti socialiste n'a pu participer au deuxième tour dans la plupart d'entre elles.

Tableau 1	
Scores du PS aux élections depuis 1973, en %	
Lég. 1973	20,8
Lég. 1978	23,7
Europ. 1979	23,7
Lég. 1981	37,7
Europ. 1984	20,8
Lég. 1986	31,6
Lég. 1988	37,6
Europ. 1989	23,8
Région 1992	18,3
Lég. 1993	19

De plus, la perte des trois quarts des circonscriptions socialistes pour les prochaines élections législatives en handicap supplémentaire puisque les socialistes réalisent dix points de plus en moyenne lorsqu'ils tiennent la circonscription. Le Parti socialiste, qui ne possède qu'une présidence de conseil régional et une petite minorité de présidences de conseils généraux, est désormais absent de la représentation parlementaire législative dans cinquante-deux départements et n'a qu'un siège de député dans vingt-sept.

Sociologiquement, la perte de substantielles circonscriptions socialistes dans les deux grands groupes sociaux qui avaient contribué au redressement électoral des années 70, les ouvriers et les couches moyennes salariées, se confirme (voir tableau 2). Le sondage réalisé par la SOFRES pour TF 1, RTL et le Figaro le 28 mars montre l'effacement du profil sociologique de l'électorat socialiste, comparé à la situation de 1986. C'est dans les professions intermédiaires que le recul est le plus net : de 45 % à 26 % entre 1986 et 1992. Le sondage « sorti des urnes » réalisé par BVA pour France Télévision, Europe 1, Paris-Match et Libération le 21 mars montre qu'à l'exception des enseignants, pour lesquels le vote socialiste s'est établi à 33 %, et dans une moindre mesure des professions intermédiaires du secteur social et de santé (26 %), le vote socialiste n'est que de 22 % chez les cadres moyens et les employés. Chez les ouvriers qualifiés il n'est guère plus élevé. Dans cette catégorie, les socialistes sont talonnés par le Front national, 18 %, et nettement devancés par l'UFP, 32 %.

La synthèse d'Épinay avait permis de rassembler à la fois les « petits » contre les « gros » grâce à la stratégie d'alliance avec le Parti communiste et les jeunes « libéraux culturels » de l'après-1968. Les premières ont voté massivement à droite et les seconds

ont été tentés pour partie par le vote écologiste. Le sondage BVA montre que les personnes qui se considéraient comme défavorisées ont voté à 14 % pour les socialistes, et à 40 % pour l'extrême gauche, le Parti communiste, le Front national ou les candidats divers, tandis que chez les personnes s'estimant privilégiées, les chiffres sont respectivement de 21 % et 17 %. Le Parti socialiste n'offre plus la structure électorale classique des partis de gauche.

Cet effondrement correspond à un affaiblissement général de la gauche. Celle-ci, qui représentait 49 % des suffrages exprimés en 1988 et 44 % en 1986, ne représente plus aujourd'hui que 31 %, chiffre le plus bas

depuis l'instauration de la Ve République. Et à l'intérieur de cette gauche, le part du Parti socialiste, qui n'avait cessé d'augmenter dans la période précédente (67,4 % en 1981, 71,8 % en 1986 et 75,6 % en 1988), redescend à 61 %. Le vote écologiste (8 % ou 11 % selon que l'on ajoute ou non les scores des divers écologistes à ceux de l'Entente écologiste) a permis aux candidats communistes de devancer ceux du Parti socialiste dans soixante-quatre circonscriptions métropolitaines au lieu de vingt-six en 1992. Ce phénomène n'a pas peu contribué à la perte massive des sièges socialistes.

Quelques éléments d'espérance

L'implosion de l'électorat socialiste se lit dans le sondage SOFRES si l'on observe la manière dont ont voté les personnes qui se placent plutôt à gauche : c'est-à-dire sur la cote 3 de l'échelle gauche-droite. En 1988, 80 % d'entre elles votaient socialiste, en 1993, 49 % seulement, tandis que 14 % votaient pour le Parti communiste ou l'extrême gauche, 20 % pour l'ensemble des candidats écologistes et divers, 12 % pour l'UFP et 5 % pour le Front national. Cela confirme que le Parti socialiste n'est plus en capacité de regrouper les électeurs du centre gauche. Quant aux alliances politiques, en admettant même, ce qui paraît problématique, que les socialistes puissent à la fois s'allier avec les écologistes et les communistes, l'ensemble de ces formations n'a réalisé que 36 % des voix le 28 mars. Sans alliances et sans beaucoup d'électeurs, le Parti socialiste, gravement affaibli et isolé, est dans une situation d'exceptionnelle gravité.

Dans ce sombre tableau, quelques éléments d'espoir subsistent néanmoins pour le Parti socialiste, que l'on peut rapidement rappeler.

D'abord, dans des systèmes politiques pluralistes où la crise écono-

mique accélère l'usure des gouvernements, les partis socialistes demeurent, en France comme ailleurs, à l'exception de l'Italie, les seuls partis d'alternance à gauche. Les communistes continuent leur lent déclin avec leur plus bas score électoral à des élections législatives (9 %) depuis 1932.

Quant aux écologistes, ils sont loin de réaliser leur rêve de remplacer le Parti socialiste. Affaiblis et divisés, ils ne constitueront pas la force capable de transformer en profondeur le système de partis français. Le Parti socialiste demeure la grande force d'alternance... si alternance il y a. L'augmentation de la volatilité électorale, le vote de plus en plus centré

Tableau 2			
Vote en faveur du PS aux élections législatives de 1986 et 1993 selon la profession du chef de ménage, en %			
	1986	1993	Ecart
Agriculteur	15	10	- 5
Commerçant, artisan, chef d'entreprise	22	12	- 10
Cadre, profession intellectuelle supérieure	29	16	- 11
Profession intermédiaire	45	26	- 19
Employé	32	23	- 9
Ouvrier	36	26	- 11
Inactif	29	17	- 12

(Sondage SOFRES-TF 1-RTL-Figaro du 28 mars 1993.)

sur l'appréciation des performances gouvernementales, peuvent ramener vers la gauche nombre d'électeurs qui l'ont désertée au cours de la dernière période. Le mode de scrutin majoritaire qui a montré sa brutalité au détriment des socialistes pour jouer en leur faveur dans une occasion plus favorable.

De plus, au second tour de ces élections législatives, le Parti socialiste, qui a représenté la gauche dans la très grande majorité des circonscriptions où elle était présente, a rassemblé apparemment correctement les suffrages de gauche et des écologistes. Les données provenant de l'estimation SOFRES montrent que dans ces circonscriptions, la gauche, qui représentait 35 % des suffrages au premier tour, en a rassemblé 45 % au second.

A cela il faut ajouter, que, selon les sondages, Jacques Delors et Michel Rocard réussissent à rassembler bien au-delà du score de la gauche à un deuxième tour d'élection présidentielle.

Enfin, la droite modérée, malgré son très bon score, n'a pas dépassé ses niveaux des années 80 et demeure très minoritaire dans le vote des ouvriers et des classes moyennes (environ 30 %). De plus, elle est divisée gravement sur des enjeux essentiels de la période à venir.

On le voit, les perspectives d'avenir ne sont pas totalement bouchées pour la gauche. Mais on mesure en même temps l'extraordinaire effort de renouvellement que doit faire un parti meurtri, dont 60 % de ses électeurs appellent à se refonder en s'élargissant et en abandonnant son identité actuelle. Parti difficile pour un parti dont les divisions internes risquent fort, dans le débat actuel, de réapparaître dans toute leur profondeur.

► Gérard Grunberg est directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française contemporaine (CEVPOF).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 520 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33
Comptabilité paritaire des journaux et publications, n° 57 457
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 8 heures à 17 h 30)
Téléc : (1) 40-65-30-10

Tarif	FRANCE	EUROPE	AUTRES PAYS
1 an	326 F	572 F	795 F
6 mois	163 F	286 F	398 F
3 mois	82 F	143 F	199 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

« LE MONDE » (RFP) est inscrit au répertoire des journaux au n° 1500. L'abonnement est payé par mandat postal ou chèque. Les abonnements sont livrés par la poste. Les abonnements sont livrés par la poste. Les abonnements sont livrés par la poste.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croux
Membres du comité de direction : Jacques Gels, Philippe Dupuis, Isabelle Tuallet
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Téléc : MONDOPUS 34 128 F
Téléc : 40-62-51-51, Société d'édition de la SARL Le Monde et Régie Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tape LEMONDE
code d'accès ABO

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Gels, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) Yves Agnès, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

فكرنا من الأصل

ETRANGER

Après la dénonciation par la Corée du Nord du traité de non-prolifération nucléaire

Séoul s'efforce d'éviter une crise régionale

Pyongyang justifie sa décision

Bien que la Corée du Sud ait coigné la résolution de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) portant devant le Conseil de sécurité de l'ONU la question de la dénonciation par Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire, Séoul s'emploie en sous-main à créer les conditions permettant à la Corée du Nord de se dégager de l'impasse dans laquelle elle s'est placée avant que le Conseil ait pu prononcer.

SÉOUL

de nos envoyés spéciaux

La modération avec laquelle la Corée du Sud a répondu à l'initiative nord-coréenne, qui a provoqué une vague de tension dans la péninsule, est symptomatique de son souci de ne pas déstabiliser le régime de Pyongyang. Certes, les préoccupations que les États-Unis et le Japon ont pour les risques que présente la possession de l'arme atomique par le Nord, les dirigeants de Séoul le sont peut-être davantage par les conséquences d'un éventuel effondrement du régime communiste : instabilité, efflux de réfugiés et charge financière d'une réunification entreprise « à chaud ».

Tout en appelant de ses vœux la réunification de la patrie, dont la division est un des stigmates de la guerre froide, la Corée du Sud entend que cette réunification se fasse graduellement et de manière aussi pacifique que possible. Les conclusions de l'inspection des sites nucléaires nord-coréens par l'AIEA — notamment celles tirées de l'examen des prélèvements de plutonium qui indiquent que les quantités produites sont supérieures à celles admises par Pyongyang — tendent à montrer que les ambitions de Pyongyang de se doter d'une arme nucléaire sont réelles.

Les dirigeants sud-coréens divergent en revanche sur les méthodes à employer pour amener le Nord à revenir sur sa décision. Certains responsables estiment que « la communauté internationale n'a peut-être rien pu faire pour la Corée du Nord dans ses retournements et l'a contrainte à réagir avec la seule carte qui lui restait ».

Vu de Séoul, plusieurs facteurs ont pu conduire les Coréens du Nord à dénoncer le traité de non-prolifération : l'absence d'avancées de leur programme nucléaire au mobiliser le pays en invoquant la menace extérieure afin de renforcer le contrôle sur la population tout en détournant l'at-

tention des graves problèmes auxquels est confronté le pays (isolement, pénurie alimentaire et énergétique). Placés sous la pression internationale, les dirigeants de Pyongyang devaient aussi montrer qu'ils ne cédaient pas.

Leur décision était donc assez « logique ». Bien que défiant la communauté internationale, et en particulier les États-Unis et le Japon, dont Pyongyang voudrait obtenir reconnaissance et aide économique, elle n'était sans doute pas la meilleure méthode : c'était, en revanche, la seule permettant de rétablir un semblant de rapport de force. Il s'agit maintenant, pense-t-on à Séoul, d'amener le Nord à revenir sur sa décision sans perdre la face.

Le rôle de la Chine

Comme le déclare le président Kim Yung-sam au Monde, la Corée du Sud étudie des propositions destinées à renouer le dialogue avec le Nord. Parmi celles-ci pourrait figurer, à l'instar de ce qui s'est passé à Washington, le ministre des affaires étrangères, M. Han Song-joo, l'abandon des exercices militaires américano-sud-coréens, « Team Spirit ».

La Corée du sud compte sur la Chine, dernier allié de Pyongyang.

qui, avec le Vietnam et l'Inde, s'est opposée à la saisie par l'AIEA du Conseil de sécurité — et qui dispose dans cette instance d'un droit de veto pouvant bloquer d'éventuelles sanctions à l'égard de Pyongyang, pour inciter les dirigeants nord-coréens à faire preuve de souplesse.

Indépendamment des prises de position en faveur de Pyongyang, la Chine, estime-t-on à Séoul, a intérêt à éviter que la Corée du Nord possède l'arme nucléaire (Pékin ne s'est d'ailleurs jamais opposé à l'inspection des sites nucléaires nord-coréens par l'AIEA). Non seulement une telle hypothèse ferait de la péninsule une poudrière, mais elle pourrait inciter le Japon à se doter lui aussi de la bombe atomique, ce qui constituerait un danger évident pour Pékin, et accentuerait la course aux armements entre les deux pays alors que la Chine a besoin d'une certaine stabilité pour poursuivre son programme de réformes.

« Pour la première fois dans l'histoire de la région, s'est ouverte une période de paix entre les grands protagonistes (Chine, États-Unis et Russie) qui par le passé se sont affrontés (guerre de Corée) ou ont été dans une situation de confrontation (guerre froide) », fait valoir M. Kim Yung-sam, qui fut conseiller diplomatique de la prési-

dence et ambassadeur à Washington. « Personne ne souhaite que la Corée du Nord possède l'arme atomique. Pour Séoul, outre un risque évident, cela impliquerait une dépendance encore plus étroite par rapport aux États-Unis ».

Ces différentes manœuvres diplomatiques pourraient porter leurs fruits : plusieurs indications laissent penser que Pyongyang est prêt à assouplir sa position et que « se fait jour une marge de manœuvre » : coup sur coup, à la suite de l'annonce de la dénonciation du traité de non-prolifération nucléaire, les ambassadeurs de Corée du Nord à Vienne et aux Nations unies ont laissé entendre que leur pays pourrait revenir sur sa décision sous certaines conditions (dont l'une est l'arrêt des exercices « Team Spirit »).

« Les Coréens du Nord ne se décident que lorsqu'ils n'ont plus d'autre choix, comme ce fut le cas pour l'entrée conjointe des deux Corées aux Nations unies. Aussi est-il important de maintenir une pression », estime M. Kim Yung-sam. Maniant tour à tour la carotte et le bâton, Séoul a gelé ses échanges commerciaux avec le Nord : ce qui aggrave la pénurie qui y sévit.

J.-P. L. et Ph. P.

TOKYO

de notre correspondant

Objet de critiques par la communauté internationale pour avoir dénoncé, le 12 mars, le traité de non-prolifération nucléaire, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) cherche à justifier sa position. De la distribuer, elle est passée à la contre-attaque plus argumentée dans une série de documents diffusés, notamment, à Tokyo.

Dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, reproduit par l'agence de presse de Pyongyang, samedi 3 avril, la RPDC s'en prend à « la politique de deux poids deux mesures des États-Unis et de l'Agence internationale pour l'énergie atomique », qui feraient les yeux sur le programme nucléaire de l'Afrique du sud « malgré cent quinze inspections dans ce pays ».

Dans un mémorandum publié antérieurement, le ministère des affaires étrangères de la RPDC affirmait que les « importantes contradictions » entre les renseignements fournis par Pyongyang et les résultats des vérifications de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), qui justifient, estime celle-ci, une nouvelle inspection des sites nucléaires nord-coréens, ne sont qu'une invention de certains membres du secrétariat de l'AIEA qui se refusent à reconnaître

les particularités des conditions d'opération de nos installations nucléaires ».

Utilisant des techniques apparemment inconnues à Pyongyang, l'AIEA a pu établir, à partir de prélèvements du plutonium nord-coréen, que les quantités produites seraient supérieures à celles que reconnaissent les autorités, et elle en a tiré la conclusion que le programme nucléaire nord-coréen était plus avancé que Pyongyang ne le dit. Le ministre des affaires étrangères nord-coréen fait valoir que les spécialistes de l'AIEA « se sont obstinés à prétendre que leurs calculs étaient justes sans expliquer les détails des opérations auxquelles ils se sont livrés ».

« Les deux sites que veulent visiter les inspecteurs de l'AIEA ont des objectifs militaires mais sont sans rapport avec des activités nucléaires », précise le document. L'AIEA se serait, en outre, refusée à révéler la source des « preuves évidentes » démontrant que ces sites sont liés aux activités nucléaires.

La RPDC rejette la résolution de l'AIEA comme « une violation flagrante de la souveraineté de [son] pays », et présente sa décision d'avoir dénoncé le traité de non-prolifération comme « une mesure d'autodéfense pour sauvegarder la dignité et le droit à l'existence nationale ».

Ph. P.

Un entretien avec le président sud-coréen

Suite de la première page

« Cette connivence entre milieux d'affaires et monde politique engendrant une énorme corruption. Nous aurons bientôt trois élections partielles. Eh bien, j'ai demandé aux partis, notamment le mien, de ne plus recevoir de fonds extérieurs et de se contenter des cotisations de leurs membres ».

— Concernant la corruption, vous avez agi rapidement. Jusqu'à quel point ?

— Cette campagne de purification ne sera pas éphémère. Ce sera une tâche constante de mon gouvernement. Elle facilitera, en outre, la relance de l'économie. Nous encourageons d'ailleurs les milieux d'affaires à gagner de l'argent légalement. Mais, comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture, personne n'échappera à cet assainissement. Il n'y aura pas de sanction.

— Même dans les casernes ?

— Tout à fait. Les militaires également sont concernés.

— Vous avez d'emblée pris certaines mesures qui ont pu choquer les éléments conservateurs de l'armée, notamment la limogeage du chef d'état-major et du chef des renseignements. Selon vous, les militaires ont-ils encore un rôle politique à jouer ?

— La prépondérance de l'armée appartient au passé. Son rôle proprement politique n'est plus possible. L'armée, qui s'elle-même évolue, en est consciente. D'ailleurs, les militaires sont des citoyens comme les autres. Le gouvernement étant largement soutenu par les Coréens, un ne voit pas pourquoi l'armée interviendrait dans les affaires du pays.

« De nouvelles propositions au Nord »

— Vous arrivez au pouvoir au moment où la péninsule coréenne connaît une période de tension après la décision du Nord de dénoncer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Quels seront les grands principes de votre politique envers Pyongyang ?

— Nous en avons trois. D'abord, nous ne voulons pas que la Corée du Nord s'isole davantage du reste du monde. Ensuite, nous continuerons nos efforts pour convaincre notre difficile partenaire du Nord d'entreprendre des réformes. Enfin, nous pourrions avoir beaucoup de patience le dialogue direct avec lui.

— J'imagine que vous n'accepterez en aucun cas que la Corée du Nord devienne une puissance nucléaire ?

— Il est en effet inacceptable que la Corée du Nord devienne

un jour une puissance nucléaire. Ce serait une tragédie nationale pour les soixante-dix millions de Coréens, une menace constante sur la paix en Asie du Nord-Est et dans le monde.

— La Corée du Sud s'est-elle désolidarisée du dialogue avec le Nord de la possibilité d'inspection internationale de ses sites nucléaires ?

— Effectivement, le dialogue inter-coréen et l'inspection des sites nucléaires sont deux questions étroitement liées. Mais après tant, pour régler le problème nucléaire, il est utile d'avoir un dialogue entre Coréens. C'est pourquoi Pyongyang doit reconnaître l'importance du dialogue avec le Sud au lieu de chercher des interlocuteurs ailleurs. Je suis persuadé que la Corée du Nord ne doit pas rester un pays malheureux.

— Pourquoi Pyongyang a-t-il dénoncé le TNP ?

— D'abord, évidemment, pour dissimuler l'état de ses recherches nucléaires. Des facteurs de politique intérieure ont dû également



Kim Young-sam

Un ancien dissident

Ancien dissident, victime de la répression des régimes militaires qui se sont succédés en Corée du Sud depuis les années 60, Kim Young-sam est le premier civil à accéder à la présidence de la République depuis trente-deux ans. L'arrivée au pouvoir, le 25 février dernier, de cet homme, âgé de 1927 dans le sud de la péninsule et qui fut le plus jeune président d'un parti politique avant de connaître une longue traversée du désert en compagnie de l'autre grand dissident du pays, et son éternel rival, Kim Dae-jung, est symptomatique de l'évolution de la Corée du Sud vers la démocratie.

En avec 42 % des suffrages face à Kim Dae-jung à l'issue du scrutin présidentiel le plus libre qu'ait connu le pays depuis son indépendance, Kim Young-sam a immédiatement lancé une campagne contre le mal endémique de la corruption, avec, peut-être, le souci de redresser son image auprès de ses anciens amis dissidents, déçus par son ralliement, en 1990, au Parti démocrate-libéral (PDL), gouvernemental. Le retrait de la Corée du Nord du traité de non-prolifération nucléaire est le premier test de sa présidence.

Ph. P.

tive de Pyongyang avec beaucoup de calme et de modération. Au fond, vous semblez plus inquiet des risques d'effondrement du régime du Nord que d'un regain de tension Nord-Sud ?

— Nous avons répondu avec modération à la décision du Nord, bien qu'elle ait de grandes répercussions internationales. En effet, nous ne voulons pas que le régime politique nord-coréen soit démantelé subitement, car cela menacerait la sécurité de la péninsule tout entière. C'est pourquoi nous étudions attentivement

« Je mènerai une vie austère »

— En matière économique, vous avez fait beaucoup de promesses. Vous avez réduit les taux d'intérêt mais, pour le reste, vous demeurez prudent. Quand avez-vous l'intention d'abolir, comme vous l'avez promis, la pratique des comptes bancaires sous un nom d'emprunt qui permet la dissimulation des fortunes ?

— Le calendrier de cette réforme doit rester confidentiel. Mais, rassurez-vous : je la réaliserai au cours de mon mandat.

— La Corée souhaite adhérer à l'OCDE en 1996. Pour cela, elle devra internationaliser son économie, et donc libéraliser son système financier, ce qui suppose l'écroulement de l'oligopole formé par les grands conglomérats (les « chaebols »). Avez-vous un calendrier précis ?

— Je n'ai jamais demandé le démantèlement des « chaebols », mais seulement suggéré de modifier leur gestion. Pour affronter la concurrence internationale, il faut des entreprises de grande taille. Mais il faut éviter qu'elles n'étouffent les PME. Une réforme de l'économie ne se fait pas en un jour. J'espère qu'elle pourra trouver un second souffle dans les deux ans à venir.

» J'ai demandé à tous les Coréens de serrer les rangs face à l'épreuve. Dans la lutte pour la relance, les facteurs psychologiques sont importants. C'est pourquoi j'ai décidé de mener une vie austère. Les dépenses des administrations seront réduites de 10 %. Le salaire des fonctionnaires n'augmentera pas. Quant aux syndicats, ils se comportent de manière responsable.

« La décision sur le TGV sera équitable »

— La Corée envisage depuis longtemps de se doter d'un TGV. Trois partenaires étrangers sont en lice : l'Allemagne, la France et le Japon. Le choix de Séoul a déjà été reporté à cinq reprises. Envisagez-vous un nouveau délai ?

— Concernant ce projet, auquel la France attache une grande importance, notre décision n'est pas arrêtée. Sa date n'a pas encore été fixée, mais elle ne sera pas retardée. Je tiens à vous assurer que notre décision respectera nos intérêts nationaux et les pratiques internationales. Elle sera prise de manière objective et équitable.

— Où en est le projet de visite d'Etat de M. Mitterrand dans votre pays ?

— Nos diplomates sont en train d'étudier ce projet. La France nous a proposé comme date fin avril ou début mai. Mais ce n'est pas encore fixé de manière définitive.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER et PHILIPPE PONS

□ PAKISTAN : les forces de sécurité bloquent une marche de protestation vers le Cachemire. — Les forces de sécurité pakistanaises ont arrêté, lundi 5 avril, une centaine de manifestants qui tentaient de poursuivre une marche en direction de la ligne de démarcation séparant les parties du Cachemire sous administration pakistanaise et indienne. Les manifestants, dont certains étaient vêtus de linéoles blanches, avaient annoncé leur intention de franchir coûte que coûte la ligne de démarcation pour marquer leur solidarité avec les séparatistes musulmans qui luttent contre les forces de l'ordre indiennes. — (AFP)

□ TAIWAN : un avion chassés détourné sur Taïpei. — Un avion des lignes aériennes chinoises a été détourné, mardi matin 6 avril, par deux pirates de l'air, et s'est posé sur l'aéroport international de Taïpei. L'appareil des China Southern Airlines effectuait une liaison entre Shenzhen et Pékin avec 197 personnes à bord. Les pirates se sont rendus aux autorités taïwanaises dès leur arrivée. — (AFP, Reuters, AP)

CAMBODGE

L'ONU « condamne vigoureusement les agressions » contre les « bérêts bleus »

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, est arrivé à Bangkok, mardi 6 avril, avant de s'envoler mercredi pour Phnom-Penh. A sa descente d'avion, il a déclaré à la presse que les élections prévues le mois prochain au Cambodge sous l'égide de l'ONU auront bien lieu, en dépit de l'instabilité croissante dans le pays.

Dans la nuit de lundi à mardi, un « bérêt bleu » bulgare qui montait la garde a été grièvement blessé dans le secteur de Kompong-Spen, où trois autres soldats de l'ONU avaient trouvé la mort à la fin de la semaine dernière.

Par ailleurs, alors que plus de dix mille Vietnamiens ont fui pour échapper à la campagne de « purification ethnique » lancée par les Khmers rouges, le Conseil de sécurité de l'ONU a, lundi, « condamné vigoureusement toutes les agressions contre l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), notamment les attaques récentes qui ont provoqué la mort de deux ressortissants du Bangladesh membres de l'APRONUC, et le lâche assassinat de trois membres du contingent bulgare le 2 avril ».

Le Conseil a demandé à M. Boutros-Ghali de présenter un rapport sur les « circonstances de ces actes criminels et sur les éléments qui en sont responsables ». — (AFP, Reuters)

EUROPE

RUSSIE : cherchant à tirer parti du sommet de Vancouver

Boris Eltsine s'engage dans la campagne du référendum

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Confirmant ses déclarations de Vancouver, Boris Eltsine a réaffirmé, lundi 5 avril dans la ville sibérienne de Bratsk, qu'il était désormais disposé à tout mettre en œuvre pour gagner le référendum du 25 avril. À l'issue du neuvième Congrès des députés, qui s'était tenu dans une ambiance de crise à Moscou du 26 au 29 mars, aucun compromis n'avait en effet pu être mis au point entre le président et les députés. Ces derniers avaient décidé l'organisation d'un référendum, le 25 avril, portant sur quatre questions : la confiance au président, la politique économique, l'organisation d'élections législatives et présidentielle anticipées. Apparemment, M. Eltsine s'en tenait, lui, à son idée initiale : un « référendum-pébiscite » portant uniquement sur la confiance au chef de l'Etat.

En enseignant, lundi, aux électeurs de répondre « oui » aux quatre questions proposées par le Congrès, même celle concernant la présidentielle anticipée, le président russe a donc décidé de prendre les députés à leur propre jeu.

50 % des votants ou des inscrits ?

S'il continue à penser que la seule question importante, à ses yeux, reste celle relative à la confiance au président, « alors, il sera possible d'agir », a déclaré le chef de l'Etat à son auditoire de répondre « oui » aux autres questions afin « de ne pas s'embrouiller ». Avec le tact ou la franchise qui le caractérisent, M. Eltsine a précisé que cela « valait... surtout pour les personnes âgées ».

Si députés et président semblent d'accord sur les termes du référendum, rien

n'est pourtant résolu sur le mode d'interpréter les résultats de celui-ci. Le Congrès, en effet, placé à la barre très haut : selon lui, il faudra que 50 % des inscrits, et non des votants, aient répondu « oui » à une question pour que celle-ci soit adoptée. Les experts semblent pour le moment unanimes à considérer cet objectif comme impossible à atteindre. D'ailleurs, dans quel pays démocratique le serait-il ?

L'équipe présidentielle a manifesté l'intention de saisir la Cour constitutionnelle sur ce point précis. « Le président a été élu par une majorité d'électeurs. Maintenant, on lui demande d'être confirmé par au moins 50 % des inscrits : c'est une violation de la Loi fondamentale », avait ainsi expliqué le conseiller présidentiel Andreï Mikhaïlov.

En attendant ce qui promet d'être une nouvelle épopée

entre le Congrès et le président des résultats du référendum connus, la question qui se pose aujourd'hui à Moscou est de savoir quels bénéfices politiques, si bénéfiques il y a, le président russe peut tirer de la rencontre de Vancouver. La presse est divisée à ce sujet, comme l'est l'opinion publique. Les conservateurs mettent en exergue, dans une apparente contradiction, la faiblesse de l'aide promise par les Etats-Unis et la situation de « mendiant » dans laquelle se trouve désormais la Russie. Ainsi le quotidien proche du Soviet suprême *Sovetskaja Rossiia* rappelle la phrase du vice-président Alexandre Roukoussov comparant l'Etat occidental à « l'odeur du fromage frais dans la souricière ».

En revanche, les journaux proches des libéraux, *Niezavisimaja Gazeta* ou *Sverdlovsk*, insistent sur le fait que le sommet de Bill

Clinton et Boris Eltsine a promu une véritable « coopération » entre les deux pays, considérés comme des partenaires. Quand au *Moskovski Komsomolets*, ayant calculé que l'aide promise par le président américain équivalait à donner six comprimés d'aspirine à chaque Russe, il titre : « Clinton contre le rhume ! ».

JOSE-ALAIN FRALON

À Kiev accusé d'ambitions nucléaires. - Le gouvernement russe a accusé l'Ukraine, lundi 5 avril, de violer ses engagements en matière de désarmement nucléaire, « violations » qui ne peuvent être interprétées autrement, selon Moscou, que comme des « prétentions ukrainiennes à posséder des armes nucléaires ». Kiev a répondu en accusant Moscou de « double jeu ». (AFP, Reuter.)

ESPAGNE

Crise ouverte au Parti socialiste

Le secrétaire à l'organisation du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Txiki Benegas, a rendu public, lundi 5 avril, sa lettre de démission, provoquant une crise ouverte au sein de la formation au pouvoir.

MADRID

de notre correspondant

Dans cette lettre écrite le 1^{er} avril M. Benegas, numéro trois du parti accuse ses amis d'avoir « failli aux concepts de solidarité et de loyauté » et dénonce « certains membres du gouvernement (...) qui prétendent, depuis quelque temps, remettre en cause et rendre illégitime l'autorité de ceux qui furent élus, lors du dernier congrès, avec le soutien maximum de toute l'organisation ».

A aucun moment, M. Benegas n'évoque dans cette lettre l'affaire Fillesa, à l'origine de tout ce tohu-bohu. Ce scandale sur le financement occulte du PSOE est en effet au centre du remue-ménage qui secoue les plus hautes sphères du parti. A la fin du mois dernier, un rapport d'experts avait mis à jour une partie du mécanisme, notamment des fausses factures, qui permettaient d'alimenter les caisses du parti entre 1989 et 1991. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement et secrétaire général du PSOE, avait immédiatement promis que l'affaire Fillesa irait jusqu'à « ses ultimes conséquences » et qu'il tirerait les conclusions qui s'imposeraient une fois que seraient établies les responsabilités judiciaires.

«Purger» tout de suite

Certains hauts responsables du PSOE ont cependant estimé qu'il n'était pas possible d'attendre jusqu'aux élections, prévues à l'automne, les sondages risquant d'être de plus en plus défavorables à la formation au pouvoir. Il faut donc « purger » tout de suite, avant qu'il ne soit trop tard. On a commencé par dire que les deux parlementaires soupçonnés d'être directement impliqués dans le scandale, le député Carlos Navarro et le sénateur Josep Maria Sala, ne pourraient pas se représenter à un scrutin.

Mais au sein du comité exécutif et plus particulièrement parmi le secteur dit « rénovateurs », en opposition aux « orthodoxes », conduits par le vice-secrétaire général Alfonso Guerra, on a estimé que le « nettoyage » devait être plus important et que certaines têtes devaient tomber. Il n'en fallait pas plus pour rallumer la guerre entre « rénovateurs » et ceux que l'on appelle les « guerristes ». M. Benegas a donc mis sa démission dans la balance, mais en lançant un pavé dans la mer. « Je suis convaincu que ce qui se produit n'est en rien fortuit », écrit-il, « j'espère que l'on comprendra que je ne peux admettre que mon intégrité dans la vie publique soit mise en jugement par certains membres du gouvernement... » écrit Txiki Benegas dans sa lettre adressée à Felipe Gonzalez.

C'est maintenant au comité directeur de décider si cette démission explosive doit être acceptée ou non. La réunion prévue pour lundi a été repoussée au samedi 10 avril. Les « guerristes » disposent, en principe, d'une large majorité au sein de ce comité de trente et un membres.

MICHEL BOLE-RICHARD

■ BELGIQUE : décès de Lucien Outers ancien ministre. - L'homme politique et essayiste belge Lucien Outers est mort à Bruxelles, samedi 3 avril, à l'âge de soixante-neuf ans. Cofondateur du Front démocratique des francophones, député au Parlement européen de 1972 à 1976, il fut ministre de la coopération, puis ministre du commerce extérieur dans le gouvernement national à la fin des années 70. Il avait terminé sa carrière comme député de la Communauté Wallonie-Bruxelles à Paris, où il comptait de nombreux amis. Son ouvrage le plus connu est *Le Divorce belge*, où il exposait l'origine des griefs des francophones à l'égard des Flamands. (Corresp.)

La guerre en Bosnie-Herzégovine

Quatorze avions français participeront au contrôle de la zone d'exclusion aérienne

Aux côtés des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et, sans doute, des Pays-Bas, la France s'est déclarée prête à déployer en Italie dix Mirage-2000 d'interception et quatre Mirage F1CR de reconnaissance pour assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie, en vertu de la résolution 816 des Nations unies. Certains des appareils du porte-avions *Clemenceau* - la plupart des avions embarqués sont des Super Etendard pour l'attaque, au sol - qui croise depuis une semaine en Adriatique pourront, au besoin, être utilisés. La France fournit, d'autre part, des avions-radar AWACS qui assurent un contrôle aérien de la zone-depuis Avord (Cher) et de la zone de Venise.

L'ensemble du dispositif allié devrait être commandé par le général italien Giuseppe Degli Innamorati, qui est le « patron » de la 5^e force aérienne tactique (ATAF) relevant de l'OTAN. L'Italie a donné son accord au stationnement des avions, il est prévu que plusieurs bases aériennes accueilleraient les forces alliées - principalement celles de Vicence, près de Venise,

et Aviano, proche d'Udine - et que les porte-avions américains *Theodore Roosevelt* et britannique *Ark Royal* en Adriatique participent à cette opération. Au total, quelque cinquante à cent appareils seront concentrés vers la mi-avril.

C'est la première fois, depuis sa création en avril 1949, que l'OTAN intervient officiellement pour le compte du Conseil de sécurité de l'ONU. Durant les opérations du Golfe, en 1990 et 1991, gérées par les Nations unies, seules les procédures propres à l'OTAN avaient été appliquées - c'est ainsi que la division française Daguet avait été placée sous « contrôle opérationnel » allié - et le commandement avait été américain.

Des gendarmes sur le Danube

Six Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas - participeront à une opération de police sur le Danube pour aider les pays riverains (la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie) à faire respec-

ter, sur le fleuve, l'embargo de l'ONU contre la Serbie. C'est, en effet, par le Danube que les Serbes reçoivent une grande partie de leur pétrole. Cette opération de police mobilisera environ trois cents hommes qui serviront une dizaine de vedettes rapides. La France dépêchera une vingtaine de gendarmes et du matériel.

Ces forces de police et de douane pourront arrêter et inspecter les bateaux et les barges suspectes de transporter un chargement illicite. Les équipages des vedettes pourront faire usage de leurs armes dans des cas d'autodéfense.

Dans le cadre de l'opération, les Etats-Unis ont prévu de livrer, le 9 avril prochain, six vedettes de patrouille, équipées de moyens de repérage électronique, à la Roumanie et à la Bulgarie. On sait que l'UEO, en application d'un mandat de l'ONU qui remonte à octobre dernier, a la responsabilité de faire respecter l'embargo naval en Adriatique et qu'elle utilise actuellement des moyens français, italiens et portugais.

J. L.

Les Croates réclament le départ de l'armée bosniaque de « leurs » provinces

Le leader des Croates de Bosnie, Mate Boban, a exigé que l'armée bosniaque fasse allégeance ou se retire des trois provinces de Bosnie-Herzégovine dites « croates », assurant ainsi son appel d'une menace de recours à la force.

Dans un document adressé, dimanche 4 avril, au président Iztok Jovanovic, M. Boban lui demande d'appliquer « sans tarder le plan Vance-Owen qui prévoit le découpage de la Bosnie en dix provinces. Il se réfère à un « accord » conclu à New-York entre le président bosniaque et lui-même, et ordonne d'appliquer immédiatement les affrontements armés entre forces croates et musulmanes. Il demande le retour dans un délai de trois jours des unités de l'armée et de la police

■ Fausse dans une banque de Belgrade. - Un règlement de comptes entre gardes du corps au siège de la banque Dabonit, à Belgrade, a fait un mort et cinq blessés, lundi 5 avril. Plusieurs gardes du corps qui avaient récemment perdu leur

bosniaques dans leurs provinces d'origine, « jusqu'à la délimitation complète de la Bosnie, prévue par le plan de paix ».

Le Conseil de défense croate (HVO), plus haute instance politique de la « Communauté de l'Hercegovina », entité croate proclamée unilatéralement dans le sud de la Bosnie, réuni samedi à Mostar, a décidé de son côté de faire appliquer le plan de paix Vance-Owen « par les organes militaires et autres de l'Hercegovina ». « Il s'agit bien d'un ultimatum », a déclaré M. Veso Vego, porte-parole du HVO, nous ne pouvons reporter indéfiniment la réalisation du plan de paix. » (AFP.)

emploi à Dabonit ont tiré sur le nouveau service de sécurité. D'ailleurs, la principale banque privée de Yougoslavie, dont le succès s'est établi sur des taux accordés aux épargnants en devises, allant jusqu'à 18 % par mois. (AFP.)

Sauvetage ou épuration ?

Suite de la première page

De ces « enclaves », il ne reste plus beaucoup après le passage des forces serbes du général Ratko Mladic. L'une d'entre elles, Srebrenica, a gagné ses galons de cause internationale grâce à l'action isolée au départ - du général Philippe Morillon, commandant en chef des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, qui s'était juré de tout faire pour sauver cette poche musulmane assiégée depuis pratiquement un an et sur le point de tomber.

Or, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a décidé d'évacuer, à partir du mardi 6 avril, de 10 000 à 15 000 civils de Srebrenica, en organisant une noria de camions - vingt par jour - qui conduiront blessés, malades, femmes et enfants à 30 km plus au nord, à Tuzla, ville à majorité musulmane, où s'installent déjà des milliers de réfugiés, victimes du « nettoyage ethnique ».

Dix mille personnes, cela représente environ un tiers de la population se trouvant actuellement dans la ville, selon les comptes faits par l'AFP.

Srebrenica comptait, avant la guerre, environ 6 500 habitants auxquels se sont ajoutés 20 000 à 30 000 réfugiés ayant fui les villes et villages voisins pris par les Serbes. Vingt mille autres personnes se trouvaient, en outre, dans les environs.

Selon un porte-parole du HCR à Genève, également cité par l'AFP, 5 500 personnes ont déjà quitté la ville avec les convois de l'ONU, et « des centaines de personnes tentent de partir par leurs propres moyens ».

Certes, un représentant du HCR à Sarajevo, John McMillan, a fer-

mement nié que cette organisation spécialisée de l'ONU participe au « nettoyage ethnique ». Certes, chaque départ de camions blancs de Srebrenica a donné lieu à de sanglantes boucanades ayant fait plusieurs morts et donnant une idée de la terreur dans laquelle vivent ces gens promis à un sort épouvantable s'ils restent exposés à un assaut serbe.

Certes, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a fini par donner son « feu vert » à cette évacuation massive.

Reste l'opposition de nombreux musulmans à une pratique qui, au nom de l'humanisme le plus élémentaire, risque d'offrir, sur un plateau d'argent, une victoire de plus aux forces serbes et de vider une nouvelle région de sa population originelle.

Car ce n'est certainement pas un hasard si les Serbes s'opposent, jusqu'à présent, à l'envoi de « casques bleus » supplémentaires à Srebrenica ; c'est, en fait, un signe de plus que Belgrade et ses alliés locaux ont toujours la ferme intention de réduire cette enclave qui représente un élément de rupture, une sorte d'« anomalie », dans les territoires qu'ils ont conquis.

Un choix impossible

Or, une fois évacuées les personnes clairement identifiées comme n'étant pas des combattants - blessés, malades, femmes, enfants et vieillards - il ne restera plus, sur place, que des hommes valides, en âge de porter les armes, qui seront donc vite assimilés à des combattants. Et la guerre, à laquelle la communauté internationale ne veut pas se mêler, pourra reprendre ses droits. Enant donné le déséquilibre des forces, on peut



aisément prévoir le sort de Srebrenica.

Et même si John McMillan avait raison, si l'ONU ne se précipite pas à des pratiques condamnables, cette évacuation est un nouveau constat d'échec à mettre au débit des Nations unies. L'organisation agit, en l'occurrence, comme si elle avait renoncé à défendre Srebrenica, comme si elle avait définitivement décidé de ne pas entraver l'avance des Serbes. Dans ce cas, elle avait effectivement le devoir de sauver le plus de vies humaines possible.

Mais ce choix impossible, qu'elle a pourtant fait, devrait inciter la communauté internationale à prendre conscience de l'ampleur du désastre, à l'aune de son impuissance. Car le Conseil de sécurité de l'ONU et la CER sont-ils donc que les menaces qu'ils brandissent régulièrement de durcir les sanctions contre la Serbie si celle-ci ne s'arrête pas en route les effets

YVES HELLER

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La réunion des Douze à Luxembourg et la visite de M. Juppé à Bonn

La Communauté européenne accorde un délai au gouvernement français sur le dossier du GATT

Paris réaffirme son attachement à la relation franco-allemande

BONN

de notre correspondant

La tradition désormais bien établie veut que les responsables de tout nouveau gouvernement français accomplissent en Allemagne leur première visite à l'étranger et vice-versa. Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, est venu, lundi soir 5 avril, au pas de course à Bonn sacrifier au rite, le temps d'une déclaration et d'un dîner rapide avec son homologue allemand, Klaus Kinkel. Les deux ministres étaient arrivés tard dans la soirée de Luxembourg, à l'issue du conseil des ministres européen. Le premier soin de M. Juppé a été de réaffirmer l'attachement des nouveaux dirigeants français à l'axe franco-allemand et de rappeler qu'ils souhaitent un délai pour arrêter leur position sur le dossier du GATT.

Président désigné du Parti libéral, le chef de la diplomatie allemande n'avait pas caché, avant les élections françaises, son agacement devant les exigences de Paris sur le volet agricole. Il avait estimé que « le seul de tolérance » était atteint. Il a, lundi soir, réitéré son impatience en indiquant qu'il comprenait que le gouvernement français avait besoin de temps. « Nous ne faisons pas mystère qu'une solution

doit être trouvée rapidement dans l'intérêt de tous. a-t-il néanmoins souligné. « On ne peut pas attendre trop longtemps. »

Le nouveau chef de la diplomatie française a réaffirmé que ce premier déplacement à Bonn, où M. Balladur se rendra le 22 avril, doit être perçu comme « le symbole, l'affirmation d'une volonté politique nouvelle pour lequel un qui se reconnaît comme gaulliste dans une tradition de pensée qui fait de la relation franco-allemande la pierre angulaire de la politique européenne ». A la satisfaction de ses interlocuteurs, il a rappelé les trois priorités de son action en matière européenne : redonner un nouvel élan à la croissance pour lutter contre le chômage en renforçant notamment la coordination monétaire ; assurer l'application des accords de Maastricht et réfléchir aux développements ultérieurs de l'Europe « à la lumière de son élargissement et de la démocratisation de son fonctionnement et de ses institutions » ; enfin, renforcer la coopération politique pour accroître les chances de paix sur le continent. Les deux ministres ont également souligné leur accord étroit sur la crise yougoslave.

H. de B.

Alain Juppé (affaires étrangères), Gérard Longuet (industrie et commerce extérieur) et Alain Lamassouze (affaires européennes), rencontrant pour la première fois lundi 5 avril leurs homologues de la Communauté, ont réaffirmé la continuité de la politique européenne de la France. Ils ont obtenu un délai de réflexion sur le dossier du GATT.

M. Juppé a ensuite effectué une rapide visite à Bonn, pour marquer l'attachement du nouveau gouvernement à la poursuite de relations privilégiées avec l'Allemagne.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

« Alain Juppé a souligné en des termes très modérés la continuité de la politique française », a estimé Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne, à l'issue du débat que les Douze ont consacré, lundi 5 avril à Luxembourg, aux négociations du GATT ainsi qu'aux relations transatlantiques. C'était apparemment une appréciation largement partagée. Au cours de ce qui a été encore qu'un round d'observation, la « brigade maastrichtienne » du nouveau gouvernement, rassemblant autour d'Alain Juppé Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur ainsi qu'Alain Lamas-

ché communautaire des aliments du bétail.

Sans doute soucieux que sa modération ne soit pas mal interprétée, M. Juppé a tenu à redire en fin de journée devant les journalistes que « l'accord de Blair House ne pourra pas être accepté et ne sera pas accepté ».

2. — « Il faut restituer le volet agricole dans son contexte global », a ensuite expliqué le ministre, constatant que sur les affaires non agricoles (réduction des droits de douane, libéralisation des échanges de services, défense de la propriété intellectuelle...) « la situation actuelle n'est pas acceptable ».

La France a demandé un délai afin de « remettre à plat » l'ensemble du dossier, et le conseil européen lui a volontiers donné satisfaction. Le comité interministériel, présidé par Edouard Balladur, devait se pencher, dès mardi, sur les différents dossiers du GATT.

Le débat entre les Douze s'est donc déroulé dans de bonnes conditions, les Français n'étant en aucune manière soumis à des pressions. Il n'en sera pas forcément ainsi lors des prochaines sessions. En premier lieu, les Européens pourraient être rapidement invités à se prononcer sur l'arrangement coeeln avec les Américains à propos de la limitation de la production d'olégagineux dans la Communauté (c'est une partie traitée séparément de l'accord de Blair House). M. Pierre Bérégovoy avait bruyamment refusé de s'y rallier,

publics ou des subventions à l'aéronautique, M. Gérard Longuet a approuvé la tactique mise en œuvre par M. Brittan. Il a cependant trouvé trop timides ses efforts pour protéger les intérêts des sidérurgistes européens.

S'adressant aux journalistes, M. Juppé a parlé de la nécessité de « donner un nouvel élan à la construction européenne, en resserrant notre entente avec l'Allemagne ». Un nouvel élan passe par la ratification du traité de Maastricht mais implique aussi l'engagement d'une réflexion politique sur l'organisation de la Communauté, le partage des pouvoirs, la réforme des institutions après l'arrivée de nouveaux pays membres.

Vers une zone de libre-échange avec la Russie

Les Douze ont modifié le mandat confié à la Commission pour négocier un accord de partenariat avec la Russie. L'accord pourra faire référence à la perspective d'établir une zone de libre-échange qui couvrirait de la sorte

la totalité du Vieux Continent et bien au-delà. Une initiative qui vient à point nommé, au lendemain du sommet de Vancouver et à quelques jours de la réunion des ministres des affaires étrangères et des finances du G7 (les sept principaux pays industrialisés) à Tokyo, qui sera consacrée à l'assistance de la Russie de Boris Eltsine. Cependant, ce mandat de négociation ne comporte pas de chapitre portant sur l'aide financière : « La Communauté est le plus grand contributeur à l'effort de modernisation de la Russie et n'a pas à faire de complexe », a estimé M. Juppé.

Les Douze ont, une fois de plus, fermement invité les Serbes de Bosnie à approuver le plan de paix Vance-Owen. Et indiqué que, dans le cas contraire, aussitôt le feu vert du Conseil de sécurité donné, la Communauté mettrait en œuvre de nouvelles sanctions qui conduiraient à un isolement total de la Serbie et du Monténégro.

PHILIPPE LEMAITRE



source, ministre des affaires européennes, a en effet confirmé des positions connues en évitant toute provocation (la menace d'un veto n'a pas été formulée) mais en n'étant pas encore en mesure de préciser quels moyens seraient employés pour les faire aboutir.

A propos du cycle de l'Uruguay (Uruguay Round), M. Juppé, après avoir noté qu'en dépit de déclarations musclées le coup d'arrêt n'avait pas été donné par le précédent gouvernement et que la nouvelle équipe héritait donc d'un dossier qui avait mal évolué, s'est appesanti sur deux points :

1. — La France a la « ferme intention » de ne pas avaliser un arrangement agricole entre la CEE et les Etats-Unis qui impliquerait pour nos paysans des contraintes dépassant celles qui résultent de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Or, à cet égard, « les premiers éléments recueillis sont inquiétants ». Le ministre des affaires étrangères souhaite que soit engagée une étude plus approfondie sur la conformité entre le pré-accord coeeln à Washington sur le dossier agricole du GATT (dit « accord de Blair House ») et la réforme de la PAC. « Cette question n'est pas tranchée, l'exercice n'est pas clos », a-t-il indiqué, lorsqu'on lui a fait remarquer qu'au cours des semaines passées les ministres de l'agriculture avaient déjà longtemps débattu du sujet. Ils ne sont au reste pas parvenus à une décision commune : la compatibilité ou l'incompatibilité dépendent en effet largement des hypothèses plus ou moins optimistes que l'on retient, notamment en ce qui concerne la progression des rendements céréaliers ou encore l'aptitude des producteurs européens de blé à « reconquérir », grâce à des prix plus bas, le mar-

alors que la grande majorité des observateurs, y compris français, trouvaient que c'était pourtant là un compromis raisonnable mettant fin à un long conflit transatlantique. M. Juppé est resté dans le vague quant aux intentions du nouveau gouvernement.

Un « nouvel élan »

Au-delà de l'affaire des oléagineux, les partenaires de la France appuient sans restriction la stratégie mise en œuvre par Sir Leon Brittan afin de conclure dans des délais raisonnables le cycle de l'Uruguay, et, même si l'accord de Blair House ne séduit que modérément plusieurs d'entre eux, ils n'ont pas l'intention de le rouvrir. Insister sur la nécessité de parvenir à un accord global permet à la fois de gagner du temps et, peut-être, de parvenir à un résultat plus équilibré que ce qui est aujourd'hui acquis.

Cependant, compte tenu de ce qui est dit sur « l'agriculture, pilier essentiel de la puissance économique française et problème de civilisation », un tel rééquilibrage ne suffira pas pour que la France rentre dans le rang. Des garanties devront être consenties sur le terrain agricole lui-même. « Obtenir des modifications de l'accord n'est pas complètement écarté », a noté M. Juppé. A moins que, renonçant à rouvrir la négociation agricole avec les Américains (sauf sur les points ambigus qu'il faudra en tout état de cause clarifier) ce soit à nos partenaires de la CEE que la France réclame des assurances quant à l'avenir de la politique agricole.

Les tensions avec les Américains ne se limitent pas à l'Uruguay Round : s'agissant de l'ouverture réciproque des marchés

MIDI-PYRENEES VOTRE SECONDE NATURE

Il a mille ressources pour vous faire vivre à votre rythme les vacances que vous avez en tête... un peu de sport, quelques romans à attraper, un grand bain de chlorophylle, un coin de charme pour y cacher la famille. Tout ce qui vous attend en Midi-Pyrénées est aussi dans le Guide Vacances.

TOULOUSE
MIDI-PYRENEES
REDECouvrir L'ESSENTIEL

LE GUIDE

N° 671 05 22 02 02

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : à propos des dépenses de l'administration

La minorité républicaine fait de l'obstruction au Sénat

WASHINGTON
correspondance

A son retour de Vancouver, le président Clinton doit faire face à une opposition « musclée » de la minorité républicaine au Sénat, bien décidée à le tenir en échec et à lui imposer un compromis. Au risque d'être accusés de paralyser le fonctionnement d'un système politique reposant sur un marchandage entre l'exécutif et le législatif, les républicains sont passés à l'offensive, concentrant leurs attaques sur divers projets de dépenses chers aux démocrates. À cette fin, ils ont recouru à l'arme du filibuster, c'est-à-dire une obstruction systématique, assurée par une règle de

procédure parlementaire permettant à un sénateur de parler pendant des heures ou de donner la parole à un de ses amis, bref d'empêcher la discussion et la mise aux voix d'un projet.

Le filibuster est la seule arme dont dispose la minorité républicaine (43) contre la majorité démocrate (57). Soixante voix sont nécessaires pour y mettre fin. A trois reprises, les démocrates ont échoué dans leurs efforts pour obtenir cette majorité. Non seulement ils n'ont pu empêcher la mise en œuvre de la loi, mais plusieurs des sénateurs démocrates ont été passés dans l'autre camp. Dans ce climat politique délirant, le président Clinton se trouve obligé de chercher un compromis avec les républicains. Ceux-ci insistent pour que l'administration renonce à certaines dépenses prévues pour des programmes favorisant les intérêts régionaux de plusieurs sénateurs démocrates.

Du côté de l'administration, on est préoccupé par la vigueur de l'offensive républicaine, dirigée non seulement contre certains projets, mais contre l'ensemble du programme économique et social du président Clinton. Les critiques de Ross Perot, qui recueillent à nouveau, selon les sondages, un certain écho, inquiètent également l'administration. Jusqu'à présent, les négociations engagées entre les chefs des partis pour aboutir à un compromis n'ont pas abouti.

HENRI PIERRE

Le président Clinton et la psychologie japonaise

Des notes manuscrites du président russe abandonnées durant la week-end sur une table à Vancouver lors du sommet entre les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine sont la cause d'un mini-scandale diplomatique. Ces notes, rédigées en russe, citent le président américain qui donne le conseil suivant à son homologue russe : « Lorsque les Japonais nous disent "oui", ils veulent souvent dire "non". Les notes ont été retrouvées par un journaliste.

Si bien que le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a été contraint de passer quelques coups de fil au Japon pour tirer l'affaire au clair.

à précisé lundi le directeur des communications de la Maison Blanche, George Stephanopoulos, « il s'agissait d'un commentaire anodin [du président] sur la courtoisie et l'étiquette japonaises », a-t-il dit.

À Tokyo, le porte-parole du gouvernement, Yohel Kono, a démenti qu'un Japon « oui » signifie « non ». Le vice-ministre des affaires étrangères, Kaji Kakizawa, a même ajouté que le Japon, au tant qu'hôte de la prochaine réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés, « évitait de faire des choses susceptibles d'être mal interprétées ». (AP)

ARGENTINE

Remaniement ministériel avant les élections législatives

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

À six mois d'élections législatives décisives pour M. Menem, le président argentin a procédé à un remaniement ministériel, afin de permettre à deux ministres clés de l'administration péroniste de se lancer dans la campagne électorale. Au ministère de la Défense, Oscar Camillino a succédé, le 5 avril, à Ezequiel González, et Cesar Araoz a annoncé qu'il abandonnera dans les prochains jours le portefeuille de la Santé à son adjoint, Alberto Mazza.

M. Camillino fut ministre des affaires étrangères en 1981, à l'époque de la dictature militaire (1976-1982). Depuis 1987, il était le médiateur des Nations unies à Chypre. Considéré comme un expert des questions militaires, M. Camillino doit affronter une situation délicate au sein des forces armées, où les demandes répétées d'augmentations de salaires ont été catégoriquement rejetées début mars par le chef de l'Etat.

Les dossiers de la santé sont tout aussi sensibles en pleine année électorale. Le ministre sortant a recouru, à plusieurs reprises, les conditions précaires dans lesquelles vit la majorité de la population. Le choléra a fait une vingtaine de morts dans le nord du pays, 40 % de la population du grand Buenos-Aires n'a pas l'eau courante et 51 % est privée du tout-à-l'égout. La descente dans l'arène politique de deux poids lourds du « menemisme » — M. González, à la tête des députés péronistes dans la

capitale, et M. Araoz, à Córdoba, deux fiefs traditionnels du Parti radical — s'explique par l'ajout du scrutin du 3 octobre prochain. Il s'agit, pour Carlos Menem, de remporter une franche victoire afin de s'assurer la majorité au Congrès, où il veut faire approuver une réforme de la Constitution lui permettant de briguer un second mandat présidentiel en 1995.

CHRISTINE LEGRAND

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : nouveau massacre dans le Natal

Dix jeunes militants de l'ANC ont été assassinés pendant leur sommeil

Dix jeunes militants du Congrès national africain (ANC) ont été tués durant leur sommeil, lundi matin 5 avril, dans un village du Natal, par des hommes masqués qui, selon des témoins, ont agi « de manière très professionnelle » et, selon l'ANC, avec « la protection des forces de l'ordre de l'apartheid ». L'attaque, qui s'est produite à Murchinson, près de Port-Shepstone, au sud de Durban, a provoqué une vive émotion dans cette zone, où les deux mouvements onir traditionnels rivaux — l'ANC et le mouvement zoulou Inkatha — avaient signé, en décembre, un accord censé mettre un terme aux violences qui jusque-là faisaient en moyenne quarante morts par mois.

Les assaillants, en nombre de huit selon l'ANC, ont d'abord lancé une grenade dans la maison où les jeunes dormaient, puis

ouvert le feu au fusil d'assaut par les fenêtres et la porte. Les victimes étaient âgées de seize à vingt-cinq ans. Deux autres jeunes ont été gravement blessés. La police a confirmé le nombre de dix morts mais n'a fourni aucun détail sur les circonstances du drame.

Le ministre de la loi et de l'ordre, Hennis Kriel, et l'Inkatha ont condamné le massacre tandis que le président Frederik De Klerk et Nelson Mandela se sont entretenus lundi au Cap — pour la seconde fois en quinze jours — pour discuter « de la violence et du processus de négociations ». M. Mandela devait se rendre, mardi, à Dakar pour une visite de travail, à l'invitation du chef de l'Etat sénégalais, Abdou Diouf, également président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). (AFP, AP, Reuters)

« en réel danger ». M. El-Mahdi aurait été interpellé, en compagnie de membres de sa famille et d'invisibles, à son domicile d'Omdurman, près de Khartoum, par des militaires. (AFP)

TOGO : cinquante-sept militaires réfugiés au Bénin. — Cinquante-neuf militaires togolais, parmi lesquels deux officiers, se sont réfugiés à Cotonou, capitale du Bénin, depuis l'attaque menée le 25 mars contre la résidence du président Gnassingbé Eyadéma à Lomé, a-t-on constaté lundi 5 avril. Au total, ce sont cent dix militaires togolais qui se sont réfugiés au Bénin ou au Ghana depuis cette attaque, qui a donné lieu à des représailles au sein de l'armée (le Monde du 6 avril). (AFP)

ZAIRE : Kinshasa paralysée par la grève. — La capitale zairoise a été paralysée, lundi 5 avril, par une grève de vingt-quatre heures lancée à l'appel des adversaires politiques du président Mobutu. Aucun incident n'a été signalé. Des Forces novatrices de l'union sacrée (opposition) entendaient protester contre la nomination de Faustin Birindwa comme premier ministre, en rivalité avec le chef du gouvernement nommé par l'opposition, Etienne Tshisekedi. M. Birindwa a formé, dimanche, un cabinet dominé par les partisans du président. Il y a, désormais, en place deux gouvernements rivaux dans le pays, où le président Mobutu continue de contrôler les meilleures unités de l'armée, la Banque nationale et la radio-télévision. (AFP, Reuters)

NIGÉRIA : le chanteur Fela a été libéré sous caution. — La Haute Cour de Lagos a accordé la liberté, sous caution de 10 000 nairas (2 000 F), au chanteur Fela Anikulade-Kuti et à cinq de ses compagnons, tous accusés de conspiration et de meurtre, ont indiqué, lundi 5 avril, des sources judiciaires. Le juge chargé de l'affaire a estimé que le procès du musicien devrait commencer entre le 13 et le 16 avril. (AFP)

SOUDAN : l'ancien premier ministre Sadek El-Mahdi a été arrêté. — L'ancien premier ministre démocratiquement élu, Sadek El-Mahdi, renversé le 30 juin 1989, a été arrêté, lundi 5 avril, à Londres, où il se trouvait, a-t-on annoncé, à l'Organisation de l'Unité africaine, qui assure que sa vie est

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE : l'agitation islamique

Le pouvoir rouvre le procès de Cheikh Abdel Rahman

LE CAIRE

de notre correspondant

Un procès dont le principal accusé est Cheikh Omar Abdel Rahman, figure de proue de l'organisation extrémiste musulmane Jamaa Islamiya, devait s'ouvrir, mardi 6 avril, devant la Cour suprême de la sécurité de l'Etat, au Fayoum, à 110 kilomètres au sud du Caire. Celui qui est considéré comme une autorité morale par les intégristes locaux, notamment ceux qui sont impliqués dans des attentats contre des touristes, est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à la mort.

À défaut d'un nouveau chef d'accusation contre Cheikh Abdel Rahman, qui vit depuis deux ans aux Etats-Unis, le parquet a eu recours à un artifice juridique. Devenu l'imam de la mosquée El Salam dans le New-Jersey — fréquentée par deux des accusés dans l'attentat contre le World Trade Center de New-York, d'où il multiplie les attaques contre le régime égyptien, il avait été accusé, au mois d'avril 1989, d'être intervenu à l'émeute après un accrochage entre policiers et extrémistes musulmans en cours duquel ces derniers auraient tiré sur les forces de l'ordre.

Acquitté avec quarante-huit autres accusés, en septembre 1990, « au bénéfice du doute », le cheikh aveugle avait même été reçu par le ministre égyptien de l'intérieur avant de quitter son pays pour le Soudan puis les Etats-Unis, où il a pu entrer et obtenir une carte de séjour dans des conditions encore mal élucidées. Toutefois, le verdict de la Cour suprême de la sécurité de l'Etat n'ayant pas été entériné par le gouverneur militaire, le parquet en a profité pour rouvrir le procès.

Cette action en justice vise, selon les observateurs, à dissuader Cheikh Abdel Rahman de revenir en Egypte comme il en avait récemment exprimé l'intention. Ce retour ne pourrait qu'exacerber la violence des extrémistes musulmans qui font face, depuis un mois, à une implacable répression policière. Le président Hosni Moubarak, en visite aux Etats-Unis, a indiqué qu'il ne demanderait l'extradition de ce chef religieux « si le tribunal l'ordonne ». « Nous n'avons pas besoin [de lui], a-t-il déclaré aux médias américains. Vous l'avez accepté dans votre pays, gardez-le. »

ALEXANDRE BUCCIANTI

LIBAN : le Fatah accuse la Syrie de commander les attentats contre ses responsables. — Le Fatah, principale composante de l'OLP, qui a pour chef Yasser Arafat, a, pour la première fois, nommé un accusé, lundi 5 avril, la Syrie de commander les attentats contre ses responsables au Liban, exécutés selon lui par « les gangs du frère Abou Nidal ». Dans une déclaration à la presse, le commandant en chef des forces du Fatah, Mounir Magdhal, les a accusés de vouloir ainsi « porter notre peuple à accepter les conditions israéliennes pour la poursuite des négociations de paix ». Le commandant du Fatah pour la région de Beyrouth et du littoral sud, Younes Awad, avait été assassiné, jeudi dernier, dans la capitale libanaise. (AFP)

Mise en garde des pays du Golfe contre les « menaces » irakiennes et iraniennes. — Les ministres des affaires étrangères des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont mis en garde, lundi 5 avril, à Riyad, contre les « menaces » que font peser l'Irak et l'Iran sur la sécurité dans cette région du Proche-Orient. Après avoir exprimé sa « profonde inquiétude face à la persistance du régime irakien dans ses menaces contre l'indépendance du Koweït », le CCG a appelé la communauté internationale à « maintenir les pressions sur Bagdad ». Il a réitéré son « appui total aux Emirats arabes unis pour toutes les mesures pacifiques qu'ils jugent appropriées en vue de recouvrir leur souveraineté sur les trois îles » stratégiques d'Abou-Moussa, de la Petite et la Grande-Tanb, dont la souveraineté est revendiquée par Téhéran. (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

TCHAD

Fidèle Moungar élu premier ministre de la transition

Le docteur Fidèle Moungar a été élu premier ministre de la transition, mardi 5 avril, par les délégués de la Conférence nationale souveraine, réunie à N'Djamena depuis le 15 janvier. Ancien chef du service de chirurgie de l'hôpital de Pérou, dans la Somme, M. Moungar, âgé de quarante-cinq ans, était revenu au Tchad il y a un an. Il était ministre de l'éducation nationale depuis mai 1992.

Dans sa première déclaration après son élection, le nouveau premier ministre a indiqué qu'il comptait mettre en place une équipe « dynamique et restreinte », qui œuvrerait en faveur d'une trêve politique et sociale. Selon la charte de la transition, qui va régir la vie politique dans le pays à l'issue de cette Conférence, la période transitoire durera douze mois, avec une seule prorogation possible. Cette charte, adoptée dimanche, prévoit le maintien dans ses fonctions de l'actuel chef de l'Etat, le colonel Idrees Deby, et la mise en place d'un Conseil supérieur de la transition (CST), organe législatif dont les cinquante-sept membres devaient être élus mardi. (AFP)

CAMEROUN

La minorité anglophone réclame le retour au fédéralisme

Près de cinq mille anglophones camerounais, réunis à Boko (capitale provinciale du Sud-Ouest), ont réclamé, dimanche 4 avril, le retour du fédéralisme au Cameroun. Les participants à cette réunion, organisée par le Cameroonian Anglophone Movement (CAM), association linguistique et culturelle, ont estimé, dans une résolution, que le retour au fédéralisme était une « condition non négociable pour la participation de tous les Camerounais au prochain grand débat national sur la réforme de la Constitution ». Au cours de la réunion, à laquelle ont pris part toutes les sensibilités anglophones du pays, il a été décidé de former un conseil de solidarité-cinq membres qui déléguera ses représentants à ce « grand débat ».

Un Etat fédéral avait été institué en 1961 en vertu des accords de Founbren, signés par l'ancien président Ahmadou Ahidjo et l'ancien premier ministre du Cameroun occidental, John Ngu Foncha. L'Etat unitaire actuel a été institué à la suite d'un référendum organisé par M. Ahidjo en mai 1972. (AFP, Reuters)

PÉROU
Nouvelles violences à la veille de l'anniversaire du « coup d'Etat civil »

Au moins sept policiers et trois soldats ont été tués, dimanche 4 avril, dans une embuscade tendue par la guérilla du Sentier lumineux près de Quenquenda (800 kilomètres au nord de Lima). A Lima, une personne a été tuée et quatre autres ont été blessées dans l'explosion d'une bombe dans un centre commercial. Ces incidents sont survenus à la veille du premier anniversaire du « coup d'Etat civil » du président Alberto Fujimori (suspension de la Consti-

tution, dissolution du Parlement et réorganisation du pouvoir judiciaire), pour lequel le Sentier lumineux a appelé à un mouvement de grève jusqu'au 9 avril. Par ailleurs, au moins 14 Indiens de l'ethnie asháninka ont été assassinés samedi par des guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru dans la région montagneuse de Pichanki, a affirmé la police. (AFP, Reuters)

TIMOR-ORIENTAL

Arrestation du chef de la résistance indépendantiste

Alors que commençait, lundi 5 avril, la visite à Dili, capitale du Timor-Orient, — ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976, — de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, le Kanyan Amos Waco, l'armée indonésienne a annoncé la capture du chef du FRETILIN, le mouvement indépendantiste qui mène la lutte contre Djakarta. Antonia Gomes da Costa, alias Ma'tuno Bularak Karmayeno, qui avait pris la tête du FRETILIN après la capture, en novembre dernier, de Xanana Gusman, actuellement en jugement, a été arrêtée à quelques dizaines de kilomètres de Dili, sans qu'il ait le temps d'opposer la résistance. Selon les autorités, le chef indépendantiste aurait été dénoncé spontanément par un villageois. Cette précision des Indonésiens viendrait, selon des experts, à démontrer qu'ils reçoivent le soutien de la population et n'ont donc nul besoin de recourir à la torture, contrairement à ce qui ressort de nombreux témoignages, sur lesquels M. Waco devait en particulier enquêter. UPI, Reuters

مكتبة من الأصل

Paris, le 6 avril 1993

Lettre ouverte à

Monsieur Hervé de CHARETTE
Ministre du Logement

Monsieur le Ministre,

Le Président de la République et le Premier Ministre vous ont confié la responsabilité du secteur du logement. Dans l'état où il se trouve, la tâche ne sera pas aisée. Beaucoup de solutions ont été proposées. Si certaines sont bonnes, d'autres le sont moins et d'autres encore risquent d'être finalement mauvaises.

L'espoir dont vous êtes porteur se résume donc en peu de mots : il faut rompre avec cette spirale de l'échec.

Nous savons bien que les marges de manœuvre financières sont en l'espèce extrêmement ténues. Néanmoins, un simple redéploiement des concours actuellement alloués permettrait déjà, sans effort excessif de la puissance publique, de restaurer cette confiance dans la pierre qui constitue un atout essentiel pour le succès de toute politique de l'épargne à long terme et de retour au plein emploi.

Y parvenir suppose un engagement clair et simple dans deux directions complémentaires.

En premier lieu, la fiscalité. Toutes les études effectuées aux meilleures sources prônent un statut d'authentique neutralité fiscale entre épargne mobilière et immobilière. Il est vrai que nous sommes loin du compte et que, chaque année, les prélèvements obligatoires pesant sur l'immobilier n'ont cessé de croître : d'ISF en taxation des plus-values, des droits de mutation à la déduction forfaitaire, rien n'a échappé à ce mouvement frénétique d'aggravation et de pénalisation.

L'engagement que nous attendons est donc simple, c'est la réaffirmation de l'objectif d'une stricte neutralité fiscale assortie d'un calendrier fixant les étapes qui conduiront rapidement à cette situation. Pour l'immédiat, une majoration très significative de la déduction forfaitaire serait un premier signal positif.

En second lieu, l'ordonnancement juridique. Les lois concernant les rapports locatifs se sont succédées à un rythme tel que les situations particulières et surannées l'emportent sur le statut général.

Il faut en finir rapidement avec ces dispositifs malthusiens que sont la loi de 1948, le statut des baux commerciaux et le décret de blocage des loyers en région parisienne qui sont autant de freins à la fluidité du marché et d'obstacles à l'investissement, sans pour autant remettre en cause la stabilité du locataire pendant le cours du bail. Ajoutons aussi que l'état de droit doit être restauré, faisant en sorte que les décisions de justice soient enfin exécutées.

Rien ne se fera sans la confiance. Son rétablissement dépendra de telles dispositions. Nous espérons vivement, Monsieur le Ministre, qu'elles seront prochainement annoncées et vous prions de croire à l'assurance de notre haute considération.

Pierre MOREL
Président de la Chambre Syndicale
Parisienne des Propriétaires

274, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Marc LANCE
Président
de la CNAB Paris Ile-de-France

53, rue du Rocher
75008 Paris

POLITIQUE

Replié au Palais-Bourbon

Valéry Giscard d'Estaing se pose en censeur du gouvernement

Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, lundi 5 avril sur Europe 1, qu'il est « prêt à aider la gouvernement à réussir », mais qu'il sera là pour « lui rappeler les promesses que l'opposition a faites » pendant la campagne. Il a également annoncé que l'UDF présentera sa propre liste aux élections européennes de juin 1994.

Valéry Giscard d'Estaing n'aura pas tardé à se distinguer. Le nouveau gouvernement est à peine installé depuis la semaine dernière, et déjà, il est là, sur le pont, accroché au bastingage, prêt, à la moindre alerte, à tirer sur la corde de brume. Invité, lundi 5 avril, du « Club de la presse » d'Europe 1, le président de l'UDF n'a pas manqué d'être au premier rang de ceux qui ont été son comportement dans les mois à venir : disposé à aider le gouvernement, sans doute, mais bien présent, aussi, pour lui rappeler ses promesses et le forcer à les tenir. Ce ne pouvait être plus clair.

Jacques Chirac et Edouard Balladur auront peut-être à se mordre longtemps les doigts d'avoir sous-estimé, une fois de plus, les capacités de nuisance du président de l'UDF. Officiellement bien sûr, M. Giscard d'Estaing ne demandait rien. Il n'était pas concevable, dans son esprit, de prendre place dans une équipe emmenée par Edouard Balladur. Celui-ci avait, en outre, suffisamment insisté sur le fait qu'il ne désirait point incorporer de « présidents », pour se sortir lui-même du jeu. L'exception faite pour François Léotard allait déjà passablement l'irriter, mais, surtout, M. Giscard d'Estaing ne peut aujourd'hui qu'en vouloir au couple Balladur-Chirac de ne pas lui avoir, comme il l'aurait exigé secrètement, dévoué sous ses pas le tapis rouge de la présidence de l'Assemblée nationale.

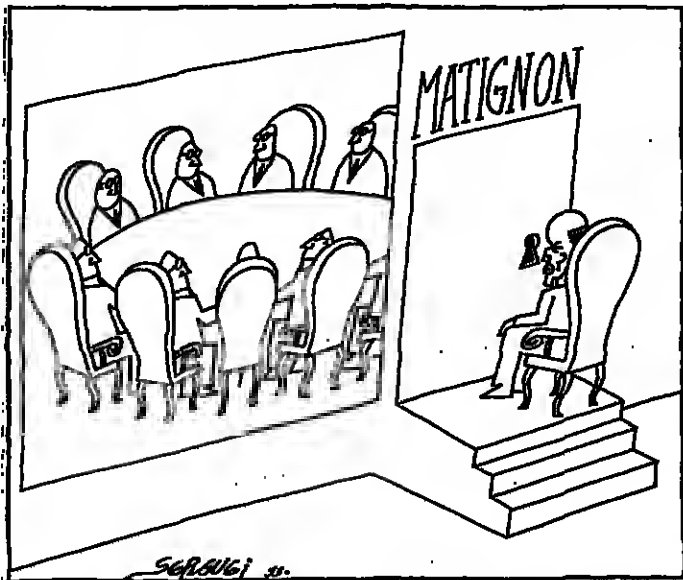
« Vigilance libérale » en 1986

Demain - encore que l'attribution n'en soit pas automatique, - M. Giscard d'Estaing devra se contenter sans doute de la présidence de la commission des affaires étrangères, mais on peut déjà être assuré qu'il restera pas étranger aux affaires de la France. M. Balladur comme M. Chirac n'auraient pas dû avoir la mémoire courte. Ils auraient dû se souvenir de leur première cohabitation de 1986, qui n'avait pas été seulement compliquée avec François Mitterrand. Elle n'avait pas été simple non plus avec M. Giscard d'Estaing. Même cause, même effet. Mieux d'avoir été coiffé sur la ligne du « perchoir » par Jacques Chaban-Delmas, l'ancien chef de l'Etat allait se montrer des plus turbulents. Une semaine après

l'installation de M. Chirac à Matignon, il avait prévenu qu'il ne comptait nullement « se laisser enfermer dans le statut morose d'un ancien président de la République », et, très rapidement, il était passé aux actes, distribuant avec un plaisir non dissimulé bons et mauvais points à un Jacques Chirac qui s'en serait bien passé.

M. Giscard d'Estaing entendait exercer « une vigilance libérale ». Il avait un avis sur tout : sur les hommes quand il regrettait, par exemple, la nomination de René

et un rare souci du détail. M. Giscard d'Estaing reprend sa place de surveillant général de la cohabitation, d'agent de maîtrise de ce nouveau gouvernement de droite. Comme en 1986, après avoir respecté le même délai de décence minimal, il se promet de faire tenir ses promesses à ce gouvernement, notamment sur « la régionalisation de la France », « la poursuite de la construction de l'Europe » ou « l'indépendance de la Banque de France ». Comme en 1986, il se fait l'avocat de M. Barre et comme



Mannry au ministère de l'éducation nationale ou s'émue que Raymond Barre n'ait pas « quelque chose ». Sur les grandes options de la politique de M. Chirac quand, assez vite, il vint se plaindre du « manque d'ambition » de la nouvelle majorité. Il exigea, ensuite, d'être consulté sur la nouvelle loi électorale que le nouveau ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, entendait rapidement mettre en place. Sa première mortadelle officielle eut lieu trois semaines après le début de la cohabitation quand, désavouant la position de Jacques Chirac, il approuva le raid américain en Libye.

MM. Chirac et Balladur n'avaient pourtant pas manqué leurs efforts pour assurer à celui qui avait fait mine de « rentrer dans ses provinces ». Quatre jours après leur prise de pouvoir, tous deux s'étaient rendus, en grande pompe médiatique, au domicile de M. Giscard d'Estaing, pour souligner qu'ils comptaient bien « bénéficier de la connaissance des dossiers » de leur bête. Par la suite, M. Chirac allait encore déployer un luxe de diplomatie pour tenter de faire passer toutes les aigreurs. Peine perdue ! Aujourd'hui, l'histoire ne fait une nouvelle fois que se répéter avec les mêmes acteurs

en 1986 MM. Chirac et Balladur vont se mettre en quatre pour lui faire les yeux doux. Pas plus tard que ce mardi qui verra M. Giscard d'Estaing invité au premier des déjeunés hebdomadaires de Matignon rassemblant les principaux dirigeants de la droite.

L'appui de M. Barre

Cet éternel jeu de cache-cache peut amuser un peu, mais, en tout cas, peut avoir beaucoup de conséquences au sein de la nouvelle majorité. A l'image des grands « dinosaurs » de la politique, M. Giscard d'Estaing n'est jamais aussi dangereux que blessé. Il l'est cette fois encore. La question est maintenant de savoir s'il peut sortir de l'isolement dans lequel le RPR, avec l'appui actif et calculé de certains dirigeants du PR et du CDS, a cru pouvoir le confiner. C'est le nouveau pari de M. Giscard d'Estaing. On peut d'ores et déjà prévoir que le président de l'UDF va s'attacher à contre-attaquer maintenant sur deux terrains : celui du Parlement et celui de l'Europe. En 1986, il n'avait pas encore repris en main l'UDF.

Bien qu'abandonné en rase campagne par son secrétaire général François Bayrou, il dispose encore d'un appareil pour légitimer le grand groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui a fini par se constituer sans mal. Les centristes sont encore réservés, se donnent six mois pour se prononcer définitivement, mais M. Giscard d'Estaing a su leur forcer pour l'instant la main. C'est une planche d'appel dans sa nouvelle stratégie qui va compter. De surcroît, M. Giscard d'Estaing sait aujourd'hui pouvoir compter sur M. Barre, qui l'a rejoint dans sa défense du groupe unique UDF-UDC. Ils se sont encore longuement concertés, le 24 mars dernier. Quand M. Chirac et le RPR menacent, bien des rumeurs peuvent être jetées à la rivière.

Enfin, en annonçant dès maintenant que l'UDF compte bien mener sa propre liste aux élections européennes de juin 1994, M. Giscard d'Estaing prend non seulement date mais indique à quelle auge il jugera l'action du nouveau gouvernement. Il sera européen ou il ne sera pas. Si M. Balladur venait à contrevenir à ce principe de base, il pourra « activer » son fidèle Alain Lamassoure, nouveau ministre délégué aux affaires européennes, et sans doute aussi solliciter la commission européenne de l'immédiat, celle-ci pourra trouver plaisant que M. Giscard d'Estaing, tête d'une liste commune RPR-UDF en 1989, défende à nouveau la spécificité UDF dans cette future bataille européenne. En 1989, il prétendait que sur le sujet il y avait moins entre le RPR et l'UDF que « l'apaisement d'une famille à disputer » et laissait entendre que la liste centriste de M. Veil était « l'instrument d'une main invisible dont on sait d'ailleurs qu'est l'épauler ». Tout est voyant cette fois.

L'UDF n'est pas parvenue à s'imposer face au RPR lors de ces dernières élections législatives. M. Giscard d'Estaing compte déjà sur cette session européenne de rattrapage de l'an prochain. Dominique Buisson, ministre délégué aux affaires européennes, a déjà en concurrence pour mener cette bataille-là sous la bannière UDF. Quoi qu'il en soit, M. Giscard d'Estaing ne pourra se permettre de rater ce coche qui sera la sanction présidentielle. Prenant acte de la « quasi-disparition » du PS, il peut imaginer que la droite s'engage à présent vers des primaires grandeur nature qui peuvent le servir.

Le fait qu'il soit si prestement sorti du bois confirme que M. Giscard d'Estaing croit encore à ses chances, qu'il est prêt à tirer profit du moindre faux pas de M. Balladur et qu'il ne se sent pas forcément en vocation à devenir « le Pôhère » de M. Chirac.

DANIEL CARTON

La mise en place de la cohabitation

Le premier ministre invite à déjeuner les dirigeants de la nouvelle majorité

S'inspirer de la première cohabitation, mais corriger les erreurs faites alors. Telle semble bien être la doctrine d'Edouard Balladur. C'est le premier ministre qui, d'ailleurs, a décidé d'inviter à déjeuner toutes les semaines, à l'hôtel Matignon, les dirigeants de la majorité afin de coordonner son action. Mais Jacques Chirac conviait tous les mardis de nombreuses personnalités : les présidents des groupes RPR et UDF à l'Assemblée nationale ; celui du groupe RPR au Sénat ; Jean Lecanuet, président de l'UDF ; Jacques Toubon, secrétaire général du RPR ; Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, président et secrétaire général du CDS ; François Léotard, secrétaire général du PR ; Michel d'Ornano, un des proches de Valéry Giscard d'Estaing ; André Rossinot, ministre et président du Parti radical ; André Santini, ministre et secrétaire général du PSD ; ainsi qu'Edouard Balladur, Charles Pasqua et Alain Juppé, alors porte-parole du gouvernement.

Plus sélectif

Le premier ministre d'aujourd'hui se veut plus sélectif, probablement pour éviter que les propos tenus au cours de ces réunions ne soient trop vite connus. Il a aussi fait en sorte que l'équilibre entre RPR et UDF soit strictement respecté. Il a donc convié : les présidents des deux grands mouvements de la majorité, Valéry Giscard

d'Estaing et Jacques Chirac ; les présidents des deux principaux partis de l'UDF, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, pour le PR, Pierre Méhaignerie, ministre de la Justice, pour le CDS ; deux ministres RPR, Charles Pasqua, celui de l'Intérieur, et Alain Juppé, celui des affaires étrangères ; les présidents des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale, Bernard Pons et Charles Millon ; les deux membres de son gouvernement chargés des relations avec le Parlement, Pascal Clément, ancien député UDF, et Roger Romani, ancien sénateur RPR.

La majorité sénatoriale est ainsi absente de cette concentration. Elle n'y sera représentée que par deux anciens sénateurs RPR, M. Balladur avait pourtant jusqu'alors tout fait pour lui être agréable : il a fait entrer quatre des siens dans son gouvernement ; il a été assisté à l'ouverture de la session parlementaire au Palais du Luxembourg, vendredi 2 avril, snailisant, en remerciement aux vœux de René Manry « la considération, le respect et la confiance que le gouvernement a de votre Assemblée ».

Comme lors de la première cohabitation, ce déjeuner de la majorité aura lieu tous les mardis, et le premier d'eux ce mardi 6 avril ; simplement M. Chirac ne devait pas assister à celui-ci, compte tenu de son deuil familial.

Th. B.

A l'Hôtel de Ville de Paris

Le conseiller Balladur à son pupitre

Surprise au Conseil de Paris, qui tenait, lundi 5 avril, sa séance hebdomadaire : ponctuel, souriant, discret, Edouard Balladur était à son pupitre, juste en face de Jacques Chirac, maître d'école de cette classe souvent chaotique qu'est l'assemblée municipale. Elle était plus bruyante encore qu'à l'accoutumée, et bien des regards épièrent les faits et gestes du premier ministre. On avait du mal à suivre le long défilé sur les cars de tourisme. L'ordre du jour était ailleurs.

Profitant de l'occasion, quelques conseillers sont allés faire révérence au chef du gouvernement et lui glisser une requête griffonnée sur un bout de papier. Edouard Balladur, lui-même, tenait une sorte de conseil restreint avec Philippe Goujon, son suppléant, Jacques Toubon, ministre de la Culture, et Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat. Ne manquaient, parmi les Parisiens du gouvernement, que

siens du gouvernement, que Jacques Chirac, pour une fois, et Michel Rousset, qui n'a pas de fauteuil dans cette enceinte.

Jacques Chirac, pour une fois, ne s'est pas fait attendre. Au bout de trois quarts d'heure, enfin, Edouard Balladur s'est levé pour gagner la sortie. En passant, il a serré ostensiblement la main de ses « chers collègues », le socialiste Georges Sarre et le communiste Henri Malberg. Puis, à pas comptés, il s'est éclipé par la porte donnant sur le buffet.

Ces bonnes manières, hélas, ne devaient pas faire école. Quelques heures plus tard, à propos d'un banal projet d'urbanisme, le baillif Camille Cabana était à deux doigts d'en venir aux gifles avec un représentant du PS nommé Roger Madec. Cette égrégole, d'ailleurs, avait choqué l'honorable conseiller Balladur.

MARC AMBROISE-RENDU

Gendre de Jacques Chirac

Philippe Habert est mort

Directeur des études politiques du Figaro et consultant à TF1, Philippe Habert a été retrouvé mort, lundi 5 avril, à son domicile parisien du troisième arrondissement. Gendre de Jacques Chirac, dont il avait épousé, en septembre dernier, la fille cadette, Claude, Philippe Habert était né le 22 août 1958 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Avancé dans un premier temps par des agences de presse, la thèse du suicide par balle, présentée comme première constatation des enquêteurs, a été rapidement démentie. Dans un second temps, on précisait, de source policière, que le corps du défunt ne portait aucune trace de blessure apparente et qu'aucune balle ou arme n'avait été retrouvée. Le décès semblait remonter à plus de vingt-quatre heures. Aucune lettre pouvant expliquer un suicide n'aurait été retrouvée. Une entopie devrait être pratiquée pour tenter de déterminer les causes de la mort de Philippe Habert.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1984 et du cycle supérieur d'études politiques en 1986, Philippe Habert était entré, en mai 1987, au Figaro, où il avait créé le département de « politique ». Chercheur associé au Centre d'étude de la vie politique française (CEVPOF) depuis 1988, maître de conférences à

l'Institut d'études politiques de Paris depuis 1990, conseiller scientifique à la SOFRES depuis juin 1992, il avait été nommé, en janvier dernier, consultant à TF1, chargé des études politiques.

Jeune homme brillant, boulimique de travail et indépendant d'esprit, Philippe Habert était connu pour son franc-parler : il considérait, au début de l'année, sondage d'opinion à l'appui, que la nomination d'Edouard Balladur à Matignon « serait la première victoire de la gauche depuis des années », car l'ancien ministre d'Etat de la première cohabitation symbolisait, selon lui, « la République bourgeoise ».

Philippe Habert avait rédigé, sous la direction d'Alain Lancelot, directeur de Sciences-Po - ce dernier sera, avec Philippe Villin, directeur général du Figaro, témoin à son mariage avec Claude Chirac, - une thèse de doctorat de sciences politiques intitulée Le Nouvel Electeur français.

O. B.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLESL'installation de l'Assemblée nationale
Le RPR a attiré de nombreux élus divers droite

Les présidents des quatre groupes de la nouvelle Assemblée nationale - RPR, UDF, PS et PC - devaient se réunir, mardi 6 avril, pour tenter de s'accorder sur une liste de candidats aux postes du bureau (six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires) qui pourrait être adoptée par consensus, mercredi 7 avril, en séance publique. L'article 10 du règlement intérieur de l'Assemblée stipule que l'élection de ce bureau « s'efforce de reproduire la configuration politique de l'Assemblée ».

245 députés (et 12 apparentés) pour le RPR, 213 (et 2 apparentés) pour l'Union pour la démocratie française et du centre (UDFC), née de la fusion de l'UDF et de l'UDC, 52 (et 5 apparentés) pour le PS, 22 (et 5 apparentés) pour le PC et 25 non-inscrits : la publication, vendredi 2 avril (le Monde daté 4-5 avril), des listes des groupes de députés de la dixième législature de la V^e République n'a pas seulement permis de fixer statistiquement les nouveaux rapports de forces au sein de la nouvelle Assemblée, elle met aussi en lumière les diverses anomalies dans

les affiliations et apparentements, voire les réussites et les échecs des états-majors pour s'assurer les faveurs des « électrons libres » des élections des 21 et 28 mars.

La première anomalie tient dans la dispersion des élus du MRG : Roger-Gérard Schwartzberg, Jean-Pierre Defontaine et Kamilo Gata se sont apparentés au RPR, tandis que Emile Zuccarelli, Bernard Tapie et Bernard Charles ont préféré rester non-inscrits. A moins de faire prévaloir une ligne « autonomiste » parmi les siens et, surtout, à condition de bénéficier du ralliement de députés socialistes en rupture de ban, le MRG rencontrera de sérieuses difficultés à constituer un groupe se situant au centre gauche de l'échiquier parlementaire. Parmi les vingt-cinq non-inscrits, seulement onze députés - trois MRG, trois MDR (Mouvement des réformateurs), quatre divers gauche et un « Maj. p. » - sont en effet susceptibles de se réclamer de cette sensibilité.

« Electrons libres »

Second enseignement de la publication des listes de groupes, le RPR a bien mieux réussi que l'UDF à attirer dans ses rangs les députés de droite non officiellement affiliés à l'un des deux partis

avant le premier tour (dissidents, div. d., UPF, CNI). Cette « arctique » se montait à trente-huit députés : alors que treize ont opté pour les non-inscrits (seul div. d., quatre UPF), dix-huit ont gagné le giron du RPR : six directement (trois UPF, un div. d. et deux RPR dissidents du premier tour, Jean-Michel Fongouet et Daniel Guriou) et douze en tant qu'apparentés (six UPF, trois div. d., deux CNI, un RPR dissident Jean Anclair) dont Jean-Michel Dubernard, qui n'a pas suivi le choix (non-inscrit) de son ami Michel Noir, maire de Lyon. Il n'est pas indifférent de relever que le RPR a accepté que Etienne Chammougon, député de la Gironde, candidaté pour corruption, soit membre à part entière de son groupe.

De son côté, l'UDF ne récupère que sept « électrons libres ». Cinq s'y affiliaient directement : deux UPF et trois dissidents du premier tour, Jean-Jacques Delmas (rad), Pierre Heller (PR) et Henri Lapp. Deux préférent l'apparentement : un UPF et la centriste dissidente du premier tour, Marie-Thérèse Boisseau.

La composition de ces groupes va connaître une très légère modification avec le remplacement des vingt-cinq députés nommés ministres (treize UDF et douze RPR)

par leur suppléant. L'incompatibilité entre fonction ministérielle et fonction parlementaire prenant effet un mois après la nomination du gouvernement, l'inscription des suppléants dans les groupes ne deviendra officielle que le 30 avril.

Les « tickets » n'étant pas nécessairement de couleur unique (un RPR pouvant avoir un UDF comme suppléant, et réciproquement), le nouvel équilibre sera le suivant : 244 pour le RPR et 214 pour l'UDF. La confédération libérale-centriste gagnera donc un siège grâce à la composition du gouvernement.

F.B.

Cette semaine,
dialoguez avec
Julien Dray
3617 POLITIQU

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

L'installation de la nouvelle direction du PS

Michel Rocard se donne trois mois pour rassembler les socialistes

La direction provisoire du PS, présidée par Michel Rocard, devait s'installer au siège du parti mardi 6 avril. Elle devait s'atteler immédiatement à la préparation des états généraux du PS, prévus pour le début du mois de juillet, ce qui donne trois mois au maire de Conflans pour rassembler ceux qui ont refusé, jusqu'à présent, sa démarche.

Laurent Fabius et ses collaborateurs ont quitté le siège du Parti socialiste, rue de Solferino, lundi, sans attendre l'arrivée de la direction provisoire, autour de Michel Rocard, et après avoir réuni les « permanents » du parti pendant une vingtaine de minutes. « Je les ai remerciés », a indiqué l'ancien premier secrétaire, et je leur ai dit de tenir bon et de garder dans le cœur l'esprit de reconquête et de rassemblement, parce que c'est cela qui est le plus important. Ils ont écouté, et puis il y en a pas mal qui ont pleuré », a-t-il dit. M. Fabius a déclaré : « Je suis triste, pas amer, mais triste, parce que, pour moi, le socialisme, la gauche, c'est la fraternité, c'est la construction, et ce n'est pas ce qui est en train d'être fait, c'est-à-dire une division pour de petites ambitions. Par rapport à la gauche, ce qui est fait là est une échec. On va essayer de reconstruire. »

Laurent Fabius a indiqué qu'il se rendait dans ses bureaux de l'Assemblée nationale. Son directeur de cabinet, Joël Daniel, s'est entretenu avec l'un des collaborateurs de Michel Rocard, Yves Colmou, dans l'après-midi, pour régler les détails de la passation de pouvoirs. La nouvelle équipe devait s'installer mardi après-midi rue de Solferino. La direction provisoire devait se réunir, sous la présidence du maire de Conflans, pour répartir, notamment, les responsabilités des uns des autres.

Il était acquis que les deux membres du secrétariat national sortant qui en font partie conserveront les secteurs dont ils ont la charge. Il s'agit de Daniel Vaillant et Pierre Moscovici, tous deux jospinistes. Le premier est responsable des fédérations, le second, de la trésorerie. En outre, au sein de la direction provisoire, le porte-parole devait être Jean Giavary, lui aussi jospiniste, député des Hautes-Pyrénées, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy et ancien chef de cabinet de François Mitterrand à l'Elysée.

La direction provisoire devait envoyer aux militants du PS une lettre exposant de manière détaillée :

□ Rectificatif. - Dans la chronologie de l'histoire du Parti socialiste publiée dans le Monde du 6 avril, nous avons repris une version erronée de l'échange entre Michel Rocard et Laurent Fabius lors du congrès de Metz, en avril 1979. Répondant au premier, qui avait déclaré : « Entre le rationnement et le marché, il n'y a rien », le second avait affirmé : « Entre le rationnement et le marché, Michel Rocard, il y a le socialisme. »

Les débats du comité directeur du 3 avril et les conditions dans lesquelles Laurent Fabius y avait été mis en minorité. Il s'agit de présenter, aussi, la procédure retenue pour la réunion des états généraux du PS, prévue pour le début du mois de juillet selon le calendrier initialement retenu par Michel Rocard et Pierre Mauroy. Une réunion des premiers secrétaires fédéraux était envisagée rapidement.

Laurent Fabius a déclaré, mardi, sur Europe 1, qu'il « n'y a pas de chef de l'opposition de gauche » et que celle-ci est entrée « dans un processus d'émiettement ». « Je souhaite bonne chance au Parti socialiste ou à ce qu'il en reste », a-t-il ajouté, avant d'expliquer : « Le PS a imploré au niveau national et c'est la grande différence avec l'Europe. Lorsque François Mitterrand avait fait le congrès d'Epinal, c'était autour d'une idée, l'union de la gauche, et dans une vision de rassemblement. » Au comité directeur du PS, a-t-il précisé, « c'est un peu l'inverse qui s'est passé, c'est pour cela que c'est inquiétant ». « Mon travail maintenant c'est d'essayer d'apporter mon énergie sur le fond à la reconstruction de la gauche », a continué Laurent Fabius.

Je vais d'abord, comme parlementaire, beaucoup m'occuper de ce qui se passe au Parlement. Je vais, bien sûr, participer à la reconstruction de la gauche avec beaucoup, beaucoup d'amis, et puis je vais m'occuper, chez moi, de mon terrain. »

Michel Rocard a été entretenu, lundi, avec Martin Malvy, président du groupe de l'Assemblée nationale. Il n'a pas prévu de participer à la réunion du groupe, mardi, au cours de laquelle, selon Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, proche de Laurent Fabius, « tout est possible ». Les fabiusiens forment la principale composante du groupe de l'Assemblée, avec vingt-cinq députés sur cinquante-deux.

Plusieurs fédérations avaient exprimé, avant la réunion du comité directeur, leur hostilité à toute démarche d'affrontement au sein du PS. C'était le cas, notamment, de celle du Pas-de-Calais, la plus forte en nombre d'adhérents, qui avait soutenu Laurent Fabius au congrès de Rennes, il y a trois ans, et dont le premier secrétaire, Daniel Percheron, s'est opposé à Michel Rocard le 3 avril. La fédération de la Seine-Maritime, celle de l'ancien premier secrétaire, est

naturellement hostile, elle aussi, à la démarche des rocardiens, des jospinistes et de la Gauche socialiste. Dans les Pyrénées-Atlantiques, André Labarrère, député, maire de Pau, proche de Laurent Fabius lui aussi, s'est déclaré « profondément choqué par le spectacle que le Parti socialiste donne de lui-même ». En Dordogne, Bernard Bouleau, ancien député, membre du bureau exécutif sortant, a dénoncé « une forme de micro-putsch, un mini-putsch interne ».

Michel Rocard s'est entretenu par téléphone, lundi, avec Jacques Delors, qui a critiqué sa prise de contrôle du PS, mais qui refuse de « se laisser emporter » tant auprès du maire de Conflans que de ceux des adversaires de ces derniers qui tentent de présenter le président de la Commission européenne comme un recours. Lionel Jospin a souligné, sur Europe 1, que Michel Rocard ne se présente plus, lui-même, comme le candidat naturel pour la présidence et que cette question ne doit donc pas être déterminante, aujourd'hui, dans les choix des uns et des autres.

P. J.

La nomination des directeurs de cabinet

ÉCONOMIE Christian Noyer

Le cabinet du ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, sera dirigé par un haut fonctionnaire issu du Trésor, Christian Noyer.

[Né le 6 octobre 1950, à Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise), Christian Noyer est ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion 1976). Administrateur civil à la direction du Trésor, puis attaché financier près la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, il a ensuite été chef de bureau des prêts du Trésor et de l'assistance-credit. Conseiller technique au cabinet d'Edmond Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation en 1986, il a ensuite rejoint la direction du Trésor où il a été nommé en 1992 chef du service Participations et Finances.]

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER Yves Cabana

Yves Cabana, inspecteur des finances, est nommé directeur du cabinet de Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

[Né le 27 mai 1939, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion « Solidarité »), inspecteur des finances, Yves Cabana a été, d'octobre 1987 à mai 1988, conseiller technique au cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Directeur de cabinet d'Alain Juppé au secrétariat général du RPR d'octobre 1988 à juin 1992, il était conseiller du secrétaire général du RPR depuis cette date. Yves Cabana est le fils de Camille Cabana, ancien ministre, sénateur (RPR), conseiller de Paris et adjoint au maire chargé de l'urbanisme.]

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES Philippe Ritter

Philippe Ritter, administrateur civil hors classe, a été nommé directeur du cabinet de Daniel Hoefl, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales.

[Né le 5 juin 1941 à Strasbourg, Philippe Ritter est de longue date un proche collaborateur de Daniel Hoefl. Licencié en droit, ancien élève de l'ENSA, il est, en 1966, pour y être successivement directeur du plan et des affaires financières, conseiller du président (Xavier Gouyou-Beauchamp), puis président de la société TDF radio services. Revenu à la Cour des comptes en juin 1988, elle y devient conseiller référendaire du 1^{er} degré le 1^{er} août 1990. Elle a été, pendant quatre ans (1988-1992), président du Syndicat des magistrats de la Cour des comptes.]

COOPÉRATION Dov Zerah

Le cabinet du ministre de la coopération, Michel Roussin, sera dirigé par Dov Zerah, administrateur civil à la direction du Trésor.

[Né le 31 juillet 1954 à Tunis, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et ancien élève de l'École nationale d'administration, Dov Zerah a occupé plusieurs fonctions au ministère de l'économie, des finances et du budget, à la direction du Trésor, où il a été nommé en 1980. De 1989 à 1991, il y a dirigé le bureau « zone franc, Afrique subsaharienne et océan indien ». Depuis avril 1991, il est sous-directeur, chargé des relations bilatérales entre la France et les États étrangers. M. Zerah, maître de conférences à l'IEP de Paris, est président de la section LICRA de la banlieue sud de la région parisienne.]

ENVIRONNEMENT Michèle Pappalardo-Goulard

Michèle Pappalardo-Goulard, conseillère référendaire de première classe à la Cour des comptes, a été nommée directrice du cabinet de Michel Barrier, ministre de l'environnement.

[Née le 12 octobre 1956 à Toulouse, licenciée en sciences économiques,

diplômée de l'Institut d'études politiques, Michèle Pappalardo-Goulard est une ancienne élève de l'École nationale d'administration. Après un début de carrière à la Cour des comptes, elle entre à l'UDF en 1986, pour y être successivement directrice du plan et des affaires financières, conseillère du président (Xavier Gouyou-Beauchamp), puis présidente de la société TDF radio services. Revenue à la Cour des comptes en juin 1988, elle y devient conseiller référendaire du 1^{er} degré le 1^{er} août 1990. Elle a été, pendant quatre ans (1988-1992), présidente du Syndicat des magistrats de la Cour des comptes.]

COOPÉRATION Dov Zerah

Le cabinet du ministre de la coopération, Michel Roussin, sera dirigé par Dov Zerah, administrateur civil à la direction du Trésor.

[Né le 31 juillet 1954 à Tunis, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et ancien élève de l'École nationale d'administration, Dov Zerah a occupé plusieurs fonctions au ministère de l'économie, des finances et du budget, à la direction du Trésor, où il a été nommé en 1980. De 1989 à 1991, il y a dirigé le bureau « zone franc, Afrique subsaharienne et océan indien ». Depuis avril 1991, il est sous-directeur, chargé des relations bilatérales entre la France et les États étrangers. M. Zerah, maître de conférences à l'IEP de Paris, est président de la section LICRA de la banlieue sud de la région parisienne.]

□ Jean Bousquet rejoint le Parti radical. - Jean Bousquet, maire de Nîmes, député (app. UDF) du Gard et président du mouvement Audeca, a annoncé, lundi 5 avril, son intention de rejoindre le Parti radical valoisien. Le président de Cachard s'est dit « de plus en plus convaincu que les socioprofessionnels doivent s'investir dans les partis pour revivifier la vie politique ».

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Silence !

réussite collective et de juste redistribution ?

Le triomphe mondial du capitalisme sur un collectivisme en ruine s'est opposé à ces rêves ? Sans doute. Mais était-ce une raison pour laisser les spéculateurs s'enrichir comme jamais ? Vous leur avez fait tant de cadeaux qu'il leur a fallu bien de l'hermine, et de la haine, pour congédier des serviteurs aussi zélés. Zélés et commodes, car l'affairisme mirifique de certains d'entre vous les a aidés à poursuivre le leur, autrement vaste, en s'offrant le luxe - qui est aussi votre œuvre - de donner des leçons de pureté.

Bien sûr, ce prétendu retour de la vertu et de la réforme générale risque de faire tristement sourire. Une presse massivement hostile vous a chargés de tous les péchés, pour mieux cacher ceux d'en face. Vous vous êtes fait prier comme des gosses. Mais ce ne serait pas arrivé si vous aviez été irréprochables. La gauche n'a pas le droit de trahir la morale, seul trésor des faibles, qui, bêtement, y tiennent. Il ne fallait pas vous partager les poètes goulamment et habiller vos ambitions person-

nelles en courants de pensée. Cette caricature de vie politique était un peu obscène, au pouvoir ; poursuivie dans l'impuissance d'une opposition exsangue, elle devient lugubre.

L'école qui ne redistribue plus les chances, le télé-débile, les patrons triomphants, les écarts aggravés, les espérances en miettes : tout est de votre faute, y compris les braves efforts aux nouveaux gouvernements avant même qu'ils n'aient rien fait ou dit. C'est la logique des désastres. N'y ajoutez pas l'indécence de dire : il fallait faire ceci ou cela, suivez mon panache mité, on va rebâtir ensemble, tarata... Vous n'avez qu'à vous taire. On ne veut plus vous entendre ; même ceux d'entre vous qui parlent moins.

Votre silence est votre seule chance que la consternation ne tourne à la rancune. Vous avouerez-je que vos fautes, le soir des résultats, aident nos soutiens d'hier à étaler la choc. Pas volé ! se disent-ils, car leur passion de la justice, que voulez-vous, va jusqu'à cette équité-là. Maintenant, tous gaffa supplémentaires sont pris, très mal.

Plus tard. Après. Peut-être. Avec d'autres. Moins nuls !

La succession de Jean Lecanuet

André Martin (UDF) élu président du conseil général de Seine-Maritime

ROUEN

de notre correspondant

André Martin, conseiller général (UDF-PSD) du canton de Clères, a été élu, lundi 5 avril, président du conseil général de Seine-Maritime par 47 voix contre 11 à Marc Mesrion (PS), 9 à Gérard Heuzé (PCF) et 2 abstentions. M. Martin succède à Jean Lecanuet décédé le 22 février, qui présidait l'Assemblée départementale depuis 1974. Celle-ci est composée de 28 UDF, 12 RPR, 10 PS, 9 PC, 5 divers droite, 4 divers gauche et 1 MRG.

Un spécialiste du logement social

L'élection de M. Martin était attendue depuis qu'il avait obtenu l'accord de toutes les sensibilités de la majorité départementale, composée des élus UDF, RPR et divers droite. Il vient déjà d'entrer au Sénat, après le décès, au mois de mars, de Geoffroy de Montautembert, sénateur RPR. Le nouveau président du conseil général est un spécialiste du logement social. Il exerce des responsabilités dans ce

secteur à l'échelon départemental et national, président depuis de nombreuses années aux destinées de l'Office public d'aménagement et de construction de Seine-Maritime, un des puissants moyens d'action dont dispose le département dans le secteur social. Il est secrétaire général de la Fédération nationale des offices HLM et des OPAC, membre du bureau du comité directeur de l'Union nationale des organismes d'HLM, président de la commission mixte HLM-Usagers et de l'Association pour la formation professionnelle continue des organismes de logement social.

ÉTIENNE BANZET

[Né le 1^{er} février 1926 à Vichy, André Martin est instituteur en retraite. Maire de Montville depuis 1959, conseiller général de canton de Clères depuis 1964, M. Martin a d'abord milité à la SFIO. élu député républicain, en devenant le sortant gauchiste au premier tour, de la 4^e circonscription de Seine-Maritime, en mars 1973, il adhère, en novembre 1973, au Mouvement démocratique-socialiste de Max Lejeune. Devenu membre de l'UDF, il est élu en 1978 par la candidature communisme.]

(Publié)

6 avril, SARAJEVO 1993, « Arrêt d'urgence »

Le 6 avril 1945, Sarajevo était libérée. Le 6 avril 1992 commence sa destruction au nom de l'épuration ethnique. Le 6 avril 1993, des citoyens de cette Europe se trouvent toujours sous les obus, otages d'une guerre et d'une logique insensée. Les théâtres d'Europe, comme lieux symboliques de la citoyenneté, font du 6 AVRIL 1993 UNE JOURNÉE D'ARRÊT D'URGENCE. A la presse, ils demandent de marquer cette date d'un carré blanc.

Théâtre du Radeau ; Théâtre national de Bretagne ; Théâtre de Lyon ; Centre culturel Aragon ; Schaubühne, Berlin ; Les Théâtres catalans, Barcelone ; Mathias Langhoff ; La Ferme du Buisson ; Compagnie Pitois ; Théâtre de Vidy, Lausanne ; Giovanna Martini, Rome ; La Comète ; Délégation nationale du PS à la culture ; Compagnie Stuart Seide ; Nouveau Théâtre d'Angers ; Comédie de Genève ; Théâtre Garonne ; Conservatoire d'art dramatique de Paris ; Groupe Punto a Capo, Milan ; Santarcangelo del Teatri, Santarcangelo ; Artempa, Dijon ; Nouveau Théâtre de Bourgogne ; Groupe T'chang, Paris ; M.C. Bobigny ; Comédie de Reims ; Théâtre de la Bastille ; C.D.R. de Tours ; T.N.S. ; Le Mailloin, Strasbourg ; Jacques Lassalle ; Festival d'Avignon ; Théâtre de l'Europe, etc.

Pour tous renseignements, pour pouvoir téléphoner : La Fonderie, Théâtre du Radeau, François Tanguy, (16) 43-24-93-60 ; Le T.N.B. Emmanuel de Véricourt, (16) 99-31-55-33.

JEAN ZIEGLER

Jean Ziegler
Le bonheur
d'être
Suisse



332 p.
120 F

A l'heure où les brosiers de la Révolution se sont éteints, le combat mérite-t-il d'être poursuivi ? Lorsque se pose la question, il est urgent pour un homme de comprendre ce qu'il a fait de ce qu'on a fait de lui. Alors écoutons Jean Ziegler : « Je suis né en Suisse, un jour d'avril 1934, à trois heures de l'après-midi... »

SEUIL
FAYARD

DIAGONALES

MESSEURS et dames de la rue de Solferino, Tant que les urnes n'avaient pas parlé, vos électeurs se remettaient de vous dire votre fait, pour ne pas aggraver une déroute qui serait aussi la leur. Vous profitez de ce silence scrupuleux, comme vous l'avez fait souvent, non sans lâcheté. Maintenant que le gâchis est à son comble, ne vous étonnez pas qu'ils vous orient mépris, dégoût et horreur. Oui : honte, de vous voir ajouter au désastre la grotesque de nouvelles courses à la chaffière, vous qui avez laissé tomber le pouvoir de vos mains tremblantes et sales.

On peut tout faire, en politique, sauf insulter l'espoir.

Les enseignements qui déboulent vers les meetings d'avant mai 81, à six par 2 CV, les anciens de 36, de 45, de l'anticolonialisme, du mendésisme et de 68, les recépés de l'utopie sanglante à l'Est, qu'avez-vous fait de leurs attentes rassemblées ?

Le premier été a tenu les promesses du printemps : fini, le scandale antérieur de la peine de mort ; sauve, la librairie à visage humain ; contenu, la tendance du capitalisme privé à déborder de l'intérêt général. Le profit allait-il être enfin cantonné à son rôle d'instrument de

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Conséquence de l'accroissement des refus de prélèvement

Le nombre des greffes d'organes a baissé de près de 10% en 1992

L'association France-Transplant a publié, lundi 5 avril, son rapport pour l'année 1992. C'est la première fois que cette association publie le compte-rendu chiffré de son activité. Celle-ci se caractérise par une chute de 9,9 % du nombre des greffes d'organes. Cette réduction d'activité a notamment pour origine l'accroissement du nombre des refus de prélèvement exprimés par les familles des personnes en état de mort cérébrale (1).

La transplantation d'organes subit une double crise : d'activité et de structure. Le bilan d'activité de France-Transplant témoigne de la chute du nombre des greffes d'organes pratiquées en France. « L'année 1992 a été marquée par une très importante diminution du nombre de donneurs (960 contre 1 035 en 1991, soit une chute de 7,3 %) qui a entraîné une diminution des transplantations (3 220 malades transplantés en 1992 contre 3 572 en 1991, soit -9,9 %) », explique-t-on à France-Transplant.

La publication détaillée de ces résultats est la conséquence du constat effectué l'an dernier par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) : « L'une des constatations de l'IGAS concernait l'absence d'informations complètes et facilement accessibles sur la composition de la liste d'attente des malades, les modalités de prélèvement, les organes pré-

lés, ceux qui ne l'avaient pas été et les raisons de cette absence de prélèvement, la répartition des organes distribués et les raisons de cette répartition », explique le professeur Christian Cabrol, président de l'association. Un nouveau système informatisé, baptisé Cristal, devrait, d'ici à la fin de 1993, fournir, en temps réel et sur une seule base de données, l'ensemble des informations sur les donneurs, les receveurs, les prélèvements, les circuits de distribution et les destinations des organes transplantés.

« Variations de la politique ministérielle »

Au chapitre des maladies chroniques non résidant inscrits sur les listes d'attente françaises, France-Transplant dit souffrir des « variations de la politique ministérielle ». Les responsables de l'association assurent notamment ne pas avoir en communication - autrement que par la presse - de la convention passée entre les ministères de la santé français et italien.

L'opposition la plus marquée porte sur l'évolution structurelle de l'association. Le ministère de la santé et de l'action humanitaire, lorsque Bernard Kouchner était ministre, souhaitait la transformation de l'association en un groupement d'intérêt public (le Monde du 11 mars). Profitant du changement de gouvernement, M. Cabrol déclare aujourd'hui être totalement opposé à une telle modification. « Nous refusons cette future

structure dans laquelle nous serions chapeautés par un conseil d'administration dans lequel nous serions minoritaires, nous a-t-il déclaré. En revanche, nous sommes favorables à une structure de concession de service public, beaucoup plus souple et respectueuse de notre efficacité, et qui pourrait être obtenue par un amendement dans le texte de la future loi sur la bioéthique.

« Le sujet le plus préoccupant », explique le professeur Cabrol, reste la diminution du nombre des prélèvements et des transplantations. Il semble bien que la cause principale de cette diminution soit, outre la réduction du nombre des accidents de la voie publique, ce qui est heureux, l'augmentation des refus familiaux, ce qui est beaucoup plus préoccupant. Un sondage de la SOFRES (le Monde du 11 mars) montre cependant que l'opinion publique paraît comprendre l'importance du problème et que l'acceptation, au moins théorique, du don gagne du terrain. L'intensification de l'information nous paraît essentielle, surtout lorsqu'elle est donnée par les greffes eux-mêmes et par les médias de famille (...). Le projet d'une loi sur la bioéthique a été présenté au Parlement. Cette loi sera certainement votée dans le courant de l'année. Malgré tous les efforts de France-Transplant, les modalités, au stade actuel de la procédure parlementaire, concernant les possibilités de prélèvements d'organes traduisent un recul sur les principes de la loi Caillaud, reflétant ainsi une certaine réticence de l'opinion publique.

Le principe d'un registre national informatisé du « refus explicite » aux prélèvements d'organes (2) est encore loin d'être une réalité. Le dernier chapitre controversé concerne les liens entre France-Transplant, chargée de la collecte, du transport et de la greffe des organes (reins, cœur, fies, pancréas, poumons) qui ne peuvent être conservés, et la toute jeune association France-Tissus. Cette dernière gère la collecte, la conservation et l'utilisation thérapeutique de dérivés (os, peau, cornées, veines, valves cardiaques) qui peuvent, cas échéant, être utilisés dans un secteur à but lucratif.

JEAN-YVES NAU

(1) Une autre raison de la chute du nombre des greffes d'organes tient à l'augmentation des cas de sérologies positives (vis-à-vis du sida notamment). Ainsi, dans la région Centre-Ile-de-France, 2,3 % des donneurs potentiels sont contaminés par le virus du sida, et, au total, 2,8 % correspondent à une population à risque.

(2) La loi Caillaud du 22 décembre 1976, qui régit la pratique du prélèvement d'organes, établit le consentement présumé du donneur adulte. Ce texte prévoit que si les conditions médico-techniques le permettent (situation d'« coma profond »), on peut prélever un ou plusieurs organes sur le cadavre dès lors qu'il n'existe aucune trace d'opposition formulée par la personne de son vivant. Un projet à l'étude envisage de mettre en place un registre informatisé des refus explicites.

ÉDUCATION

Après leur exclusion de la FEN

Les enseignants du SNES posent les bases d'une nouvelle fédération syndicale

Six mois après son exclusion de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), réuni en congrès du 5 au 9 avril à Bourg-en-Bresse (Ain), propose la création d'une nouvelle fédération, la Fédération syndicale unitaire de l'éducation, de la recherche et de la culture (FSU).

BOURG-EN-BRESSE

de notre envoyée spéciale

La date du congrès du SNES, moins d'une semaine après la constitution du nouveau gouvernement, condamne à l'expectative le principal syndicat de professeurs. Et il fut bien difficile à Monique Vuillat, son secrétaire général, d'adopter un ton offensif, propre à mobiliser ses six cents délégués, encore mal remis de leur départ forcé de la FEN en octobre 1992.

Avec le nouveau gouvernement, M^{me} Vuillat entend visiblement ne pas brusquer les choses. Même si le SNES s'inquiète, par exemple, « de la ventilation de la formation des jeunes entre trois ministères » ou encore « de la préférence du patronat à privilégier les formations techniques et professionnelles », il préfère pour l'instant donner acte au ministre de sa « prudence » initiale.

Ne pas lâcher la proie pour l'ombre

Deux dossiers sensibles continuent toutefois à mobiliser la vigilance du SNES. La réforme des lycées tout d'abord. Bien qu'il ait voté, à l'origine, contre la réforme engagée par Lionel Jospin et boudée par Jack Lang, le SNES n'entend pas, aujourd'hui, lâcher la proie pour l'ombre. Il attend donc de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, qu'il infléchisse cette réforme pour « qu'elle ouvre des choix de parcours plus larges et diversifiés ». Quant à la gestion des personnels, le ton est nettement plus vif. « Pas besoin de carotte pour travailler », a lancé Monique Vuillat. Et pas question de réhabiliter « une culture du mérite qui a tant fait l'ex-gouvernement » et qui pourrait aujourd'hui

d'être « servir de justification à l'individualisation des salaires ».

En attendant de pouvoir dialoguer avec le nouveau ministre, le SNES est surtout préoccupé par la création de la future Fédération syndicale unitaire de l'éducation, de la recherche et de la culture (FSU), dont les statuts provisoires devraient être déposés le 15 avril prochain et qui a l'ambition de regrouper rapidement quelque 150 000 adhérents et de concurrencer la FEN. A côté du SNES qui, avec ses 67 000 adhérents, formera le principal pilier de la future fédération, devraient se regrouper une dizaine de syndicats. Le SNEP (éducation physique, exclu de la FEN en même temps que le SNES), le SNETAA (enseignement technique) et le SNUPT (instituteurs ex-ministériels du SNI PEGC), ont déjà apporté 60 000 à 70 000 adhérents dans la corbeille, dont une moitié d'instituteurs.

Condamnés à s'entendre

Reste à négocier avec eux, et en particulier avec les instituteurs, une organisation interne qui ne reproduise pas purement et simplement la structure de l'ancienne FEN : hégémonie d'un gros syndicat sur les autres et verrouillage des différentes instances. Les statuts provisoires, qui vont être débattus à Bourg-en-Bresse, prévoient pour cela qu'aucun syndicat de la FSU ne pourra détenir plus de 49 % des mandats dans les différentes instances et que toute décision sera adoptée par 70 % des voix.

Plusieurs points restent néanmoins en suspens : la place des courants de pensée - en particulier la minorité Ecole émancipée (EE) qui ne « tient » aucun syndicat - et le degré d'autonomie des syndicats nationaux, important aux yeux du SNETAA, qui souhaite conserver, face au SNES, une identité forte dans les lycées. Les cofondateurs se donnent un an pour roder ces statuts. Face à la FEN, même amputée de près de la moitié de ses membres, ils sont néanmoins condamnés à s'entendre.

CHRISTINE GARIN

JUSTICE

L'instruction de l'affaire Botton

Le journaliste Charles Villeneuve entendu comme témoin par le juge Courroye

LYON

de notre bureau régional

Charles Villeneuve, directeur de l'information délégué aux magazines à TF1, a été entendu, à titre de témoin, lundi 5 avril, par le juge Philippe Courroye, chargé du dossier Botton. Même si elle peut apparaître comme « périphérique » par rapport à d'autres, la composition médicale de l'affaire Botton n'en continue pas moins à intéresser le magistrat instructeur. Après Patrick Poivre d'Arvor (inculpé, le 5 février, et placé sous contrôle judiciaire pour « révélation de biens sociaux »), Yves Manuviel (confronté, le 31 mars, à Pierre Botton), Yvan Leval, Anne Sinclair, François-Henri de Virieu, Michel Colombes (rédacteur en chef au Point) et François de Closets, Charles Villeneuve est le huitième membre ou ex-membre de TF1 à être convoqué et entendu par M. Courroye.

Outre un week-end prolongé au Byblos des neiges à Courchevel, en mars 1992, en compagnie de Pierre Botton, PPDA et William Leymery, facturé, au moins partiellement, à Luxor SA (société créée par le Botton pour le rachat de La Vie Claire), Charles Villeneuve, que le Monde avait contacté par téléphone le 22 janvier dernier, s'était souvent vu bénéficier de plusieurs invitations amicales de Pierre Botton, assorties à l'occasion d'un déplacement en hélicoptère. A Saint-Tropez, mais plus souvent à Paris, en compagnie d'autres journalistes que Pierre Botton aimait réunir en une sorte de club de la presse.

Comme d'autres relations de l'homme d'affaires, Charles Villeneuve a été assuré l'avoir « renvoyé des billes d'or », mais n'avoir jamais, professionnellement, « renvoyé l'assurance », s'était fâché puis réconcilié avec Pierre Botton, qui l'avait alors invité, en vain, à venir découvrir « l'île Koc », sa luxueuse villa de Cannes, le temps d'un week-end du printemps 1992.

R. B.

■ Mise en examen du policier responsable de la mort d'un jeune homme à Chambéry. — Le gardien de la paix auteur du coup de feu ayant mortellement blessé Eric Simonet, dix-huit ans, dimanche 4 avril dans la banlieue de Chambéry (le Monde du 6 avril), a été déféré devant le parquet, lundi 5 avril. Mis en examen du chef d'homicide involontaire, le policier a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire. L'instruction a été confiée à Agnès Lupin, juge d'instruction à Chambéry, et l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie d'une enquête administrative.

La Journée mondiale de la santé.

L'OMS veut mobiliser les gouvernements sur la prévention des accidents et des violences

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) consacre cette année la Journée mondiale de la santé, mercredi 7 avril, à la « prévention des violences et des négligences » (1).

Bien que les statistiques soient souvent très approximatives dans les pays du tiers-monde, l'OMS estime à un million le nombre de décès causés par des violences intentionnelles. Parmi celles-ci, elle recense les suicides, les homicides, mais aussi les coups (sur les enfants, sur les femmes), les viols et autres crimes (conflits armés, etc.).

A ce millin viennent s'ajouter 2,5 millions de morts accidentelles : accidents de la route, du travail, domestiques, sur les aires de jeux, incendies, noyades, empoisonnements, chutes et désastres naturels. Bon nombre de ces accidents pourraient être évités. Or, constate Claude Romer, chef de l'unité de prévention des accidents à l'OMS, « trop souvent, ils sont perçus comme une fatalité. Mais ce n'est pas vrai : les accidents ne sont ni inévitables ni imprévisibles. Malheureusement, trop peu de choses sont faites pour les éviter. » D'où cette journée du 7 avril destinée à mobiliser les gouvernements et les associations sur la prévention des décès dus aux violences et aux négligences.

L'insécurité des routes du tiers-monde

Selon les tableaux fournis par l'OMS, la Hongrie a le plus fort taux mondial de suicides. Les empoisonnements sont plus fréquents, chez les hommes, dans l'ex-Union soviétique ; pour les femmes, dans la République de Corée. On trouve beaucoup en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie. Dans les îles (Seychelles, Bahamas) les noyades prédo-

minent, mais ces deux pays figurent également parmi les pays les plus dangereux pour les décès dus aux incendies.

Alors que le nombre des accidents de la route diminue dans les pays développés, ils progressent dans les pays en voie de développement : 13 % de plus ou dix ans. Si, dans ces pays, le parc des véhicules est réduit, les routes sont souvent mauvaises et les voitures sont mal entretenues. Peu de personnes respectent le code de la route et les conducteurs de moto ne portent pas de casque. Dans les pays industrialisés, les accidents avec des véhicules motorisés touchent essentiellement les 15-44 ans ; dans le tiers-monde, les piétons de moins de quinze ans sont les principales victimes d'une circulation anarchique.

L'OMS, qui met l'accent sur la violence en général et sur les violences familiales en particulier, note qu'aux Etats-Unis 30 000 personnes sont assassinées chaque année : un taux de crimes dix fois supérieur à celui des autres pays de l'OCDE. Mais la situation est pire dans certains pays du tiers-monde (Colombie, Mexique, Philippines, Thaïlande, Salvador).

Pour ce qui concerne les violences domestiques, des études réalisées au Pérou montrent que les violences à l'encontre des épouses représentent 75 % des rapports de police sur les attaques. A Bangkok, 50 % des femmes disent être battues régulièrement par leur mari ou concubin. L'OMS note que lentement le monde lève le voile sur les violences sexuelles dont sont victimes les enfants : aux Etats-Unis, on estime par exemple que 20 % des femmes et 7 % des hommes ont subi au moins une fois des violences sexuelles dans leur enfance.

En France, selon l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, les « causes extérieures de trau-

matismes (accidents divers, chutes, suicides, homicides, morts violentes) et empoisonnements », représentent les principales causes de mortalité chez les personnes de sexe masculin de 1 à 44 ans et plus particulièrement chez les 15-24 ans (74,8 % des décès contre 59,7 % chez les femmes).

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) C'est notre collaborateur Nicolas Vial qui a été choisi cette année par l'OMS pour dessiner l'affiche commémorative de cette Journée mondiale de la santé.

POLICE

Dans les quartiers parisiens de Barbès et de la Goutte-d'Or

Plusieurs centaines d'étrangers ont été soumis à des contrôles

Les quartiers à forte population immigrée de Barbès et de la Goutte-d'Or ont connu, ces derniers jours, une série d'opérations policières de grande envergure. Sous couvert d'opérations « anti-délinquance », ce quadrillage de deux quartiers du dix-huitième arrondissement de Paris s'accompagne, dans les faits, d'un net développement des contrôles d'identité.

Pour la seconde fois en moins d'une semaine, les forces de l'ordre sont massivement intervenues, lundi après-midi 5 avril, dans un secteur du dix-huitième arrondissement de Paris communément appelé « le marché aux voleurs » par les policiers. Situé à deux pas des magasins Tati de Barbès, sous les voûtes du métro aérien, ce « marché » abrite des marchands à la sauvette profitant de la foule compacte pour vendre des objets en tous genres - des montres aux pantalons en passant par des bijoux en or - généralement neufs et s'échangeant de la main à la main.

Cette partie animée du boulevard de la Chapelle est aussi, à certaines heures de la journée, un lieu de rassemblement habituel de jeunes hommes qui, dans leur très grande majorité, sont d'origine maghrébine. Les uns et les autres ont été visés par l'intervention policière du 5 avril : non seulement les vendeurs à la sauvette, dont il restera à établir si leur

marchandise était ou non volée ; mais aussi les jeunes, Français ou non, qui ont été soumis aux contrôles d'identité. Une quarantaine de ces derniers ont été conduits à la 12^e section des renseignements généraux (RG) parisiens chargée de lutter contre le séjour irrégulier des étrangers.

Opérations « de sécurisation »

Deux autres interventions policières avaient touché le même secteur au cours de la semaine précédente. Jeudi 1^{er} avril, déjà, le « marché aux voleurs » avait été le théâtre d'un autre déploiement massif de policiers ; soixante personnes avaient alors été interpellées à Barbès, et la plupart avaient été l'objet de procédures pour séjour irrégulier en France (le Monde du 3 avril). Le lendemain, c'était au tour du quartier voisin de la Goutte-d'Or - dont certains axes, entre autres la rue Myrrha, sont des lieux réputés de vente de drogue - de connaître une vaste opération « anti-délinquance » : plus de sept cents personnes avaient été contrôlées lors de cette intervention conduite par la brigade de répression du trafic illicite des stupéfiants et de la toxicomanie (BRTIST), épatée par des CRS et des policiers des renseignements généraux (RG). Cette fois, trois toxicomanes avaient été mis en garde à vue, tandis que quinze étrangers étaient présentés aux enquêteurs des RG.

La multiplication des contrôles dans des quartiers à forte population immigrée doit évidemment être rapprochée de l'arrivée d'un nouvel occupant au ministère de l'Intérieur. En pleine campagne des élections législatives, Charles Pasqua s'était rendu à Barbès et à la Goutte-d'Or afin de prêter main-forte au candidat du RPR dans cette circonscription, Alain Juppé, désormais ministre des affaires étrangères. Ce secteur avait certes connu quelques autres opérations « coups de poing » au cours des derniers mois, notamment sous l'influence du film de Bertrand Tavernier L. 627, consacré au trafic de stupéfiants dans la capitale. Mais leur fréquence se limitait à l'époque à une moyenne de deux ou trois par mois, sans donner lieu à des contrôles visant plus de sept cents personnes à la fois.

Les opérations de « sécurisation » qui se développent actuellement semblent donc augurer d'une manière plus systématique de lutte conjointement contre la délinquance et contre l'immigration irrégulière. Dans les premières instructions données à son gouvernement, le 31 mars, Edouard Balladur recommandait à son ministre de l'Intérieur de « réfléchir sans délai aux problèmes de nationalité, d'immigration et de sécurité de façon à préparer les décisions du gouvernement ».

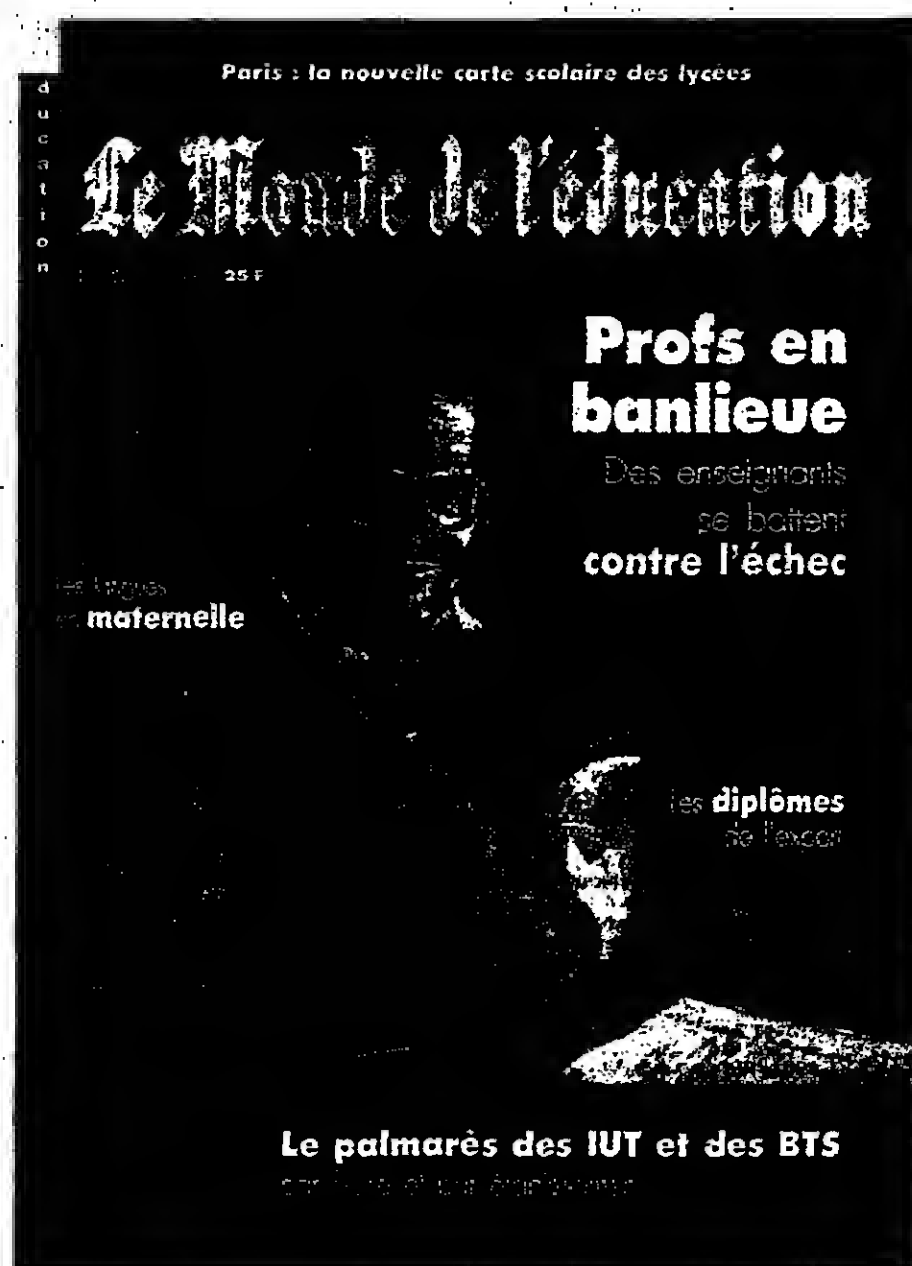
ERICH INCIVAN

Numéro d'avril 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Sondage exclusif Le Palmarès des IUT et des BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement; les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.



Enquête :

Profs en banlieue Des enseignants se battent contre l'échec

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épopée quotidienne : violences, cités éclatées, environnement social destructeur. Héros malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

Reportage :

Les langues en maternelle

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

Actualité :

La carte scolaire des lycées parisiens

Les nouvelles règles pour obtenir une place dans l'établissement de son choix.

فكنا من الأمل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les nouveaux territoires du sida

Aux marches de l'Europe de l'Est

Comment faire en sorte que l'épidémie ne flambe pas demain dans l'ancien bloc soviétique comme aujourd'hui en Asie du Sud-Est ?

RIGA
de notre envoyé spécial

ET s'il était déjà trop tard ? S'il était impossible, que qu'on fasse, de freiner durablement la diffusion du virus dans les pays de l'ancien bloc soviétique ? Ce n'est certes pour l'instant qu'un cauchemar. Pourtant, rien ne permet de dire que demain l'épidémie ne flambe pas dans la partie orientale du continent européen comme elle le fait depuis longtemps en Afrique noire et depuis peu dans les pays du Sud-Est asiatique. Jamais sans doute l'enjeu de la prévention en matière de sida n'a été aussi clairement exprimé : jamais le défi n'a été aussi grand. Fort des expériences (souvent malheureuses, parfois consécutives) accumulées depuis dix ans en différents points du globe, parviendra-t-on à freiner la diffusion du virus au sein des 450 millions de personnes qui forment, il y a peu encore, l'URSS ?

Tenue sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, la réunion de Riga, capitale de la Lettonie, aura marqué une étape essentielle et sans doute historique. Réunissant sur le thème du sida les représentants gouvernementaux (ministres de la santé et de l'économie) d'une trentaine de pays, cette rencontre a été marquée par une déclaration étonnante (le 3 avril) dans laquelle l'ensemble des pays représentés s'engageait à associer le combat contre l'épidémie au respect des droits de l'homme. Prononcée de manière solennelle et joignant dans une ambiance non protocolaire des chants de jeunes enfants lettons, cette déclaration témoigne d'une

véritable prise de conscience à l'échelon politique. Sera-ce suffisant ? La situation en Europe de l'Est n'est, pour l'instant, en rien comparable à celle qui prévaut en Europe occidentale. En dépit des incertitudes et des multiples difficultés matérielles auxquelles il est quotidiennement confronté, le Centre de surveillance épidémiologique du sida pour l'Europe — que dirige à l'hôpital national de Saint-Maurice le docteur Jean-Baptiste Brunet — permet de disposer de quelques données essentielles et actualisées.

90 000 cas cumulés

S'exprimant dans le cadre de la réunion de Riga, le docteur Johannes Hallauer (office régional de l'OMS pour l'Europe, Copenhague) a résumé à quel point la situation pouvait, dans cette partie du continent, être hétérogène. Au 15 mars dernier, on a recensé près de 90 000 cas cumulés de sida déclarés dans l'ensemble des pays d'Europe, dont plus de 95 % en Europe occidentale. On sait que, parmi ces pays, la Suisse, l'Espagne, la France, l'Italie et le Danemark paient le plus lourd tribut à la maladie. Pour leur part, les pays d'Europe centrale et orientale n'ont, jusqu'à présent, déclaré qu'un peu plus de 3 000 cas de sida-maladie, les experts estiment que, dans cette région du monde, l'épidémie n'en est qu'à ses débuts. L'analyse permet néanmoins de mettre en évidence de nettes différences.

En Roumanie, la majorité des cas recensés en 1992-1993 résultent d'infection consécutive à une transfusion de sang infecté ou à l'utilisation de matériel non stérile. Dans



Associer le combat contre l'épidémie au respect des droits de l'homme.

ce pays, 2 235 cas de sida ont été dénombrés à la fin de l'année dernière, dont 94 % chez des enfants, une situation totalement atypique à l'échelle européenne. En Tchécoslovaquie, 65 % des infections résultent d'une transmission homosexuelle, 44 % d'une transmission hétérosexuelle et le reste de contamination par transfusion sanguine. A l'inverse, en Bulgarie, la transmis-

sion semble surtout emprunter la voie hétérosexuelle. En Russie, sur les 612 cas d'infection observés, près de la majorité résultent de transmissions du même type que celles rencontrées en Roumanie et affectant prioritairement les enfants. En Albanie, enfin, les trois quarts des cas d'infection concernent des transmissions hétérosexuelles usant de la voie intraveineuse.

Tel est le paysage épidémiologique actuel de l'Europe de l'Est. Celui-ci doit être complété par les zones, géographiquement importantes, dans lesquelles aucun cas de sida n'a officiellement été enregistré, comme en Albanie, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Tadjikistan ou au Kirghizistan. On notera enfin les situations de la Turquie (92 cas de sida), de la Yougoslavie

(268 cas), de la Pologne (130 cas), de la Hongrie (120 cas) et de l'Ukraine (12 cas), qui insistent de l'émergence du fléau épidémique dans des régions que l'on avait longtemps pu croire épargnées.

Au-delà de leur hétérogénéité, ces résumés chiffrés fournissent une inquiétante démonstration. Tels en effet témoignent de l'existence de « têtes de pont » de l'épidémie en Europe de l'Est dès lors que les conditions locales le permettent.

Et, dans cette région du monde, tous les éléments sont là pour favoriser le développement du phénomène épidémique. « Les troubles sociaux, la crise économique et les conflits guerriers sont autant d'éléments qui font de ces pays des zones vulnérables vis-à-vis de la diffusion du virus », résume le docteur Jean-Baptiste Brunet. On peut notamment citer le trafic de drogue, qui, dans nombre de ces pays, devient une bonne méthode pour se procurer de l'argent, ainsi que le développement de la prostitution, qui est l'une des traductions de la crise économique dans ces régions. Il faut à cela ajouter les nombreuses situations de guerre civile. Or on sait, d'un point de vue épidémiologique, l'importance que peuvent avoir les conflits guerriers dans la dissémination des maladies sexuellement transmissibles. Le phénomène avait pu être mis en évidence lors des deux dernières guerres mondiales. Il devrait être impérativement pris en compte, notamment dans le cas où les forces de l'ONU sont présentes dans des régions à haut risque, comme en Thaïlande aujourd'hui ou en Yougoslavie demain.

JEAN-YVES MAIL
Lire la suite p. 14

Les océans fantômes de Vénus

Sœur de la Terre, l'étoile du Berger a-t-elle un jour été couverte d'eau et de mers immenses ? Des mesures faites par la vieille sonde Pioneer-Venus relancent la polémique

LE 8 octobre dernier, après avoir brûlé la dernière goutte de ses réserves de carburant, la sonde américaine Pioneer-Venus amorçait une plongée fatale vers le sol d'une planète autour de laquelle elle tournait depuis quatorze ans. Jusqu'au bout, la vaillante petite sonde américaine a evoqué de précieuses données sur Vénus et offert aux chercheurs un ultime cadeau. Les toutes dernières informations, recueillies juste avant sa désintégration dans l'atmosphère vénusienne, à quelque 130 kilomètres d'altitude, pourraient en effet aider à résoudre une question qui divise encore les chercheurs : l'étoile du berger a-t-elle, comme la Terre et, probablement, comme Mars, été un jour couverte d'océans ?

On sait en effet qu'une épaisseur de trois kilomètres d'eau a recouvert la Terre primitive, explique Jean-Loup Bertain (service d'aéronomie du CNRS). Un monde presque exclusivement marin au sein duquel sont apparus, il y a 2,5 milliards d'années, des cyanobactéries, les fameuses « algues bleues » que l'on considère comme la première manifestation de la vie. D'un venait cette eau ? Était-elle issue du processus de formation de notre planète ? A-t-elle été apportée ultérieurement par le flux des comètes et des astéroïdes qui l'ont percussée ? Pour tenter de répondre à ces questions, les astrophysiciens se sont tournés vers les voisins les plus proches de la Terre que, grâce aux multiples sondes envoyées depuis le début des années 70, on connaît désormais de mieux en mieux.

Evidemment, personne ne s'attend à trouver sur Mars ou sur Vénus autant d'eau que sur Terre. Les chercheurs ont aujourd'hui la certitude que, dans le système solaire, notre globe est le seul où les conditions climatiques ont permis une certaine conservation des océans primitifs. Mars, la glaciale, et Vénus, la torride, sont considéra-

blement plus arides. Cette dernière ne recèle, apparemment, que des traces d'eau dans l'atmosphère. En revanche, le sol de la première révèle très nettement les traces d'un ancien réseau hydrographique, et l'on sait que ses calottes glaciaires contiennent une certaine quantité d'eau. Répartie sur toute la surface de la planète, elle présentait une épaisseur d'environ dix mètres. Certains chercheurs estiment même que cette couche pourrait atteindre 500 mètres si on y ajoute l'eau piégée dans les roches du sol. « Mais de sérieuses controverses subsistent encore à ce sujet », précise Jean-Loup Bertain.

On reste donc, de toute façon, très loin des énormes masses océaniques de la Terre primitive. Or, les trois planètes seules ont trop de liens de parenté pour que les scientifiques acceptent de bon cœur une telle différence. Pour tenter d'en savoir plus, ils sont donc partis à la recherche du « fantôme » de cette eau disparue. Ils pensent l'avoir trouvé avec le deutérium (D), un isotope lourd (1) de l'hydrogène (H) qui, on le sait, est un des deux composants de l'eau (H₂O). L'oxyde de deutérium (D₂O) n'est autre que la fameuse « eau lourde » utilisée dans certaines centrales nucléaires, mais que l'on trouve aussi dans l'eau « naturelle » à l'état de trace (une molécule sur 6 700).

Quand cette dernière s'évapore, l'hydrogène, très léger, s'échappe : c'est la molécule que l'on trouve en plus grande quantité dans tout l'Univers. Mais le deutérium, nettement plus lourd, reste plus volontiers « piégé » dans l'atmosphère de la planète. Il suffit donc de comparer le rapport deutérium-hydrogène des atmosphères de Mars ou de Vénus avec celui de la Terre pour avoir une idée de la proportion d'eau disparue au cours de leur histoire.

Grâce à cette méthode, les astrophysiciens estiment aujourd'hui que Mars a recélé, jadis, six fois plus d'eau qu'aujourd'hui. En par-

tant de l'hypothèse « haute » des 500 mètres cités plus haut, on atteint une épaisseur de 3 000 mètres. La même que sur la Terre primitive. Vénus, en revanche, résiste beaucoup plus aux recherches de deutérium menées conjointement par les sondes interplanétaires et, depuis le sol, à l'aide de spectromètres à infrarouge montés sur des télescopes.

Dans l'attente du coup de théâtre

« Les mesures sont très difficiles, car l'atmosphère de Vénus est chimiquement très réactive (2). Elle comporte, par ailleurs, de nombreux composés dont la masse est proche, ce qui multiplie les sources d'erreurs possibles », explique Catherine De Bergh (Observatoire de Paris-Montsouris). Les travaux réalisés fin 1989 par son équipe dans l'infrarouge à l'aide du télescope franco-canadien d'Hawaii ont permis de confirmer et d'ajuster les premières mesures faites par Pioneer en 1978. La communauté scientifique s'accorde aujourd'hui pour estimer que jadis, il y avait 150 fois plus d'eau qu'aujourd'hui. Une mesure : « Et là-dessus, on ne peut rien dire », estime Jean-Loup Bertain.

Thomas Donahue (université du Michigan, États-Unis), auteur des premières analyses effectuées à partir des mesures de deutérium réalisées par Pioneer sur Vénus en 1978, pense, aujourd'hui, pouvoir multiplier cette estimation par trois au moins. Les relevés de la sonde américaine montrent, en effet, de sérieuses différences dans les taux de deutérium ou haute atmosphère (à 130 km d'altitude) entre 1978 et 1992, n-4-il expliqué récemment lors d'une conférence tenue dans les locaux du centre de recherche Ames de la NASA à Mountain View (Californie). Ces différences, qu'il attribue aux effets de l'activité solaire, impliqueraient une évapora-

tion plus importante que celle prévue par la théorie.

Selon le chercheur américain, une telle révision des estimations « permet de penser que des conditions favorables au développement de formes de vies primitives » ont pu exister sur l'étoile du berger (comme sur Mars, où l'on ne désespère pas de trouver, un jour, des fossiles de bactéries primitives). Les confrères de Thomas Donahue semblent nettement plus réservés, même si aucun d'eux ne conteste la qualité de ses travaux.

« Passer de 5 à 15 ou même 25 mètres ne représente pas un bouleversement fondamental : on reste très loin des trois kilomètres de la Terre », constate Jean-Loup Bertain. D'autant plus, renchérit Catherine De Bergh, que cela peut correspondre à l'évaporation de l'eau amenée par des comètes et des astéroïdes sur une période très longue, pouvant même représenter toute l'histoire de Vénus. Dans ce cas, loin des mers imaginées par M. Donahue, l'étoile du berger n'aurait aboré de tous temps la même aridité brûlante.

Les deux astronomes français estiment, enfin, que ce nouveau résultat doit impérativement être confirmé par spectrographie infrarouge ou ultraviolet. Dans la haute atmosphère vénusienne plus

encore qu'un sol, le rapport deutérium-hydrogène est, en effet, extrêmement difficile à évaluer avec précision. Comment s'en sortir ? Comme le deutérium, l'oxygène est assez lourd. Si Vénus a possédé de grands océans, on devrait pouvoir en trouver emprisonnés dans les roches du sol.

« Les quelques informations recueillies in situ par les sondes soviétiques Venera n'ont rien montré de tel, regrette Philippe Masson, professeur de géologie planétaire à l'université Paris-Sud. Ces données furent sommaires, et on ne peut les prendre en compte qu'à titre indicatif. Malheureusement, aucune autre mission de ce genre n'est prévue avant longtemps. » L'apport de la sonde Magellan, qui cartographie consciencieusement Vénus depuis plus de deux ans et demi (le Monde du 10 octobre 1990), sera probablement de peu d'utilité sur ce point.

« Ses images montrent bien des sortes de cheminées, mais leurs formes sont extrêmement frustes. »

JEAN-PAUL DUFOUR

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intactes les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LOIREAU à Sautou.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

SCIENCES • MÉDECINE

Les nouveaux territoires du sida

Prévention à Casablanca

Une ONG marocaine ouvre des centres de diagnostic entre lycées et masquées. Les femmes qui l'animent n'oublient pas l'éthique

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

A l'heure de la chausée de cette ville d'immeubles, presque en face du lycée Al-Waha, un petit deux-pièces s'ouvre directement sur la rue. Des banquettes le long des murs, comme souvent au Maroc. Quelques affiches en arabe et en français, des schémas, un petit bureau. Dans cette première permanence ouverte en novembre dernier grâce à des locaux du Croissant-Rouge, des volontaires accueillent et informent sur les risques du sida, distribuent des préservatifs et proposent un dépistage anonyme et gratuit, pour lequel un médecin réalisera le prélèvement dans la pièce voisine. Un cahier témoigne des visites que jeunes et moins jeunes rendent ainsi aux consultants qui se relaient, médecins, éducateurs ou même sœurs infirmières qui soignent la lépre et veulent maintenant soulager ce nouveau fléau.

Ainsi se réalise, dans ce quartier populaire de Casablanca, un des projets de l'Association de lutte contre le sida (ALCS), fondée en 1983 par le professeur Hakima Himnich, chef du service des maladies infectieuses du CHU Ibn-Rochd de Casablanca. Cette dynamique femme brune, membre du conseil consultatif de l'OMS sur le sida et de l'ONG créée par le professeur Jonathan Mann, a fait des émules. Sur les six antennes régionales de l'ALCS au Maroc, quatre sont présidées par des femmes. Peut-être parce que dans le contexte marocain, les homosexuels hésitent à se déclarer et à militer ouvertement, comme en Europe et aux États-Unis.

L'épidémie s'aggrave du terrain, avec 400 cas d'infection VIH. D'un cas de sida avéré en 1986, on est passé à 10 en 1987, 44 en 1989, 98 en 1991 et 121 en septembre 1992, dont 77 sont décédés. Au départ, les personnes touchées étaient surtout des homosexuels ou des toxicomanes ayant voyagé. Mais la transmission hétérosexuelle représente maintenant près de la moitié des nouveaux cas, qui se concentrent dans les villes et touchent des gens qui n'ont pas voyagé. Comme le note Majida Mehadi Zahraoui, agrégée du CHU et membre de l'ALCS, le Maroc est ainsi, comme il l'est géographiquement, dans une

situation intermédiaire entre l'Afrique et l'Europe, avec toutefois la chance d'un certain décalage dans le temps, qui permet de profiter des expériences. « C'est simple, on copie ce que fait AIDES, qui nous aide », explique M^{me} Himnich sous forme de boutade. Et pour partager ces expériences avec ses voisins, l'ALCS a été active dans la première conférence des ONG maghrébines sur le sida.

Après les séances d'information, dans les lycées notamment, mais aussi dans les collèges et universités, l'ALCS a décliné sous toutes les formes possibles ses deux objectifs : l'information et la solidarité. A l'hôpital, elle a entrepris la formation des soignants, l'accompagnement des malades ; dans les écoles, la sensibilisation des enseignants. Sans jamais perdre de vue les problèmes éthiques, et donc en refusant d'isoler les malades. L'ALCS a aussi insisté auprès de la presse sur sa responsabilité, mettant en garde contre le sensationnalisme. « Nous collaborons avec des associations marocaines, comme Solidarité féminine, qui s'adresse notamment aux mères célibataires », dit M^{me} Zahraoui. Aides, Apparis ou US AID nous aident pour la documentation sur les médicaments. La famille, qui reste une structure sociale très forte, fait que les malades sont soutenus malgré les handicaps économiques. Mais il était important que des ONG prennent en charge le problème, à côté des structures officielles comme le Comité national de lutte.

Les versets du Coran comme arguments

Par prudence, l'ALCS se tient à l'écart de la religion, que d'autres associations ont essayé d'exploiter. « Non que l'islam bloque les choses : il n'interdit pas le préservatif, par exemple, et certains versets du Coran sur la protection du prochain peuvent servir d'arguments à la prévention. Mais l'association n'entend pas provoquer les intégristes. Et si elle met en avant la fidélité conjugale, elle se tient avant tout à un langage scientifique.

Bien des tabous restent pourtant à briser. Celui de l'homosexualité, perçue différemment en fonction des régions, souvent plus pratiquée qu'assumée. Celui de la prostitution, illégale, donc théoriquement inexistant. L'ALCS mène depuis

deux ans une action de conseil et d'enquête en direction des prostituées. Car une étude de 1990 montre que ces prostituées, même si 75 % citent spontanément le sida comme maladie sexuellement transmissible, gardent une impression atténuée du risque.

Parce que le pays n'avait pas les moyens d'importer des contraceptifs pour homosexuels, le Maroc n'a pas connu ce type de contamination. Mais les rumeurs, comme partout, y ont tenu. Il a fallu dissiper des malentendus, ceux qui éloignaient les gens des hammams (bains publics), qui avaient fait baisser les dons du sang. Les médias s'ouvrent, après quelques années de silence. La chaîne privée 2MT a consacré une de ses émissions populaires « Liqâa » (rencontres), à la question, il y a un an, suscitant questions et demandes. Cette année, une semaine d'émissions sur le sida. M^{me} Himnich, en 1992, a été... l'homme de l'année, et l'invitée de... « L'homme de questions », autre émission importante de 2MT.

Par des questionnaires, l'ALCS cherche à connaître les attitudes et connaissances de la population. M. Jafar Heikel, chef de clinique au CHU de Casablanca, a mené la première enquête dès 1988, auprès notamment des lycéens. Elle montrait que si les questionnés avaient entendu parler de la maladie, ils en ignoraient les modes de transmission ; qu'une majorité avait plus peur d'une grossesse que du sida, et jugeait plus grave d'être impuissant ; qu'une majorité attribuait à une malédiction de Dieu, plutôt qu'à une conséquence, comme premier remède, un pèlerinage à La Mecque. De retour du Canada, où il s'est perfectionné en épidémiologie, le docteur Heikel compte reprendre ces enquêtes, pour mesurer si l'action de l'ALCS et des autres ONG marocaines, porte ses fruits.

Signe des temps : en décembre 1992, le ministère des affaires religieuses a donné le sida comme sujet de prédication à tous les imams du royaume. Nul ne sait les propos qui ont été échangés dans les mosquées, sans doute aussi divers que les opinions sur la question. Mais on en parle.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les frontières-passoires du Sud-Est asiatique

Les brassages de populations, la pauvreté des installations sanitaires, les lacunes de la prévention sont à l'origine d'une expansion rapide de la maladie

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

NGA, quinze ans, attend son deuxième client. « Le premier a payé 120 dollars, mais on a dû le renvoyer au Vietnam pour la soigner », raconte Chi Lan, « grande sœur » Lan, qui n'est, en fait, qu'une consue étiennée, âgée de vingt-quatre ans. La petite sourit, apparemment indifférente. Nga, depuis, vaut encore 10 dollars la semaine, dans quelques semaines, elle se vendra 5 000 riels, soit à peine plus de deux dollars, à partager avec la mère masquée.

Nga ne se plaint pas. « La rizière, c'est dur. Les parents ne gagnent pas de quoi nous nourrir. Ici, je m'amuse », dit-elle. Elle s'est même déjà offert un petit bracelet en or à vingt-quatre carats. Un jour, pense-t-elle, quand elle aura mis de côté un petit pécule, elle retournera vivre dans sa province de Long-Nuyen, mais à la ville, pas à la campagne.

La scène se passait en décembre 1992. Nga a peut-être connu quelques clients à 10 dollars mais pas davantage car, quelques jours plus tard, à l'occasion d'une rixe, la police est intervenue, a fermé la maison de passe et en a déporté tous les occupants, même la vieille bonne, à la frontière vietnamienne. Que s'est-il réellement passé ? « Qui sait ? » répondent prudemment les voisins sur la digue de Tuol-Kork, l'un des quartiers rouges de Phnom-Penh, dont 80 % des prostituées sont vietnamiennes.

« Ça va », d'avoir repris son métier ailleurs, Nga est sans doute, retournée dans sa famille pauvre et, si tel est le cas, elle l'a fait sans se douter qu'elle a au moins une forte chance d'échapper au sida qui, dans un Cambodge anarchique, se répand rapidement. Elle est peut-être partie à temps.

Ainsi, fuyant la misère, des milliers de jeunes et, parfois, très jeunes Vietnamiennes émigrent au Cambodge pendant quelques semaines, plusieurs mais pas de deux à trois ans pour tenter d'y constituer un bas de laine en y pratiquant le plus vicieux métier du monde. Ces filles viennent des provinces et des villes du delta du Mékong. Curieusement, très peu sont originaires de Ho-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, où la prostitution et la drogue se sont pourtant développées, ces dernières années, de façon préoccupante. Au Cambodge, surtout à Phnom-Penh, leur clientèle est avant tout locale, mais les quartiers rouges attirent également de nombreux étrangers : Thaïlandais, Vietnamiens, Chinois d'outre-mer, « bécots bleus » de l'ONU.

Pauvreté, infrastructures sanitaires et médicale quasi-inexistantes, brassages constants de populations, ignorance, prostitution et drogue, frontière incontrôlable avec la Thaïlande où le développement de la maladie est déjà alarmant, le Cambodge réunit donc les conditions d'une épidémie de sida. Il pourrait tout aussi bien servir de relais entre la Thaïlande et le Vietnam, dont la frontière, tout aussi incontrôlée, est franchie chaque jour, dans les deux sens, par des milliers de gens qui circulent en moto-cyclette, en voiture, en autobus et en bateau.

Les prostituées d'Ho-Chi-Minh-Ville

Avec l'ouverture, depuis cinq ans, de leur pays sur le reste du monde, les autorités vietnamiennes se préoccupent sérieusement des risques de sida. Et de fait, elles ont déjà repéré, en octobre 1992, 79 séropositifs, dont 67 étaient des pêcheurs thaïlandais alors détenus pour avoir pêché, sans autorisation, dans les eaux territoriales vietnamiennes.

Mais, à cette date, 130 816 tests seulement avaient été menés parmi une population de 71 millions d'habitants. L'an dernier, le pays a accueilli près de quatre cent mille visiteurs, en majorité des Vietnamiens d'outre-mer et des Asiatiques. Des mesures ont été prises pour prévenir le développement du tourisme du sexe, et des réseaux de prostitution, organisés avec le concours de Vietnamiens et de Chinois d'outre-mer, ont été récemment démantelés.

Les autorités s'inquiètent, avant tout et à juste titre, du développement de la prostitution et de la

drogue dans les centres urbains. Elles estiment que Ho-Chi-Minh-Ville, la cité la plus peuplée avec près de cinq millions d'habitants, abrite vingt mille prostituées à temps complet et environ trente mille à temps partiel. La prostitution est également visible dans toutes les autres agglomérations, et le nombre des drogués est évalué à une centaine de milliers. Dans les centres urbains et à la télévision, une campagne d'information et d'éducation a été entreprise.

Mais le sida risque de se répandre de façon plus pernicieuse : à travers la frontière cambodienne, dans le delta du Mékong. Les prostituées du Cambodge sont d'origine rurale et leur contrôle, lorsqu'elles regagnent leur village, est pratiquement impossible. Des centaines d'entre elles, peut-être même quelques milliers, ont déjà regagné leurs foyers. En outre, une partie importante de leur clientèle, au Cambodge, est constituée par des dizaines de milliers de travailleurs immigrés vietnamiens, également originaires du Sud et qui regagnent leur pays une fois qu'ils ne trouvent plus de chantier chez le voisin.

Le sida est donc en train de pénétrer, lentement mais sûrement, dans les campagnes du Sud. Les va-et-vient à travers la frontière entre le nord du Vietnam et la Chine méridionale, où le sida est déjà présent, risquent également de présenter, à plus long terme, un problème identique.

En dépit d'une opinion assez partagée sur place (et qui rend les étrangers responsables de l'introduction de la maladie), les visiteurs d'ailleurs munis de visas - hommes d'affaires ou touristes qui transitent par les deux aéroports internationaux de Noi-Bai (Hanoï) et de Tan-Son-Nhat (Ho-Chi-Minh-Ville) - ne constituent sans doute pas la principale menace pour le Vietnam : ce trafic est, dans une certaine mesure, contrôlable. En revanche, tant que les frontières terrestres demeureront de véritables passoires, il n'existera aucune arme face à la dissémination du sida dans les campagnes du Sud et même celles du Nord.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Aux marches de l'Europe de l'Est

Suite de la page 13

Une fois affirmée dans la « déclaration de Riga » la volonté des anciens pays du bloc soviétique de combattre l'épidémie sans attenter aux droits de l'homme, parviendra-t-on à contrôler efficacement à court terme la diffusion du virus et l'extension de l'épidémie ? Rien n'est véritablement acquis.

Les difficultés seront de plusieurs ordres. Comment, notamment, concilier les nouvelles libertés auxquelles ont accès ces populations avec les messages préventifs (et donc « restrictifs ») qu'impose de fait la lutte contre l'épidémie de cette maladie mortelle sexuellement transmissible ? Comment associer, dans les décennies du commu-

nisme, les Eglises renaissantes à un discours préventif qu'elles jugent souvent (au travers de l'usage du préservatif) incompatible avec leurs convictions ? Comment surtout faire entendre aux jeunes de ces pays que le sida n'est pas un synonyme de la « modernité occidentale » ? A cet égard, les propos des jeunes de Riga ne sont nullement rassurants, eux qui associent ce fléau aux nouvelles libertés dont ils disposent. Une association qu'ils résumait dans une formule d'un douloureux laconisme : « Le sida ou rien ! »

JEAN-YVES NAU

Une nouvelle définition en France

Après les États-Unis, la France vient d'adopter une nouvelle définition du sida, applicable à compter du 1^{er} janvier 1993. Cette révision « aux fins de surveillance épidémiologique » est publiée dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de la Direction générale de la santé (1). Elle diffère de celle qui a été adoptée outre-Atlantique par le Center for Disease Control (CDC, centre de contrôle des maladies) d'Atlanta (Géorgie), en vigueur depuis le 1^{er} janvier (le Monde du 30 décembre 1992).

Le statut de « maladie » conféré à un sujet infecté par le virus du sida dès lors que son taux de lymphocytes (CD4) est inférieur à 200 par millimètre-cube, critère retenu par les Américains, est rejeté par les Français. Les experts voient en effet, dans ce paramètre biologique, un probable impact psychologique et social négatif pour les patients et aucun bénéfice sur le niveau de couverture sociale. Ces mêmes experts déclarent être opposés au recensement des patients asymptomatiques ayant moins de 200 CD4, face aux risques de biais induits, d'une part, dans le système d'analyse de l'évolution des données de surveillance, et d'autre part, « à la dépendance avec les pratiques de dépistage ».

La prise en compte du critère « CD4 inférieur à 200/mm³ » serait en outre corrélatrice du stade des symptômes, comme tenu de « l'absence [d'autres] systèmes d'information hospitaliers permettant de décrire l'ensemble de la population prise en charge pour l'infection par le VIH ». Les médecins américains

de prises en charge ne sont pas « transposables » en France, ajoutant par ailleurs les épidémiologistes français. Le recours au nombre de lymphocytes CD4 au France répond désormais à une nouvelle règle. On retiendra, précise le BEH, « le résultat le plus bas, mais pas nécessairement le dernier ».

Les trois nouvelles affections cliniques diagnostiquées chez les personnes infectées - la tuberculose pulmonaire, les pneumopathies bactériennes récurrentes et le cancer invasif du col de l'utérus -, ajoutées par le CDC à la liste des vingt et une pathologies opportunistes liées au sida, ont en revanche été adoptées par la France. L'impact de la nouvelle définition sur le nombre de cas a été évalué dans trois cohortes françaises de patients porteurs du virus du sida (2). Contrairement aux États-Unis, où, selon le CDC, l'application de la nouvelle définition devrait entraîner une augmentation de 50 % du nombre de cas de sida déclarés, en France, cette hausse devrait se situer autour de 1 % ou 2 % seulement.

L. F.

(1) BEH n° 11/1993, 22 mars 1993.

(2) Deux cohortes hospitalières, l'une du GECSA (Groupe d'épidémiologie clinique du sida en Aquitaine), l'autre du DMAC/DML-2 (Base nationale de données clinico-épidémiologiques du sujet séropositif suivi à l'hôpital), et une cohorte dite « SÉROCO » (pour « séropositifs et cohortes »), recrutée dans le cadre d'une enquête épidémiologique prospective pour l'étude de l'histoire naturelle de l'infection VIH.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO D'AVRIL

LA FAMINE EN AFRIQUE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde des DEBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 DB 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

Expire à fin _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin _____

Date et signature obligatoires : _____

Le Monde des débats, Service abonnements.

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

sur MINITEL 3615. LE MONDE code 180

pour l'étranger, nous consulter au 49-60-32-90.

pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68

مكتبة من الأصل

SCIENCES • MEDECINE

Une belle inconnue : « Rana pyrenaica »

Un chercheur espagnol a découvert sur le versant sud des Pyrénées la quatorzième espèce de grenouilles européennes

L'EUROPE comptait treize espèces connues de grenouilles. Elle en a désormais quatorze. En 1990, le docteur Jordi Serra-Cobo, de l'Institut pyrénéen d'écologie (à Jaca, province de Huesca, institut spécialisé de la faculté de biologie de l'université de Barcelone), a découvert sur le versant sud des Pyrénées une grenouille inconnue. Lui-même et le professeur Alain Dubois, directeur du laboratoire des reptiles et amphibiens du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, ont étudié et mesuré cette nouvelle bestiole qui a été identifiée et baptisée au cours de l'été dernier *Rana pyrenaica*, la huitième espèce européenne de grenouilles brunes (1).

Cette découverte d'une grenouille inconnue est d'autant plus remarquable que la dernière toute nouvelle espèce de grenouilles européennes, *Rana graeca*, avait été découverte en Grèce puis dans la future ex-Yugoslavie et identifiée en 1891 par George Albert Boulenger du British Museum. Certes, en 1984 une nouvelle espèce (ou sous-espèce ?) de grenouilles brunes, *Rana italica*, avait été identifiée par Alain Dubois et la même année, des chercheurs grecs et allemands avaient distingué une nouvelle espèce de grenouilles vertes, *Rana epirotica*. Certes, en 1987, les espèces de grenouilles vertes avaient augmenté à nouveau avec l'identification de *Rana shqipëria* par des chercheurs suisses, allemands et autrichiens. Mais dans ces trois cas il s'agissait de la différenciation d'espèces (ou sous-espèces ?) distinctes, au sein de populations de grenouilles déjà connues, grâce aux nouvelles techniques de morphométrie ou de biologie moléculaire. Cette fois, il s'agit bien d'une découverte complète car, avant Jordi Serra-Cobo, nul n'avait « vu » cette *Rana pyrenaica*.

La classe des batraciens se divise en trois ordres. Les batraciens

anoures (sans queue) rassemblent les grenouilles, les crapauds et les rainettes et habitent les cinq continents, sauf dans les zones où le climat est trop chaud pour la période complète de la reproduction. Les batraciens urodèles (avec queue) regroupent les salamandres, les tritons, les axolotls et quelques autres ; ils vivent uniquement sur les continents de l'hémisphère nord issus de l'ancienne Laurasie (Europe et Amérique du Nord) mais ils commencent à envahir l'Amazonie. Les batraciens apodes (ou gymnophiones), aux yeux des profanes, ressemblent étonnamment aux vers de terre mais sont dotés d'un squelette et d'yeux ; ils ne se trouvent que dans des morceaux de l'ancien Gondwana (Inde, Afrique, Amérique du Sud et Seychelles).

A la fin de 1992, on avait identifié de par le monde 4 439 espèces de batraciens, contre 4 001 en 1985. Ce nombre, en effet, augmente sans cesse : les batraciens – en particulier les gymnophiones – sont les vertébrés les moins étudiés car ils n'ont guère d'importance économique, ils ne portent pas de plumes et ont des mœurs discrètes parce que nocturnes. Si bien qu'on en découvre chaque mois de nouveaux. On doit donc en être actuellement à quelque 4 500 espèces, dont 4 000 ovivores sont des anoures.

Les grenouilles d'Europe ont diverses particularités : elles ont la peau lisse et humide ; elles se tiennent en général au bord de l'eau ; leurs cinq orteils (2) sont reliés par de très grandes palmures ; leurs pattes postérieures sont très musclées, ce qui leur permet des sauts puissants et une nage très rapide ; en cas de danger, leur peau sécrète un mucus qui peut irriter les yeux, les plaies et éventuellement le gâcher des prédateurs.

En Europe, il y a grenouilles vertes (qui peuvent être marron...) et grenouilles brunes. Les premières sont très aquatiques. Les secondes le sont beaucoup moins, même si

elles se reproduisent dans l'eau et si elles se baignent lorsqu'il fait chaud. Certaines de ces grenouilles brunes vivent, certes, sur le bord des ruisseaux ou torrents mais d'autres hantent surtout les sous-bois proches de clairières ou de prairies de façon à disposer commodément de la fraîcheur ou de la chaleur.

De sang froid

Les grenouilles, vertes ou brunes, se nourrissent de tout ce qui bouge et est petit. Elles attrapent les proies les plus petites en lançant leur langue (aussi longue que leur mandibule) en dehors de leur bouche. Cette langue est fixée à l'avant de la mandibule sur une sorte de « charnière » : au repos, la langue est repliée vers l'arrière ; pour attraper une petite proie, elle bascule vers l'avant en pivotant autour de la « charnière ». Si la proie convoitée est trop grosse pour être capturée avec la langue, la grenouille se sert de ses mâchoires, qui sont dotées de dents très petites mais capables d'immobiliser le futur déjeuner.

Comme tous les batraciens et leurs consins les reptiles, les grenouilles sont des animaux à sang froid. Mais, alors que les crocodiles,

lézards et serpents ont des écailles protectrices, les grenouilles et autres batraciens ont la peau nue. Ce qui leur interdit, sous peine de mort, les expositions prolongées au soleil et au vent. En revanche, elles résistent très bien au froid et même presque au gel. Nombre d'entre elles hibernent ou réduisent leur respiration à l'extrême et en arrêtent presque leurs processus métaboliques.

Partout dans le monde, les batraciens sont en diminution. De tout temps, ils ont été chassés par de très nombreux prédateurs (serpents, lézards, échassiers, renards, blaireaux, poissons, etc.). Ils sont tués par milliers sur les routes nouvellement ouvertes qu'ils doivent traverser dans leurs migrations entre les lieux de reproduction, les quartiers d'été et les quartiers d'hiver.

En outre, leurs œufs et larves (les têtards aquatiques) font les délices des larves carnivores et aquatiques d'insectes. De plus, les batraciens disposent de moins en moins de zones humides – même plus des flaques des alentours des lavoirs ou des abreuvoirs, même plus des mares laissées par les crues habituelles avant le vingtième siècle. Enfin, on empoisonne les ruisseaux et les lacs naguère dépourvus de poissons. Or la plupart des grenouilles détectent la présence de

dangereuse – des poissons sans le voir de la surface et, pleines de bons sens, elles ne plongent ni ne poudent dans des eaux si mal fréquentées.

On peut aussi sans doute incriminer la disparition des biotopes des batraciens, la pollution des eaux et des sols, les pesticides et peut-être même les pluies acides, ou les sécheresses de ces dernières années. Sans parler des captures qui ont décimé (au sens littéral du terme) les populations de grenouilles – et même de crapauds... – des pays d'Asie (Inde, qui a désormais interdit cette chasse, Bangladesh, Indonésie), où les cuisses de grenouilles ne font pas partie des traditions culinaires locales, mais où on a découvert l'intérêt d'exporter cette spécialité de la gastronomie française.

Lorsqu'il est allé dans les Pyrénées espagnoles, Jordi Serra-Cobo avait pour mission d'étudier les vertébrés locaux. Il a vu la grenouille brune très commune dans ces montagnes, *Rana temporaria*. Celle-ci se reproduit en pondant quelques milliers de petits œufs noirs dans les eaux stagnantes chauffées par le soleil, où œufs puis têtards se développent très rapidement puisque la vitesse de développement est fonction de la température des eaux.

Mais, à côté de *Rana temporaria*, il a su distinguer, en haute altitude, une autre grenouille brune, un peu plus claire (3). Celle-là pond dans les eaux courantes, souvent sous des pierres à l'abri du soleil, une centaine d'œufs plus gros et dépigmentés : œufs et têtards se développent assez lentement puisque les eaux sont en général relativement froides. Les mâles, comme ceux de quelques autres espèces, portent sur les flancs des sortes de « vésicules » de peau distendue (peut-être pour mieux respirer dans l'eau puisque les grenouilles adultes respirent par les poumons et aussi un peu par la peau). Cette belle inconnue était *Rana pyrenaica*.

YVONNE REBEYROL

(1) Cette découverte est publiée dans le numéro de mars de la revue *Alyce*, *International Journal of Batrachology*, dont le siège est au laboratoire des reptiles et amphibiens, Muséum national d'histoire naturelle, 25, rue Cuvier, 75005 Paris.

(2) Les grenouilles et la plupart des batraciens ont seulement quatre doigts aux mains.

(3) D'après les mesures prises sur une vingtaine d'individus, le corps des mâles est long de 33 à 46 millimètres et celui des femelles de 35 à 51 millimètres ; comme chez la plupart des batraciens, les femelles de *Rana pyrenaica* sont un peu plus grosses que les mâles.

Le batracien pharmacien

Il y avait l'Amour médicinal. Il y a maintenant le batracien pharmacien. Tel est le résultat d'une histoire incroyable que raconte Alain Dubois. En 1973, un spécialiste indonésien des batraciens se rend en Australie pour étudier ses bestioles favorites. Etourdiment, il va travailler sur les bords de rivières de l'État du Queensland. Alors que tout le monde sait qu'aucun batracien australien ne fréquente les eaux courantes. Premier miracle : à la surprise générale, il trouve un batracien bizarre et inconnu.

Les Australiens, probablement vexés, s'indignent tout de même à cette petite bête inattendue. L'un des zoologistes emporte une femelle qu'il met dans un aquarium de son laboratoire. Deuxième miracle : le lendemain, la femelle a la compagne de bébés-batraciens semblables en tous points à des adultes en miniature. Des œufs ou même des têtards ? On aurait pu comprendre. Mais des bestioles en forme d'adultes !

Le jour d'après, encore plus de ces minuscules batraciens nagent dans l'aquarium. Du coup, la mère, pourtant très méritante, est disséquée. Pas d'œufs ou de têtards dans les oviductes ou dans une simple cavité abdominale. Mais d'autres futurs batraciens, parfaitement intacts, sont trouvés dans l'estomac. Or, tout milieu stomacal est extrêmement acide puisque c'est là que se fait la digestion.

On a donc cherché et trouvé l'explication de ce mystère. La femelle, fécondée classiquement, pond et avale ses œufs. Troisième miracle : les premiers œufs qui arrivent dans l'estomac sont – normalement – digérés et libèrent de la prostaglandine PGE2. Celle-ci bloque la fonctionnement de l'estomac. Les arrivants suivants sont donc épargnés par la digestion. Les œufs se développent, donnent naissance à des têtards qui, eux aussi, échappent de la prostaglandine PGE2, entretenant ainsi les bonnes dispositions de l'estomac maternel à leur égard pendant tout le temps nécessaire.

Lorsque la métamorphose aura transformé les têtards en adultes miniatures, ceux-ci émettent probablement un signal. La mère vomit un ou plu-

sieurs de ses enfants. Mais ceux-ci, arrivés dans la bouche de leur mère, sont apparemment libres de décider s'ils veulent ou non sortir. S'ils décident de rester dans leur mère, cette dernière les réavale pour un jour ou deux avant leur sortie définitive. En tout, la mère aura donné deux mois pour assurer le développement de ses progénitures.

Il est apparu très vite que la substance bloquant la digestion et empêchant le milieu stomacal d'être très acide pouvait être d'une grande utilité dans le traitement des ulcères et autres maladies des estomacs humains. Du coup, de grands laboratoires pharmaceutiques ont donné des crédits importants à des chercheurs australiens pour qu'ils isolent la ou les molécule(s) active(s). Ce qui a été réussi.

Cette histoire permet de tirer plusieurs morale(s). Il faut d'abord ne pas se fier aux idées universellement acceptées, même si la sortie des sentiers battus est le résultat de l'étourderie ou de l'ignorance. Il faut ensuite savoir observer. Il faut enfin recourir à la recherche fondamentale.

Malheureusement, cet extraordinaire batracien, qui avait été baptisé *Rheobatrachus silus*, et dont l'aire d'habitat était très petite, a disparu dès 1981, peut-être sous les effets conjugués de captures trop abondantes, de l'exploitation des forêts environnantes, de la pollution des rivières due à l'orpaillage et d'une très forte sécheresse.

Heureusement, une autre espèce très voisine de la première, *Rheobatrachus vitellinus*, a été découverte dès 1984 dans une région du Queensland située à l'ouest de la première.

En tout cas, le trop brève apparition de *Rheobatrachus silus* montre à quel point les distributions de multiples espèces inconnues (surtout dans les forêts tropicales, dont les milieux sont extraordinairement riches en espèces animales et végétales) risquent d'être préjudiciables en effaçant de la surface de la Terre des substances potentiellement très utiles à l'homme.

Y. R.

1993 - APPEL A CANDIDATURE

Chaque année, deux bourses de recherche de 100 \$ F sont attribuées à de jeunes européens âgés de 18 à 35 ans dont l'intérêt porte sur des problèmes de société. Elles pourront être décernées à une personne ou une équipe.

Le thème de la session 1993

est : La politesse est morte, vive la sincérité ?

Il montrera que le travail

s'appuie sur une analyse et

des observations concrètes

(relations entre individus,

sexes, générations, groupes,

nations, etc.), école, famille,

quartier, territoire, ethnies,

Etat, etc.). Toutes les formes

d'expression, qu'elles soient

écrites ou audio-visuelles, sont

acceptées ; toutes

les disciplines des sciences

humaines et sociales peuvent

être mises à contribution.

Le comité appréciera rigueur

et esprit novateur.

La politesse est morte, vive la sincérité ?

action seita

SOCIÉTÉ

SCIENCES

En réponse aux critiques de scientifiques américains

Les chercheurs français en génétique moléculaire confirment la qualité des travaux réalisés au Généthron

Les responsables de l'Agence française contre les myopathies (AFM) et du Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH) ont répondu, lundi 5 avril à Paris, aux critiques parues récemment dans la revue *Science*, qui tendraient à minimiser l'importance des résultats obtenus fin 1992 par l'équipe du CEPH. Cette initiative illustre à nouveau le farouche compétition franco-américaine qui se joue désormais autour du programme Génome humain.

Dans un long article du 19 mars, *Science*, publication scientifique américaine, conteste la qualité de la méthode de séquençage du génome humain mise au point par les chercheurs français du Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH). Cette méthode avait pourtant été saluée, il y a quelques mois, par la communauté scientifique internationale comme susceptible d'accélérer le programme Génome humain, qui prévoit de déchiffrer l'intégralité de notre patrimoine génétique.

De ce gigantesque projet international lancé en 1987 et dont l'achèvement ne surviendra probablement pas avant l'an 2010, les chercheurs distinguent deux approches complémentaires et radicalement différentes. La première, déjà bien avancée, vise à «cartographier» le génome, autrement dit à localiser le plus précisément possible les dizaines de milliers de gènes constitués de nos vingt-trois paires de chromosomes (à commencer par les gènes impliqués dans les quelque 3 000 affections héréditaires frappant l'espèce humaine); la seconde, plus futuriste, revient à déterminer la «séquence» en nucléotides (les maillons élémentaires de l'ADN, supports de l'hérédité) de l'ensemble de ces gènes. A plus long terme, le programme «Génome humain» prévoit même de séquencer l'intégralité de l'ADN porté par les chromosomes humains (dont on ignore presque totalement la fonction), soit 3 milliards de nucléotides.

Si plusieurs gènes ont d'ores et déjà été séquencés en raison de leur intérêt médical (gènes de la myopathie de Duchenne, de la mucopolysaccharidose, de l'hémophilie, de la drépanocytose), le programme «Génome humain» dans son ensemble n'en est encore qu'au stade de la cartographie.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche, personne ne prévoyait, il y a un an à peine, que cette «carte physique» de nos chromosomes pourrait



être achevée avant la fin du siècle. Jusqu'à la spectaculaire avancée publiée, il y a quelques mois, dans la revue américaine *Cell* (18 septembre 1992) par l'équipe française que dirige Daniel Cohen (CEPH-Généthron) grâce à laquelle il devient soudain envisageable de franchir cette étape dans les deux ans à venir.

«Le génome fut découpé en morceaux d'environ 1 million de nucléotides, qui furent eux-mêmes clonés dans la levure de bière sous forme de chromosomes artificiels. Cinq coupures ont été produites afin que les chromosomes ne soient pas sectionnés au même endroit. Ces cinq coupures ont produit 22 000 fragments dont la position était a priori inconnue», avaient alors annoncé les chercheurs français (*Le Monde* du 19 septembre 1992).

Jeu de dominos

La technique bien connue des généticiens consiste ensuite à rechercher les zones d'appariement (autres séquences) qui présentent deux à deux ces fragments. Comme au jeu de dominos, les fragments qui se chevauchent s'enchaînent ainsi les uns sur les autres jusqu'à reconstituer dans son entier l'ordre chromosomique original. Or, plus les fragments d'ADN obtenus sont longs, plus ils ont de chance de se chevaucher et donc plus la cartographie est rapide.

De là, les remarquables résultats obtenus par les chercheurs du CEPH, aidés par le puissant outil d'analyse que constitue le laboratoire Généthron

d'Evry (construit via le Téléthon, grâce aux subsides de l'AFM), ils parvinrent, en effet, à cloner dans des levures des fragments d'ADN six fois plus longs que les plus longs obtenus jusqu'alors. D'où le nom de «méga-YAC» (traduit de l'anglais : méga-chromosome artificiel de levure) donné à ce nouveau vecteur moléculaire.

Les chercheurs du CEPH auraient-ils trop vite crié victoire, en affirmant que leurs résultats permettraient d'obtenir, dans l'année, «une couverture du génome humain de plus de 97 %»? C'est ce qu'affirme la revue *Science*, qui décrit longuement, comme autant de «cauchemars», les problèmes techniques rencontrés par les généticiens américains dans l'utilisation de la banque de méga-YAC fournie par les chercheurs français.

Et ce n'est pas tout. Afin de contrecarrer toute tentative de prise de brevets sur les gènes humains, l'équipe du CEPH avait annoncé, le 28 octobre dernier, qu'elle mettrait immédiatement l'ensemble de ses découvertes à la libre disposition de la communauté scientifique internationale (*Le Monde* du 29 octobre 1992). Pour preuve, les chercheurs précisaient alors avoir déposé au Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL) d'Heidelberg (Allemagne), où est gérée la principale base de données européennes sur le génome, une liste comprenant deux mille séquences d'ADN humain. Une information aujourd'hui démentie par *Science*, qui affirme que 30 % à 80 % de ces séquences seraient contaminées par de l'ADN étranger, et d'apparten-

draient donc pas à notre patrimoine génétique. «Des novembre dernier, l'avis annoncé que certains de nos séquences d'ADN comportaient de très significatives similitudes avec l'ADN de levure», se défend aujourd'hui Charles Aulray, directeur scientifique du programme de séquençage au Généthron. Rappelant que la contamination par de l'ADN étranger constitue l'un des défauts majeurs de la biologie moléculaire, les chercheurs français reconnaissent cependant avoir sous-estimé, dans ce cas précis, l'étendue des dégâts. Ils sont en revanche unanimes à s'insurger contre l'offensive de *Science* sur les méga-YAC, qu'ils jugent «tendancieuse».

«Les problèmes techniques soulevés dans cet article sont de deux ordres, précise Daniel Cohen. Le premier, connu des généticiens sous le nom de «télémé», implique que les méga-YAC ne recouvrent que partiellement certaines régions du génome; le second provient de la très forte capacité que présentent ces vecteurs à s'apporter entre eux, mais ces problèmes sont connus de longue date, et n'empêchent en aucune façon la technique d'accélérer la découverte des gènes responsables des maladies héréditaires».

Pour les chercheurs français, la technique des méga-YAC, malgré ses limites, reste actuellement la plus efficace pour cartographier le génome. Une opinion que semblent également partager les tenants américains de la génétique moléculaire, interrogés dans ce même article, dont le plaplat se sont depuis lors déclarés «choqués» par le traitement donné à leurs propos.

Sans les dehors d'un simple débat scientifique, il semble bien que se jouent, une fois encore, les formidables enjeux économiques du programme Génome humain. En amenant les responsables de la recherche américaine à reconsidérer leur stratégie en matière de cartographie, les indéfectibles résultats du CEPH n'ont, assurément, pas fait que des heureux outre-Atlantique. Certains pensent même que le Congrès américain, échauffé par le succès des chercheurs français, menacerait de réduire ses soutiens au projet Génome.

Etablissant une distinction entre «les méandres de la politique de communication scientifique américaine et ses véritables acteurs», Daniel Cohen réaffirme : «En collaboration avec les équipes américaines, nous devrions être en mesure de présenter une carte globale du génome humain d'ici à fin 1993».

CATHERINE VINCENT

DÉFENSE

Dans Brignoles assiégée par la Légion

«C'est encore mieux qu'à la télé!»

Libérer une ville moyenne de quelques centaines d'occupants indésirables, tel était l'objectif de 1 300 hommes de la 6^e division légère blindée (DLB), dont les légionnaires du 2^e régiment étranger d'infanterie (REI) engagés la 5 avril dans l'exercice Brignoles 93. Dans quelques semaines, le régiment rejoindra Sarajevo, en Bosnie.

TOULON

de notre correspondant

Ce n'est pas un hasard si Brignoles, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Toulon, a été choisie pour cet exercice de combats de rue représentant le point d'application de quatre mois d'un entraînement intensif. Le lieutenant-colonel Emmanuel de Richouffez, qui commande l'opération, est né à Brignoles. Il connaît sa ville, qui offre les caractéristiques d'une cité moderne avec une zone industrielle étendue, une approche compliquée dans des terrains cultivés et une vieille ville d'accès difficile.

Avant d'assiéger Brignoles, les hommes du 2^e REI, mis en alerte le 29 mars, doivent récupérer un maximum de forces après la longue préparation qui les a menés de Nîmes à ce bivouac, aux portes de la ville : dix heures de marche en transportant mortiers de 81, mitrailleuses de 12,7 et caméras de vision nocturne. La franchissement du Rhône avec les véhicules de l'avant blindés

(VAB) aura été l'occasion de premiers accrochages. Le 4 avril, quelques patrouilles discrètes sont à l'intérieur de la ville. Dans la même temps, sur le marché, des pacifistes font signer une pétition contre cet exercice.

Lundi 5 avril, aux premières heures du jour, l'assaut est lancé, sous l'œil médusé d'un vieil homme subjugué par tant de réalisme : «Ma parole, on s'y croirait, c'est encore mieux qu'à la télé!» «Il faut maintenir une progression régulière et équilibrée, commente un officier. Il y a une poche de résistance à l'est. Il nous faut attendre qu'elle soit résorbée pour poursuivre sur un front régulier et équilibré.» Dans la rue principale, les persiennes s'ouvrent sur des visages soucieux, malgré la présence de photographes et de caméramen, se referment quand éclatent de nouveaux coups de feu et explosent des grenades au pétrole.

«C'est une action très classique, mais qui implique un sérieux entraînement et des moyens aussi sophistiqués que ces canons de 20 millimètres ou ces Milan anti-chars», explique fièrement un sous-officier, avant de bondir dans une encoignure de porte. Certains passants hésitent, s'avancent comme pour encourager les militaires, puis s'éclipsent prestement. «Ça fait tellement vrai», explique une ménagère qui se hâte dans une rue désertée. En cette fin de journée, les derniers envahisseurs, retranchés dans le centre éducatif, sont réduits au silence. Brignoles retrouve sa paix.

JOSÉ LENZINI

Ecartant une offre franco-allemande

L'armée de terre des Etats-Unis choisit un hélicoptère américain

De préférence à une proposition franco-allemande du consortium Eurocopter, l'armée de terre des Etats-Unis a choisi d'adopter un hélicoptère conçu par le groupe américain Bell pour l'entraînement de ses équipages. Le marché porte sur cent onze «machines» pour une somme de 85 millions de dollars (l'équivalent de 460 millions de francs). Les Etats-Unis ont prévu de leur décision, à la fin de la semaine dernière, la filiale américaine Eurocopter du consortium franco-allemand. Le contrat fait

état, d'autre part, d'une option supplémentaire sur cinquante-cinq autres hélicoptères du même type qui seront commandés en 1994 pour quelque 47,2 millions de dollars.

Le choix de l'armée de terre américaine s'est porté sur un hélicoptère dérivé du Bell 206 et baptisé TH-67 Creek. Les premières livraisons devraient commencer en octobre, au profit de l'école d'entraînement de Fort-Rucker, en Alabama, qui recevra ses élèves dans un an. Bell a prévu de construire ses hélicoptères - en trois configurations différentes - dans ses sites de Fort-Worth, aux Etats-Unis, et de Miraflores, au Canada.

Constitué du groupe français Aérospatiale et de la société allemande Messerschmitt-Bölkow-Blohm, Eurocopter proposait le monotorbier Eurocopter AS-350, dénommé Asar aux Etats-Unis, où le consortium possède la filiale American Eurocopter avec son unité de production (450 emplois) à Grand-Pré (Texas).

Après l'adoption par le service des douanes américaines de sept Eurocopter, le consortium européen espérait détenir Bell en emportant le marché de l'armée de terre américaine (*Le Monde* du 5 mars) en dépit du fait que le Pentagone est une chasse gardée de Bell. En réalité, le climat en matière de commerce de part et d'autre de l'Atlantique - notamment les discussions sur le GATT, sur l'agriculture et les accusations de Boeing contre les subventions à Airbus - ne plaide pas, en ce moment, en faveur d'une solution européenne d'où qu'elle vienne et à quelque secteur de l'aéronautique qu'elle appartienne.

La publication du rapport de la chambre régionale des comptes a suscité de la part de Roger Médox, porte-parole du groupe socialiste au Conseil de Paris, le commentaire suivant : «Nous sommes atterrés par la légèreté de votre gestion et indignés par les avantages que vous consentez à des groupes privés».

MARC AMBROISE-RENOU

Avec Henri Wallard comme directeur général

L'Agence des déchets radioactifs sera présidée par Maurice Allègre

MM. Maurice Allègre et Henri Wallard ont été nommés, respectivement, président du conseil d'administration et directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), par décret en date du 24 mars, paru au *Journal officiel* du 26 mars. Ces nominations interviennent à la suite des décrets des 29 et 30 décembre 1992 qui, conformément à la loi de décembre 1991, détachent l'ANDRA du CEA pour en faire un groupement d'intérêt public (GIP) doté d'un conseil d'administration.

Né le 16 février 1933 à Antibes (Alpes-Maritimes), ancien élève de Polytechnique, M. Maurice Allègre est ingénieur général des mines, il a été conseiller technique dans les cabinets de M. Valéry Giscard d'Estaing, aux finances, puis de M. Michel Debré, à l'économie, avant d'occuper diverses fonctions dans l'industrie et l'électronique, notamment comme délégué général à l'informatique, et président de l'Ins-

titut national de recherche, d'information et d'automatique (INRIA), de 1968 à 1974. Il fut ensuite directeur général adjoint de l'Institut français du pétrole (IFP), avant d'occuper les postes de président de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), et de directeur du développement scientifique et de l'innovation au ministère de la recherche (1982-1984). Il est ensuite entré au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) comme directeur général (1984-1988), puis comme président (1988-1992).

Né le 3 septembre 1957 à Senlis (Oise), M. Henri Wallard est ingénieur en chef des mines. Il fut chef de la division environnement et de la recherche régionale (DRIR) des Pays de la Loire (1983-1986), puis adjoint au chef du Service central de sites des installations nucléaires (SCSIN), chargé des réacteurs (1986-1989), et enfin responsable de la technologie à la direction générale de l'industrie du ministère de l'Industrie (1989-1991). Il était directeur de l'ANDRA depuis le 1^{er} mars 1991.

LE MONDE diplomatique

AVRIL 1993

LA RUSSIE EN CONVULSION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

PARIS

Un rapport de la chambre régionale des comptes

La gestion de la direction des sports dans la capitale est sévèrement critiquée

La gestion des aides que la Ville de Paris accorde aux clubs sportifs professionnels et à certains équipements sportifs de la capitale, comme le Parc des Princes, manque de transparence et de rigueur. Telles sont les critiques formulées par la chambre régionale des comptes à l'encontre de la politique menée depuis dix ans par les services municipaux. Comme la loi en fait désormais obligation, ces observations, contenues dans un rapport détaillé, ont été rendues publiques au cours de la séance qu'a tenue le Conseil de Paris lundi 5 avril.

Les magistrats de la chambre régionale commencent par examiner les procédures par lesquelles la Ville subventionne les grands clubs qui, en 1990, se sont adjugés 67,6 % de la totalité des aides allouées aux associations sportives (92 millions de francs). Tantôt, c'est sans formalité, ce qui libère le club bénéficiaire de toute obligation. Le plus souvent, il y a signature d'une convention, mais celle-ci est «extrêmement vague et générale». L'emploi des fonds n'est pas sérieusement contrôlé, et les associations se dispensent trop souvent de présenter leurs comptes, d'où laxisme et non-transparence.

La chambre cite trois exemples. De 1984 à 1990, les hockeyeurs sur glace du club des Français-Volants ont reçu

24 millions de francs. Ce coup de pouce ne s'est traduit que par un succès éphémère - le club a été champion de France en 1989 - suivi par une dégringolade en troisième division amateurs et une dégradation financière. De leur côté, les basketballers du Racing ont bénéficié en dix ans de 21 millions de francs, mais dans des conditions que la chambre estime structurellement et financièrement ambiguës.

Quant aux footballeurs du Paris-Saint-Germain, leur cas est encore plus sévèrement jugé. Outre le Parc des Princes, mis à leur disposition à des conditions très avantageuses, la Ville leur a octroyé de 1984 à 1990 plus de 178 millions de francs de subventions. Résultats : loin de s'améliorer, la situation financière s'est dégradée, et le nombre des spectateurs par match a baissé de 20 000 à 14 500. Les magistrats notent qu'en 1990, après avoir décrié ces joueurs «pour des procédés d'une régularité contestable», et après avoir subi un redressement fiscal, le célèbre club était «au bord de la faillite». Loin d'en tirer la leçon, la Ville s'est bornée à augmenter son aide sans exiger ni contrôle plus strict ni assainissement des comptes. La restructuration du PSG s'est intervenue qu'en 1991, et la municipalité a promis de lui verser à nouveau 155 millions de francs. La chambre estime que la Ville ne s'est pas assurée de «la totale maîtrise de cet engagement financier».

Au chapitre des équipements eux-mêmes, les magistrats se sont attachés à analyser le cas de quelques piscines, mais surtout du Parc des Princes, géré depuis vingt ans par deux fédérations :

celle de football et celle de rugby. La Ville a reçu à titre de redevance de 8 à 10 millions de francs par an, mais, faute de connaître les recettes réelles, il lui a été impossible, selon la chambre, de savoir si les gestionnaires honoraient vraiment leur contrat. D'ailleurs, les magistrats ont noté des «erreurs de calcul» qui, en trois ans, ont soustrait 348 000 francs au budget municipal.

Ils relèvent encore qu'il y a eu confusion d'intérêts entre l'une des sociétés sous-concessionnaires - celle présidée par Michel Jazy - et la société des eaux minérales Perrier. Conclusion : «La gestion du Parc des Princes a été caractérisée jusqu'en 1990 par une confusion des intervenants rendant les comptes opaques et le contrôle de la Ville extrêmement difficile». Examinant la nouvelle convention signée en 1990, la chambre estime que la Ville n'est pas assurée que le concessionnaire tiendra ses engagements et constate que sont maintenus les mêmes intervenants (notamment Michel Jazy) et les mêmes intérêts. «De ce fait, avertissent les magistrats, la transparence financière de la gestion du Parc des Princes pourrait s'en trouver à nouveau altérée».

La publication du rapport de la chambre régionale des comptes a suscité de la part de Roger Médox, porte-parole du groupe socialiste au Conseil de Paris, le commentaire suivant : «Nous sommes atterrés par la légèreté de votre gestion et indignés par les avantages que vous consentez à des groupes privés».

MARC AMBROISE-RENOU

فكرنا من الأصل

Le Monde
Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

CULTURE

CINÉMA

Un seigneur

L'évocation des derniers jours d'un écrivain portugais devient un superbe et troublant poème



Mario Barroso

LE JOUR DU DÉSPOIR

de Manoel de Oliveira

On n'a pas idée d'affubler un film d'un titre aussi sinistre. Sauf si on s'appelle Manoel de Oliveira, vétérans du cinéma mondial, fort peu majestueux roi des images portugaises, et qu'en sa quatre-vingt-deuxième année on « conquiert » en même temps qu'une absolue sérénité d'œil et de ton, une souveraine indifférence aux contingences. Celle, entre autres, qui tente de faire de lui un monument embaumé, quand le bonhomme est d'une épatante verdure, tournant film sur film (dix depuis le *Souffle de sa vie* en 1985), assouvissant sa curiosité boulimique de peinture, de littérature, de poésie, de théâtre toujours, d'histoire sacrée et profane, et de politique aussi, de philosophie et de burlesque, de *Mon cas* en *Non ou la reine gloire de commander*, de *Connibales* en *Divine comédie*.

Aura-t-on idée, en France, de

s'intéresser à ce récit des derniers jours d'un écrivain célèbre au Portugal, Camilo Castelo Branco (1825-1890), pas vraiment connu chez nous ? Les amateurs d'Oliveira savent qu'il lui a déjà inspiré deux de ses plus beaux films, *Amour de perdition* et *Francisco*. Les autres, qui associent volontiers le nom de ce cinéaste à des films très longs et très de références, risquent de se dégoûter.

Opération à cœur ouvert

Il s'agit grand tort. Œuvre sèche et simple, qui a la brièveté (1 h 12) et la puissance de l'évidence, *Le jour du désespoir* est peut-être la plus belle réussite de son auteur, et certainement un film splendide.

Le metteur en scène semble d'abord procéder comme un chirurgien qui alignerait calmement, avec savoir-faire et élégance, ses instruments opératoires. Ici, les

mots. Là, les objets. Et encore, le diagnostic médical, le descriptif historique, la présentation courtoise et ironique des comédiens qui interprètent les personnages (Mario Barroso, l'écrivain, Teresa Madruga, la « femme fatale » Ana Plácido), l'explication des arrière-pensées sentimentales, des manœuvres politiques, des enjeux sociaux. Jusqu'au moment où il se révèle que c'est leur mise en place même qui constitue l'opération, à cœur ouvert. Le film évoque dès lors un tableau en A-plats, où la profondeur cède de la justaposée des surfaces, où l'espace vitreux du rapprochement des tonalités.

Si les outils sont différents, l'apparente simplicité du dispositif, son extraordinaire richesse d'évocation et d'intelligence évoquent parfois la *Thérèse d'Alain* Cavalier. Pourtant ce n'est pas ici d'élan vital qu'il s'agit, mais d'un âpre et douloureux combat contre la mort. Avec la mort plutôt, dans un étrange système de renversement

d'alliances, de complicité et de pugnacité, où les matières et les sons, la lumière et le verbe, l'orgueil et la tendresse sont des armes à double tranchant.

N'avoir rien su, avant, de ce Castelo Branco, vieillard perclus de boîtes et d'amertume, frappé par la cécité, cerné d'ambitions canes et des fantômes de ses conquêtes féminines, devient une chance : celle de la découverte d'un comédien inconnu, bâti sur un socle de temps d'une densité de granit, où s'ouvre soudain la faille d'une folie, d'une violence comme purifiée, limpide et nécessaire.

Pour magnifier ainsi pareille histoire, qui aurait aisément pu devenir anecdotique ou sordide, il fallait plus que de l'habileté et de l'esthétique : quelque chose comme un sens de l'honneur du cinéma.

JEAN-MICHEL FRODON

ARTS

Le post-pérestroïkisme existe-t-il ?

Rétrospective des avant-gardes russes les plus récentes

COLLECTION RINACO

à la Caisse des dépôts et consignations

Il n'y a pas si longtemps, en Russie, les artistes contemporains menaient une vie exaltante : ils travaillaient dans des lieux désaffectés, exposaient dans des chambres minuscules des œuvres qui attirèrent un large public pendant dix minutes, le temps pour la raffine d'intervenir, et vivaient d'expéditions. Virent les événements que l'on sait, pour eux aussi chargés d'espoir : ils allaient pouvoir montrer enfin un travail écarté par des décennies d'art officiel, et réintégrer le concert de la culture internationale.

Les premiers collectionneurs venus d'Occident furent pris d'une toquade, plus spéculative qu'esthétique, pour les pures œuvres produites durant l'ancien régime. Le réalisme socialiste dégageait un exotisme de pacotille, mais puissant, auquel peu surent résister. Pour nos avant-gardes locales, la situation empirait, et les administrateurs culturels de la Russie nouvelle avaient beau jeu d'opposer à leurs demandes celles d'un marché international saisi d'une douloureuse nostalgie pour les images du stalinisme.

Le grand capitalisme vint, qui signifia leur survie : pas d'Amérique, mais de Moscou même, où une société d'investissements nouvellement créée, Rinaco, décidait de constituer une collection d'œuvres centrée précisément sur cette génération apparue à la fin des années 80, autour des ateliers de la rue Fourmanny. Les voici aujourd'hui montrés à Paris, à l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations, qui doit co-échanger expédier temporairement à Moscou ses propres collections. Heureuse idée qui permet au public parisien de découvrir des artistes aux antipodes de ce qui a

été montré en France ces derniers mois. Certes, on y trouvera quelques redites, versions slaves de courants connus sous nos climats. Mais certaines des œuvres exposées sont réellement surprenantes, et originales, spécialement lorsqu'elles s'appuient sur une tradition russe : ainsi la caustique *Grille de fenêtre*, de Sergueï Volkov, qui détourne un objet connu de tous les Moscovites, ou l'œuf géographique de Maria Ovtchikova, digne héritière de Fabergé. Remarquables également, le *Pavillon rouge* de Constantin Zvezdotchev et son téléphone qui égrène, à intervalles réguliers une phrase signalant que « ce n'est pas encore la fin », ou les arbres à livres de Nikolaï Ovtchikine qui entrecroisent un choc permanent entre culture et nature.

On signalera également les malicieuses cages à oiseaux d'Igor Tchoukine, qui forment en caractères cyrilliques les lettres du mot *sobaki* (« chiens »), terme qu'il arrive aux Russes de prononcer aussi lorsqu'ils marchent par inadvertance dans une déjection abandonnée sur le trottoir. Manière aimable de se moquer des regards occidentaux habitués à se « glisser bêtement à la surface des choses », comme l'explique Andreï Kovalev, l'auteur de plusieurs textes remarquables dans le catalogue de l'exposition. Lors de notre visite, les perruches s'étaient évadées, et volaient de-ci, de-là, dans les salles : sans doute une façon personnelle de témoigner qu'il est quelque chose s'est, on l'espère, définitivement brisé.

HARRY BELLET

Collection d'art contemporain Rinaco Moscou. Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi. Jusqu'au 24 avril.

La sculpture ascensionnelle

Retour à Paris d'un artiste volatil

DANIEL GRAFFIN

A. B. Galeries

Commençons par une mauvaise nouvelle : à l'exception notable d'une épatante et bruyante sculpture métallique au sous-sol, rien de bon dans l'espace clos de la galerie. Bien dommage, croit-on, pour des œuvres supposées s'animer à la moindre brise : les sculptures de Daniel Graffin sont, pour la plupart, mobiles, merveilleux carafes volants pourvus d'ailes de géant qui les empêcheraient de décoller. Moitié toile, moitié acier, elles sont

en fait plus proches des manches à air, ces outils qui, en indiquant la direction du vent, permettent de choisir l'axe d'un couloir.

Le sien d'abord, et pour des horizons lointains : nul n'étant prophète en son pays, Graffin, natif de Romilly-sur-Seine, s'est expatrié de bonne heure. Il a installé ses étranges structures aux quatre coins du globe, du Middle-West à Singapour en passant par l'Arabie saoudite. En retour, il s'est imprégné des cultures du monde, d'un esprit plus que d'une technique, à mi-chemin entre l'idéal béat, l'antique sagesse des nomades et un bouddhisme zen pour une fois bien compris, préférant accentuer les contraintes de ses matériaux plutôt que les contraires.

Corollaire, il s'est fait discret dans l'Hexagone. Les occasions de le rencontrer à Paris sont rares, et bien peu nombreux ceux qui le virent à Méry en 1990, à Aix-en-Provence trois ans plus tôt, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris en 1983. L'Association française d'action artistique est allée le chercher dans sa retraite pour organiser cette exposition et lui consacrer un bel ouvrage, coédité par la revue *Museo*, qui est à lui seul une invitation au voyage.

Dans la galerie, les sculptures sont toujours calmes, immobiles. Rien de grave : Graffin et ses œuvres sont animés moins par le vent que par ce que l'Extême-Orient nomme le souffle, une énergie intérieure, et vitale.

H. B.

Daniel Graffin, sculpture. A. B. Galeries, 24, rue Keller, 5011 Paris. Tél. : 46-09-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril. Catalogue 130 pages, 280 F.

La mort d'Alexandre Mnouchkine

Archétype du grand producteur de cinéma français, Alexandre Mnouchkine, est mort le 3 avril d'une rupture d'anévrisme. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Né à Saint-Petersbourg, immigré en France après la révolution russe, il avait débuté dans le cinéma en 1927 (auprès de René Clair), et comme producteur en 1932, après avoir été naturalisé français en 1930. En 1945, il fonda les Films Ariane (d'après le prénom de sa fille, la future directrice du Théâtre du Soleil) en compagnie de Georges Dancigers et Francis Cosne.

Il produira *Decoin* (Non coupable, 1947) et *Docéan* (L'Alge à deux têtes, 1948) ; les *Parents terribles*, (1949) avant de devenir, dans les années 50, un spécialiste du grand cinéma de distraction (*Fanfan la tulipe*, 1952 ; *Lucèce Borgin*, 1953 ; *Le Retour de Don Camillo*, 1953 ; *Till l'espiègle*, 1956 ; *Babette s'en va-t-en guerre*, 1959).

Les années 60 marquent le début de sa durable alliance avec Philippe de Broca (dont *Carouche*, 1961 ; *L'Homme de Rio*, 1963 ; *Les Tribulations d'un chinois en Chine*, 1967 ; *On a volé la cuisse de Jupiter*, 1979...). Il produisit ou coproduisit également *Laurier* (le Professionnel, 1981), *Deray* (le Morginai, 1983), *Arcady* (Holid-up, 1985), soit, aussi, une longue fidélité à Jean-Paul Belmondo, alors figure numéro un du cinéma populaire.

Mais on trouve également Alexandre Mnouchkine, qui n'a jamais renoncé à dépasser le cliché entre cinéma commercial et cinéma d'auteur, aux côtés de Lelouch (*Vivre pour vivre*, 1967 ;

la Vie, l'amour, la mort, 1968 ; *Un homme qui me plaît*, 1969), de Cavallier (*Mise à sac*, 1967 ; *la Chamade*, 1968), de Resnais (*Stavisky*, 1974), de Michel Cournot (*Les Gauloises bleues*, 1968), de Bertrand Blier (*Préparez vos mouchoirs*, 1978).

S'il avait abandonné la direction des Films Ariane, Alexandre Mnouchkine était resté producteur, participant notamment aux aventures du *Nom de la rose* (1986) et de la *Révolution française* (1989). Devenu en 1989 président de l'Académie des arts et techniques du cinéma, qui décerne les César, il incarnait aux yeux de la profession du cinéma cette figure-type du producteur dont beaucoup déplorait qu'il n'ait pas trouvé d'héritier.

J.-M. F.

Un faux mouvement primé au Festival de Cognac. - Un faux mouvement (One False Move), du jeune cinéaste américain Carl Franklin, a obtenu, dimanche 4 avril, le Grand Prix du 11^e Festival du film policier de Cognac ainsi que le Prix de la critique. Préjudé par Arthur Penn, le jury comprenait notamment les cinéastes Stephen Frears et Alexandre Arcady, les acteurs Donald Pleasance, Vittorio Mezzogiorno et Stacy Keach. Le Prix spécial du jury ainsi que le Prix du public ont été décernés à Jennifer Hull, de Bruce Robinson. Une mention spéciale distingue la comédie italienne *Nero*, de Giancarlo Soldi. Le Grand Prix Cognac 93 du téléfilm polar a été attribué à *Pris au piège*, de Michel Favart, par un jury présidé par Nina Companeez.

DANSE

Le bal des fantômes

Paris découvre enfin le talent original de Maryse Delente

GISELLE OU LE MENSONGE ROMANTIQUE

Ne jamais désespérer. A peine avait-on déploré la morosité chorégraphique du mois de mars (*le Monde* daté 4-5 avril) qu'avril débute au force et ce beauté avec *Giselle ou le mensonge romantique*, de Maryse Delente. Créé en février 1992 à Vanx-en-Velin (dans la banlieue lyonnaise), où résident Delente et sa compagnie, ce captivant spectacle a déjà été donné, surtout en région Rhône-Alpes, une quarantaine de fois. Il est stupéfiant qu'aucun programmeur parisien n'ait cru bon de l'inviter — jusqu'à cette représentation hélas unique, dimanche dernier, au studio Berthelot de Montreuil, qu'on félicitera de son discernement. Il est vrai que l'originalité de Delente la situe hors des normes édifiées, depuis douze ans, par les ayatollahs de la danse contemporaine française, qui intimident encore certaines chapelles parisiennes.

De la *Giselle* originale (1841), Maryse Delente n'a gardé que le mythe des Willis, ces fantômes des jeunes filles mortes avant le jour de leurs nocces dont parle Heinrich Heine : « Ces pauvres créatures ne peuvent dormir en paix. Dans leur cœur mort, dans leurs pieds sans vie, demeure l'amour de la danse qu'elles n'ont pu satisfaire pendant leur existence et, à minuit, elles sortent de leur tombe et vont en bandes le long des chemins... » Métaphore de la frustration sexuelle, cette « dansomanie » opiniâtre permet à la chorégraphe d'exprimer, de façon beaucoup plus charnelle et violente que la version originale, la force du désir amoureux qui tourmente ces

fiancées mortes. Six danseuses ici les incarnent, admirables d'engagement et de passion autant que de virtuosité technique : Hélène Courvoisier, Fiona Dancweits, Julie Guilbert, Chrysiel Guilbeaud, Hélène Khaydjanian et Sandrine Laval. Mêlant avec le plus grand naturel un vocabulaire d'aujourd'hui à l'héritage classique, comme à celui de Martha Graham et de José Limon, le langage de Maryse Delente est dévorant d'espace, tantôt lyrique jusqu'au vertige, tantôt distancé par l'humour. Car les fantômes ont leurs accès de gaieté... On n'oubliera pas des images saisissantes comme l'entrée des Willis en crabe, jambes écartées sur des tabourets que dissimulent

leurs amples robes de mariées, ou ces corps qui surgissent du néant pour rouler, les uns après les autres, sur un catafalque de tulle blanc.

Pourquoi Patrick Dupond n'inviterait-il pas cette *Giselle* au palais Carnier, en juin prochain, où seront données en alternance la *Giselle* historique et la « relecture », dérangeante et déjà célèbre, de Mats Ek ? Cette troisième larronne n'y ferait pas pâle figure.

SYLVIE DE NUSSAC

Au Théâtre municipal de Villefranche-sur-Saône (Rhône), le 8 avril à 20 h 30. Tél. : 74-65-15-40. 115 F. A Echirrolles (Isère), au Théâtre La Rampe, le 20 avril à 20 h 30. Tél. : 76-40-05-05. 120 F.

Chœur de Radio France

De vive voix

Salle Gaveau - Mercredi 14 avril à 20 h 30

Stockhausen - Henze
Dallapiccola - Jolivet

Dominique My, direction

Location 42 30 15 16



CULTURE

THÉÂTRE

La septième Nuit des Molières

Edwige Feuillère et Laurent Terzieff célébrés

La septième Nuit des Molières a eu lieu le lundi 5 avril au Théâtre du Châtelet, à Paris, et a été retransmise en direct sur France 2 (lire page 25 la chronique de Daniel Schneidermann). Présidée par Michel Serrault, elle a été l'occasion d'un hommage à la comédienne Edwige Feuillère, à l'auteur René de Obaldia, au metteur en scène, et à l'organisation Jean Dasté et au producteur Lars Schmidt.

Déjà couronné en 1988 pour *Le voleur de la nuit*, Laurent Terzieff a reçu le Molière de la mise en scène pour *Temps contre temps* (de Ronald Harwood), également meilleur spectacle privé au Théâtre La Bruyère. Laurent Terzieff a plaidé, d'une voix puissante, en faveur de « l'acteur de théâtre, artisan incertain de l'acheminé », contre « une époque informatisée » dans laquelle « le théâtre est une des dernières expériences qui soient données à l'homme de vivre collectivement ».

LE PALMARÈS

Spectacle subventionné : *La Serva amorosa*, de Goldoni, mise en scène de Jacques Lassalle (Comédie-Française). Spectacle privé : *Temps contre temps*, de Ronald Harwood, mise en scène de Laurent Terzieff (Théâtre La Bruyère). Spectacle de la décentralisation :

Edwige Feuillère en scène, mise en scène de Jean-Luc Tardieu (Maison de la culture de Loire-Atlantique, à Nantes). Spectacle comique : *Les Pieds dans l'eau*, de (et) mis en scène par Jérôme Deschamps et Macha Makieff. Spectacle musical : *Mortadelo*, de (et) mis en scène par Alfredo Arias. Comédienne : Edwige Feuillère dans *Edwige Feuillère en scène*. Comédien : Michel Aumont dans *Macbeth*, d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jorge Lavelli. Comédienne dans un second rôle : Françoise Bertin dans *Temps contre temps*. Comédien dans un second rôle : Jean-Pierre Sentier dans *L'Eglise*, de Céline, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Révélation théâtrale : Emmanuelle Laborit pour *Les Enfants du silence*, de Mark Medoff, mise en scène de Jean Dasté et Jacques Collard. Metteur en scène : Laurent Terzieff pour *Temps contre temps*. Auteur : René de Obaldia pour *Monsieur Klebs* et *Rozalie*. Décorateur et créateur de costumes : Nicky Riet et Nicole Galerne pour *Légendes de la forêt viennoise*, d'Odön von Horvath, mise en scène d'André Engel. One-man-show : Rufus pour *Qui vous savez*. Adaptation d'une pièce étrangère : Jean Dasté et Jacques Collard pour *Les Enfants du silence*.

La mort de Robert Gilbert codirecteur du TNP de Villeurbanne

Codirecteur du TNP, compagnon de Roger Planchon, Robert Gilbert est mort à Lyon le 1^{er} avril. Il était âgé de soixante-deux ans.

Robert Gilbert, dont le corps a été incinéré, est parti sans témoin, selon ses dernières volontés. A coup sûr, il était le personnage le plus secret du Théâtre national populaire de Villeurbanne, qu'il dirigeait avec Roger Planchon et Georges Lavaudant. Tout au long de sa carrière, il s'était appliqué à se rendre invisible. A peine l'apercévoit-on, égaré et lointain, dans une première. Bien peu pouvaient se vanter de le connaître vraiment, tant il mettait d'humour à ne tenir, en dehors des discussions d'affaires, que des propos courtoisement stérilisés. Son sourire même était infranchissable.

Homme de l'ombre, il tenait la bourse et donc une grande partie du pouvoir. Né à Lyon, ami de lycée de Claude Lory, il avait rencontré par lui Roger Planchon qui, avec eux et Alain Mottet, Isabelle Sadoyan, Georges Barrier puis Jean Bouise, allait fonder le petit Théâtre de la Comédie, en 1952, dans une cave lyonnaise de la rue des Marronniers aménagée de leurs mains. Là, Roger Gilbert apprit à gérer l'impécuniosité, soit l'art de faire courir les traites, de s'évanouir dans l'air à l'arrivée des créanciers ou de les tenir en haleine, et de susciter les largesses d'amis du théâtre qui s'en-

thousiasmaient pour l'aventure. A part un intermède de service militaire, qu'il effectua au chiffre, Robert Gilbert n'a pas cessé de porter la responsabilité financière du théâtre de Villeurbanne. Théâtre de la Cité d'abord puis Théâtre national populaire. Il y pratiqua brillamment l'éloquence des comptes de gestion. La virtuosité intellectuelle dont il faisait preuve en manipulant les budgets fascinait les spécialistes administratifs qui voulaient au bon usage des subventions publiques. Passionné de cinéma, comme Roger Planchon, il créa le réseau des salles du Cinéma national populaire dans lequel fut incluse l'ancienne petite salle du Théâtre de la Comédie, dont il était le propriétaire. Grâce à lui, à sa compétence exceptionnelle, Roger Planchon a pu conduire, sans autre souci qu'artistique et quelle qu'en ait été la situation du théâtre, sa recherche créatrice. Il a fallu pour cela une complicité profonde entre eux. Ceux qui se souviennent des débuts de l'histoire, quand Robert Gilbert jouait, avec un comique froid très personnel, le rôle de Malvolio dans *La Nuit des rois*, ne peuvent s'empêcher de penser qu'il avait volontairement étouffé en lui une vocation de comédien pour assurer l'emploi moins éclatant de grand trésorier, sans lequel l'entreprise théâtrale ne peut avoir de durée.

JEAN-JACQUES LERRANT

MUSIQUES

Rock français salsa japonaise

Suite de la première page

Il en aura bien sûr retenu le thème. *The Swinging Star*, une chanson faite à l'usage par les trois musiciens du groupe Dreams Come True. Aussi, sous ce traitement de choc, dit au Japon du *tie-up* (l'affaire « ficelée, ou bouclée »), les ventes de l'album ont-elles atteint, selon la revue musicale *Oricon*, les trois millions d'exemplaires en quatre mois. Au même score, il faut noter *Our Failure*, un générique de Fuji TV, reprise d'un tube vieux de dix ans, qui a tenu la première place des charts pendant de longs mois en 1992. La pochette de l'album affiche le portrait dessiné d'une adolescente romantique. En réalité, Doji Morita, la chanteuse, est aujourd'hui une mère de famille installée. Mais qui s'en souvient ?

Des centaines de groupes de gamins au joli minois et de fausses oymphettes (les *aidolu*, âge moyen : quatorze ans) finissent de dissoudre le paysage du rock et de la chanson japonais dans une soupe sans saveur. Au bout des ambitions affichées : le tube. Même s'il faut pour cela d'abord vendre du chocolat ou des pâtes. Superficiel et léger, le consommateur adolescent s'y retrouve. Pour les autres générations, il y a l'enka, qu'une grande majorité de Japonais écoutent depuis toujours. Cet espèce de fado ostalgique et lacrymal fait toujours les belles soirées des karaoké parties (ou l'art de chanter en play-back) après avoir été le genre populaire par excellence. Aujourd'hui, les jeunes générations n'y voient plus que le reflet d'un Japoo dépassé, imbibé de saké ou de whiskies noyés à l'eau, ingurgités le soir à la sortie des bureaux pendant que madame attend à la maison. Mais l'enka a so fabriquer de grandes voix, des personnalités telles que Hibari Misora, la Piaf japonaise, morte en 1989 à l'âge de cinquante-deux ans.

Ici, Piaf est encore une référence. Le Japon a aimé la chanson française. Il existe encore des boîtes où se fredonnent la *Mer* ou les *Feuilles mortes*, en japonais. Mais le goût pour Gréco allait de pair avec celui pour Sartre, Camus ou Boris Vian. Mais depuis vingt ans, le pays « de la culture et de l'intellect » (la France) ne comble plus les Japonais. Aussi quand on évoque à Paris le succès d'un chanteur français convient-il de le relativiser. L'ultime Française parvenue en tête des hit-parades japonaises fut Françoise Hardy, il y a une vingtaine d'années, avec une composition de Michel Berger, *Message personnel*. Elle a été suivie d'une multitude de talents, méconnus dans l'Hexagone. La dernière en date est Clémentine, avec ses *Vacances à Tokyo*.

Le festival Halou (le printemps), commandité en 1990 par le ministère de la culture française, essaie de relancer la machine. Il est aujourd'hui co-géré par l'équipe du Festival. N'y voyez plus que le reflet d'Angoulême et la société de production japonaise Conversation. Halou bénéficie de l'appui de sponsors japonais (essentiellement le groupe Parco, mais aussi la radio TBS et Toyota), des sociétés civiles d'artistes françaises (SACEM, ADAMI, SPEDIDAM), du Fonds de soutien des variétés et du ministère de la culture. Il permet aux artistes français de se produire au Japoo (ninsi la Mao Negro, Arthur H, l'Affaire Louis Trio les années précédentes), mais aussi de dresser le bilan annuel des relations musicales franco-japonaises.

Haut lieu des festivités, le club Quattro, qui coiffe les quatre étages du discaire Wave dans une rue piétonnière de Shibuya, où quatre à cinq cents personnes peuvent consommer de la bière et des cocktails après avoir acquitté un droit d'entrée (environ 200 francs pour un concert). L'endroit est propice aux ballons d'essai. A l'affiche de l'édition 1993, M. C. Solar, Malka Family, Etienne Daho, Ray Lema, en tournée avec les Voix hulagares. Pour les organisateurs français, il s'agit bien de montrer aux Japonais que la France d'aujourd'hui est multiraciale. Et qu'elle a gagné au change.

Collage et photocopie

Le public, passionné et volonteiers chahuteur, du club Quattro l'a d'ailleurs entendu de cette oreille lors des concerts de cette fin de mois de mars. Il réserve un triomphe, mérité, au Zairois Ray Lema, plébiscité M. C. Solar et compara la famille Malka aux meilleurs des leurs, aux Thrills, par exemple, qui pratiquent l'art du collage musical (un peu de funk, un peu de salsa, un peu de jazz, un peu de hard...) avec un certain aplomb. Les Japonais apprécient la danse, le rythme, et surtout les voix « typées », qui font cruellement défaut au rock local.

Côté japonais, Conversation, le maître d'ouvrage à Tokyo, avait échoisi un échantillon de groupes dont le son premier n'est plus - même s'il est toujours présent, les albums en témoignent - l'obsession de la vente. Chica Boom, neuf filles et trois garçons, jone de la salsa, de la pure salsa comme son homologue l'Orchestra de la luz. Après les collages, la photocopie ? Contingente, explique le leader de Chica Boom : « Au sortir de la guerre, le Japon voulait oublier son histoire. Il était parvenu de sentiments anti-américains. Il s'est tourné vers la France, mais aussi vers tous les pays latins. Jouer de la salsa maintenant, c'est prolonger ce mouvement. »

Tandis que « Dragon rouge », le patroo du groupe Shang Shaog Typhoon, qui sera avec Chica Boom à Angoulême en mai, accorde sa guitare comme un shamisen (à trois cordes), le musicien et producteur Kentaro Takahashi teote des joueurs dans des domaines inexplorés du minyo (chanson folklorique) japonais, de l'ondo (vite qualifié de rap japonais, car le mot signifie à peu près « dire sur... ») au chindon (les musiques et fanfares de rue). Mais si la dance music internationale, le reggae de Kingston, le grunge de Seattle, la salsa ou le rap de New York n'ont plus aucun secret pour les jeunes musiciens, la réappropriation de la culture japonaise n'est pas facile : « Je suis né avec une guitare électrique dans la tête, constate Kentaro Takahashi. On a voulu à tout prix que ce pays soit moderne. Que faire maintenant ? »

VERONIQUE MORTAIGNE

GRAND CONCOURS
LE MONDE, FRANCE INTER, COMÉDIE-FRANÇAISE
À L'OCCASION DE L'OUVERTURE PAR LA COMÉDIE-FRANÇAISE DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

PLEINS FEUX

SUR LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

BULLETIN-RÉPONSE

À DÉCOUPER ET À RETOURNER AVANT LE 17 AVRIL MINUIT :

CONCOURS COMÉDIE-FRANÇAISE - THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER B.P. 604 - 92301 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

POUR CHACUNE DES QUESTIONS COCHEZ LA CASE CORRESPONDANT À VOTRE RÉPONSE.

QUESTION 1. Un directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française.

☐ André Obey? ☐ Edouard Bourdet? ☐ Jacques Copeau?

Indiquez si est l'un des fondateurs de la Nouvelle Revue française.

QUESTION 2. Une pièce, récemment inscrite au répertoire de la Comédie-Française inaugure l'âge d'or de Saint-Germain-des-Près.

☐ Huis clos? ☐ Les Éphémères? ☐ Les Mouches?

Indiquez la pièce est censurée à Londres en 1946. Motif : homosexualité féminine sur scène.

QUESTION 3. Parfois, il vient faire un bœuf dans la cave du Vieux-Colombier.

☐ Roger Nimier? ☐ Boris Vian? ☐ Stéphane Grappelli?

Indiquez si écrit également des chroniques de jazz.

QUESTION 4. Du Grenier de Toulouse au Vieux-Colombier, une star du classique est née.

☐ Robert Hirsch? ☐ Daniel Sorano? ☐ Daniel Ivernel?

Indiquez si a joué notamment Scapin, Scaramouche, Cyrano.

QUESTION 5. Comédien, "Homme à tout faire" au Vieux-Colombier, il commence une grande carrière de metteur en scène et de directeur de troupe.

☐ Gaston Baty? ☐ Louis Jouvet? ☐ Jean Mercure?

Indiquez si a dit : "A force de jouer la comédie, on finit par s'imaginer que la vie est une farce. C'est vrai, mais il faut y croire : mettre un peu d'art dans sa vie, un peu de vie dans son art".

QUESTION subsidiaire. Écrivez votre texte sur papier libre en mentionnant comme sur le bulletin vos noms et adresse et joignez-le au bulletin-réponse. En 50 mots maximum, imaginez ce que dirait Molière aux Comédiens Français traversant la Seine pour aller jouer Rive gauche, au Théâtre du Vieux-Colombier, leur seconde salle. La forme, le fond de ce "billet" sont libres. Originalité, pertinence, humour, seront des critères retenus par le jury.

1^{er} prix. Une statuette de Molière en Sganarelle, œuvre unique réalisée sous la direction des ateliers de la Comédie-Française et une invitation pour deux personnes à toutes les soirées de Cénacles de la Comédie-Française de la saison 1993-1994 salle Richelieu et Théâtre du Vieux-Colombier.

2^e prix. Une invitation pour deux personnes au Festival d'Avignon 1993 pour la première de *Don Juan* de Molière par la Comédie-Française dans la cour d'honneur du Palais des Papes. Aller et retour SNCF 1^{re} classe, hébergement en chambre double pour une nuit.

3^e prix. Une invitation pour deux personnes, places 1^{re} catégorie pour six spectacles de la Comédie-Française au choix à la salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier durant la saison 1993-1994.

4^e ou 5^e prix. Une cassette vidéo de l'Avare de Molière dans la collection vidéo Comédie-Française, attribuée par tirage au sort parmi ceux qui auront donné le nombre maximum de bonnes réponses.



France Inter
Le Monde

Vous pouvez vous procurer le règlement complet déposé chez M^{re} Pinot, Palais de Justice, ou échanger au journal Le Monde, directeur de la communication (17, rue Falgaire, 75015 Paris) ou joindre une enveloppe timbrée à votre adresse.

DANSE



DU 6 AU 17 AVRIL 20H30

DIM. 18 15H

CAROLYN
CARLSON
Commedia

création

pour 9 danseurs, 3 comédiens

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

EK ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN

direction
David
Robertson

Ditrich
Wolf / Stravinsky
Schenberg
Hindemith

Nadine Denize
mezzo-soprano

Dimitri Vassilakis
piano

Mardi 13 avril à 19 h
Auditorium/Châtelet

40 28 28 40

فكرنا من الأصل

ÉCONOMIE

Chaluts et charnues

Arrivé au pouvoir en 1981, la gauche avait créé un ministère de la mer à part entière, et, selon le titre d'un ouvrage célèbre : « La mer retrouvée ». Pour cause de resserrement ministériel, le gouvernement Balladur le supprime en le faisant éclater entre l'agriculture et les transports. Et voilà que, dans l'ex-majorité et sur le littoral, beaucoup redoutent déjà qu'il faille un jour écrire l'apothéose : « La mer naufragée ».

C'est pour conjurer ces craintes et en raison de l'urgence que le chef du gouvernement prend, incontinent, une décision de nature à frapper l'opinion. Il devait recevoir, ce mardi 6 avril, les organisations professionnelles de la pêche et les syndicats agricoles. Terre et mer, bled et merlans, charnues et chaluts rencontrent des difficultés de même nature : trop de liberté pour les négociants et les transformateurs par rapport aux producteurs et pas assez de protections communautaires. Ce laisser-aller généralisé qui fait tort aux institutions européennes ne met pas à mal les seuls pêcheurs français : en Espagne, Pologne, Ecosse ou Danemark, grèves et blocages des ports se succèdent pour réclamer des contrôles commerciaux, sanitaires et tarifaires énergiques aux frontières.

Habituellement, tout nouveau chef de gouvernement commence son parcours par des entretiens avec les « notables » syndicaux, qu'ils soient de la CGT ou du CNPF. Edouard Balladur innove, sur le chapitre social aussi, en recevant d'abord les représentants des secteurs les plus exposés. Tant pis si on l'accuse de privilégier l'approche catégorielle.

Dans la pêche comme dans l'agriculture (regroupées selon les vœux de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles elle-même) le mal, c'est les « autres » : Russes qui exportent du poisson à bas prix vers le marché (solvable et voisin) de la CEE, Argentins qui nous vendent des pommes et des anchois, Marocains qui signent avec les importateurs européens des contrats pour leurs sardines et leurs tomates.

Faut-il s'en offusquer ? Comment aider ces pays à redresser leur économie et à gagner des devises si les États industrialisés ne leur achètent pas leurs produits ? L'hypocrisie politique consiste aussi à proclamer l'urgence de la nécessité d'épauler le tiers-monde et l'Est et... à leur fermer les frontières. Agriculture et pêche concernent au premier chef, aussi, les diplomates.

FRANÇOIS GROSCHARD

CORRESPONDANCE

Les dockers à la veille de l'alternance

A la suite de l'article intitulé « Les dockers à la veille de l'alternance » (le Monde du 24 mars), Daniel Lefebvre, secrétaire général de la Fédération des ports et docks CGT, nous a adressé une lettre dont nous publions quelques extraits :

Lorsque vous dites que la réforme a reçu « l'approbation unanime de l'opinion publique, des milieux économiques et sociaux, des partis politiques », vous émettez une opinion toute personnelle.

En effet, les salariés sont une part importante de l'opinion publique. Les mouvements sociaux dans les ports et dans le monde mari-

time montrent un mécontentement très réel.

Par ailleurs, on ne peut pas dire que la réforme ait porté chance à ses principaux instigateurs, Michel Delabarre, Jean-Yves Le Drian, Michel Rocard, Edith Cresson, Jean Beaufils... L'opinion publique s'est exprimée aussi de ce point de vue.

Vous rendez compte de manière très fantaisiste du 24^e congrès fédéral. Vous mettez en opposition deux candidatures, celle de Daniel Lefebvre et celle de Jack Fortier...

Les faits sont fort simples. Daniel Lefebvre et Auguste

Dupont, secrétaire général et secrétaire général adjoint sortants, étaient candidats. Par ailleurs, suite aux départs en pré-retraite de Jacky Dieu et Michel Alexandre, tous deux secrétaires fédéraux sortants, Jack Fortier et Alain Glazac (Marseille) ont fait acte de candidature.

Le congrès n'a élu à l'unanimité les quatre candidats en confirmant la responsabilité de chacun. Il n'y a donc aucune opposition, mais au contraire un esprit de cohésion et de complémentarité, comme c'était le cas avant le 24^e congrès.

La « guerre du poisson » et ses répercussions

Pêcheurs normands et anglo-normands recherchent l'apaisement

CHERBOURG

de notre correspondant

Accusé d'avoir pêché à l'intérieur des eaux territoriales britanniques et tenté de se soustraire à l'ordre qui lui était intimé de gagner le port de Guernsey, Michel Mesnage, patron de la Calypso, encourt deux amendes d'un montant maximal de 50 000 livres (41 000 francs) et de 5 000 livres (4 100 francs), n'annoncé le procureur de Sa Majesté, lundi 5 avril, à l'ouverture d'un procès qui pourrait prendre plusieurs jours en raison des contestations présentées par la défense.

Celle-ci a demandé communication du livre de bord du garde-pêche pour permettre de préciser la position exacte du bateau français dont le patron affirme être resté en dehors de la limite des 6 milles marins. Arraisonné une première fois, il avait refusé de se rendre à Saint-Peter, puis de retour à Cherbourg, son équipage avait brûlé le pavillon d'une vedette de la Royal Navy. C'est en retournant sur ces lieux de pêche qu'il s'est fait prendre.

Son message d'excuses en chef d'état-major de la Royal Navy incitera-t-il à la clémence les magistrats de Guernsey ? Plus que ce geste flatter l'amour-propre d'une opinion britannique émue par le fait mis à l'Union Jack, c'est l'amicale compréhension de ses collègues anglo-normands qui peut contribuer à adoucir la sanction encourue par Michel Mesnage.

Les pêcheurs des îles, qui écou-

lent une grande partie de leurs prises sur le marché français, ont tout intérêt à ménager leurs collègues du continent depuis que ceux-ci ont décidé de leur ouvrir leurs ports. Lundi matin, une dizaine d'entre eux ont ainsi débarqué leur cargaison de crabes et d'écrevisses à Cherbourg, où, en leur compagnie, une quarantaine de patrons normands sont allés symboliquement déposer leur rôle (c'est-à-dire renoncer à partir en mer) au quartier des affaires maritimes.

En français et en anglais, les pêcheurs ont laborieusement rédigé

□ Une dizaine de milliers de pêcheurs espagnols en grève pendant deux jours. — Une dizaine de milliers de pêcheurs espagnols ont été appelés à observer une grève de deux jours, mardi 6 et mercredi 7 avril, pour protester contre l'augmentation des importations de poissons de pays tiers, a-t-on appris à Bilbao auprès de l'association des pêcheurs de la province de Biscaye. Les espèces visées sont l'anchois d'Argentine et du Chili, les thons provenant également d'Amérique du Sud et la sardine du Maroc, dont les bas prix ont fait chuter les cours des produits espagnols. En 1992, 10 000 tonnes d'anchois argentins et 500 tonnes d'anchois chiliens ont été expédiés vers l'Espagne. Les professionnels espagnols entendent également protester contre l'augmentation des entrées d'anchois français. Les pêcheurs espagnols réclament la fixation d'un prix plancher pour les poissons venant de pays non communautaires. — (AFP)

un communiqué commun qu'ils ont signé et envoyé à leurs autorités respectives pour réclamer la reprise du dialogue entre Paris et Londres.

Les Normands ne comprennent toujours pas que les Anglais interprètent différemment l'accord franco-britannique concernant leur droit à pêcher dans certaines parties des eaux de Guernsey, des zones où les deux flottilles ont toujours travaillé en bonne intelligence.

RENÉ MOIRAND

□ Les pêcheurs polonais bloquent douze ports. — Les pêcheurs polonais ont bloqué, lundi 5 avril, douze ports sur le littoral de la mer Baltique, pour protester notamment contre l'importation en Pologne de poissons non marchés, a indiqué à l'AFP le président du Comité national de protection de la pêche maritime, Janusz Szmit. Selon lui, les pêcheurs veulent obtenir l'instauration de barrières douanières à l'encontre des poissons importés en Pologne. Il s'agit notamment d'espèces venant de Russie, dont le prix est « presque quatre fois inférieur au prix polonais ». Les pêcheurs exigent également une baisse du prix du carburant. Au cas où cette action de protestation n'apporterait aucun résultat, les pêcheurs procéderaient à un nouveau blocage des ports, le 19 avril, a affirmé M. Szmit. — (AFP)

Un accord conclu avec huit syndicats français, espagnols et belges

Renault crée un comité de groupe international

Renault et huit syndicats français (FO, CFTD, CFTC, CFE-CGC), espagnols (UGT et Commissions ouvrières) et belges (CCMB-FGTB) ont signé, lundi 5 avril, un accord créant un comité de groupe européen. Cette instance, qui ne se substitue pas aux institutions représentatives existant dans chaque pays et n'exercera pas de fonction de consultation, sera « une structure d'information et de dialogue portant sur les orientations stratégiques du groupe au niveau européen dans les domaines économique, financier et social ainsi que sur les évolutions majeures des filiales relevant de la CEE ».

Destiné à donner à Renault une « culture européenne » et présidé par Louis Schweitzer, PDG de Renault, ce comité comprendra

treize membres désignés par les organisations syndicales dans les pays où « Renault a une filiale employant au minimum cent salariés ». La France comptera seize représentants, l'Espagne quatre, la Belgique, le Portugal et la Grande-Bretagne en auront deux alors que l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Luxembourg disposeront chacun d'un délégué.

Une réunion annuelle

En outre, Volvo — associé à Renault mais n'appartenant pas à la CEE — déléguera deux observateurs dans cette instance qui concerne aussi bien Renault SA pour les automobiles que RVI pour les poids-lourds.

Les informations communiquées

Conséquence de 423 suppressions de postes

Douze salariés de RVI-Blainville devront être reclassés à l'extérieur de l'entreprise

La direction de l'usine Renault-Véhicules industriels de Blainville (Calvados) a annoncé, lundi 5 avril, devant le comité d'établissement que, parmi les 423 suppressions de postes envisagées, douze personnes placées en congé de conversion devront être reclassées.

Les suppressions de postes prévues dans cette usine de 3 600 salariés, spécialisées dans l'assemblage de poids lourds, la production de composants électriques et de sellerie, s'effectueront par l'intermédiaire de 251 départs

en pré-retraite FNE, de 22 départs en pré-retraite dans le cadre d'un dispositif prévu par une convention d'entreprise, de 79 mutations dans d'autres sites du groupe Renault, de 19 départs volontaires et de 46 emplois à mi-temps (soit l'équivalent de 23 temps pleins) et enfin par 17 reclassements internes.

Reste le cas de douze salariés placés pendant six mois en congé de conversion, pour lesquels un reclassement externe devra être trouvé.

à ce comité concerneront « les évolutions majeures du périmètre du groupe, sa situation économique, sociale et financière, la situation de la production et des investissements, la situation commerciale, l'évolution de l'organisation du travail et des techniques de production » ainsi que « les orientations générales de la formation ». Le comité européen sera donc informé des choix industriels, notamment la répartition de la production entre les différentes usines, qu'elles soient situées en France, en Espagne, au Portugal ou en Belgique.

Le texte, négocié par les représentants syndicaux français — dont la CGT, qui ne l'a pas signé — belges et espagnols, précise que les membres du comité « ne doivent pas révéler les informations qui leur sont communiquées à titre confidentiel ». Cette structure disposera d'un budget annuel global de 260 000 francs, sera convoquée au moins une fois par an et utilisera le français (avec une traduction simultanée) lors de ses réunions dont la première aura lieu le 10 juin après l'élection du secrétaire, le 4 mai.

Constitué alors que les Douze n'ont toujours pas adopté la directive sur la représentation du personnel au sein des entreprises transnationales (le Monde du 13 février), ce comité de groupe européen s'ajoute aux instances déjà mises en place par Volkswagen et, en France, par Bull, Pechiney, Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain ou Thomson Consumer Electronics. L'accord conclu entre la direction de Renault et les syndicats précise, toutefois, que ce dispositif pourrait être suspendu dans l'hypothèse où interviendrait « une réglementation européenne en la matière ».

« Éviter le dumping social »

Dans un communiqué, les organisations syndicales membres de la Fédération européenne de la métallurgie (CFDT, FO, CFTC pour la France, Commissions ouvrières et UGT pour l'Espagne, CCMB-FGTB pour la Belgique) soulignent que cet accord constitue « un premier pas ». Un tel comité de groupe, indique la FEM, doit permettre d'éviter le dumping social entre pays et obtenir notamment une politique de l'emploi qui combatte la croissance continue du chômage.

JEAN-MICHEL NORMAND

La Conférence de Genève sur la population

L'Europe s'inquiète des migrations

La France n'est pas le seul Etat d'Europe à s'inquiéter d'une remontée de l'immigration en provenance du tiers-monde. Les débats et les résolutions de la conférence européenne de la population, réunie à Genève récemment (le Monde du 25 mars) l'ont montré.

A Genève, du 23 au 26 mars, peu de voix discordantes se sont fait entendre. M. Pronk, ministre de la coopération des Pays-Bas, a rappelé que « les immigrants ont enrichi l'Europe de bien des façons au cours des siècles. Aujourd'hui, beaucoup d'Européens sont effrayés par les chiffres. On peut les comprendre, mais la peur est mauvaise conseillère. Nous devons garder à l'esprit [...] que la migration est un phénomène aussi ancien que l'humanité. Il y a un nomade en chacun de nous ». Portugais et Espagnols, à l'inverse, tout en invitant à ne pas dramatiser, ont affirmé qu'ils prenaient le problème au sérieux et s'appliquaient à contrôler leurs frontières.

Et les pays de l'Est ont fait valoir qu'ils étaient confrontés aux mêmes problèmes : « Nous n'encourageons pas l'immigration, mais elle ne prendra fin que lorsque sera achevé le redressement économique. En même temps nous voyons arriver des dizaines de milliers d'immigrants illégaux d'Asie », a déclaré le représentant roumain, et le délégué polonais a demandé : « Donnez-nous du temps ». La Turquie, enfin, pays d'émigration a rappelé aussi qu'elle avait reçu des centaines de milliers de réfugiés, Kurdes, Irakiens, ou ex-

immigrés au Proche-Orient, chassés par la guerre du Golfe.

La résolution finale a réaffirmé clairement « le droit des gouvernements de réglementer l'accès de leur territoire et d'adopter des politiques qui orientent les flux migratoires », même si ces restrictions doivent parallèlement s'accompagner d'efforts pour « diminuer les causes de l'émigration, réaliser un développement économique et social durable » (aide financière, accords des pays du tiers-monde aux marchés mondiaux, etc.).

Le cas de l'ex-Yugoslavie

Elle souhaite une harmonisation des politiques et des réglementations en matière de droit d'asile, invite les gouvernements européens à consacrer davantage de moyens à la lutte contre les migrations irrégulières et les gouvernements des pays d'origine à « ne pas faire obstacle » au retour des « migrants illégaux » ou dont la demande d'asile a été rejetée.

Le cas des réfugiés avait, évidemment, une acuité particulière avec les conflits dans l'ex-Yugoslavie : les Autrichiens ainsi que les Allemands, sans parler des Croates, souhaitent naturellement faire partager le fardeau. La conférence, qui a condamné « toutes les formes de purification ethnique » et de « migrations forcées », a précisé qu'on ne encourage « à demeurer autant que possible dans les régions sûres les plus proches de leur pays d'origine », tout en aidant « les pays d'accueil qui en font la demande ».

GUY HERZLICH

En reprenant une ancienne usine de SGS-Thomson

Une firme de Hongkong s'engage à créer 400 emplois en Lorraine

de notre correspondant

Après avoir racheté en décembre 1992 au constructeur électronique SGS-Thomson une première unité de production au pays de Galles, le groupe QPL implanté à Hongkong acquiert celle de Maxéville (Meurthe-et-Moselle). Le plan de reprise présenté lundi 5 avril à Metz prévoit de créer 400 emplois en dix-huit mois pour porter les effectifs à 500 personnes.

L'objectif, explique Gilles Vilquey, PDG d'Asat SA, filiale de QPL, est de constituer en Lorraine un des plus importants centres européens d'assemblage et de tests de circuits imprimés travaillant en sous-traitance pour les constructeurs d'électronique grand public.

QPL (3 000 salariés pour un

chiffre d'affaires prévisionnel de 500 millions de dollars, soit 2,75 milliards de francs, en 1993) doit investir 200 millions de francs en Lorraine pour spécialiser l'unité de Maxéville, dont les délais de fabrication seraient très courts, sur des produits à forte valeur ajoutée pour lesquels le main-d'œuvre ne représente que 15 % du prix de revient, souligne M. Vilquey.

Créée en 1985 pour atténuer le choc des suppressions d'emploi dans la sidérurgie lorraine, l'usine SGS-Thomson de Maxéville devait initialement compter 450 emplois. Elle ne devait jamais dépasser 320 salariés (100 aujourd'hui), n'ayant pas la compétitivité des usines concurrentes du groupe en Malaisie et à Malte.

JEAN-LOUIS THIS

Pour 1,12 milliard de francs

Pirelli vend sa participation dans Continental

Le fabricant italien de pneumatiques Pirelli a annoncé, lundi 5 avril, qu'il avait décidé de céder sa participation (33 %) dans le groupe allemand Continental pour la somme de 330 millions de francs (1,12 milliard de francs). La plus-value réalisée dans l'opération se monterait à 140 millions de francs (476 millions de francs), a ajouté Pirelli qui détient 2,9 millions d'actions.

Cette cession met un terme au différend qui opposait les quatre et cinquième fabricants de pneumatiques — mondiaux depuis septembre 1990. A cette époque, Pirelli, avait tenté de prendre le contrôle de Continental. Le directoire de Continental s'y était opposé : cet échec devait coûter 350 millions de francs à Pirelli qui s'était engagé à indemniser ses alliés. En conséquence, Pirelli avait cédé des actifs (les vêtements K Way en particulier).

La Deutsche Bank AG, chargée en Allemagne d'organiser la transaction en collaboration avec la banque d'affaires italienne à capitaux publics Mediobanca, a annoncé lundi qu'elle reprendrait 5 % du capital de Continental détenu par Pirelli et ses alliés.

La Basse-Saxe, où est basé le groupe, a décidé de s'impliquer pleinement pour écarter les investisseurs étrangers : la banque Nord/LB (Norddeutsche Landes-

bank) qu'elle détient s'adjuge une participation de 15 %, qu'elle compte progressivement céder en partie à trois autres entreprises implantées dans la région.

Les firmes concernées sont la société d'électricité PreussenElektra (filiale de Veba) et les assureurs Haftverpflichtungsverband der Deutschen Industrie (HDI) et Versicherungsgruppe Henninger (VGH).

Desquenne et Giral rachète 100 % de la société suisse Jean Piasio. — Le groupe de travaux publics Desquenne et Giral a annoncé, lundi 5 avril, avoir acquis 100 % de la société suisse Jean Piasio (génie civil, terrassement, routes, canalisations). Le protocole d'achat doit être ratifié dans les quinze jours par les deux sociétés, a précisé Desquenne et Giral dans un communiqué. Un audit des comptes est prévu avant le 31 mai. Ayant son siège à Carouge et disposant de deux agences à Lausanne et Genève, la société Jean Piasio a réalisé en 1992 l'équivalent de 200 millions de francs de chiffre d'affaires. Desquenne et Giral compte ainsi « aborder les marchés de travaux souterrains et de voies ferrées prévus dans les prochaines années en Suisse ».



ÉCONOMIE

Le risque d'une récession en 1993

Suite de la première page

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1991, la production nationale a progressé de 3,7 % et les investissements des entreprises augmenté de plus de 9 %, a succédé brutalement la récession à partir de l'été 1992. Les chiffres prévus pour l'Allemagne sont presque tous négatifs : recul du PIB de 1,7 %, recul des investissements des entreprises de 8,8 %, recul de la consommation des ménages de 1 %.

La France, qui avait profité des effets immédiats de la réunification allemande, subit désormais le contre-coup de la situation outre-Rhin : en 1991, les achats allemands de biens et services avaient progressé de presque 12 % en volume. Les chiffres les plus probables pour cette année portent sur un recul de 1,5 %. La

réduiraient les augmentations de salaires. Ainsi le pouvoir d'achat du revenu disponible après paiement des impôts progresserait-il de moins de 1 % cette année contre 2 % en 1991 et 1992. Le tableau n'est certes pas réjouissant. Mais il pourrait s'assombrir davantage si la politique économique conduite par MM. Balladur et Alaphandry ne réussissait pas à rétablir la confiance.

La timide reprise qui pourrait s'amorcer au second semestre ne se produira que si les chefs d'entreprise, mais aussi les marchés, perçoivent la réussite du nouveau premier ministre et de son équipe. Les taux d'intérêt n'expliquent certes pas tout. Il n'empêche que la possibilité de trouver de l'argent s'aggrave, ce qui ne peut que renforcer le pessimisme des investisseurs et le nombre de pertes et moyennes entreprises en difficultés. Le retour de la

cal. Le déficit des comptes publics, qui risquerait d'atteindre 4,5 % du PIB cette année, est devenu trop important pour autoriser des actions importantes. Quelques milliards de francs peuvent être économisés sur les charges de l'Etat qui seront utilisés pour relancer l'activité du bâtiment en matière de logements sociaux et accélérer quelques aménagements routiers. Sans plus.

Quant aux nouvelles réductions fiscales demandées par le patronat concernant la TVA (suppression du décalage d'un mois), on voit mal comment le gouvernement, qui a demandé une étude sur ce sujet à M. Sarkozy, le ministre du budget, pourrait y satisfaire avant longtemps. Il est significatif que Rencode, qui est proche du patronat, tout en jugeant appropriée la suppression du décalage d'un mois de la TVA, ait intégré dans ses prévisions un supplément de prélèvements obligatoires d'une quarantaine de milliards de francs, sous forme de cotisations sociales.

Une relance budgétaire accroissant le déficit public amène par conséquent à réduire la crédibilité du gouvernement, ce qui risquerait de faire remonter les taux d'intérêt à long terme. Une évolution dommageable pour l'économie française alors que les taux longs n'ont cessé de baisser, revenant de 9 % en 1991 à 7,3 % actuellement et probablement moins de 6 % l'année prochaine.

Plus que de la stricte application du projet de l'Union pour la France, la réussite du nouveau gouvernement se jouera sur la crédibilité de la politique économique qui va être mise en œuvre.

ALAIN VERNHOLES

ÉTRANGER

A la demande du Fonds monétaire international

La Côte-d'Ivoire réduira de près d'un quart le nombre de ses fonctionnaires

La mesure n'est pas courante : la Côte-d'Ivoire a entrepris de se débarrasser de près d'un quart de ses fonctionnaires. De 110 000 il y a environ deux ans, leur nombre va être ramené à 90 000 voire 85 000, a annoncé au cours du week-end le ministre de la fonction publique, Patrice Kouamé, à la radio nationale.

Pour brutalement qu'elle soit dans un pays en chômage endémique important, la mesure était réclamée depuis des années par le Fonds monétaire international (FMI) au nom de la réduction nécessaire des dépenses publiques. Le fait est que les deux tiers du budget de fonctionnement de la Côte-d'Ivoire sont absorbés par le traitement des fonctionnaires, alors que ces derniers ne représentent que 2 % de la population active.

En pratique, le « dégraissage », applicable aux fonctionnaires ayant trente années d'ancienneté, touchera dès cette année plusieurs milliers d'entre eux, mis à la retraite par anticipation. Ils bénéficieront, a assuré le mini-

tre, d'une prime équivalente à un mois de salaire et, ensuite, de leur pension complète (50 % du dernier traitement).

Ce n'est pas un hasard si le programme de suppressions d'emplois a été annoncé ces derniers jours. L'intervention du ministre de la fonction publique coïncide en effet avec la fin d'une mission du FMI à Abidjan.

A l'issue de deux semaines d'entretiens avec les autorités du pays, le chef de la délégation, François Christian, a assuré que

la Côte-d'Ivoire était « sur la bonne voie » et l'a encouragée à « aller plus vite dans cette direction » en s'appuyant sur les « facilités » offertes par le FMI. Parmi les difficultés qui assaillent le pays, le problème de la dette est l'un des plus délicats à résoudre. Evalué à 17,5 milliards de dollars, son montant représente plus du double de la production intérieure du pays.

J.-P. T.



France, grande pourvoyeuse de l'Allemagne, se trouve sérieusement atteinte. Globalement, nos exportations qui avaient progressé en 1991 (+3,6 %) et 1992 (+4,7 %), reculeront cette année. D'où l'extrême pessimisme des industriels allemands.

Baisse des taux d'intérêt

Depuis plus de trente ans, l'état de santé de l'économie allemande a presque constamment conditionné celui de l'économie française. Il est donc un peu inquiétant d'imaginer ce que sera 1994 avec une Allemagne sortant tout juste de la récession et se préparant à augmenter sensiblement ses impôts l'année suivante pour réduire l'énorme déficit de ses finances publiques. Si Rencode estime que la récession - le bout du tunnel, disait-on après le premier choc pétrolier - pourrait prendre fin en France au second semestre de cette année, la reprise ne s'amorcerait que très lentement.

A un nouveau recul des investissements cette année (-4 %), succéderait une faible augmentation l'année prochaine, aussi bien pour les entreprises que pour les ménages (achats de logements). Il faudrait donc attendre l'été 1994 pour que les effets salutaires au travail cessent de diminuer. De coup, compte tenu de l'augmentation de la population active disponible (140 000 par an), le nombre des chômeurs pourrait augmenter de 350 000 entre la fin de 1992 et la fin de 1994. Le taux de chômage se stabiliserait quant à lui aux environs de 12 % de la population active contre 10,4 % à la fin de l'année dernière.

Encore ces prévisions postulent-elles un certain changement de comportement en matière de suppressions d'emplois. Mais pour améliorer des résultats financiers et économiques en baisse, les chefs d'entreprise

confiance se jugera à la disparition de l'écart de taux qui existe actuellement entre la France et l'Allemagne pour les placements à court terme : 10,5 % ici contre moins de 8 % là-bas. Disparition tout à fait logique dans la mesure où l'économie française ne souffre pas des graves déséquilibres qui perturbent tant l'économie allemande depuis la réunification.

L'initiative que doit prendre M. Balladur vis-à-vis de l'Union monétaire et de l'Allemagne a, semble-t-il, d'abord pour objectif de confirmer solennellement aux marchés que la parité franc-mark ne sera pas modifiée. De ce point de vue, l'attitude de M. Kohl, retardant la rencontre pour continuer sa cure d'amaigrissement annuelle, est pour le moins décevante. Les milieux allemands ont discrètement fait savoir qu'il s'agissait d'une gaffe de la part de leur chancelier mais que l'importance de la rencontre n'en était nullement affectée. Au contraire.

Quelques milliards pour la relance

Une « initiative » franco-allemande, si elle arrivait à convaincre complètement les marchés, aurait entre autres avantages de permettre à la Banque de France devenue autonome de supprimer à peu près complètement l'écart qui sépare les taux courts français et les taux courts allemands. Dans la mesure où ces derniers pourraient se retrouver à 6,5 % en fin d'année, c'est à un niveau voisin que se retrouveraient les taux français : une baisse possible de plus de quatre points en quelques mois donc. La réussite du plan de relance Balladur se jouera en grande partie là.

On aurait tort, en revanche, de miser sur les effets d'une relance budgétaire par le biais d'une augmentation de la dépense publique ou d'une réduction du prélèvement fis-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Renault Crédit International

Leader européen du financement automobile

1992

Progression du résultat net consolidé
655 millions de francs, en augmentation de 28 %

Renforcement des fonds propres
6,8 milliards de francs

Le groupe RCI finance les ventes du groupe Renault en Europe : crédit, leasing, location longue durée, financement des réseaux concessionnaires. RCI offre également une gamme de services liés à l'acquisition et à l'usage de l'automobile : extension de garantie, contrats d'entretien, d'assistance et d'assurance.

Renault Crédit International appartient à la Branche Financière du Groupe Renault, qui rassemble, aux côtés de la Direction Financière, plus de cinquante sociétés : financement des ventes (RCI), gestion de la trésorerie, services spécifiques facilitant l'activité internationale de Renault, sociétés immobilières.

La Branche Financière a contribué à hauteur de 1.300 millions de francs au résultat consolidé avant impôt du Groupe Renault.

■ Groupe RCI : Données consolidées ■

(en millions de francs)	1992	1991
Nouveaux financements accordés	34 318	33 874
Encours financier	62 506	63 876
dont Clientèle	51 242	53 467
Réseaux concessionnaires	11 264	10 409
Fonds propres	6 775	6 608
Total bilan	72 249	71 527
Produit net bancaire	4 343	4 246
Résultat net du Groupe	655	513

■ Activité ■

Renault a réalisé en 1992 une bonne performance commerciale, dans le cadre d'un marché européen stable : ses ventes de voitures particulières et de petits véhicules utilitaires ont progressé de 4,9 %, sa pénétration en Europe a atteint 11,3 % contre 10,7 % en 1991.

L'activité de financement automobile s'est exercée dans un contexte difficile, caractérisé par la montée du risque clientèle, des taux d'intérêt volatils et de fortes tensions sur les marchés financiers.

Le volume d'activité de Renault Crédit International a progressé de 5 % : 644 000 véhicules ont été financés, représentant plus de 30 % des ventes de Renault en Europe.

Leader européen du financement automobile, RCI a continué à européaniser sa gamme de services, en particulier dans le domaine des contrats d'entretien et d'extension de garantie : 432 000 contrats souscrits, en augmentation de 74 % sur 1991. Dans le cadre de l'Alliance Renault-Volvo, les savoir-faire de Renault Crédit International sont progressivement mis à la disposition de Volvo. Cette coopération, déjà concrétisée en France, en Italie et en Allemagne, sera étendue à d'autres pays européens en 1993.

■ Politique financière ■

La sécurité et le contrôle des coûts du refinancement, dans le cadre d'une structure de bilan équilibrée et d'une gestion rigoureuse des risques, constituent les objectifs essentiels de la politique financière de RCI.

Les risques de liquidité, de taux, de change et de contreparties sont l'objet d'un suivi permanent au niveau consolidé. Les filiales gèrent leurs risques au niveau national, à l'intérieur de directives fixées par le Groupe.

RCI intervient sur les marchés domestiques et internationaux : titres de créances négociables en France, papier commercial aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et sur l'euro-marché, emprunts obligataires, titrisation.

Le Groupe offre à ses investisseurs un rating de qualité : A1 de Standard & Poor's, P1 de Moody's, AAS de Standard & Poor's. ADEF et une solide structure de bilan, son ratio Cooke étant supérieur à 9,5 %.

En 1993, les interventions de RCI SA Banque sur les marchés internationaux se développeront, son rôle de centrale de refinancement du Groupe RCI sera renforcé.

Par sa participation directe aux grands systèmes de gestion des flux mis en place par la communauté financière et les autorités de tutelle (SIT, TBF, Saturne), RCI accompagne la restructuration du traitement des échanges interbancaires.

■ Résultats de Renault Crédit International ■

Le résultat avant impôt est stable, à 1.018 millions de francs contre 1.033 millions de francs en 1991. L'augmentation du coût du risque clientèle en France, en Italie et en Espagne, a été compensée par l'amélioration du produit net bancaire et par une diminution des frais généraux.

Le résultat net est de 655 millions de francs, en progression de 28 %, grâce à un allègement de la charge fiscale consolidée.



RENAULT

BANQUES

Malgré de fortes provisions

Résultats stationnaires pour le Crédit agricole d'Ile-de-France

Le Crédit agricole d'Ile-de-France a pratiquement maintenu ses résultats en 1992 à 438 millions de francs (+3 %), en dépit d'un doublement de ses provisions passées de 301 millions de francs à 670 millions de francs (+122 %). Sur ce montant, 300 millions de francs ont concerné l'immobilier, sur un encours à risques de 3,3 milliards de francs, ainsi provisionné à un taux moyen de 12 %, mais 30 % pour les risques réels.

Pour Lucien Douroux, directeur général de l'établissement, « le plus gros est fait dans ce domaine avec une rallonge, toutefois, en 1993. La forte progression du résultat brut d'exploitation (+17,8 %, à 1,5 mil-

liard de francs) a permis d'éponger le gonflement des provisions, avec des parts de marché en nouvelle augmentation, de 5,5 % à 8,7 % pour les dépôts à vue, l'épargne gérée et les crédits. Les fonds propres augmentent de 27 % à 5 milliards de francs, et le ratio Cooke est de 10,20 %, dont 8,90 % « durs ». La filiale Banque de gestion privée, dont les actifs gérés progressent de 25 %, a enregistré une perte de 115 millions de francs après « nettoyage », pour redevenir bénéficiaire en 1993, après une augmentation de capital de 160 millions de francs. Le dividende brut du Crédit agricole est porté de 24 francs à 27,75 francs (+15,6 %).

Cerus veut croire à un nouveau départ

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Des efforts encore insuffisants

Pour se donner les moyens d'un nouveau départ, Cerus devra néanmoins régler assez rapidement le problème Duménil en vendant la majeure partie de ses participations. Par ailleurs, pour appartenir, l'équipe de Cerus ayant aujourd'hui une idée précise de son portefeuille de crédit — en partie immobilier, — notamment depuis ses conversations avec le directeur général d'Entrepreneurs (le Monde du 26 mars).

Les efforts de restructuration et de réorganisation de la banque se sont encore révélés insuffisants. Outre les provisions exceptionnelles de 1.400 milliards de francs, le premier semestre, la banque a décidé de passer un montant complémentaire de 790 millions de francs, dont la majeure partie sera affectée à son portefeuille de crédits. Le second semestre, la banque a donc décidé à l'unanimité d'apporter des

pat la Compagnie française de Sucrierie (CFS, groupe Navigation mixte) et par la Générale de Commerce International (GCI), son marché où le leader est Eldorado Béghio-Say (groupe Ferruzzi).

CONTENTIEUX

■ American Express engage des poursuites contre MasterCard International. — American Express a engagé, lundi 5 avril à New-York, des poursuites judiciaires contre son concurrent américain, MasterCard International, à l'occasion d'un nouvel épisode de la guerre que se livrent les deux firmes pour le contrôle des cartes de crédit professionnelles. American Express, leader des cartes de crédit professionnelles avec 5,3 millions de membres en 1992 (+ 3,8 % par rapport à 1991),

RESULTATS 1992: + 47 %
DIVIDENDE: + 30 %

Comptes consolidés			
En millions de francs	1992	1991	Variation % 92 / 91
Chiffre d'affaires	579,9	551,8	+ 5,1
Résultat courant	42,7	29,7	+ 43,8
Résultat net consolidé	24,0	15,9	+ 50,9
Dont part du Groupe	23,4	15,9	+ 47,2

Perspective 1993
La tendance enregistrée au cours du premier trimestre 1993 devrait permettre d'envisager le maintien des résultats sur l'exercice.

G	L	M
■	■	■

La famille Dassler vend ses dernières parts d'Adidas

Les difficultés de la marque sans trois bandes ne sont sans doute pas étrangères à ce désengagement. Le déclin régulier de ses parts de marché face à ses concurrents Nike et Reebok, les conditions mouvementées de la revente de la société par la banque d'affaires de Lazard.

Mais les pertes de 1992, semblent cette fois historiques. Révélées par le magazine allemand *Sport Intern*, Intern de 3,35 milliards de deutschemarks en 1991 à 2,75 milliards, ne saurait être étranger à cette déconfort. Ces chiffres devaient être initialement dévoilés, mercredi 7 avril, à l'occasion de l'assemblée générale de la société.

Louis Dreyfus, détenteur de 15 % du capital et d'une option sur sa totalité, succéder à Gilberte Beaux à la présidence du directoire.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

aquies «chûques un diverses persos
sociétés «hyphiques des années
19,8 % du chiffre de la Surin
de Thoury au prix de
3 225 francs par action, Selon un
communiqué de la Société des
Bourses françaises, publié lundi
5 avril, une garantie de cours
sera mise en œuvre pour les
actionnaires minoritaires de la
société qui, jusqu'à présent,
ont vu leurs cotations se dévaler.
Cet ensemble aura un chiffre d'affaires
de 2 milliards de francs et
représentera coviron 10 % de
la production nationale. Ce regroupement
est le troisième effectué
depuis l'automne dernier. Les
deux précédents ont été menés
par la Compagnie française de
la sidérurgie et la grande industrie
mixte) et par la Générale de
Surtex (groupe Saint-Louis) sur
ne marché où le leader est Eridia-
dia Bédé-Say (groupe Ferruzzi).

□ American Express engage des poursuites contre MasterCard International. - American Express a engagé, lundi 5 avril à New-York, des poursuites judiciaires contre son concurrent MasterCard International, dans un nouvel épisode de la guerre que se livrent les deux firmes pour le contrôle des cartes de crédit professionnelles. American Express, leader des cartes de crédit professionnelles avec 5,3 millions de membres en 1992 (+ 3,8 % par rapport à 1991),

□ IBM réduit les indemnités sociales des employés qui quittent la société. International Business Machines (IBM) a annoncé, lundi 5 avril, qu'il allait réduire à partir du 1^{er} juillet les indemnités — accordées aux employés qui quittent volontairement la société. Ceux-ci recevront désormais 26 semaines de salaire au lieu de 32. Ils auront de 6 mois de couverture médicale payés par la firme. Le

18 mois de convertiture des frais médicaux. Ce changement devrait réduire les coûts des programmes de santé des entreprises, mais pourrait aussi inciter de nombreux salariés du géant de l'informatique à profiter rapidement des conditions actuelles, plus généreuses. En sept ans, IBM a réduit de 100 000 son personnel, qui atteignait 400 000 personnes en 1985, et de 40 000 employés ont quitté la firme en 1992, et IBM prévoit 25 000 suppressions d'emplois supplémentaires cette année.

Le plan de la firme américaine pénalise le bénéfice consolidé d'environ 1 million de francs. Le chiffre d'affaires (hors taxes) a atteint 1,8 milliard de francs en progression de 2,2 % sur celui de 1991.

□ **Valeptic (Dynelec)**: baisse de 3 % du résultat net à 10,3 millions de francs. — Valeptic, filiale du groupe Dynelec (Dynamelec) spécialisée dans les équipements de chauffage industriel, a dégagé en 1992 un résultat net (part du groupe) de 10,3 millions de francs, en retrait de 3 % sur les

□ CRA-Industrie devrait vendre 49 % de la Cogema. — Le président de la Cogema, Jean Syrota, interrogé samedi 3 avril sur Radio Classique, n'indiqua qu'il souhaitait que le groupe CRA-Industrie, holding du Commissariat à l'énergie atomique qui détient 100 % de la Cogema, s'exale de

GENEFIM

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 26 mai 1993 à 11 heures, de fixer le dividende net à 27,30 F, ne donnant pas droit à un avoir fiscal. GENEFIN maintient ainsi son taux de distribution à 90,6 % du résultat net.

Les prés de l'an dernier s'expliquaient par d'importantes provisions pour risques futures et frais de restructuration destinés à permettre au groupe de redevenir bénéficiaire en 1993. Mais l'effondrement du chiffre d'affaires, tombé selon *Sport Intern* de 3,35 milliards de deutschemarks en 1991 à 2,75 milliards, ne saurait être étranger à cette déconfiture. Ces chiffres devaient être initialement dévoilés, mercredi 7 avril, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle qui verra Robert-Louis Dreyfus, détenteur de 55 % du capital et d'une option sur sa totalité, succéder à Gilberte Beaux à la présidence du directoire.

□ **Marie Brizard** : baisse de 7,9 % du bénéfice net à 56,5 millions. - Le groupe Marie Brizard (spiritueux et boissons sans alcool) a dégagé en 1992 un

bénéfice est consolidé (part du groupe) de 56,5 millions de francs, en baisse de 7,9 % sur celui de 1991. Marie Brizard souligne cependant que son résultat progresse légèrement par rapport à celui de 1991, après des « écritures exceptionnelles de correction sur exercices antérieurs », qui ramènent celui-ci à 56,1 millions de francs. Ces résultats ont été acquis malgré un fléchissement de la consommation française et la forte dépréciation de la peseta

- le groupe bordelais est fortement implanté en Espagne - qui pénalise le bénéfice consolidé d'environ 1 million de francs. Le chiffre d'affaires (hors taxes) a atteint 1,8 milliard de francs en progression de 2,2 % sur celui de 1991.

□ Vulcanic (Dynelec) : baisse de 3 % du résultat net à 10,3 millions de francs. - Vulcanic, filiale du groupe Dynelec (Dyvation) spécialisée dans les équipements de chauffage industriel, a dégagé en 1992 un résultat net (part du groupe) de 10,3 millions de francs, en retrait de 3 % sur les

20,6 millions de 1991. Ce léger recul s'explique essentiellement par l'alourdissement de l'impôt sur les sociétés, dans la mesure où le résultat courant imposable progresse de plus de 40 %, passant de 15,8 millions de francs à 22,4 millions. Le chiffre d'affaires du groupe, qui est coté sur le second marché, n'atteint 269 millions (+ 4 %).

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 5 avril ↑ Gain modeste

Telcel	83 1/4	94 3/4
UAL Corp. en-flight	122 5/8	124
United Cattle	17 3/4	18 1/8
Union Carbide	46 5/8	47 5/8
Westinghouse	14 5/8	14 1/2
Xerox Corp.	61 1/4	60 7/8

Dans un marché très calme, le Bourse de Londres a clôturé en nette baisse lundi 5 avril, affectée par la faiblesse de Wall Street, l'Indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 31,1 points (1,1 %) à 2 838,8 points, son plus bas niveau depuis le 31 décembre. Le mer-

VALUEUR	Cours de 2 mois	Cours de 3 mois
Aluminium	9,80	9,72
B.P.	10,00	10,00
Caoutchouc	6,05	6,07
Café	4,88	4,88
D.B.T.R.	10,00	10,98
Or	10,00	10,00
Etain	8,82	8,76
Inde	10,00	10,00
Latex	11,08	11,83
Plomb	12,00	12,47
Argent	5,94	5,94
Titane	7,77	8,26
Zinc	11,00	11,00
W.M.	11,92	11,90

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse, mardi 6 avril, essentiellement en raison de ventes bénéficiaires. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a cédé 272,66 points, soit 1,38 %, à 19 486,80 points. Le volume d'échanges est resté élevé puisque 720 millions de titres ont changé de

souffle avant de repartir de l'avant. Selon un courtier, les investisseurs paraissent maintenant convaincus que le marché ne risque pas de trop baisser.

VALEURS	Cours du 6 avril	Cours du 5 avril
Alcatel	1 280	1 280

Brigadeiro	1.390	1.320
Canoa	1.440	1.420
Fall Boat	2.010	1.940
Honda Motor	1.500	1.440
Madras Motor	1.280	1.260
Marshall Heavy	888	867
Sony Corp.	4.480	4.530
Toyota Motors	1.580	1.570

Dollar: 5,44 F ↑

Le dollar se redressait très légèrement mardi 6 avril en Europe et en Asie. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,44 francs contre 5,43 la veille au cours indicatif de la Banque de

CAC	539,10	536,41
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 990,82	1 974,68

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	2 avril	5 avril
Industrielles	3 370,81	3 379,19

FRANCE		LONDRES (Indices « Financial Times »)	
FRANCFORT	5 avril 6 avril	2 avril 3 avril	
Dollar (en Francs)	1,5950 1,6046	100 valeurs.....	2 869,90 2 838,80
		30 valeurs.....	2 223,40 2 196,70
TOKYO	5 avril 6 avril	Mines d'or.....	125,90 132,10
		Fonds d'Etat.....	96,34 96,84

Paris (6 avril).....	10 7/16 - 10 9/16 %	3 avril	6 avril
New-York (5 avril).....	3 1/8 %	Nikheï Dow Jones	19 759,46 19 486,80
		Indices général.....	1 551,35 1 529,47

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4370	5,4390	5,5245	5,5295
Yen (100)	4,7530	4,7590	4,8282	4,8381
Real	6,5733	6,5785	6,5913	6,5913
Deutschmark	3,5975	3,5980	3,6068	3,6041
Franc suisse	3,6460	3,6438	3,7074	3,7049
Lira italienne (1000)	3,4130	3,4100	3,5068	3,4841
Livre sterling	8,2247	8,2333	8,3010	8,3154
Peseta (100)	4,7260	4,7306	4,6775	4,6879

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-1	3	1	3	1	3	3
Yes (198)	3	1/16	3	1/4	3	1/4
Yes (198)	9	1/4	9	1/2	3	1/4
Yes (198)	8	3/16	9	1/2	3	1/4
Deutschebank	8	3/16	7	7/8	7	1/2
Paris bank	5	5/16	5	1/16	4	13/16
Paris bank	5	5/16	5	1/16	4	13/16
Paris bank	11	1/2	11	9/16	11	5/8
Paris bank	5	13/16	6	1/16	5	13/16
Paris bank	13	1/2	13	1/2	13	1/4
Paris bank	9	7/8	10	1/4	9	1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 6 AVRIL

Compan- sion	VALEURS	Cours précl.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan- sion	VALEURS	Cours précl.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan- sion	VALEURS	Cours précl.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan- sion	VALEURS	Cours précl.	Premier cours	Dernier cours	% +/-						
8300	CANEX	5400	5380	5380	- 0.37	8300	CANEX	5400	5380	5380	- 0.37	8300	CANEX	5400	5380	5380	- 0.37	8300	CANEX	5400	5380	5380	- 0.37	8300	CANEX	5400	5380	5380	- 0.37
981	BLAT T.P.	1020	1010	1040	+ 9.80	981	BLAT T.P.	1020	1010	1040	+ 9.80	981	BLAT T.P.	1020	1010	1040	+ 9.80	981	BLAT T.P.	1020	1010	1040	+ 9.80	981	BLAT T.P.	1020	1010	1040	+ 9.80
1946	Remont T.P.	1876	1880	1880	+ 0.22	1946	Remont T.P.	1876	1880	1880	+ 0.22	1946	Remont T.P.	1876	1880	1880	+ 0.22	1946	Remont T.P.	1876	1880	1880	+ 0.22	1946	Remont T.P.	1876	1880	1880	+ 0.22
1119	St. Laurent T.P.	1310	1314	1314	+ 0.30	1119	St. Laurent T.P.	1310	1314	1314	+ 0.30	1119	St. Laurent T.P.	1310	1314	1314	+ 0.30	1119	St. Laurent T.P.	1310	1314	1314	+ 0.30	1119	St. Laurent T.P.	1310	1314	1314	+ 0.30
951	Thomson T.P.	885	880	880	- 0.56	951	Thomson T.P.	885	880	880	- 0.56	951	Thomson T.P.	885	880	880	- 0.56	951	Thomson T.P.	885	880	880	- 0.56	951	Thomson T.P.	885	880	880	- 0.56
776	ALCOB	587	570	580	+ 0.17	776	ALCOB	587	570	580	+ 0.17	776	ALCOB	587	570	580	+ 0.17	776	ALCOB	587	570	580	+ 0.17	776	ALCOB	587	570	580	+ 0.17
204	ALCOB	716	707	708	+ 0.14	204	ALCOB	716	707	708	+ 0.14	204	ALCOB	716	707	708	+ 0.14	204	ALCOB	716	707	708	+ 0.14	204	ALCOB	716	707	708	+ 0.14
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84	330	A.O.P.	359	356	359	+ 0.84
330	A.O.P.	359	356																										

Comptant

VALEURS	% du montant	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangers					
Emp. Ete. 7 3/8 %	.....	7.19	Fluoride	325	....	Robinson JV	164 90	160 90	Robinson JV	164 90	160 90
10,00% 7/8 1/4	.....	8.33	F.P.P.	270 25	....	Robinson	316 40	315	Robinson	316 40	315
Emp. Ete. 13 1/8 %	103	38.39	F.A.B.	2170	....	Saint-J	4 76	....	Saint-J	4 76	....
10,20% mme 90	.....	0.70	Forclon (P)	370	370 20	Alco Ht St.	438	....	Suez Group	21 60	....
ONT 10% 2000	.....	0.80	Franca L.A.R.D.	465	466	Alcan Alumin	97	97	SNC Alumin	53 50	....
ONT 8 1/2 % 1/1990	111 04	106	Franca SA L.R.	1780	1780	American Bank	219	....	Tesoro Inc	250	....
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Gen. Fed. Rep.	2050	....	Arbed	400	....	Tongit Int	30 60	30 90
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Gencon	590	....	Astoriane Mines	104 80	....	West Coast Cos	5 90	....
10,00% mme 90	114 80	0.61	Gencon	286	290	Banco Portugal Expt.	2220	2220			
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Glebelor	430	....	B. Regent Int'l	425	....		
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Glebelor	430	....	Can. Pac. Corp.	78	81 50			
10,00% mme 90	114 80	0.61	Grande Victorie	1085	1085	Can. Pac. Corp.	215	....		
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	G.T.J. (Transport)	200 10	....	C.I.R.I.	3 20	....	Bayer Hydro Energy	330	....
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Imcochem	405	408	Commerzbank	1009	1015	Calphalon	7 75	75
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Imcochem	780	780	Dow Chemical	275 50	278 70	C.G. (Ogilvy)	7	7
10,00% mme 90	114 80	0.61	Imperial Oil	4518	4560	F.M.	17 10	....	Copelco	561	....
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Imperial Oil	3100	....	G. (New Lark)	600	....	Euro. Accus	561	....
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Int'l Breweries	1165	1165	Gower	1070	....	Euro. Soufies Ind	8 80	....
10,00% mme 90	114 80	0.61	Larsen	2050	....	Grove Holdings Ltd.	90	60	Gey Degreene	330	....
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Lark	218 50	....	Guaymas Tin	362	....	Lacuna de Mondo	238	....
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Lark	22 20	....	Grove and Co (WR)	191	....	Mexico	800	800
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....	Honeywell Inc	157	....	Offco Can. Power	804	805
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....				Parish, Davis	190	....
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull	188	....					
10,00% mme 90	114 80	0.61	Macdonald Bull	188	....					
ONT 8 1/2 % 1/1990	108 59	177	Macdonald Bull	188	....					
PIT 11 1/2 % 95	106 48	34	Macdonald Bull								

SICAV

CLUBS	Emision Frans inc.	Rachet net	VALEURS	Emision Frans inc.	Rachet net	VALEURS	Emision Frans inc.	Rachet net
Amateur Club	210 88	213 90	France Obligatoire	522 88	517 51	Parish Participants	132 88	127 27
Amateur Club	30940 45	30940 45	France Obligatoire	407 88	402 88	Parish Participants	82 88	82 88
Amateur Club	7496 80	7138 85	France Regions	1185 07	1150 35	Punkster	609 18	609 18
Amateur Club	787 91	877	French Associations	38 14	38 14	Realist	1270 12	1239 14
Amateur Club	30830 40	70814 18	French Associations	40 78	45 07	Realist	9162 39	5806 82
Amateur Club	31777	31777 67	French Associations	2185 35	2185 35	Realist	7188 91	7188 91
Amateur Club	1119 45	1119 45	French Associations	1003 46	978 98	Realist	11452 36	11452 36
Amateur Club	474 54	482 97	French Associations	981 07	867 14	Realist	122 84	121 52
Amateur Club	132 72	1284 44	French Associations	5448 51	5307 99	Realist	21570 32	21570 32
Amateur Club	127 58	127 58	French Associations	162 45	162 45	Realist	1040 39	1015 89
Amateur Club	192 08	166 05	French Associations	165 56	161 48	Realist	143 33	139 93
Amateur Club	8885 04	8885 04	French Associations	1393 88	1352 31	Realist	167 41	164 94
Amateur Club	991 82	962 34	French Associations	19175 04	19175 04	Realist	2510 35	2463 71
Amateur Club	842 88	818 68	French Associations	1114 04	1082 81	Realist	56 18	54 63
Amateur Club	121 31	121 31	French Associations	1121 34	1093 67	Realist	120 85	117 47
Amateur Club	116 07	116 07	French Associations	1121 34	1093 67	Realist	120 85	117 47
Amateur Club	125 07	121 43	French Associations	15629 15	15224 68	Realist	31 89	31 89
Amateur Club	128 95	124 32	French Associations	526 52	526 52	Realist	56 18	54 63
Amateur Club	127 38	138 18	French Associations	112 12	107 01	Realist	676 26	645 52
Amateur Club	136 26	159 49	French Associations	311 94	307 10	Realist	15290 94	16225 84
Amateur Club	188 02	151 52	French Associations	2442 80	2439 14	Realist	1284 22	1284 22
Amateur Club	135 89	133 49	French Associations	11494 35	11494 35	Realist	1389 23	12557 28
Amateur Club	1178 18	1078 74	French Associations	1325 81	1325 81	Realist	1581 99	1526 46
Amateur Club	1074 88	1063 41	French Associations	1105 78	1076 10	Realist	740 18	728 35
Amateur Club	1094 19	1057 05	French Associations	2394 57	2370 88	Realist	2000 49	2000 49

Second marché (sélection)

	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Alcan Chimie	538	540	Georgopol	164 80	169 50
B.A.C.	23 70	....	Gazitol	700	758
Bolton E.P.	472	486	I.C.C.	225 10	229
Bolton (Esp.)	212	205	Milnesco	77	77
C.A.I. (ex-F. R.E.L.)	335	350	Imasco, Intuitive	1150	1180
Canam	305	305	Imasco, Compagnie	12 00	121
Celco	1075	1121	U.P.M.	37 05	37
C.E.P.F.	160	160	Molax	700	700
C.F.S.	98	98	N.R.C. Schellenberg	684	710
CHLM	1150	1157	Publ. Fitzpatrick	708	700
Comstar	338	338	Shaw-Watson E.P.	338	338
Cresco	103	103	Scott Brown E.P.	150	140 80
Danphib	265	....	Strito	150	150
Dowling	120	126	Sopex	337	337
Edwards	120	120	TFI	454	467 80
Editions Reproduction	150	....	Thomson R. E.P.	360	355
Europ. Polyplast	240	243	Unilog	220	220
Fluorac	140	135	Val de Ind	143	143
G.E.F. (group. Ind.)	35	33	Y. St. Laurent	754	754
G.I.M.	467	....		

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS		COURS DES BILLETS	
	prime	5/4	achat	vente
Esca (Unité 1/4 cent)	6 415	6 430	5 1	5 1
Esca (Unité 1/2 cent)	6 686	6 586		
Allemagne (100 dm)	336 760	336 480	329	346
Autriche (100 dm)	336 760	336 480	329	346
Pays-Bas (100 dm)	302 190	301 970	282	312
Italie (1000 lire)	3 288	3 415	3	3 8
Belgique (100 francs)	2 820	2 820	84	93
France (100 fr)	8 295	8 268	7 8	8 8
Belgique (100 francs)	6 500	6 468	6 1	6 8
Grèce (100 dr)	6 500	6 468	2 1	2 8
Suisse (100 s)	365 480	357 140	355	376
Italie (100 lire)	71 570	71 700	57	70
Autriche (100 sch)	46 279	46 210	46	48
Portugal (100 esc)	6 248	6 248	3 3	3 3
Canada (100 cent)	3 663	3 670	4	4
Canada (100 cent)	3 663	3 670	4	4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/4
fin (cilo en barre).....	59100	59200
fin (en lingot).....	59400	59150
spélon (200).....	341	344
de Fr (10 £).....	380	.....
de Suisse (20 f.).....	342	342
de Litane (20 f.).....	341	340
suédois.....	442	434
de 20 dollars.....	2100	2140
de 10 dollars.....	1122 50	1180
de 5 dollars.....	585	.....
de 50 pesos.....	2220	2200
de 10 florins.....	351	350

•

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

**Renseignements :
46-62-72-67**

Marché à terme international de France Cotation du 5 avril 1993				MATIF			
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 64 681				CAC 40 A TERME Volume : 15 535			
COURS	juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Juin 93
Dernier — précédent	117,42 117,44	117,48 117,50	117,22 117,10	Dernier — Précédent	1 988 2 001	1 997,50 2 014	1 990 2 022,50
c : coupon détaché - o : offert - s : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu							

Au Japon

M. Katsun Muto, nouveau ministre des affaires étrangères

Katsun Muto, ancien ministre du commerce international et de l'industrie (MITI), âgé de soixante-six ans, a été nommé mardi 6 avril, le poste de ministre des affaires étrangères en remplacement de Michio Watanabe, démissionnaire pour raisons de santé, n'indiquant des officiels japonais. « J'entends continuer la politique et la diplomatie de M. Watanabe », a déclaré M. Muto, un proche du ministre sortant, dont la nomination devait être confirmée dans la soirée par le premier ministre Kiichi Miyazawa.

M. Muto a été choisi quelques heures seulement après la désignation d'un ministre intérimaire en la personne du porte-parole du gouvernement, Yoshi Kono, à la suite de la démission de M. Watanabe, annoncée également mardi. Après avoir longtemps hésité, le dernier - qui serait atteint d'un cancer - a finalement donné le feu vert à la recherche d'un successeur une semaine à peine avant une importante réunion ministérielle des sept grands pays industrialisés (G7) à Tokyo.

Le premier ministre a aussitôt entamé des consultations, contactant d'abord l'ancien ministre des finances, Tsutomu Hata, qui a refusé le poste. (AFP)

o Mort d'une star indienne. - L'une des actrices indiennes les plus célèbres, Divya Bharti, âgée de dix-neuf ans, est morte mardi en tombant du cinquième étage de son appartement à Bombay. Sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants, elle était montée sur le rebord de la fenêtre de son appartement et avait glissé. La police a ouvert une enquête.

Les enquêtes pour corruption en Italie

Giulio Andreotti et Arnaldo Forlani sont accusés d'avoir touché des pots-de-vin

Deux dirigeants de la Démocratie chrétienne, Giulio Andreotti et Arnaldo Forlani, ont été mis en cause, lundi 5 avril, par la justice italienne et sont soupçonnés d'avoir enfreint la loi sur le financement des partis. Pour le premier, cette accusation s'ajoute à celle qui lui avait été signifiée la semaine dernière par le parquet de Palerme pour « collusion avec des associations de type mafieux ».

ROME

de notre correspondant

Giulio Andreotti et Arnaldo Forlani étaient, il y a quelques mois, respectivement président du conseil et secrétaire général de la Démocratie chrétienne ; les représentants d'un pouvoir qui semblait ne devoir jamais passer la main. Un an après les élections, lundi 5 avril, ces deux personnalités se trouvaient dans la colline des juges.

Pour M. Forlani, resté jusqu'ici comme par miracle à l'écart des enquêtes, il s'agit du premier avis de *garanzia* pour recel et violation de la loi sur le financement des partis. Selon la déclaration d'un ancien directeur de l'ANAS, la société publique des autoroutes, un entrepreneur lui aurait versé un pot-de-vin de plus de 1 milliard de lire, soit environ 3,2 millions de francs.

Une histoire presque banale, au point où en est le grand déballage, avec, pour ne donner que quelques chiffres, plus de quatre cents dirigeants de la Démocratie chrétienne sous enquête. Sans parler des vingt-cinq navettes d'enquêtes judiciaires auxquelles doit faire face l'obscure sénateur Severino Ciaristi, ancien secrétaire administratif de la DC. Pour Giulio Andreotti, il s'agit du « deuxième avis » : Milan après Palerme, le financement illicite des partis après la collusion avec la Mafia.

L'« Inoxydable »

Le nom de celui qu'on appelait « l'Inoxydable » aurait été lâché par un ancien dirigeant du Parti social-démocrate, Roberto Buzio, accusé par les juges d'être un collecteur de fonds pour son parti. Roberto Buzio aurait dévié avoir reçu, en mars 1992, 250 millions de lire, soit près de 800 000 francs, de la part de Giuseppe Ciarrapico, le président de l'AS Roma, inculpé dans le cadre d'une autre enquête.

Cet homme d'affaires, « roi de l'eau minérale », aurait versé l'argent après avoir obtenu l'aval de Giulio Andreotti. Ironie de la situation pour l'honneur symbolique de la première République, pris dans la nasse de l'enquête pour une somme peu importante qui n'était même pas destinée à son propre parti. Ce rebondissement milanais ne fera toutefois pas oublier à M. Andreotti son premier sond, c'est-à-dire l'implication pour collusion avec la Mafia.

Depuis quelques jours, ce n'est pas par hasard que l'ancien président du Conseil ne cesse d'apparaître à la télévision, avec le sang-froid et l'humour qui le caractérisent, il tente de se laver de tout soupçon. Une position défensive reprise d'ailleurs par son parti, qui a porté plainte auprès du procureur de la République de Rome contre les mafiosi repentis accusateurs d'Andreotti - et des autres dirigeants démocrates-chrétiens à Naples et en Calabre - soupçonnés d'orchestrer une conspiration.

Une position qui a soulevé un tollé général dans le pays et même dans le parti. Lundi, le secrétaire du parti, Mino Martinazzoli, a fait comprendre qu'il ne pourrait pas aller plus loin dans la défense des siens. Le sénateur à vie Andreotti a déjà promis de répondre directement à ses pairs lors de la première audition de la commission ad hoc du Sénat qui examinera la demande de levée de son immunité parlementaire le 14 avril prochain. (Infrat)

Alors que la guerre continue en Angola

L'UNITA propose de reprendre les négociations de paix en Côte d'Ivoire

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, a annoncé formellement, lundi 5 avril, à New-York qu'elle acceptait de reprendre les négociations de paix avec le gouvernement de Luanda pour tenter de parvenir à une solution politique de la crise angolaise, sous les auspices des Nations unies.

Il y a cependant peu de chances que les pourparlers de paix reprennent en Côte d'Ivoire, l'un des plus fidèles alliés de l'UNITA. A Luanda, le président Eduardo Dos Santos a rappelé que « le chemin de la paix » passait par « le respect des résultats des élections générales des 29 et 30 septembre 1992 et la reconnaissance des institutions légitimes en place ».

Par ailleurs, les rebelles de l'UNITA ont critiqué, de balthazar, un avion de transport militaire mondial (PAM) de l'ONU, alors que celui-ci s'apprêtait à atterrir à Uige (nord du pays) pour y livrer six tonnes de riz. L'appareil a pu regagner Luanda, mais un membre de l'équipage russe a été grièvement blessé par une balle qui a traversé le fuselage. (AFP, Reuters)

EN BREF

o Air France regroupe tous ses vols à l'aéroport 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle. - A l'occasion de l'ouverture du nouveau terminal C (aérogare 2) de l'aéroport Charles-de-Gaulle, tous les vols d'Air France à destination ou en provenance de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et australe, qui étaient assurés avant le 1^{er} janvier sous pavillon UTA, sont transférés de l'aérogare 1 à l'aérogare 2. Désormais, celle-ci accueille toutes les activités du groupe Air France, puisque les vols d'Air Inter y sont traités au terminal B.

o Subventions pour l'Observatoire international des prisons (OIP). - La Fondation de France et le Comité catholique contre la faim et pour le développement ont décidé, lundi 5 avril, d'octroyer une aide respective de 250 000 F et de 100 000 F à l'OIP, jeune organisation non gouvernementale installée à Lyon, fondée par Bernard Boire dans le but de veiller, en France et à l'étranger, aux conditions de détention des prisonniers de droit commun (Le Monde daté 5-6 avril).

o Les ventes d'automobiles en Europe ont baissé de 12,5 % en mars. - Les ventes d'automobiles dans la Communauté européenne ont atteint 1,085 million d'unités en mars, en baisse de 12,5 % par rapport à mars 1992, selon les chiffres provisoires publiés lundi par l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA). Les ventes pour le premier trimestre 1993 se sont élevées à 2,84 millions d'unités, en baisse de 13 % sur le premier trimestre de l'année précédente. La baisse a été générale sur l'ensemble des marchés communautaires sauf en Grande-Bretagne (+14,6 % en mars).

Macintosh PowerBook
Modèle 145 4/40 + Intégrer ClarisWorks + TeamAgenda
Modèle portable 160 4/40 : 1 289 000 F
Modèle 165 couleur 4/30 : 1 999 000 F
Modèle portable 180 4/30 : 1 999 000 F



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Pour la deuxième fois en quinze jours

Une navette spatiale américaine est clouée au sol juste avant son décollage

Le lancement de la navette spatiale américaine Discovery a été brutalement interrompu, mardi 6 avril, à 8 h 32 (heure française), onze secondes avant le décollage, depuis Cap Kennedy (Floride), en raison probable de la défaillance d'une valve sur un des moteurs principaux. La NASA a annoncé que cette nouvelle mission scientifique de huit jours et un peu plus de six heures ne pourrait être lancée dans des délais brefs en raison de l'enquête en cours. Le 22 mars déjà, la navette Columbia avait été clouée au sol trois secondes avant son décollage.

Pour la deuxième fois en moins de quinze jours, la NASA a été contrainte d'interrompre le décollage d'une de ses navettes spatiales quelques secondes seulement avant la mise à feu. Retardée une première fois en raison de conditions météorologiques défavorables, les vents soufflant trop fort sur la Floride, à une vitesse supérieure à la limite des 22 kilomètres à l'heure retenue par les services de sécurité, Discovery et son équipage attendaient donc patiemment un nouveau feu vert pour partir, tandis que les responsables de cette mission en profitaient pour contrôler l'origine de la température trop élevée fournie par l'une des sondes thermiques d'un des trois moteurs principaux de la navette.

Série de contretemps

Une heure plus tard, alors que l'équipage avait reçu un nouveau « go », le compte à rebours était brutalement stoppé onze secondes avant la mise à feu des moteurs. Il était alors à 9 h 32 (heure française). Pourquoi ? L'enquête est-elle restée clouée au sol ? La NASA ne l'a pas dit, de moins pas immédiatement. Mais tous se sont demandé si la navette n'était pas encore une fois confrontée, sur ses moteurs, à un problème de valve. Et cela pour trois raisons.

D'abord parce que, le 22 mars dernier, les ordinateurs de bord de la doyenne d'âge des navettes ont stoppé net le lancement de Columbia trois secondes seule-

ment avant que l'engin ne décolle. Deux des moteurs principaux de l'engin s'étaient anormalement allumés mais pas le troisième, en raison, semble-t-il, de la défaillance d'une valve. Les sept membres d'équipage furent donc évacués dans des conditions relativement acrobatiques, du fait de la présence, sous le ventre de l'engin, d'un énorme réservoir d'hydrogène et d'oxygène liquides. Chacun en effet craignait que n'existe une fuite de ce mélange hautement explosif.

Perturbés par cet incident (1), les ingénieurs de la NASA firent aussitôt procéder à des contrôles sur la navette Discovery dont l'envol était prévu deux semaines plus tard. Les tests menés sur les valves de ses moteurs principaux révélèrent alors « des fuites excessives » de l'une d'entre elles. « Un véritable casse-tête », selon le porte-parole de la NASA, George Diller. La pièce fut remplacée (2), mais il semble bien que ce mardi, cinq secondes seulement avant la mise à feu des trois moteurs principaux de Discovery, les ordinateurs aient aussi détecté un problème de valve.

Une enquête est en cours pour préciser le déroulement des événements et l'origine exacte de cet arrêt brutal du compte à rebours qui a conduit la Nasa à reporter cette mission d'un mois vingt-quatre heures. En effet les responsables du vol suspectent tout autant une valve défaillante qu'une panne d'instrumentation ayant conduit à des mesures erronées.

Mais cette série de contretemps fait un peu désordre au moment même où l'administration Clinton s'interroge sur les programmes spatiaux américains et les économies que l'on pourrait y faire. Et les déclarations de certains responsables de la NASA, après l'incident de Columbia, affirmant : « Nous sommes prêts, les problèmes des moteurs principaux sont derrière nous », ont-ils aujourd'hui comme un goût amer.

J.-F. A.

(1) C'était la troisième fois qu'un vol de navette était stoppé après la mise à feu des moteurs.

(2) Selon la NASA, le problème rencontré par la navette Columbia, puis par Discovery, serait dû à la « consommation d'une valve sur une purge d'hélium ».

Les réseaux de télécommunications du futur

Sept opérateurs européens rejoignent le club ATM constitué autour de France Télécom

Les opérateurs de télécommunications qui se préparent au grand bond de l'ATM (Asynchronous Transfer Mode), cette technologie qui devrait permettre, d'ici une dizaine d'années, de transmettre des informations de toute nature (voix, images, texte) en combinant des débits énormes avec une extrême flexibilité, en sont convaincus : les réseaux d'entreprise constitueront - du moins dans un avenir proche - le seul vrai creneau de l'ATM. Clientèle visée : les très grandes firmes aux implantations multiples et éclatées.

Offrir à ces utilisateurs des possibilités de transfert d'informations décuplées n'a donc pas grand sens, si celles-ci ne peuvent pas dépasser les frontières. L'interconnexion est donc cruciale. En Europe, cinq opérateurs - France Télécom, British Telecom, l'allemand DBP Telekom, l'italien STET associé à Ritel et l'espagnol Telefonica - s'étaient associés en novembre sur un projet de réseau ATM haut débit (34 mégabits par seconde), baptisé ATM Pilot. Le cercle vient d'être élargi. Sept

autres opérateurs viennent de rejoindre le club, donnant ainsi plus de cohérence à l'ensemble.

Selon un communiqué diffusé lundi 5 avril par France Télécom, le belge Belgacom, le portugais Telefunco de Lisboa e Porto, le suédois Televerket, Telecom Finland, Norwegian Telecom, PTT suisses et PTT Telecom Nederland ont ratifié le projet fin mars. Le réseau interconnecté devrait être testé dès 1994 avec des opérateurs pilotes installés dans divers pays européens. Le coût de ce projet n'a pas été dévoilé.

C. M.

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

Brochure à paraître le 8 avril 1993-144 pages

LE MONDE diplomatique

AVRIL 1993

CES « ÉLITES » QUI RÈGNENT SUR DES MASSES DE CHOMEURS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Demain dans « le Monde »

« Arts-Spectacles » :

réouverture du Vieux-Colombier

Le Théâtre du Vieux-Colombier, salle mythique de la rive gauche parisienne, qui doit son nom à Jacques Copeau, ouvre ses portes le 7 avril, après des années d'abandon. Désormais seconde salle de la Comédie-Française, il doit ses murs neufs à l'architecte Bernard Kohn, qui a soigneusement respecté la mémoire des lieux.

« Education-Campus » :

collèges de banlieue sous tension

De Saint-Denis à Bagneux, de Sevran à Vitry, la violence innervée dans quelques dizaines de collèges de banlieue déstabilise de nombreux établissements et accroit le sentiment d'insécurité.

مكتبة من الأصل

Le Monde

INITIATIVES

De l'espoir pour les peu qualifiés

Des expériences prouvent que les humbles serveurs du taylorisme peuvent être formés

QUAND une entreprise doit opérer des mutations technologiques, se moderniser ou encore accroître ses gains de productivité, on dit d'eux « qu'ils ne pourront pas s'adapter ». Parfois, en baissant les bras d'impuissance, on va même jusqu'à prétendre qu'il est « impossible de les former » et que, d'ailleurs, « ils ont passé l'âge d'apprendre ».

Parce que ce « noyau dur » inquiète, que son existence pèse sur la cohésion sociale, cela fait un moment que des initiatives sont prises pour tenter de résorber l'ampleur du problème. Mais celles-ci butent toujours sur les mêmes difficultés. Depuis plusieurs années maintenant, des entreprises ont lancé des opérations de formation à la fois longues et coûteuses pour sortir du dilemme, « moderniser sans exclure ». Les résultats, tenus, n'ont pas forcément été à la mesure des espérances. De longue date, aussi, le professeur Bertrand Schwartz milite en faveur d'une

liste depuis six ans pour le compte du ministère de la recherche par des chercheurs et des praticiens intervenant comme une bouffée d'air frais. Rassemblés aujourd'hui dans un document (voir page 28), ces études, commandées par Francis Ginsbourger, permettent enfin de casser un certain nombre de mythes et, partant, laissent croire à des possibilités nouvelles. Réalisées sur la base d'expériences en cours, elles offrent des perspectives rassurantes, la preuve étant apportée que l'indéfectible n'est pas toujours sûr. Sur-tout, elles confortent l'intuition de ceux, formateurs comme directeurs des ressources humaines, qui ne voulaient pas sombrer dans le fatalisme.

Qu'y apprend-on ? Que, en dépit de fonctions modestes, les salariés peu qualifiés déploient en fait plus de capacités, dans leur travail, que ne le laisse imaginer le simple intitulé du poste. A y bien regarder, ils sont capables d'interventions complexes et savent, dans de nombreux cas, se sortir de situations délicates. Il conviendrait donc de réviser le jugement que l'on porte sur leur activité.

AU-DELA, cela signifie plusieurs choses. D'abord, il ne faut pas confondre les compétences, toujours mesurées de façon académique, et les capacités, forcément plus larges mais non reconnues par le système d'évaluation. Ensuite, il existe un vrai savoir en actes, inné ou d'expérience, qui correspond à la culture d'atelier ou de métier, lui aussi sous-estimé ou ignoré. Enfin, l'un des obstacles provient de ce que l'on a pris l'habitude d'organiser et de classer ce footeo de critères qui sont ceux de l'enseignement. Et que, bien entendu, cela ne convient pas à des publics qui, dès l'école, ont été habitués à une pédagogie dont le cheminement valorise le passage du concret à l'abstrait. Ainsi engagé, le processus d'exclusion commence dès le tableau noir.

Au contraire, et les exemples sont là pour le prouver, d'autres entrées vers le savoir et donc la compétence pourraient être réhabilitées. Mieux, elles ne passent pas nécessairement par le diplôme avec ce qu'il a d'angoissant ou de « normalisant », pour ces publics notamment.

Encore faut-il accepter, pour ce faire, de remettre en question des schémas et de s'appuyer sur des ressorts différents tels que la motivation. On découvre alors les mérites d'un compagnonnage restauré, les vertus de l'apprentissage sur le tas, ou encore il apparaît que des « pontages » audacieux sont praticables qui autorisent l'utilisation des techniques les plus sophistiquées pour assurer la formation de personnes démunies.

Mais le plus intéressant est ailleurs. Puisqu'il s'agit de blocages réciproques, rien n'est plus encourageant que de faire prendre conscience des potentiels réels afin de mettre en évidence que chacun en sait toujours plus qu'on ne pense... ou qu'il ne le croit lui-même.

Quant à l'emploi, il se définit tout seul. Des conditions de la formation, renouvelée, des salariés peu qualifiés dépend la réussite sociale de l'adaptation des nouvelles technologies et donc de la modernisation économique. Avec la menace du chômage en repoussoir.

Alain Lebaube

■ « En finir avec le primat du savoir formalisé »

Un entretien avec Francis Ginsbourger par Alain Lebaube

■ Les performances du GRETA

La réussite du centre de Sud-Isère par Olivier Piet

■ Des hommes et des robots

Ne pas retomber dans la routine par Francine Aldrovici

page 28

■ Apprentissage sur le tas

Utiliser le « savoir atelier » par Liliane Delwasse

■ La solution du compagnonnage

Un retour aux sources par Marie-Béatrice Baudet

■ L'enrichissement expérimental

Une méthode de pré-formation sur le grill par Marie-Claude Betheder

page 29

SERVICES

□ Bienvenue aux réclamations

ENQUETE

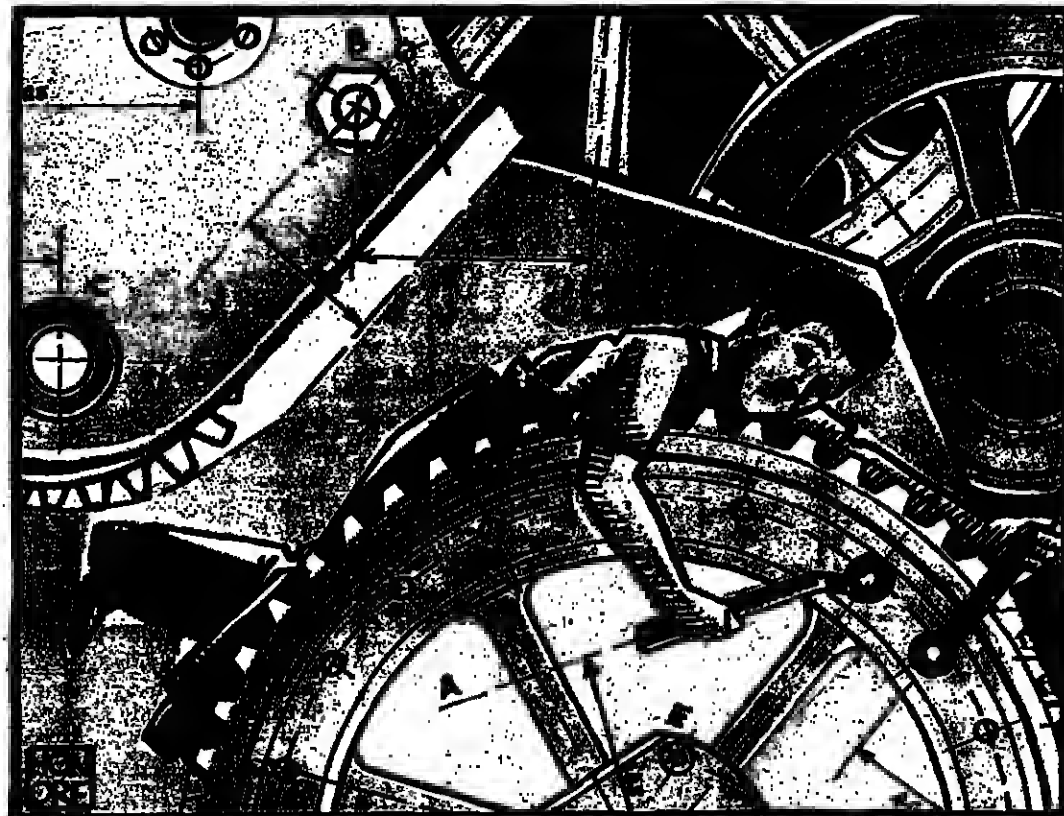
□ La formation, premier souci des DRH

page 30

TRIBUNE

□ Taxer la productivité apparente du travail pour résorber le chômage par Jean-Lou Bourgeois

page 31



Dans le langage technocratique, on les appelle aussi les « bas niveaux de qualification » et, par goût du sigle, les BNQ. Éléments faiblement formés à l'origine, leurs connaissances a priori détériorées par la pratique, ils sont souvent voués au pire. Parce que leur cas désespère, ils figurent régulièrement aux premiers rangs sur les listes d'emplois supprimés et, quelle que soit la qualité des plaos sociaux, viennent grossir la longue cohorte des inscrits à l'ANPE. Tout aussi logiquement, on les retrouve parmi les chômeurs de longue durée, quand ce n'est pas encore plus loin dans le processus de l'exclusion. Au bout de ce rejet, il peut y avoir le RMI et toutes les misères...

nouvelle approche et parie sur l'émergence de capacités insoupçonnées, pourvu que les méthodes de formation soient modifiées. Résumée dans l'action menée par la « mission pour les nouvelles qualifications », que dirige désormais Claire Suter, cette technique originale, pointilleuse et obstinée, suppose cependant une quantité d'efforts et de moyens. Pour des résultats indiscutables, il faut déployer une somme d'inventivité et mobiliser de très nombreux acteurs prêts à se remettre en cause, formateurs, chefs d'entreprise et, au plus près du métier, « tuteurs ».

Dans ce contexte, et en prolongement de toutes ces tentatives, l'ensemble des travaux réa-

un ingénieur en systèmes de télécommunications

2 Ingénieurs spécialistes des radars/hyperfréquences

(H/F)

L'EUROPE LES HOMMES ET L'ESPACE



POUR SON CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) INSTALLÉ À NOORDWIJK (PAYS-BAS), L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE (ESA) RECHERCHE

UN INGÉNIEUR EN SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (H/F) (réf. ESA-VN-ESTEC-92-057) qui sera chargé de la mise au point de systèmes numériques de pointe pour les télécommunications par satellite. Les candidats doivent avoir une expérience de la conception des futurs réseaux numériques et des connaissances sur les équipements terminaux correspondants, les techniques de transmission et de commutation numériques. Ils doivent bien connaître les services et normes RNIS ainsi que leur mise en œuvre pratique.

Le candidat retenu sera chargé :
- d'étudier et d'évaluer les besoins des services utilisateurs ;
- d'évaluer les technologies et procédures de communication, y compris les protocoles ;
- de superviser les travaux de conception et de développement effectués dans l'industrie. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire de physique ou d'ingénieur et avoir plusieurs années d'expérience professionnelle des télécommunications numériques. Des compétences en télécommunications par satellite sont souhaitables mais pas impératives.

2 INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DES RADARS/HYPERFRÉQUENCES (H/F) (réf. ESA-VN-ESTEC-92-094) qui seront chargés de l'analyse de fonctionnement, des essais et de la vérification du Radar à synthèse d'ouverture de pointe (ASAR) ou de l'ALTIMÈTRE-RADAR dans le cadre du programme de satellite ENVISAT. L'ASAR est un grand système radar complexe, tous temps conçu pour l'imagerie haute résolution de la Terre qui doit améliorer notre connaissance de l'environnement.

Les candidats retenus devront contrôler les activités de prévision de fonctionnement exécutées dans l'industrie et y apporter une assistance constructive pour vérifier la cohérence et le caractère exhaustif de la méthode d'essai et de vérification à tous les niveaux du programme, contrôler les essais et en évaluer les résultats. Les candidats doivent avoir un diplôme universitaire dans une discipline afférente ou poste, avoir une parfaite connaissance des radars à synthèse d'ouverture et plusieurs années d'expérience pratique. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée, une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles des organisations internationales et comprennent l'indemnité d'expatriation, prestations familiales, régime de sécurité sociale et de pension. Les frais d'installation seront remboursés.

Plaise d'envoyer un Curriculum Vitae détaillé en anglais ou en français au Chef du Personnel de l'ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk, 2311 (Pays-Bas), en mentionnant la référence du poste retenu. Pour tous renseignements, appeler le 19-31-0719-83308.

esa
agence spatiale européenne

DOSSIER • De l'espoir pour les peu qualifiés

« En finir avec le primat du savoir formalisé »

Six années de recherches ont permis de remettre en cause des schémas. Francis Ginsbourger s'explique

DÈS qu'il parle de son programme, Francis Ginsbourger s'enflamme et, derrière ses fines lunettes d'intellectuel, le regard pétillant de plaisir. Même avec les mots jargonants du chercheur, doublés de ceux, plus béméliques encore, des spécialistes de la formation, ce chargé de mission au ministère de la recherche au sein du département « homme, travail et technologies », passé depuis à l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail), parvient à faire partager sa passion et à redonner vie à des résultats d'études. Sans aucun doute à cause de la « matière » abordée : découvrir en quoi et comment des salariés peu qualifiés pouvaient être formés, au lieu de démontrer que, dans des situations de travail, ces adultes-là, a priori sans connaissances particulières, peuvent faire preuve de capacités plus étendues que le simple énoncé du poste occupé ne le laisserait supposer.

« C'est un enjeu essentiel », ne cesse-t-il de répéter. La crise de

l'emploi et la mutation du travail ont généré une difficulté que la société industrielle ne sait pas résoudre, celle de la reconversion d'adultes de faible niveau scolaire qui ont tenu durablement des emplois routiniers et sclérosés « classés au bas de l'échelle des emplois ».

Durant six années, d'un séminaire de praticiens et chercheurs réunis à partir de 1987 sur « la formation des bas niveaux de qualification » jusqu'à un colloque tenu en 1992 et maintenant un livre qui en reprend les analyses (1), la démarche a été inlassablement poursuivie. Avec cinquante-cinq projets d'études au total, dont trente-cinq en cours, il s'agit, s'engouffrant Francis Ginsbourger, « du plus gros programme jamais réalisé en France sur le chômage, l'emploi et la formation professionnelle ». Le ministère de la recherche y a consacré 10 millions de francs qui ont été multipliés par six grâce au financement public et

privé, l'idée étant, « enfin que les entreprises s'engagent dans l'opération », que les surcoûts soient pris en charge par les deniers publics.

Une approche de type socratique

Par la procédure employée, « le dispositif a été exemplaire ». Selon une approche « de type socratique », on s'est interrogé sur des psychologues, des sociologues, des économistes et « des praticiens qui renvoient leurs réactions, il a permis de poser les bases d'une réflexion construite sur des observations préoccupantes. On constatait, par exemple, que « les gens à faible niveau sont évincés des modules de formation de réinsertion » ou, encore, que « les formations de type scolaire privilégiant l'écriture ou la lecture ne sont pas adaptées à ces publics ». D'autre part, on s'interrogeait pour savoir si « les emplois qui se développent peuvent se retrouver dans une for-

mation formelle ». A l'examen, il apparaît que « la recherche scientifique s'est peu intéressée à ces problèmes, notamment aux conditions de l'apprentissage par la pratique au cours de la vie professionnelle et sociale, et qu'on ne sait pas définir quels sont les acquis obtenus au travail ». « Tout se passe, dans le système des relations entre formation et emploi, comme si le système éducatif produisait les compétences tandis que le système productif se contenterait de les consommer », note à ce propos Francis Ginsbourger.

Les projets de recherche avaient pour objectif de révéler le contenu d'expériences novatrices qui sortiraient de ce découpage ancien, lui-même favorisé par une coajonction d'attitudes. Les pouvoirs publics, remarque-t-il, « se construisent une politique en fonction de la représentation qu'ils se font de la temporalité des problèmes auxquels ils sont confrontés » tandis que les entreprises « la ramènent à une politique d'investissement ». Or, pour ces populations, « les

changements s'établissent dans une durée qui n'est pas celle de l'entreprise ».

Au vu des résultats, bien des schémas doivent être remis en cause. Contrairement aux représentations, des ouvriers non qualifiés savent résoudre des problèmes et « on peut leur faire conduire des machines automatisées ». « Ils sont capables d'abstraction, d'anticipation » et, poursuit Francis Ginsbourger, « ils possèdent souvent des compétences qu'on ne sait pas nommer ». Ce qui l'amène à dire que ces travaux de recherche « rejoignent les intuitions de Bertrand Schwartz » et qu'ils « jettent les jalons d'une relecture des idées de Piaget sur la formation des adultes ».

Par suite, les conclusions sont sévères pour l'actuel système de formation : « L'infonction à la formation repose sur un discours qui favorise le prêt-à-porter », continue-t-il, également méfiant à l'égard de l'inflexion en faveur de « l'individualisation ». Il faut sortir du « préjugé social selon lequel tout fonctionnerait selon les principes scolaires par un pas-

sage progressif du concret à l'abstrait », ajoute-t-il, voyant dans ce travers cartésien « l'explication de l'exclusion, puisque notre système fonctionne sur le primat du savoir formalisé », réévaluant les autres formes d'apprentissage.

Pour en sortir, ainsi qu'en témoignent certaines innovations, il coïnciderait de « repenser des organisations du travail qui valorisent les compétences de ceux qu'elles emploient », conclut Francis Ginsbourger. Concrètement, cela passe par la responsabilité de l'entreprise et la mise en valeur des politiques de ressources humaines « à un niveau qu'on n'imaginait pas ». Autrement dit, ce programme ambitieux et de longue durée débouche sur une révolution. Rien de moins.

A. Le.

(1) « Formation et apprentissage des adultes peu qualifiés ». Coordination : Francis Ginsbourger, Vincent Merle et Gérard Vergnaud. La Documentation française, 240 pages, 80 francs.

Les performances du GRETA

Le centre de Sud-Isère réalise plus d'un million d'heures-stagiaires chaque année

LA méthode ? Bienheureux celui qui pense la posséder. Car si la diversité des expériences et la multiplicité des interventions montrent une chose, c'est bien que la formation des personnes peu qualifiées exige de mener en permanence des réflexions nouvelles, d'élaborer à chaque fois une démarche originale. C'est en tout cas l'une des principales conclusions que les responsables du GRETA Sud-Isère - groupe d'établissements de l'enseignement public pour la formation continue - tirent des nombreuses actions de formation qu'ils développent depuis des années en direction de publics peu qualifiés.

Jeunes, adultes, demandeurs d'emploi, personnels en reconversion, salariés en formation : depuis sa création en 1974, le centre s'est largement diversifié jusqu'à devenir l'un des plus gros GRETA de France. Composé de neuf départements, il fédère aujourd'hui, de la frontière de la Savoie au sud du département de l'Isère, pas moins de quarante établissements publics locaux. Au total, deux cents personnes y travaillent de manière permanente, réalisant chaque année plus d'un million d'heures-stagiaires.

« Les difficultés des gens peu qualifiés ont été à l'origine de la création de notre centre », précise Astrig Balyan, conseillère en formation continue et responsable du département « entreprises » : « Depuis, la formation de ce type de public est restée notre principale préoccupation ». En 1985, un centre de formation aux métiers du bâtiment est créé par le GRETA. Situé dans Grenoble, il est aménagé dans les locaux d'une ancienne usine par les premiers stagiaires du centre. Bénéficiant du label « centre permanent » de l'éducation nationale, deux départements y assurent des « parcours individualisés de formation », conçus à l'attention de personnes bénéficiant de contrats de qualification, de congés annuels de formation, ou

encore de contrats de formation pour les jeunes.

Chargé de mission et responsable du département « bâtiment », Christian Rosas reconnaît qu'il a fallu adapter les groupes à la variété des niveaux de qualification : « Certains savent à peine lire et écrire, précise-t-il. Ils ont des problèmes de représentation dans l'espace et ignorent les notions de base en logique ». Deux groupes ont donc été constitués, en amont de la formation au CAP : « Il s'agit de les remettre à niveau en français et en mathématiques. Bien souvent, notre travail consiste à faire resurgir des mécanismes qui sont enfouis en eux depuis des lustres ».

Faire comprendre le changement

Les outils ? Les formateurs les adaptent en permanence, en fonction des aptitudes et du parcours de chacun. Les résultats ? Chaque année, de nombreux stagiaires obtiennent leur CAP. Mais surtout, au-delà de réelles difficultés de certains à acquiescer un diplôme, « ces personnes possèdent bien souvent un savoir-faire qui les rend parfaitement aptes à remplir des tâches », souligne Christian Rosas : « A nous de convaincre les chefs d'entreprises que là où ils raisonnent en termes de « compétences », nos stagiaires ont des « capacités » qui jouent un rôle équivalent ». Motiver les stagiaires et valoriser leur savoir-faire, partir sans cesse de leurs expériences passées pour les convaincre de leur capacité à progresser : telle est la démarche qui prévaut le plus souvent.

« Le principal obstacle réside dans le fait qu'ils ont souvent le sentiment d'être incapables : il faut donc agir sur leur motivation, explique plus généralement Astrig Balyan. Mais la tâche est d'autant plus délicate que la

perspective de trouver un emploi se fait mince. Si Christian Rosas souligne que l'avantage du secteur du bâtiment est que, l'on peut encore y trouver un travail avec un CAP », il reconnaît cependant que le taux de placement de son centre est passé de 80 % en mars 1992 à 30 % cette année.

Lorsqu'il s'agit de formation au sein même de l'entreprise, de nouvelles difficultés apparaissent, liées à l'organisation même du travail. En septembre 1990, la société Syntetech, filiale du Groupe Pechiney, charge le GRETA d'une formation qualifiante pour les salariés de son usine de Veuray. L'entreprise souhaite réorganiser sa production : d'une structure taylorienne, avec des ateliers séparés et des tâches très spécifiques, la production doit dorénavant se faire en « ligne », obligeant les salariés à travailler en équipes responsables d'étapes successives de fabrication. Parmi la centaine de salariés affectés à la production, 70 % ont des niveaux de qualification inférieurs au CAP. Objectif de la formation : les amener en deux ans au niveau d'un CAP de conducteur d'installations de production par procédés (CIP).

« La principale difficulté a été de leur faire comprendre qu'il fallait changer », souligne Danièle Bourret, coordinatrice de l'action pour le GRETA. Après des années au cours desquelles l'entreprise les a cantonnés sur des tâches d'opérateurs spécialisés - la moyenne d'âge est de quarante-trois ans - voilà qu'il leur est demandé de faire évoluer leur métier. « Il a fallu partir de leurs connaissances sans qu'ils aient l'impression que la formation était une remise en question de leurs compétences », note Danièle Bourret. La formation en atelier s'est révélée être un ajout : elle a permis aux salariés de « visualiser » leurs nouvelles fonctions et observant les deux lignes de production déjà montées dans l'usine.

Reste que les formateurs ont dû tenir compte d'une inertie particulière : « On leur avait toujours dit qu'ils n'avaient pas besoin de savoir », précise Danièle Bourret. Et tout à coup, on exigeait d'eux qu'ils apprennent. « Un lien étroit entre savoir et pouvoir dans l'entreprise qui n'échappe pas à la hiérarchie. « Lors de la formation, une personne de l'encadrement a tenu à s'associer aux cours, raconte Danièle Bourret. On sentait bien qu'il craignait de passer à côté de quelque chose... ».

Olivier Plot

Des hommes et des robots

Inciter les salariés à se prendre en charge et à être conscients de leurs capacités



« MAIN-D'ŒUVRE sous-qualifiée, héritage d'une origine agricole », ayant « gardé un mauvais souvenir » de l'école, les clichés employés par la presse locale à leur égard ont choqué les quinze stagiaires de l'entreprise Martineau où se déroule une formation baptisée PLUME (Pays de la Loire, utilisation de micro-robot éducatifs). Alors, ils ont publié une mise au point dans leur journal de formation, Page d'encre, pour préciser à ceux qui s'étaient moqués d'eux en lisant les journaux qu'au contraire, beaucoup auraient aimé continuer l'école s'ils en avaient eu le choix, que, dans leur travail, ils ont acquis expérience et savoir-faire et qu'ils sont tous volontaires pour suivre cette formation et très motivés. Une motivation toujours forte alors que s'achève, ce jour même, leur stage de trois cents heures répartis sur dix-huit mois.

Beaucoup souhaitent en effet suivre d'autres formations. « Etudier, c'est devenu un besoin », lance Philippe. « J'ai découvert qu'après vingt ans de gestes répétitifs ma main grise n'avait pas subi de trop grosses pertes »,

remarque Jean-Paul. Des gestes pour frapper, détourner et percer des médailles religieuses, pin's et autres cadeaux d'affaires fabriqués par la maison Martineau, une entreprise familiale de près de quatre-vingt-dix salariés, implantée à Saumur. Le personnel, âgé en moyenne de quarante ans, a quinze à vingt ans d'ancienneté. En cinq ans, il a vu l'ordinateur s'emparer de la gestion de la production et des commandes. L'atelier, ce revanche, se compte qu'une machine automatisée, les autres reproduisant le plus pur modèle taylorien. Mais pour combien de temps encore ? François Martineau, le PDG, n'a pas de projet précis d'équipement ni de plan de carrière à offrir à son personnel. Mais avec le stage PLUME monté à l'initiative de la CCI de Saumur dont M. Martineau préside la commission formation, et financé notamment par la délégation régionale à la formation professionnelle, le PDG a voulu inciter ses salariés à « se prendre en charge, à être conscients de leur potentiel ». Un potentiel qu'ils vont découvrir par des moyens ludiques tels que des logiciels de jeu (pour réactualiser

les connaissances en maths et en français et exercer son sens logique), la communication (en réalisant par exemple le journal de formation) ou encore la micro-robotique (pour apprivoiser l'ordinateur et le pilotage à distance) déjà utilisée dans Quadrature, une formation pour qualifier huit cents ouvriers mise au point par le laboratoire d'informatique de l'université du Maine (LIUM).

Remise en question personnelle

Avec PLUME, le LIUM mène une nouvelle recherche financée par le ministère de la recherche et coordonnée par la chambre régionale du commerce et de l'industrie des Pays de la Loire, qui voit dans cette formation un modèle reproductible localement. « Ce n'était pas gagné d'avance car le stage était déconnecté de l'outil de travail des salariés, indique Pascal Leroux, chercheur du LIUM. Mais on s'est aperçu qu'ils se sont adaptés en s'appuyant sur leur vécu. Ils ont également bien réagi au tutorat à distance qui leur permettait de travailler seuls, entre deux séances en présence des formateurs, mais avec la possibilité de joindre ceux-ci, en cas de besoin, pour qu'ils dépassent à distance les ordinateurs. Aujourd'hui, les salariés mesurent le chemin parcouru. Ils parlent de « remise en question personnelle », d'entraide entre les stagiaires », qu'ils n'imaginaient pas, de l'ordinateur devenu familier. « C'était un défi pour pousser à M. Martineau qu'on peut réfléchir », précise Edmonde.

« Je me suis rendu compte qu'à mon poste je suis plus robotisé qu'un robot », déclare Jean-Paul. Avant, j'étais complexe parce que je faisais des fautes d'orthographe. Maintenant, je suis plus sûr de moi et ce que pensent les autres m'est égal », coiffe Marc. François Martineau ne cache pas non plus sa satisfaction : « Ils ont été devenus plus ouverts, ils ont été les moteurs d'un changement d'état d'esprit qui s'est propagé dans toute l'entreprise ». Reste que, la formation achevée, les stagiaires ont retrouvé la « routine » de leur poste et se demandent maintenant, partages entre espoir et inquiétude, ce qui les attend. « Les stagiaires restent sur leur faim », regrette Josette Marand, directrice de Formation multimédia, qui a mené le stage. Et si on attend trop longtemps pour envisager d'autres formations, leur potentiel va retomber. »

Francine Atzicovici

L'intervention du sociologue dans l'entreprise

205 p. - 120 F

EDUCATION PERMANENTE

16, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL

Tél. (1) 46-63-94-70 - Fax (1) 46-63-94-69

ALTER N.
BAYARD D.
BERCOVITZ A.
DE LA BARRE M.
DUMONT J.
DURAND E.
GAUJERAC Y.
HATCHUEL A.
JOBERT G.
L'AMORSE G.
MARGUET G.
MORIN P.
PROTET F.
SABATILLIER R.
SAUREL L.A.
TIXIER P.-E.
VIEVORCA M.

هكذا من الأصل

INITIATIVES

DOSSIER • De l'espoir pour les peu qualifiés

Apprentissage sur le tas

S'appuyer sur le « savoir en actes » pour la formation et la requalification

PIERRE PASTRÉ, conseiller en formation continue et chercheur au CAFOC, le centre académique de formation continue de Dijon, voulait analyser les comportements au travail des ouvriers spécialisés formés sur le tas et dépourvus de qualification. « Ce sont, affirme-t-il, les premières victimes des plans de restructuration et il me semblait important de leur permettre de se requalifier afin de répondre aux exigences de plus en plus pointues de l'industrie. » Il a choisi de mener sa recherche sur le terrain dans une PME, l'entreprise Rical, implantée à Longvic près de Dijon, fabrique de bouchons en plastique pour les bouteilles d'eau minérale. De grosses machines automatisées, les presses à injecter, produisent les bouchons sous la surveillance de conducteurs. A l'époque, en 1989, la direction de l'entreprise se posait les mêmes questions que le chercheur à propos des compétences de ces derniers. Un taux de croissance de 20 % et de nouvelles technologies avaient mis en évidence une nécessité : proposer au personnel de production un plan de formation ainsi qu'une revalorisation des procédures. Le projet social de Rical rencontrait donc les recherches du CAFOC. Au départ, il y avait chez Rical un constat d'échec : la formation donnée hors de l'entreprise était trop théorique, trop éloignée des besoins pour être appropriée.

Trois catégories d'attitude

Au bout d'une semaine de stage ouvrier, Pierre Pastré avait appris à « conduire la presse à injecter ». Le premier stade de l'apprentissage est de niveau assez

simple et peu de gestes sont à mémoriser. La compétence demandée est limitée : il s'agit de surveiller le bon déroulement des opérations, de faire des rondes et de contrôler la qualité des bouchons. Dans un deuxième temps, il faut être capable d'effectuer de petits réglages en cas d'incident de fonctionnement de la machine, d'analyser le problème posé et d'y faire face. La consigne habituelle en cas d'imprévu est de faire appel aux régulateurs.

A l'aide d'un simulateur, un certain nombre de problèmes ont été posés et des difficultés imaginées. Pierre Pastré a étudié et analysé le comportement des conducteurs. Il a distingué trois catégories de réaction dans leur attitude. La moitié a dominé la situation, réagissant bien, transposant son expérience, se montrant capable de sortir des modèles connus pour résoudre de nouveaux problèmes. Un certain nombre sont restés en situation d'échec. Ils ont continué à appliquer les procédures familiales sans sortir de leurs repères. Sans doute le niveau des difficultés était-il un peu au-dessus de leurs possibilités d'assimilation. La troisième catégorie est la plus intéressante. Elle commet beaucoup d'erreurs et procède par tâtonnements. Mais après avoir reconnu l'impossibilité d'appliquer les recettes éprouvées, elle identifie le problème, l'analyse et trouve tant bien que mal des solutions.

Qu'en déduire ? La compétence n'est pas seulement un tour de main, un savoir-faire, mais un vrai savoir en actes qui permet de résoudre la plupart des problèmes de fabrication. C'est ce qu'on peut appeler un « savoir d'atelier ». Or, ce savoir se construit en dehors de la science et se transmet en dehors de

l'école - prise au sens large, c'est-à-dire en dehors de tout ce qui est organisation de savoirs explicites. Il est essentiel de reconnaître ce « savoir en actes » et de s'appuyer dessus pour la formation et la requalification. L'expérience ne suffit certainement pas ; mais les acquis non formalisés peuvent servir de départ à une requalification.

Il faut ébranler les certitudes

Les formateurs doivent trouver ce qu'ils appellent « la zone proximale de développement ». Distinguer la représentation que les gens se font de la situation et des procédures de réponses est indispensable. Mais seulement pour les interpellés, pour les obliger à se poser des questions. Ils risquent cependant aussi d'être durablement déboussolés, de perdre complètement leurs repères : l'effet alors obtenu serait le contraire de celui souhaité. Toute la difficulté est donc de savoir jusqu'où ébranler les certitudes. Plus que de savoirs formalisés, la formation des adultes recommande de partir de situations de travail réelles et de mettre en scène les variables.

L'entreprise Rical a utilisé cette expérience pour ses tests d'évaluation. Mais tout récemment, une reorganisation de l'entreprise a provoqué un coup d'arrêt du projet social. Quel en est le plus dérangeant ? Une compétence non reconnue par la hiérarchie ? La requalification peut être vécue comme une remise en cause globale de l'entreprise. Difficile à accepter, à assumer.

Liliane Delwasse

L'enrichissement expérimental

Un soutien important dans la difficile tâche de l'insertion ou de la réinsertion

PEUT-on améliorer la capacité d'acquiescer des connaissances et de bien s'en servir, développer le besoin de structurer sa pensée et l'aptitude à y parvenir ? Avec la rareté du travail, la question est devenue d'actualité, et les méthodes destinées à multiplier les têtes bien faites prolifèrent. Mais sont-elles vraiment efficaces ? L'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) a tenté d'en avoir le cœur net. Elle a fait réaliser une étude sur l'une des plus connues - le Programme d'enrichissement expérimental (PEI) de l'Israélien Reuven Feuerstein - qu'elle utilise notamment pour ses stages de préformation destinés à des publics trop faibles pour préparer un CAP.

Le diagnostic des chercheurs (Michel Huteau, Daniel Charrier, Jacques Lautrey et Evén Loarer) appartenant à l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP) et au Laboratoire de psychologie différentielle de l'université Paris-V est venu, brutal : l'efficacité de la méthode est minimum. Après avoir suivi une centaine d'heures d'entraînement, au rythme de quatre fois deux heures par semaine pendant environ trois mois, les jeunes stagiaires n'ont guère progressé.

Une image de soi plus positive

En matière d'intelligence, le léger avantage qu'ils affichaient concerne surtout le raisonnement inductif et les capacités verbales. En ce qui concerne la personnalité, on observe chez eux une image de soi un peu plus positive et un comportement un peu plus actif dans les groupes (leader-

ship), « mais rien en matière de responsabilité, de sociabilité, d'assurance ou de contrôle émotionnel », note Michel Huteau qui a dirigé la recherche. Enfin, l'observation du travail en atelier ne montre pas que les stagiaires soient devenus plus réfléchis et plus organisés en matière professionnelle. Tout au plus ont-ils un peu progressé pour la mise en état des lieux et le repérage de ce qu'ils ont à faire.

Une analyse controversée

L'étude pose trois questions complémentaires : les résultats positifs se maintiennent-ils dans le temps ? Certains oui, d'autres non. « En aucun cas nous n'avons constaté la progression dont parlent Feuerstein et ses collègues. » Retrouve-t-on ces effets quand on passe des exercices en salle de cours, avec papier et crayon, à des tâches professionnelles concrètes ? Ils s'effacent au fur et à mesure que l'effort de transposition à faire est plus important. Certaines personnes tirent-elles un meilleur parti que d'autres du PEI ? Oui : « Celles qui en ont le moins besoin, comme c'est le cas pour toute innovation pédagogique. »

Ces résultats ont surpris nombre d'enseignants de l'AFPA et de personnes concernées par les problèmes de formation, dans les entreprises notamment : pour les unes comme pour les autres, le PEI constitue un soutien important dans la difficile tâche d'insertion ou de réinsertion des personnes sans qualification. « Il permet à ces derniers, note ainsi Jacky Hans, moniteur AFPA à Charleville, de reprendre confiance en elles-mêmes, de com-

munique, de gagner en assurance et surtout de mieux se connaître. »

Michel Huteau reconnaît que « cette contradiction entre les études comme la nôtre et les témoignages des praticiens du PEI est une constante » et qu'elle constitue un « gros problème ». Chacun y va de ses explications. Les « praticiens » interrogés ont souvent le sentiment que les chercheurs sont passés à côté de l'essentiel. Pour nombre d'entre eux, l'étude a été conduite sur une période trop courte : « Le PEI, souligne ainsi Dominique Camus, responsable de formation à la SNECMA, enclenche un travail sur soi qui n'a besoin de temps pour mûrir. » Et c'est au bout de neuf mois seulement que Jacky Hans en a vu écarter les effets bénéfiques sur les lignes de montage de l'usine Electrolux. Autre critique : le PEI se pratique normalement « à la carte » ; il faut adapter les exercices en permanence aux besoins de chaque groupe. Pour l'étude de l'INETOP, tous les groupes ont dû suivre à peu près le même parcours prédéterminé : une situation que Jacky Hans et son collègue psychologue Hervé Flament ont ressentie comme faussant la démarche.

Est-ce suffisant pour remettre les conclusions en question ? Les responsables de l'AFPA se gardent bien, en tout cas, de mettre le PEI au panier : « Nous donnons, dit Claude Ouzillon, la même importance aux deux termes de la contradiction : l'attachement des enseignants à une méthode qui les rend bien meilleurs parce qu'elle leur donne confiance en leur pratique ; et la nécessité d'aller vers des évaluations rigoureuses. »

Marie-Claude Betheder

La solution du compagnonnage

Il n'y a pas de « tuteur », mais le jeune est en double avec un ancien

EVIDEMMENT, ils sont étonnés. Tous, sans exception : agents de maîtrise, jeunes, cadres. Comment et pourquoi expliquer le système d'apprentissage professionnel des ouvriers tout en bas de la hiérarchie, les « non-qualifiés », alors que c'est le mode le plus ancien de formation qui existe : le compagnonnage.

Dans ce domaine, Friga-Bohn n'a rien inventé, en effet. Dans d'autres, oui, puisque cette grosse PME lyonnaise, encore familiale malgré la présence minoritaire d'un actionnaire américain, est l'un des leaders européens de la fabrication de composants pour les applications frigorifiques et de conditionnement d'air.

Le métier est saisonnier : 550 titulaires sur les 620 salariés. D'avril à octobre, les deux usines, celles de Genas et de Crémieu, tournent à plein. Intérimaires comme plus expérimentés doivent être opérationnels : « C'est un impératif », explique André Moreau, directeur des ressources humaines. Nous devons avoir sur cette période, comme toute l'année d'ailleurs, le nombre

de personnes formées aux postes-clés.

Dans l'usine de Genas, les nouveaux sans qualification se retrouvent soit au montage des produits finis que l'industriel du froid livre à ses clients, soit au brassage des échangeurs thermiques, « le cœur du métier. Braser, c'est souder, et une mauvaise soudure, c'est la fuite assurée dans un échangeur thermique, la catastrophe donc. »

Tenir le chalumeau, c'est tout un savoir-faire : il faut une journée à un nouveau pour parvenir à bien distinguer le changement de couleur de la flamme, plusieurs jours pour maîtriser la bonne température de chauffe, un mois au minimum pour devenir un brasseur correct. Cet apprentissage, c'est actuellement celui de ce jeune de vingt-sept ans, recruté par Friga-Bohn, un ancien traiteur-charcutier sans aucune qualification industrielle. Braser, c'est un collègue de l'atelier qui est en train de le lui apprendre, collègue choisi parce qu'il est « compétent et gentil », explique André Moreau. Gestes

expliqués, conseils prodigués, premières armes à blanc sur des échantillons, passage à l'échelle thermique grandeur nature, le parcours est ritualisé. L'habileté de l'apprenti fait le reste, rythmant sa progression.

Pas de diplôme mais une certification

Le système en vigueur est d'une extrême simplicité à tous points de vue. C'est vraiment du compagnonnage puisque si, concrètement, maître il y a, on ne parle pas, chez Friga-Bohn, de « tuteur ». On dit simplement « qu'un jeune est en double avec un ancien ». Mais ce dernier n'a a priori aucune reconnaissance financière ou autre de son travail pédagogique. Simplicité encore puisque la formation n'est pas diplômante : pas de bac professionnel ou de CAP en bout de course mais, explique André Moreau, « une certification officielle Gaz de France, tout à fait maniable sur le marché du travail ».

Même si, depuis 1988, Friga-Bohn fait aussi appel en renfort à l'organisme de formation de la chambre syndicale de la métallurgie locale, sur le fond, le système reste bien artisanal. « Le résultat dépend très fort », explique Khaled Bouhannani, délégué syndical CGT à l'usine de Genas, de la qualité du formateur. C'est trop aléatoire. Il faudrait y veiller davantage. »

Malgré ces imperfections, Friga-Bohn explique être passé, entre 1988 et 1992 de 23,2 % d'ouvriers spécialisés (OS2) à 3,7 % et de 20 % d'ouvriers professionnels (P1) à 49,8 %. « Les actions menées chez Friga-Bohn, analyse Bernard Lahire, sociologue, maître de conférences à l'université Louis-Lumière - Lyon-II (qui a réalisé au sein de l'entreprise une étude sur le

sujet), conviennent au pragmatisme des ouvriers qui expliquent apprendre le métier en utilisant les machines et non en retournant sur les bancs de l'école où les formateurs, d'ailleurs, ont trop tendance à les prendre pour des déficients cognitifs. Cela dit, les apprentis souffrent aussi : l'entrée sur le poste est brutale, la relation avec l'ancien primordial et s'il y a un transfert d'expérience, il n'y a pas forcément transfert de savoir. » Friga-Bohn, qui se lance aujourd'hui dans une organisation du travail basée sur le « juste à temps », sait qu'elle devra jouer plus qu'avant la carte de la polyvalence. Peut-être une nouvelle étape dans sa politique de formation.

Marie-Béatrice Baudet

"Evolution des organisations et management des équipes"



Une immersion dans la culture managériale nord américaine.

• L'acquisition d'outils de management permettant d'optimiser productivité et qualité

- L'organisation et le pilotage d'une démarche cohérente de changement.
- L'occasion, dans un environnement stimulant, d'évaluer sa propre expérience managériale.
- La découverte du management de proximité : leadership et mobilisation de son équipe.

Renseignements et inscriptions (nombre limité à 20 participants) : 215, Boulevard Saint Germain - 75007 Paris - Tél. : (1) 45 49 50 98 ou (1) 45 49 50 97 ou taping 3617 code FCSF.

SCIENCES-PO FORMATION

Institut d'études politiques de Paris



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES - 79, AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 75043 PARIS CEDEX 11 - TEL. : 49.33.21.40

MASTERS SPECIALISES

MS AUDIT ET CONSEIL. MS COMMUNICATION ET MARKETING. MS FINANCE ET TRESORERIE. MS DROIT ET MANAGEMENT DES AFFAIRES INTERNATIONALES. MS MANAGEMENT DE L'EDITION. MS INFORMATION MEDIAS. MS MANAGEMENT MEDICAL. MS MANAGEMENT DE LA MODE. MS MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX. MS MANAGEMENT DE LA QUALITE. MS MANAGEMENT SOCIAL DES ORGANISATIONS. MS MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION.

UNE FORMATION D'EXCELLENCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

**MASTRE SPECIALISE
DROIT ET MANAGEMENT
DES AFFAIRES INTERNATIONALES**

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former le juriste à la gestion d'entreprise dans un contexte de négociations internationales.
Sélection ouverte aux titulaires d'un DESS ou DEA de droit, du CAPA ou équivalent.
Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

**GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTRES SPECIALISES**
79, avenue de la République - 75433 Paris Cedex 11

Mastères et 3^e Cycles Spécialisés

- MS Techniques Quantitatives appliquées aux Métiers du Marketing
 - option Biens de Grande Consommation
 - option Marketing Pharmaceutique
- MS Logistique et Transports Internationaux
- 3^e Cycle Management des Opérations Internationales
- 3^e Cycle Management Stratégique des Industries Agricoles et Alimentaires en collaboration avec l'École de Spécialisation de la Coopération Agricole

La différence appréciée par les entreprises

Des enseignements de haut niveau d'une année, accessibles aux étudiants titulaires d'un diplôme Bac + 4/5. Sélection sur dossier, tests et entretien de motivation. Dossier de candidature et renseignements :

Ecole Supérieure de Commerce de Rouen
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : (33) 32 82 74 14 - Fax : (33) 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

LISTEC APPARTIENT AU CERCLE RESTREINT DES 11 ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE PARISIENNES DONT LE DIPLÔME EST RECONNU PAR L'ÉTAT : UNE RÉFÉRENCE SÉRIEUSE POUR LES ENTREPRISES... ET UNE GARANTIE OBJECTIVE POUR VOTRE AVENIR.

DEVENEZ, EN 3 ANNÉES D'UNE FORMATION DENSE ET DE HAUT NIVEAU, UN CADRE IMMÉDIATEMENT OPÉRATIONNEL.

UN DSS, ANNÉE DE FORMATION EUROPÉENNE SPÉCIALISÉE DE NIVEAU 3^e CYCLE, ACCESSIBLE AUX DIPLÔMÉS DE L'ISTEC ET AUX BAC + 4, POURRA COMPLÉTER VOTRE CURSUS.

L'ISTEC, UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE QUI PREND VOTRE AVENIR AU SÉRIEUX.

ADMISSIONS : 1^{re} ANNÉE : BACHELIERS ET FUTURS BACHELIERS.
ÉCRIT LE 18 MAI + ORAL EN JUIN
(INSCRIPTION AVANT LE 10 MAI)
2^e ANNÉE : ENTRÉE DIRECTE
POUR LES BTS OU LES DUT.
ORAL EN JUIN
(INSCRIPTION AVANT LE 10 JUIN).

102, RUE DU POINT DU JOUR
92100 BOULOGNE
Tél. : (1) 46 21 41 23
MINITEL 3814 TAP-ISTEC

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF LOI 1901
PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE
DIPLOME RECONNU PAR L'ÉTAT
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNE RÉUSSITE QUI PRÉPARE LA VÔTRE

**Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTAIRES**

NUMÉRO HORS SÉRIE

**ANNÉE 1992 :
LES CLÉS DE L'INFO**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

INITIATIVES EXPÉRIENCES

SERVICES

Bienvenue aux réclamations

Honnie, hier encore, elles occupent aujourd'hui une place d'honneur dans la gestion de la qualité

«**MONSIEUR**, une couleur bleue/verte apparaît dans l'écran de mon poste de télé, à peine deux ans après son achat. Ma note de réparation s'élève à plus de 1 800 F. Cette somme est franchement exagérée, et je me demande si la qualité de la marque ne baisse pas. Je possède trois autres appareils de chez vous. Ne vont-ils pas subir le même sort? (...)»

Cette lettre de réclamation fictive aurait très bien pu parvenir au service consommateurs de Philips. Malgré son caractère peu aimable, elle n'aurait provoqué ni «clash», ni mépris, ni indifférence et n'aurait jamais atterri au fond d'une poubelle. Au contraire, elle aurait été traitée, sous huit jours, avec la plus grande considération. La gestion des réclamations fait, en effet, partie intégrante des fonctions de ce département créé en janvier 1990 avec la mission d'informer, d'écouter et de satisfaire le client.

Défaillance, mauvaise qualité ou défaut, le client a donc le droit, si ce n'est le devoir, de manifester sa mauvaise humeur. Même si, généralement, les lettres sont plutôt polies et gentilles. En lui indiquant en clair sur les emballages l'adresse et le nom du service auquel il peut s'adresser, on lui facilite même la tâche. «En tout cas, nous ne nous arrêtons jamais à des

réactions agressives», explique Jean-Louis Pugliese, responsable du service. Nous essayons très vite de cerner le problème et de faire comprendre au client que nous sommes là pour l'aider.

Formés à la conduite des entretiens téléphoniques et à l'art de répondre aux lettres, les employés du service (23 au total) sont de vrais professionnels de l'écoute. Leur objectif est moins d'apaiser de façon démagogique la colère du client que de chercher une solution concrète au problème soulevé. Pas question néanmoins pour le satisfait de passer sur le dos du revendeur.

Une preuve d'intérêt

Une coquette sur l'origine du «sinistre» est menée de concert avec ce dernier. Quant à la solution proposée, elle passe également par son intermédiaire.

Les réclamations ne représentent jamais que 15 000 lettres et appels par an, ce qui est finalement peu par rapport aux 150 000 demandes reçues en tout par le service. Néanmoins, le temps et l'énergie mobilisés sont loin d'être négligeables. Tout cela a un coût. Jean-Louis Pugliese estime que le service s'autofinance largement pour une raison bien simple : un client

mécontent est un client perdu. Une étude d'un institut américain a ainsi montré que si la réclamation n'est pas formulée, 9 % des mécontents seulement rachètent la marque. Ce pourcentage passe à 19 % si aucune solution n'est proposée. Par contre, 82 % conserveront leur fidélité si une solution immédiate leur est proposée! Compte tenu de ce témoignage d'intérêt porté par le fabricant, certains deviennent même des «acros» de la marque. Ceux-ci n'hésitent d'ailleurs pas à envoyer des lettres de remerciements dont le ton contraste singulièrement avec la première réaction épidermique.

Mieux vaut donc une réclamation, qui est finalement qu'une preuve d'intérêt, qu'un silence lourd de conséquences et de trahison. En effet, le mécontentement mal canalisé se transmet très vite par le redoutable bouche à oreille qui flote par-dessus la marque.

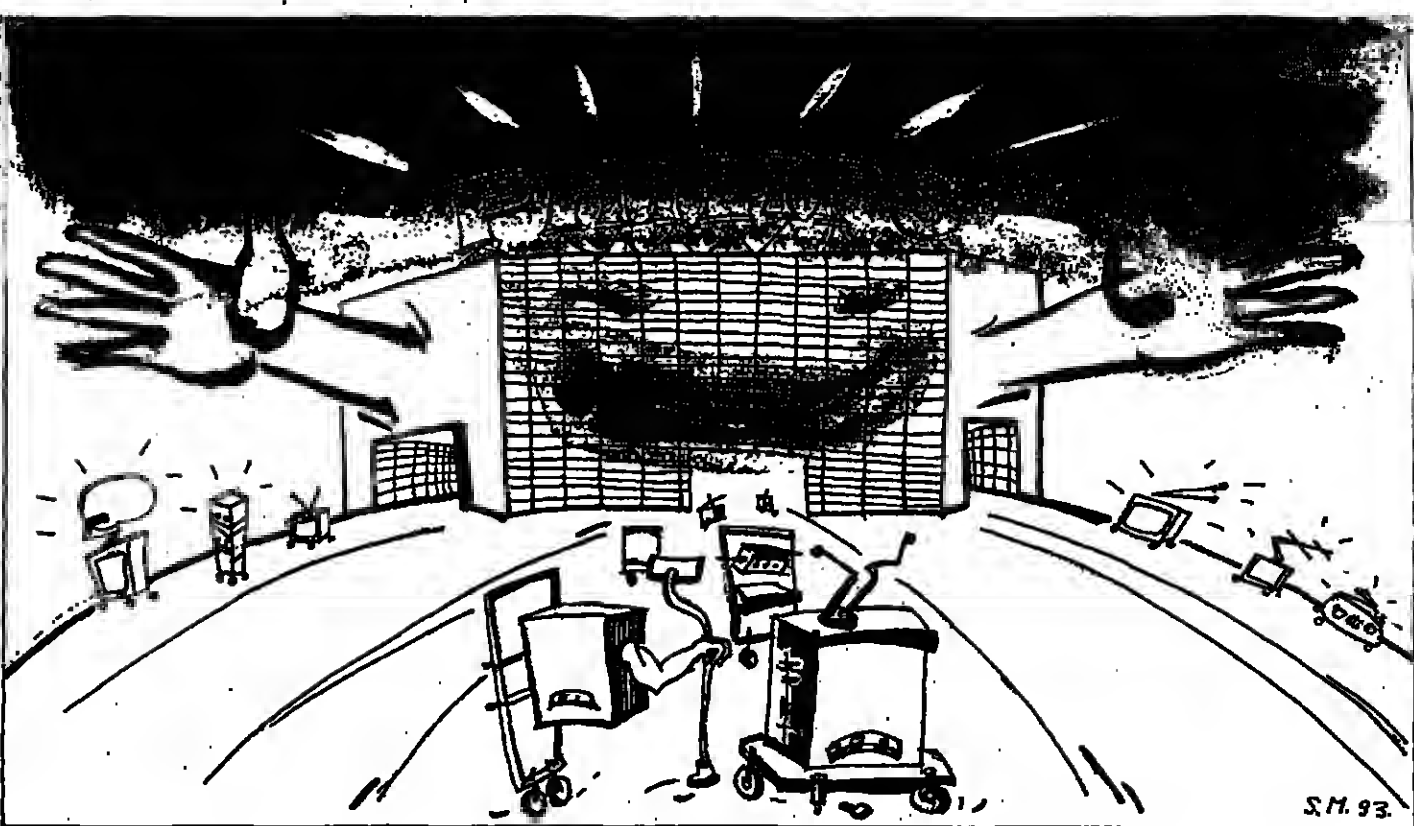
Grâce à une démarche et des outils d'analyse sophistiqués, la firme a pu vérifier qu'elle ne s'est pas trompée dans son analyse. À partir d'un questionnaire détaillé adressé à un échantillon représentatif de 1 800 anciens mécontents six mois plus tard, elle mesure leur indice de satisfaction depuis la réconciliation avec la marque. Le taux de réponse est particulièrement élevé (supérieur à 50 %), ce qui

est déjà en soi un signe extrêmement positif. Beaucoup disent en particulier avoir acheté à nouveau un produit Philips alors qu'ils avaient juré qu'on ne les y reprendrait plus.

Les «plaintes» sont également riches d'enseignements pour toute l'entreprise, car elles peuvent permettre, par exemple, de détecter un vice de forme caché ou une mauvaise prise en compte des besoins des consommateurs. Aussi, les informations issues des réclamations sont quantifiées, analysées et transmises aux services marketing, commerciaux, techniques, etc. Elles donnent également lieu à des réunions de travail régulières. «Nous pouvons ainsi améliorer nos produits, leur présentation et les notices», souligne Jean-Louis Pugliese.

En permettant à l'entreprise et à ses différents départements de se rapprocher du «zéro défaut», la gestion des réclamations contribue à instaurer le principe de la qualité totale. La satisfaction du client permet aussi de se démarquer des concurrents dont les produits et les prix ne diffèrent pas toujours sensiblement. Maintien en période de crise une telle qualité du service n'est pas considérée comme un luxe, mais comme une condition de survie.

Catherine Lévi



ENQUÊTE

La formation, premier souci des DRH

Dans une douzaine de pays, 9 000 entreprises européennes se situent face à l'évolution professionnelle

D'ordinaire, de l'est à l'ouest, une nécessité semble s'imposer parmi les responsables des ressources humaines des entreprises : il s'agit de la nécessité de la formation professionnelle. D'après l'enquête annuelle d'opinion menée, en 1992, à l'initiative du cabinet britannique Price Waterhouse, par un réseau de grandes écoles de gestion, la formation devient même la responsabilité première des DRH, avec une proportion d'opinions variant entre 12 % en Finlande, et 35 % en Allemagne, en passant par un résultat de 25 % en France.

L'échantillon de cette enquête comprenait neuf mille entreprises européennes de plus de deux cents salariés, réparties dans une douzaine de pays (1), dont sept cent cinquante entreprises françaises. Cet assentiment envers la formation suppose tout de même d'importantes restrictions d'ordre

culturel. Ainsi, 35 % des entreprises déclarent ignorer la proportion de la masse salariale affectée à parfaire les connaissances professionnelles des salariés et cette ignorance atteint des pays aussi divers que l'Allemagne, la Norvège, la Suède, la Turquie et le Royaume-Uni. Il serait évidemment périlleux de conclure que ces dépenses sont nulles. De telles lacunes proviennent du grand cartésianisme de la question et de méthodes comptables encore trop disparates.

Dans notre pays, la formation des nouveaux embauchés est considérée comme le meilleur moyen (73 % d'opinions favorables contre 39 % en Suède) de remédier à la pénurie de main-d'œuvre constatée dans certaines catégories : les cadres généralistes finissent en tête, suivis par les ouvriers qualifiés manquant,

même en Allemagne. En Scandinavie, les représentants des professions de santé sont rares. En faveur de leur encadrement, les entreprises françaises soulignent l'intérêt des formations à la «stratégie» (28 % d'opinions favorables, contre 8 % en Irlande), domaine suivi par celui du management des hommes (21 %) et par la gestion du changement (12 %).

À ces chapitres, les gestionnaires allemands, danois et norvégiens ajoutent le contrôle de la qualité. L'Espagne se prononce, en outre, pour la mercatique et les techniques de vente. L'Irlande jure l'informatique et les nouvelles technologies, l'hygiène-sécurité et les conditions de travail, en accord, sur ce dernier point, avec les Pays-Bas.

Le modèle de formation le plus équilibré semble être suédois, faisant appel à la stratégie (16 %), l'informatique (11 %), la mercati-

que (10 %), le management des hommes (16 %), la gestion du changement (16 %) et au contrôle de qualité (13 %). Les choix du Royaume-Uni sont très voisins, à deux réserves près : outre-Manche, on se préoccupe des relations avec la clientèle (12 %) mais le contrôle de qualité n'a reçu aucune opinion favorable, ce qui ne constitue pas une mince surprise.

Gérard Buéas

(1) Danemark, France, Allemagne, Irlande, Norvège, Finlande, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni. En France, cette étude a été réalisée par l'École supérieure de commerce de Lyon sous le titre *Prior Waterhouse - Groupe ESC Lyon - Cranfield project-Synthèse des résultats de l'Observatoire européen de gestion des ressources humaines 1992-ESC Lyon-23*, av. Guy-de-Collongue-Ecully-Rhône.

هكذا من الأصل

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Taxer la productivité apparente du travail pour résorber le chômage

par Jean-Lou Bourgeois

PARMI les nombreuses variables explicatives du chômage, reviennent sans cesse les sempiternelles cotisations sociales, véritable remède contre l'emploi, en raison de leur assiette. Le coût de la main-d'œuvre s'apprécie effectivement en fonction du salaire auquel il convient d'ajouter, proportionnellement, les diverses cotisations sociales destinées au financement des inactifs, pour quelque raison que ce soit : maladie, maternité, invalidité, vieillesse, chômage.

La nocivité du système saute aux yeux : le niveau des charges sociales est fonction uniquement du niveau de l'emploi. Dès lors, l'embauche d'un salarié est un pari sur l'avenir, un pari sur le maintien ou le développement de l'activité économique qui seuls pourront assurer la pérennité du salaire et donc de l'emploi. Que l'activité vienne à se réduire, et le coût de la main-d'œuvre, par hypothèse constante, menace directement la survie de l'entreprise, qui résout ses difficultés par la baisse de ladite main-d'œuvre, c'est-à-dire par des licenciements, accompagnés, le plus souvent, d'investissements en capital technique.

Que faire contre un système largement dissuasif à l'embauche et plutôt incitatif au congédiement ? La solution des pouvoirs publics passe par l'aménagement des cotisations, mais en fonction des catégories les plus touchées par le chômage. Une large palette d'exonérations totales ou partielles s'offre donc aux employeurs, au gré des alternances politiques, voire ministérielles. En ce domaine, l'imagination au service de la démagogie déborde, mais force est de reconnaître que le résultat n'est guère brillant au moment où la barre psychologique des trois millions de chômeurs vient d'être franchie. Il est vrai, surtout, qu'un système basé sur la valorisation des exclus du marché du travail engendre inévitablement des phénomènes de substitution sur d'autres catégories de salariés. Notre conviction est que, à terme, cette politique qui fragilise tout à tour les différentes catégories de travailleurs ne peut conduire qu'à la fragilisation globale de notre système d'emploi.

Depuis quelques années, et surtout depuis l'avènement de la crise économique, des spécialistes proposent de réformer le mode de financement des prestations sociales et de substituer une autre assiette à

l'actuelle base, le salaire. L'idée-force qui préside à ces projets est d'accorder les charges sociales et le niveau d'activité de l'entreprise.

Dans ce cadre, la solution la plus simple consiste à retenir la valeur ajoutée de l'entreprise pour assiette des cotisations et de prélever un pourcentage de cette base au titre des charges sociales. Si l'activité de l'entreprise s'accroît ou diminue, la pression fiscale fait de même, et, en principe, le salarié cesse d'être la victime des fameux impératifs de gestion. Le système n'est pas exempt de reproches.

D'une part, d'aucuns considèrent qu'il embrasse trop large. En effet, taxer la valeur ajoutée revient à imposer l'exécédent brut d'exploitation, source de financement de l'entreprise. De là à multiplier les propositions, qui consistent soit à écarter la capacité d'autofinancement de l'assiette, soit à ne retenir que les salaires et les amortissements dans l'assiette, voire les seuls amortissements. En pratique, et à partir de la valeur ajoutée, tous les aménagements sont possibles. Quoi qu'il en soit de la combinaison retenue, celle-ci supprime, de toute façon, les inconvénients majeurs de l'actuel mode de financement des prestations sociales qui fait du salarié l'otage incontournable de la conjoncture économique.

D'autre part, certains objectent que si les charges sociales varient, à la hausse ou à la baisse, en fonction de la valeur ajoutée, les salaires restent quand même fixes, et l'emploi demeure toujours un instrument de flexibilité. La dernière proposition en matière d'emploi consiste à imaginer que le coût de la main-d'œuvre puisse varier en fonction de l'activité de l'entreprise, et plus précisément de son chiffre d'affaires. Séduisante en apparence, l'idée de jouer au Yo-Yo avec les salaires soulève de nombreuses objections. Retenons que, dans une société à laquelle on reproche sa décadence, cette solution peut conduire qu'à l'atomisation de la collectivité du travail, tant sont grandes les disparités entre secteurs économiques et entre les entreprises d'un même secteur. La cohésion sociale du pays, déjà fort ébranlée, est en jeu.

Ce survol des projets de réforme permet de cerner la problématique d'une refonte du mode de financement des prestations sociales. Il s'agit d'accomplir les salaires et les charges sociales avec le niveau d'acti-

tivité de l'entreprise, tout en préservant la stabilité des salaires et le niveau de l'emploi. C'est cette équation à deux inconnues que nous proposons de résoudre. Puisque les cotisations sociales sont dissuasives pour l'emploi, nous accablons l'idée qu'il faille changer leur assiette, car seule une refonte globale du système paraît devoir éviter les effets pervers des politiques catégorielles actuellement menées. Associer les charges sociales sur la valeur ajoutée constitue un réel progrès puisque les cotisations, déconnectées du nombre de salariés, deviennent alors neutres pour l'emploi. Nous pensons qu'il est possible de franchir un palier supplémentaire, en rendant les cotisations sociales incitatives pour l'emploi. Il faut, pour y parvenir, changer de base et adopter pour assiette la productivité apparente du travail, c'est-à-dire l'efficacité du travail calculée en divisant la valeur ajoutée par le facteur travail.

Un exemple chiffré et simple permet de comprendre l'intérêt de ce changement d'assiette. Soit une entreprise qui réalise une valeur ajoutée de 1000000 de francs avec dix salariés. Sa productivité est de 100000 francs par salarié. C'est l'assiette que nous proposons de retenir pour les cotisations sociales. Si son activité fluctue, et que sa valeur ajoutée varie de la hausse ou à la baisse, sa productivité varie dans les mêmes proportions. Ainsi, si la valeur ajoutée diminue de 10 % et passe donc à 900000 francs, la productivité baisse aussi de 10 % pour s'établir à 90000 francs, et les charges sociales assises sur cette productivité diminuent dans la même proportion ; le système est neutre pour l'emploi. Mais il devient franchement incitatif en cas de variation des effectifs.

Si notre entreprise, avec son million de valeur ajoutée et ses dix salariés, décide de licencier un salarié, sa productivité augmente et s'établit à 111111 francs (1000000/9). Son assiette augmente et s'élève à 111111 francs. Si par contre elle embauche un salarié, sa productivité se fixe à 90909 francs (1000000/11), son assiette diminue, ses charges sociales aussi. Toute la philosophie de l'actuel système est renversée. Il devient gratifiant d'embaucher et pénalisant de licencier, tout en tenant compte des variations de la conjoncture économique pour le niveau des cotisations.

Selon ses modalités d'application, la taxation de la productivité apparente du travail peut présenter d'autres avantages. Elle peut être un puissant vecteur de lutte contre l'emploi clandestin, et indirectement

contre l'immigration clandestine, puisque l'employeur aura tout intérêt à déclarer ses salariés, sinon il paiera plus ; un instrument de partage du travail, si l'on exclut du facteur travail qui tempère la valeur ajoutée les heures supplémentaires et si l'on retient une base forfaitaire élevée pour chaque empli à temps partiel (exemple : 3/4 de poste quelle que soit la durée du travail).

Cette taxation profitera aussi aux travailleurs les plus touchés par le chômage, ceux qui sont peu qualifiés, car un employeur gagnera davantage à embaucher quatre ouvriers à 5000 francs, plutôt qu'un cadre à 20000 francs. Enfin, et sans que cette liste soit exhaustive, car l'imagination doit être au pouvoir, cette modification de l'assiette favorisera les toutes petites entreprises, vivier de l'emploi, car un artisan qui travaille seul, par exemple, et qui sera taxé sur toute sa valeur ajoutée, divisera par deux ses charges sociales s'il embauche un salarié.

Cette étude sur une modification de l'assiette des cotisations sociales en faveur de l'emploi ne doit pas être non plus l'arbre qui cache la forêt. Car il existe d'autres obstacles à une bonne résorption du chômage, au nombre desquels il faut ranger notre législation du travail. Le problème du financement des prestations sociales serait aussi incomplet si nous n'évoquions pas l'accroissement prévisible et inéluctable des dépenses sociales.

Sur le premier point, si notre droit du travail apparaît pour beaucoup comme un remède contre l'emploi, nous ne croyons pas utile de revenir sur ses acquis, mais préférons de modifier la philosophie répressive de l'ensemble pour adopter la philosophie incitative : tout est question d'imagination. Quant à l'accroissement des dépenses sociales, second point, il ne pourra se résoudre que par la fiscalisation d'une partie des recettes, ladite fiscalisation passant d'autant mieux que le niveau de l'emploi sera amélioré. Tout est finalement question de volonté politique. Certains se déclarent prêts à faire la révolution culturelle et clament haut et fort qu'il faut changer les mentalités. Pour changer les mentalités, il n'est qu'une solution : bouleverser les habitudes.

► Jean-Lou Bourgeois est chercheur au LERADP, université Lille-II.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-18-20, STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

■ Lieu : Boulogne. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1^{er} juin. Profil : bac + 3/4 Gestion-Finance, avec convention de stage. Mission : assister le chef d'opération dans le pilotage de produits en grande surface ; gestion des budgets clients, facturation et négociation. 04484.

MARKETING

■ Lieu : Orsay et environs. Date : Immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3, école d'ingénieur informatique, connaissance de UNIX, MSDOS, X11, Windows 3.1, avec convention de stage. Mission : assistance commerciale de logiciels de réhabilitation graphique (produit de développement) et développement du portefeuille clientèle dans une société de services informatiques. 04486.

■ Lieu : St-Etienne (42). Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F de fixe + commissions. Profil : bac +2/3, BTS action Co., école de commerce, maîtrise parfaite du téléphone, avec convention de stage. Mission : développer notre portefeuille clients sur la région. Véritable consultant dans le domaine de l'emploi et des stages, vos interlocuteurs seront de haut niveau : directeur des ressources humaines. 04450.

■ Lieu : Puteaux. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac +3, économie, connaissances de l'économie des entreprises, avec convention de stage. Mission : dans le domaine de l'édition : envoi de mailings, consultation des banques de données, mise en forme et analyse des résultats dans le but de réaliser un atlas économique. 04090.

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : commissions. Profil : Bac +2, commerce, marketing, avec convention de stage. Mission : vous participerez à la mise en place d'un plan marketing et le mettez en pratique sur un marché ciblé pour une centrale d'échanges. 04288.

PERSONNEL

■ Lieu : Neuilly. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, école de commerce, ressources humaines, expérience du télémarketing souhité, avec convention de stage. Mission : pour la compte d'une agence de tourisme, participer au développement et à la mise en place d'un projet de conseil en carrière. 04491.

■ Lieu : La Défense. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 700 F/mois. Profil : bac + 4, gestion des ressources humaines, spécialisation en formation souhité, 17K, mise en page, informatique. Mission : dans un grand groupe d'assurances, vous définirez la stratégie pour améliorer le suivi de la formation et mettez en place un outil d'évaluation. 04466.

■ Lieu : Allen (26). Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, DUT/licence gestion du personnel, avec convention de stage, posséder un véhicule. Mission : pour un grand groupe de la restauration ; assister le directeur des ressources humaines en participant à la mise en place de diverses études, au bilan social et à la politique d'intéressement. 04451.

VENTE

■ Lieu : Villeneuve-d'Ascq. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, vente, avec convention de stage. Mission : mise en place d'une opération commerciale sous la direction d'un responsable de rayon dans la grande distribution. 04471.

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : non prévue. Profil : bac + 2, BTS Action Co., avec convention de stage. Mission : assurant d'un agent commercial ; chargé de la prospection du suivi commercial et du montage de l'action commerciale pour une agence de communication graphique. 04339.

■ Lieu : Puteaux. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : prime de

stage. Profil : Bac + 2 BTS Action Co., avec convention de stage. Mission : dans une SSII : qualification de fichiers informatiques, réalisation d'un mailing, prospection téléphonique pour trouver des participants pour des démonstrations commerciales. 04391.

INFORMATIQUE

■ Lieu : Ecully (69). Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 2, BTS Informatique, connaissances de base en CFAO indispensables, avec convention de stage. Mission : analyse de logiciels principalement dans le domaine de la FAO. 04414.

■ Lieu : Ecully. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 3, informatique et/ou commerce, avec convention de stage. Mission : développement d'applications sous oracle et mener une action de marketing direct pour la vente des produits au sein d'une agence de marketing direct. 04462.

■ Lieu : Charenton. Date : Immédiat. Durée : 6 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 Informatique, connaissance de SOL, Windows, Meris, bonne expérience souhité. Mission : pour le compte d'une SSII : réaliser une application en développement spécifique : de l'analyse rationnelle à la mise en œuvre. Environnement micro client/serveur. 04482.

BIOLOGIE

■ Lieu : Friville (80). Date : novembre. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 2/3, biologie, chimie, maintenance industrielle, avec convention de stage. Mission : pour le compte d'un organisme de formation industrielle ; étudier et résoudre les problèmes liés aux rejets industriels, collectifs et individuels, en respectant les contraintes de sauvegarde de l'environnement. 04470.

PUBLICITÉ

■ Lieu : Bagnac (31). Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2. Graphisme, PAO, informatique, avec convention de stage. Mission : créations graphiques, PAO et micrographie pour un bureau d'études techniques. 04479.

ÉCHOS

L'économie sociale et la création d'emplois

■ L'Institut de coopération sociale internationale (ICOSI) et le Laboratoire social d'actions, de réflexions et d'échanges (LASAIRE) organisent un séminaire européen sur le thème de la « Contribution de l'économie sociale à la création d'emplois ». Il aura lieu à Paris, les 17 et 18 juin, dans la salle de conférences de Sources d'Europe à l'Arche de la Défense.

► ICOSI. Tél. : 41-24-00-99. LASAIRE. Tél. : 42-06-94-91.

Précision

■ Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Paul Dini, président d'Avenir-Havas-Conseil, conteste les conditions dans lesquelles son groupe de journaux gratuits, la Comareg, avait renoncé au projet de quotidien dénommé *Grand Paris* en 1985, conduit à l'époque par M. Jean Schilt. Dans notre article publié dans *le Monde Initiatives* daté du 3 février et intitulé « Le virus de la presse », la cause avait été attribuée à des difficultés financières. « Il n'en est rien », écrit M. Dini. « Notre motif a été, plus simplement, que notre société avait prévu de suivre le projet pour une minorité, en liaison avec d'autres partenaires à trouver, et que aucun n'a, finalement, donné suite, explique-t-il. Dans ces conditions, il n'était pas possible, pour Comareg, d'assumer seule un dossier d'une telle ampleur. » Après les frais d'études dus au projet, les résultats financiers étaient en 1985 largement bénéficiaires. Avant impôts, ils étaient de 22 139 190 francs, mais avaient été de 32 959 424 francs en 1984 et de 41 514 708 francs en 1983. Ils devaient revenir à 37 871 609 en 1986.

Renforcez vos compétences en économie

- Initiation à l'analyse de la conjoncture économique. 29 et 30 avril 1993
- Les mécanismes économiques fondamentaux : comprendre l'économie française. Première session : 4, 5, 6, et 17, 18, 19 mai 1993. Deuxième session : 5, 6, 7, et 19, 20, 21 octobre 1993
- Initiation à la modélisation économétrique. 10, 11 et 24, 25 juin 1993.

Renseignements et inscriptions (nombre de participants limité) : 215, Boulevard Saint Germain - 75007 Paris - Tél. : (1) 45 49 51 36 ou (1) 45 49 50 97 ou taping 3617 code PCSP.

SCIENCE-PO
FORMATION
Institut d'Études Politiques de Paris

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'EP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1993 : du 8 au 10 Septembre 1993

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1er Juin 1993

Documentation et dossier d'inscription : ESSEC • Admissions • B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex Téléphone : (1) 34.43.30.00

Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État affilié à la CCI de Versailles Val d'Oise - Yvelines, membre de la FESC.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

CERGY-PONTOISE

TECHNICO-COMMERCIAL Grandes Ecoles

Participez à notre évolution

Au sein d'une filiale récente de deux des plus Grands Groupes Industriels Français, vous serez responsable du développement de l'activité commerciale de son secteur, le traitement et le conditionnement des déchets nucléaires.

Attaché à la Direction Générale, vous vous impliquerez dans la négociation des contrats. Vous réaliserez des études de coûts, des simulations économiques à partir d'hypothèses.

Agé de 30 ans environ, de formation Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur, vous avez acquis une

expérience professionnelle réussie de 5 ans dans le milieu industriel. Vous maîtrisez l'anglais et l'informatique.

Vous réussirez dans ce poste évolutif par vos qualités de contacts et de communication.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 93/03 à notre conseil qui l'étudiera en toute confidentialité.

ER RESSOURCES HUMAINES
194, rue de Tolbiac
75013 PARIS



Ressources Humaines

C'est à l'Homme que notre banque accorde le plus de crédit

CHARGES DE CLIENTELE CONFIRMES

Banque à taille humaine présente dans toutes les régions, le Crédit Coopératif met sa compétence au service des organismes d'intérêt collectif et des entreprises de taille moyenne.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour Paris, Lille, Lyon, Grenoble, des :

Chargés de Clientèle Confirmés.

Ces exploitants de banques expérimentés auront pour mission de développer d'importants portefeuilles de clientèles de PME-PMI et/ou

d'associations.

Rompus à la négociation commerciale, ils justifieront en outre d'une parfaite maîtrise des engagements court terme. Des responsabilités élargies seront proposées en fonction des résultats obtenus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V., photo, lettre manuscrite) en indiquant vos préférences régionales sous réf. MON à BFOC / DRH - BP 211 92002 NANTERRE Cedex, ou renvoyez-nous sur minitel 3616

EUROMES CREDIT COOP

CREDIT COOPERATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MARKETING INTERNATIONAL RECHERCHE

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES QUALITATIVES

Pour terrains qualitatifs, analyses documentaires, conseil.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Formation sciences humaines (niveau doctorat ou équivalent).
- Motivation pour l'analyse du changement socioculturel.
- De langue maternelle allemande, hollandaise, flamande, suédoise ou portugaise.

Possibilité d'emploi à temps partiel ou de collaboration externe.

Adresser candidature au journal, qui transmettra, sous référence 8646

LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Col.-P.-Avia
75902 PARIS Cedex 15



Grande Librairie
à Saint-Germain-des-Prés
recherche

Responsable opérationnel

H ou F

Diplômé(e) d'une école de commerce, à 28/35 ans vous avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et possédez une solide culture générale.

Responsable opérationnel de la librairie vous en définissez la politique commerciale, gérez les commandes et le suivi des stocks. Vous savez motiver une équipe de vendeurs, vous êtes chargé(e) de l'animation et des relations publiques, vous savez accueillir la clientèle et les représentants.

Merci d'adresser votre lettre de motivation (CV + photo et prétentions) sous réf. 313LM au Cabinet LEPA, 84 rue Saint-Lazare, 75008 Paris.

LEPA

Director of Marketing

Industrie pharmaceutique

Vous avez bâti votre réussite sur des stratégies de marketing innovantes et sur la réflexion créatrice. Roberts Pharmaceuticals s'installe en France et vous donne ainsi l'occasion unique de passer à la vitesse supérieure dans votre carrière.

Roberts est une multinationale américaine tout à la pointe du secteur pharmaceutique, caractérisée par un esprit d'entreprise. Elle s'est engagée dans l'expansion de la thérapie médicamenteuse aux secteurs de la médecine non encore couverts actuellement grâce à l'acquisition et à la commercialisation de produits à un stade avancé de leur développement. Le Directeur du Marketing de notre société multiples facettes aura à jouer un rôle de leader en élaborant des stratégies de lancement des nouveaux produits et de ceux qui existent déjà sur ce marché exigeant.

Le candidat devra s'appuyer sur un minimum de 8 à 10 ans d'expérience en vente/marketing pharmaceutique, sanctionnées par des réalisations et une excellente progression de carrière. L'idéal serait une expérience comprenant une bonne formation en étude de marché et planification de produit, allée à des qualités exceptionnelles de dirigeant. Une expérience dans l'élaboration d'opérations serait appréciée ainsi que la capacité à travailler sur plusieurs projets à la fois dans un environnement en rapide évolution. Bilinguisme anglais-français exigé.

En étroite liaison avec l'équipe du siège américain au New Jersey, vous aurez des contacts au plus haut niveau de la société avec des avantages substantiels. Si vous souhaitez relever ce défi, veuillez faire parvenir votre CV et vos prétentions à l'adresse suivante :

Manager, Human Resources, ROBERTS PHARMACEUTICAL CORPORATION, 6 Industrial Way West, Easton, NJ USA 07724. Tél. : (908) 389-1182. Fax : (908) 389-1014.

**ROBERTS
PHARMACEUTICAL
CORPORATION**

A chaque étape de votre carrière.

Managing Director

Industrie pharmaceutique

SEREZ-VOUS CELUI QUI INTRODUIRA
NOS PRODUITS ET NOS SERVICES
SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS ?

Roberts Pharmaceutical Corporation est une société multinationale de l'industrie pharmaceutique dont le siège est aux Etats-Unis. Elle fait l'acquisition, le développement et la commercialisation de médicaments à un stade avancé de développement pour aider le genre humain. Nous sommes en cours d'expansion agressive sur le marché européen, et il nous faut un Directeur Général dont le point fort serait la vente et le marketing pour nous établir et nous développer en France.

Moteur de nos succès futurs, le candidat idéal disposera d'une réelle expérience de Directeur Général ou de cadre supérieur dans l'industrie pharmaceutique ou dans un secteur voisin, allée à une expérience de vente et marketing d'au moins 8 à 10 ans. Attirons souhaitez : une expérience d'interface avec les organisations sanitaires gouvernementales et les distributeurs pharmaceutiques et en matière d'élaboration d'alliances marketing. Des réussites antérieures dans l'élaboration d'opérations seraient aussi appréciées. Bilinguisme français-anglais exigé.

En rapport avec le Vice-Président des Opérations Internationales au New Jersey, Etats-Unis, c'est une occasion extraordinaire de participer à la croissance d'une des sociétés pharmaceutiques les plus innovatrices et les plus dynamiques au monde actuellement ! Si ce défi vous interpelle autant que nous, veuillez transmettre CV et prétentions à l'adresse suivante :

Manager, Human Resources, ROBERTS PHARMACEUTICAL CORPORATION, 6 Industrial Way West, Easton, NJ USA 07724. Tél. : (908) 389-1182. Fax : (908) 389-1014.

**ROBERTS
PHARMACEUTICAL
CORPORATION**

A chaque étape de votre carrière.

هكذا من الأصل

PSYNERGIE

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

LE CENTRE INTERNATIONAL DE LA MER
A LA CORDERIE ROYALE
DE ROCHEFORT (Charente-Maritime)
recherche

DIRECTEUR (trice)

- Pour :
- animer une équipe de 20 personnes ;
 - développer un projet culturel ambitieux ;
 - gérer un budget de 10 MF.

Le candidat doit être à la fois créatif et gestionnaire et avoir une ouverture sur le patrimoine et la réalité maritimes d'aujourd'hui.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée et références à :

C.I.M. Corderie Royale - BP 108, 17303 Rochefort

à 1 heure de Paris
Eure-et-Loir

Recrute

CADRE A (statutaire)

Responsable des
Ressources Humaines

DREUX

LA VILLE EN ACTION

36 000 habitants
750 agents permanents

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé, copie des diplômes et photographies à Monsieur le Maire de Dreux - Direction des Relations Humaines - 2, rue du Châteauneuf - 28107 Dreux.



Le Conseil régional recrute

un Directeur général adjoint
secteurs jeunesse, formation, culture

Au sein de l'équipe de direction, il sera en charge des directions opérationnelles qui préparent et mettent en œuvre les politiques du conseil régional dans les domaines suivants :

Formation initiale et supérieure
Formation professionnelle et apprentissage
Culture
Loisirs et sports

L'ensemble représente une part importante du budget régional et comporte la gestion du patrimoine des lycées dont le région est propriétaire.

En relation avec les vice-présidents, il conduira les négociations avec les partenaires de la politique régionale (académie, Etat, milieux économiques, associatifs, etc.).

Il assurera la coordination transversale des équipes pour assurer la cohérence d'une politique jeunesse globale.

Profil recherché :

De formation supérieure (bac + 4 minimum), le candidat recherché dispose d'une expérience confirmée (10 à 15 ans) du secteur public et des milieux économiques à un niveau élevé de responsabilités.

Il est apte à collaborer avec une assemblée d'élus.

Il saura initier et gérer des projets importants aux contraintes financières fortes, animer des équipes en conduisant les adaptations nécessaires (en particulier au plan des outils de contrôle de gestion et d'évaluation, et du management).

Les candidatures sont à adresser sous référence 604 à :

Madame la Présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais
à l'attention de **Monsieur le Directeur général des Services**
B.P. 2035 - 59014 Lille Cedex.

Responsable de l'Action Sociale Générale

Le Conseil Général de l'Eure recherche pour la Direction des Interventions Sociales, le futur Responsable de l'Action Sociale Générale.

Pour ce poste, large en responsabilité, la mission se définit à partir des axes principaux suivants : la préparation et le suivi du budget de 300 MF, la mise en place des procédures d'application des textes réglementaires, les relations avec les partenaires extérieurs chargés de l'action sociale, l'animation d'une équipe de 30 personnes.

Une première expérience vous permet déjà de maîtriser les procédures existantes dans ce domaine, par vos compétences juridiques en droit public. Gestionnaire, à l'aise dans les chiffres, les budgets et l'informatique, vous managez une équipe importante.

Poste statutaire ou contractuel.

Merci d'adresser lettre + CV s/réf. CHS/131 à
Christine Suquet - COREAD
223, boulevard Péreire
75017 PARIS

CONSEIL EN RECRUTEMENT



Le District de l'agglomération de Montpellier qui regroupe 17 communes et dispose d'un budget global de 800 millions de francs, renforce ses équipes en recrutant un

INGENIEUR TERRITORIAL

Ingenieur en Chef ou plus

Dépendant directement du Directeur Général des Services Techniques, vous êtes responsable de l'ensemble du secteur de l'environnement et serez plus particulièrement en charge du traitement et de l'élimination des ordures ménagères et de l'assainissement.

Vous interviendrez dans l'élaboration des propositions et des stratégies concernant les mesures de respect de l'environnement, la mise en place d'importants projets d'investissement et le contrôle de la gestion des opérations et équipements.

Ingenieur expérimenté (minimum 5 ans) dans la fonction publique, vous êtes un excellent praticien en particulier dans la collecte et le traitement des déchets ainsi que dans le traitement des eaux. Des connaissances en génie, en droit de l'environnement et en urbanisme sont des atouts souhaités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, copie des diplômes et du dernier arrêté de nomination) à PSYNERGIE, 20 esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MONTPELLIER PARIS - LYON MARSEILLE

APPEL PUBLIC A CANDIDATURE POUR LE POSTE DE DIRECTEUR DE LA FONDATION POUR LES ETUDES DE DEFENSE

La Fondation pour les Etudes de Défense cherche à pourvoir son poste de directeur. Le directeur, de nationalité française, sera le principal collaborateur du Président. Sa sélection s'effectuera sur les critères suivants :

1. Qualités morales.
2. Dynamisme personnel et sens des relations humaines.
3. Parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une autre langue étrangère.
4. Aptitude à participer activement au débat sur les problèmes de doctrine militaire, de stratégie et de défense, et expérience nationale et internationale en la matière.
5. Aptitude à constituer et à diriger une équipe comprenant des chercheurs et des personnels de soutien.
6. Aptitude à gérer un budget de l'ordre de 10 MF et à organiser des rencontres, séminaires, colloques nationaux et internationaux.

Les candidats devront considérer la fonction à pourvoir comme une étape importante dans une carrière se déroulant dans le domaine de la défense ou des études de défense. Ils devront être disponibles au plus tard le 1^{er} septembre 1993, et si possible avant.

Les candidats sont appelés à transmettre leur dossier (lettre motivée et curriculum vitae détaillé), avant le

VENDREDI 23 AVRIL 1993, dernier délai, au :

**PRÉSIDENT DE LA FONDATION
POUR LES ETUDES DE DEFENSE**
Hôtel des Invalides - 75007 PARIS

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

IMPACT MÉDECIN HEBDO

RECHERCHE
POUR SON SERVICE D'ACTUALITÉS MÉDICALES
UN JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ

Médecin ou biologiste de formation, à temps plein

Écrire sous réf. IMH 07 à CLM PARTNERS
70, rue de Ponthieu - 75008 PARIS



Synagir Consultant expérimenté

Synagir est un partenaire des secteurs banque, finance, assurance et tertiaire pour :

- améliorer les structures de produits et charges,
- déterminer des stratégies de moyens,
- rechercher des opportunités de synergies.

Notre équipe, animée par des professionnels du conseil, a une mission globale : analyser les situations, anticiper les évolutions, déterminer les objectifs et contribuer à leur mise en œuvre.

Nous intervenons dans les domaines de la gestion, des réseaux commerciaux, des back-offices.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5). Agé de 27 à 33 ans, vous avez acquis une expérience réussie de plusieurs années dans le conseil.

Pragmatique, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse développé, une réelle aptitude à communiquer, ainsi qu'un enthousiasme indéfectible.

Vous souhaitez participer activement à la croissance d'un cabinet indépendant, créé récemment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre de motivation manuscrite, prétentions) à

Christine Moulin, Synagir
4 rue de Cléry - 75009 PARIS

Responsable des Etudes Marketing

Valeo

Leader en Europe sur le marché du CHAUFFAGE et de la CLIMATISATION AUTOMOBILE, nous recherchons pour notre Siège Social de LA VERNIÈRE (78), un Responsable des Etudes Marketing.

Sensibilisé par la technologie concernée (Automobile, Mécanique, Industrie...), vous serez le maître d'œuvre des analyses de marché, de la coordination des informations et des données marketing, en provenance de nos différentes divisions (Europe, Amérique du Nord, Amérique du Sud).

Depuis la mise en place des outils propres à l'analyse des besoins Clients et/ou des projets de la concurrence, jusqu'au pilotage des études marketing relatives à l'évolution du CONFORT THERMIQUE de l'HABITACLE (forte croissance du conditionnement d'air), vous agissez en soutien de la force commerciale.

A 35/30 ans environ, vous possédez une formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs complétée par une solide formation marketing.

Une grande aisance de contact, une forte capacité d'analyse et de persuasion sont les qualités indispensables que vous avez pu acquérir lors d'une première expérience. Vous parlez couramment anglais, l'allemand est un plus.

Notre Groupe offrira à un candidat à fort potentiel de réelles perspectives d'évolution dans un environnement international.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature sous réf. REM à VALEO THERMIQUE HABITACLE - 8, rue Louis Lormand - 78321 LA VERNIÈRE.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

CENTRE DE GESTION AGRÉÉ DE L'ARIÈGE

SON DIRECTEUR

PROFIL :

- Candidat titulaire du DECS ou DESCF ;
- Expérience en cabinet nécessaire (minimum 3 ans) ;
- Réelle capacité à animer une équipe jeune de 4 personnes ;
- Sens des responsabilités et goût pour les relations humaines.

Envoyer curriculum vitae (avec photo et prétentions) avec lettre manuscrite de motivations au Monde publicisé sous n° 8843, 15/17, rue du Colonel Pierre-Avix, 75002 Paris Cedex 15

RECONTACT

S'installe à **NANTES...**

Précontact Rennes : Tél : 02.99.45.00
Précontact La Mans : Tél : 02.99.45.00
Précontact Nantes : Tél : 02.99.47.00

... après Rennes et
Le Mans, Précontact,
1ère agence conseil en
communication de
recrutement du
Grand-Ouest poursuit
son développement
et aborde les
rives de la Loire.

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

AUDITEUR INTERNE

LE CREDIT

AGRICOLE

D'ILE DE FRANCE

CONFIRME SON

IMPLANTATION

EN REGION

PARISIENNE :

273 AGENCES.

3 100

COLLABORATEURS.



Pour en savoir plus : 01 42 93 51 11

De formation MIAGE ou équivalent, à fort potentiel d'évolution ou déjà expérimenté, nous vous proposons d'assurer le contrôle des procédures comptables et financières des agences et des services centraux de la Caisse régionale, ainsi que l'identification et la qualification des risques.

Dans le cadre des audits, vous aurez à effectuer de nombreux travaux sur micro-ordinateur ainsi qu'en INFOCENTRE (FOCUS et DATA ANALYSER).

La rigueur de votre démarche et votre aisance dans cette fonction contribueront au succès de votre carrière au sein de notre société.

Pour nous rencontrer, adressez votre candidature sous la référence ALUM/04 au service du recrutement - Crédit agricole d'Ile de France, 28, quai de la Rapée - 75002 Paris.

ingénieur

Responsable du projet carte active

Nous sommes une société d'études spécialisées en haute technologie informatique de pointe et électronique en temps réel.

Au sein du département électronique en temps réel, vous développerez l'activité interactive et réseau et les applications de la carte TELEASH en interne. Vous commercialiserez des produits de haute technicité aux industriels français et internationaux (USA, Japon, Hong Kong...). De formation ingénieur SUPELEC ou équivalent, vous disposez d'une première expérience professionnelle réussie. Vous possédez de réelles capacités relationnelles et des aptitudes au management.

Poste à pourvoir en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre, CV, photo à notre Conseil Gilles PANTOX, RH COMPORTEMENT, 72, boulevard Edgar Quinet 75014 PARIS.

Ressources Humaines ?
Vos exigences sont aussi les nôtres...

Notre expérience de conseil dans vos métiers et l'expertise d'ARCO depuis 1984, ont permis de créer

ARCO BIO-MEDICAL

de la chimie fine aux industries de la santé

18, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Christian MALECOT
Tél : 42.86.53.85 - Fax : 42.86.09.22

ARCO
BIO-MEDICAL

مكتبة من الأصل

LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

MAROC

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Fondée en 1960, filiale d'un Grand Groupe Privé Marocain
IMPORTANTE FILATURE
Coton, polyester, viscose et mélanges (peigné, cardé, open-end).
68 000 broches, 30 T de filés/jour recherche son Directeur Industriel.

Mission

- Prendre en charge le développement industriel de la filature.
- Amener les hommes, par la formation, au respect de la qualité totale, tout en maintenant l'activité opérationnelle de production à un haut niveau.
- Membre du Comité de Direction, vous serez, sur le site, l'interlocuteur de la Direction Générale et du Commercial.

Profil

- Pour réussir cette mission :
- vous êtes un **INGÉNIEUR TEXTILE** de 45 ans minimum, ayant l'expérience d'une direction industrielle,
- vous avez une parfaite maîtrise des équipements modernes de filatures,
- votre expérience vous a permis d'aborder et de résoudre des problèmes industriels et de management,
- quelle que soit votre nationalité, vous maîtrisez parfaitement le Français.

Rémunération et avantages en rapport.
Lieu de travail : grande ville du Maroc.
Prise de fonction immédiate.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
à : **FB/D/M à Marie May Consultants**
8 place de la Comédie - 34000 MONTPELLIER.

Marie May Consultants

Directeur général

France flexo

L'emballage est notre territoire, l'impression couleur notre métier.
Filiale stratégique de trois des leaders de l'industrie du carton ondulé, nous recherchons (Région Parisienne sud) notre Directeur Général.

Homme (ou femme) concret et opérationnel, son rôle sera d'assurer le management global de l'entreprise et de conduire personnellement son développement en France et à l'export.

Nous voulons un authentique dirigeant, familier de la psychologie des groupes et qui s'est essayé avec bonheur à la direction d'une unité autonome.

Nous le voyons jeune, justifiant d'une dizaine d'années d'expérience, issu de l'enseignement supérieur commercial et pratiquant parfaitement la langue anglaise.

La connaissance du produit ou d'une industrie connexe serait un plus apprécié.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre
Conseil en Ressources Humaines Michel GAUSSENS,
RH PARTNERS, Tour Neptune,
20 place Napoléon 1^{er},
92086 Paris - La Défense,
sous la référence A493A.

RH PARTNERS

Institut de Recherche et de Formation
Doctorale en Sciences Sociales,
situé à La Défense recherche son :

S

Dans une structure
nouvellement créée, en
plein développement,
vous aurez à l'intérieur
d'une petite équipe à vous
occuper du juridique, du
financier, du personnel et
cela dans un univers
spécifique de chercheurs
de haut niveau, liés aux
milieux scientifiques
internationaux.

ou un DESS Finances,
vous avez une première
expérience en entreprise.
Vous y avez acquis la
technicité nécessaire et
recherchez maintenant un
autre environnement avec
plus d'autonomie. Vous
parlez anglais.

Rigoureux, responsable,
votre jeunesse n'exclut
pas la fermeté... et la
souplesse nécessaire à ce
type de fonction.

A 30 ans environ, une
Maîtrise de Gestion ou
Sciences Po (section Eco-F)

Vous êtes tenté par notre offre ?
Merci de nous adresser votre dossier
de candidature (lettre manuscrite + C.V.)
sous référence A3 03 13 à notre
Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre
vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il
vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider
très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé
et suivi plus de 8 000 dirigeants et cadres supérieurs.
Y compris dans la prospection de la face cachée du
marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en
charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un
premier entretien exploratoire strictement confidentiel
et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jennes, 1227. Tél. 022.342.52.49
Bureau associé : Londres

Biens et équipements de la maison DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous êtes bien placé pour réalisant des produits de marques renommées recherche son
Directeur Commercial.

Profil : diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez 10 à 15 ans d'expérience
professionnelle internationale.

Environnement : équipes étoffées,
bonne connaissance des différents circuits de distribution (grandes surfaces, réseaux,
magasins, ventes directes),
commercialisation de produits grand public type électroménager, filin, ameublement,
etc.

Mission :
- concevoir et mettre en œuvre la stratégie commerciale et la politique "produits".
- former et superviser plusieurs équipes de ventes.
- négocier personnellement avec les grands clients.

Un évident engagement de commercial, de solides qualités d'organisateur et
d'animateur sont indispensables, ainsi que de bonnes compétences en marketing.

Expérience de l'industrie préférée.

Salaires de grande entreprise (salaire 500 000 F).

Basé à Paris

etap

71, rue d'Alsace
75016 Paris

**Le Monde
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

CARRIÈRES INTERNATIONALES

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche actuellement pour sa Direction des Affaires Juridiques à LUXEMBOURG un:



Juriste confirmé (h/f)

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de la conception et du montage des opérations de financement et de garantie sous l'aspect juridique, de l'élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque de documents contractuels, des contacts avec les promoteurs des projets et de l'établissement d'études juridiques.

Qualifications: □ formation juridique française (niveau doctorat: doctorat d'Etat apprécié - formation complémentaire considérée); □ spécialisations: droit bancaire, droit des affaires, droit commercial; □ 8 à 12 ans d'expérience professionnelle dans le service juridique d'une institution financière ou équivalent ou dans un cabinet spécialisé en contrats commerciaux et financiers.

Langues: □ langue maternelle française et bonne connaissance de l'anglais; □ la connaissance d'autres langues communautaires serait appréciée.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une photographie, en indiquant la référence, à la:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement (référence: JU 9310)
100, boulevard Konrad Adenauer
L - 2950 LUXEMBOURG. Fax: 4379 3356.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



EUROSEPT ASSOCIES

Conseil en Gestion
Organisation et Systèmes d'Information

recherche
pour interventions de courte et longue durée
en AFRIQUE et en ASIE

Consultants Seniors
en systèmes d'information

- Schéma directeur, Pilotage de projets....

Consultants Seniors
en comptabilité/gestion

- Conception et mise en place de systèmes.

Profil:

- 5 ans minimum d'expérience en cabinet de conseil,
- bonne connaissance des PVD,
- grande disponibilité.

Adresser votre CV à Brigitte JEANSON
EUREXCEL ASSOCIES - 98 Route de la Reine
92513 Boulogne cedex.



EUROSEPT ASSOCIES

Conseil en Gestion
Organisation et Systèmes d'Information

recherche pour activités en
AFRIQUE, ASIE et EUROPE de l'EST

Manager
pour Département
systèmes d'information

- Réalisation de schémas directeurs organisationnels et informatiques,
- Conduite de projets,
- Animation d'une équipe de consultants confirmés.

Profil:

- 10 ans d'expérience en tant que Manager ou Responsable d'études en systèmes d'information et de gestion,
- Connaissance approfondie de l'export, notamment en Afrique,
- Meneur d'hommes,
- Grande mobilité.

Adresser votre CV à Brigitte JEANSON
EUREXCEL ASSOCIES - 98 Route de la Reine
92513 Boulogne cedex.

Joignez un cabinet de conseil prestigieux
en Pharmacie et Santé

Arthur D. Little est l'un des plus prestigieux cabinets de conseil en stratégie et technologie dans le monde, notamment en Pharmacie et Santé.

Nous apportons des solutions innovantes appréciées par nos clients et des carrières enrichissantes à nos consultants.

Nous aidons les dirigeants d'entreprises, les organismes publics et les gouvernements à faire face aux défis managériaux qui se posent dans le domaine de la Santé.

Nos activités de conseil en Pharmacie et Santé en Europe sont en pleine expansion, ce qui nous conduit à rechercher plusieurs collaborateurs de haut niveau pour nos bureaux de Paris et Bruxelles.

Arthur D Little

Votre formation est de premier ordre, probablement scientifique complétée par un diplôme en management.

Vous possédez des capacités d'analyse hors pair et une expérience industrielle et/ou de conseil, de 5 à 10 ans, acquise au sein d'entreprises de premier ordre. Vous êtes à l'aise au sein d'une équipe de haut niveau.

Vous souhaitez travailler dans un environnement international stimulant et participer à un large éventail de projets stratégiques et technologiques.

Nous vous offrons une rémunération à la hauteur de vos compétences et une atmosphère riche de challenges.

Ecrivez-nous:

Jean-Luc Fallon, Directeur Général France
Arthur D. Little International
230, rue du Faubourg-Saint-Honoré
F-75008 Paris, France

Frederik van Oene
Directeur Département Chimie/Pharmacie, Benelux
Arthur D. Little International
Boulevard de la Woluwe 2
B-1150 Bruxelles, Belgique

LECTEURS-ATTACHÉS LINGUISTIQUES - CHARGÉS DE MISSION
pour la coopération linguistique et éducative en Italie

Le Bureau de coopération linguistique et éducative de l'ambassade de France en Italie
recherche pour l'année universitaire 1993-94

DEUX PROFESSEURS TITULAIRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

agréés, certifiés, ou en possession d'un doctorat, ayant une solide formation en didactique du FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques auprès des universités de Bari et Vérone (enseignement à dominante linguistique et littéraire, et coopération avec les institutions éducatives des régions respectives).

Contrat de trois ans renouvelable.

Traitement: de 4 360 000 à 5 000 000 de lires, selon le grade.

Adresser avant le 24 avril 1993 un c.v. détaillé avec une photo et les photocopies des pièces justificatives à:

Bureau Linguistique de l'Ambassade de France
via di Montoro, 4 - 00186 ROME

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à l'adresse ci-dessus, ou téléphoner au 06/6833-37-36; télécopie: 06/6833-36-09.

La Banque internationale du Congo recrute par voie de concours des agents de niveau diplômés d'enseignements supérieurs pour ses agences de Brazzaville et Pointe-Noire.

CONDITIONS DE CANDIDATURE:

- Age: 30 ans au plus.
- Niveau: diplômes d'enseignements supérieurs de Sciences économiques ou de Gestion (Licence - Master - DEA - DESS - DECS - Doctorat).

Les candidatures manuscrites devront être déposées avant le 14 AVRIL 1993 à l'adresse suivante:

CENTRAL HISPANO AMERICANO

à l'attention de M. LELAY

1/3, boulevard Montmartre - 75002 Paris

Le dossier de candidature devra comporter:

- 1 demande manuscrite
- 2 photos identité.
- 1 curriculum vitae.
- Copie des diplômes.



BANQUE INTERNATIONALE DU CONGO

unicef



United Nations Children's Fund

The United Nations Children's Fund, with Headquarters in New York and offices throughout the world, seeks qualified candidates for the following position:

ACCOUNTANT COST ANALYSIS (P3)

Greeting Card Operation, New York, USA

Responsible for analyzing profitability of all income and expenses related to Greeting Card Operation (GCO) GVAO activities. To determine the provisional profitability based on income and cost estimates. To supervise cost accounting and inventory control.

Minimum qualifications: University degree in accounting, finance or business administration (specialized in accounting). Knowledge of computer software such as Lotus, Harvard Graphics, WordPerfect, Excel, etc. Five years of experience in cost accounting and/or profitability analysis in an industrial and commercial environment at the international level. Fluency in French and English.

UNICEF, as part of the United Nations common system, offers competitive international salaries, benefits and allowances.

Please send detailed resume, in English, quoting reference VN-92-076 to: Recruitment & Placement Section, UNICEF, 3 United Nations Plaza, (H-5F), New York, NY 10017, USA.

Qualified women are encouraged to apply. Applications for this position must be received by April 13, 1993. Acknowledgement will be sent only to short-listed candidates.

UNICEF is a smoke-free environment.

مكتبة من الأصل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique



BROSSARD FRANCE
(CA : 1200 MF, 1 000 Pers.)
Filiale du groupe GRAND
METROPOLITAN recherche
pour participer à son expansion,
son

Marketing Controller

Villacoublay (78) 280/330 KF

Rattaché à la direction financière, vous prenez en charge le contrôle financier des budgets de marketing et de promotion des ventes. Vous analysez l'efficacité des opérations promotionnelles, développez les comptes d'exploitation par famille de produit et par enseigne. Agé de 28 à 33 ans et diplômé d'une ESC, vous justifiez d'une expérience minimum de 4 ans comme Contrôleur de Gestion Commercial au sein d'un groupe anglo-saxon fabricant des produits agro-alimentaires pour la grande distribution. Vous maîtrisez les outils informatiques, votre anglais est opérationnel.

Contactez Hubert de Préal au (1) 47.57.24.24, ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance au 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex sous réf. HDP8707MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Valoriser votre carrière en développant nos Ressources Humaines

Nous sommes un Groupe de Services très représentatif sur son marché (Paris - 7000 personnes).

Nous recherchons pour renforcer notre équipe centrale de Ressources Humaines, un jeune cadre, 28 ans, professionnel de la fonction ou ayant acquis dans un poste opérationnel d'un tout autre type le goût pour la Gestion des Hommes.

Promouvoir la mobilité des cadres entre les différentes branches du Groupe en développant les moyens d'information sur les opportunités offertes, analyser nos métiers et leurs évolutions, élaborer des outils de gestion prévisionnelle, harmoniser les rémunérations et ce dans un contexte de changement et de modernisation sont les principaux chantiers auxquels il devra participer.

Cette fonction, support aux opérationnels s'exerce dans un esprit de conseil interne.

Elle nécessite avant tout un homme de dialogue, créatif et adaptable, disposant nécessairement d'une formation supérieure Ecole de Commerce, Dauphine ou Droit avec si possible un troisième cycle en Gestion des Ressources Humaines.

Merci de faire parvenir votre dossier : lettre + CV sous la réf. 1190LM à notre Conseil

87, rue de la Saussure



92100 Boulogne

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Juriste confirmé

Entreprise industrielle de renom, nous figurons parmi les grands sur notre marché en Europe. Notre Direction Juridique intervient dans de multiples domaines. Elle a un rôle de Conseil auprès de la Direction Générale et des Directions Opérationnelles.

Généraliste en droit des affaires, votre expérience et votre polyvalence vous permettent d'intervenir efficacement dans tous les domaines du droit. Vous êtes rigoureux et créatif dans les solutions concrètes que vous proposez.

A 30/35 ans, titulaire d'un DESS-DEA en droit des affaires, vous avez une bonne pratique de l'anglais. Votre expérience de 5/7 ans acquise dans une entreprise du secteur industriel ou commercial, vous rend rapidement opérationnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 117.09/LM, à notre Conseil ARPE - 128, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.



CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

DIRECTEUR FINANCIER EUROPE

Au sein d'un groupe multinational leader sur son marché et réalisant environ 300 Mds de chiffre d'affaires, nous recherchons le Directeur Financier de notre unité européenne : 60 Mds de CA.

Rattaché au Directeur Europe, vous êtes un membre actif de l'équipe de direction et participez à la définition des orientations stratégiques et de la prévision :

vous êtes responsable : de l'élaboration et du suivi des budgets ; de l'analyse des résultats mensuels et du reporting financier.

Notre choix se portera sur un candidat ayant une solide expérience professionnelle dans le contrôle de gestion, familier avec les règles comptables anglo-saxonnes et parlant parfaitement l'anglais. Un séjour professionnel dans un pays anglo-saxon serait un plus.

Lieu d'activité : 91.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence MJT à :

ndh conseil

17, place de la Résistance
92445 Issy-les-Moulineaux Cedex

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute pour ses services de PARIS et METZ fin JUIN 1993
par concours ouverte aux titulaires d'une licence ou équivalent

2 CHEFS DE SERVICE

- moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1993
- Rémunération mensuelle brute : 9 880 F (plus primes)

3 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

- 35 ans au plus au 1^{er} janvier 1993
- Rémunération mensuelle brute : 9 040 F (plus primes)

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 28 MAI 1993

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.
Service du Personnel - 77, Avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15 - Tél. (1) 45 88 35 92

Groupe industriel européen (CA 50 Mds de F) leader mondial
dans plusieurs de ses activités recherche un

Fiscaliste

Paris

Rattaché au Tax Manager du Groupe, vous travaillerez sur des dossiers en matière de fiscalité française (suivi et gestion de contrôles fiscaux, opérations de restructurations, optimisation, supervision de la fiscalité déclarative) et dans le domaine international (prix de transferts, application des conventions internationales, fiscalité étrangère, etc.).

Agé de 28/32 ans, titulaire d'un DESS, DICE et d'un diplôme comptable, vous justifiez impérativement de 4/5 ans d'expérience acquise de préférence au sein d'un cabinet ou

éventuellement d'une entreprise en matière de fiscalité des affaires (opérations de structures et déclarations fiscales).

Excellent technicien, homme de contacts, imaginatif, vous évoluerez au sein d'un groupe industriel performant qui vous offre des perspectives de carrière.

Contactez Antoine Goldschmidt, au (1) 47.57.24.24 ou adresser CV + photo + n° tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3, boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex, sous réf. AG8863MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



Nous sommes une banque régionale filiale d'un groupe financier de premier plan. Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

Directeur Régional

Rattaché à notre Direction Générale vous prenez en charge un groupe d'agences fort d'environ 80 collaborateurs. Véritable manager et développeur, votre rôle consiste à augmenter la pénétration de la banque sur votre région dans un souci constant d'optimisation des risques et de motivation de vos équipes.

Idéalement de formation supérieure Bac+4/Bac+5 (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) ou justifiant d'un diplôme professionnel type ITB, vous êtes aujourd'hui un banquier très confirmé et reconnu. Homme de réseau avant tout, vous êtes rompu au management

d'équipes importantes au sein d'établissements bancaires actifs sur les marchés des particuliers, des professionnels et des PME/PMI.

Votre souhait aujourd'hui est d'accompagner le développement d'une banque performante à taille humaine où le professionnalisme et le souci de communication interne sont partagés par l'ensemble des collaborateurs.

Contactez Pascal Bohu au (1) 47.57.24.24 ou adresser photo + CV + rém. actuelle à Michael Page Banking au 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex, sous référence PBO8976MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

RENFORCEZ LA PRESENCE
DES CAISSES D'EPARGNE DANS
LE SECTEUR PUBLIC TERRITORIAL

La Direction du Développement du Centre National des Caisses d'Epargne recrute pour son secteur public territorial :

De formation supérieure commerciale ou financière, vous avez une expérience bancaire significative dans les engagements et l'exploitation commerciale complétée par des responsabilités d'encadrement acquises dans le secteur public territorial.

Votre principale mission est de concevoir et mettre en place les stratégies de développement commercial des marchés du secteur public territorial. A ce titre, vous êtes notamment chargé de :

- concevoir et développer les outils techniques et commerciaux du réseau des Caisses d'Epargne ;
- participer à l'élaboration du Plan Marketing ;

CHARGE
DE
MISSION

- communiquer à destination du secteur public territorial ;
- produire et diffuser vers le réseau l'information nécessaire pour mieux identifier et appréhender la cible des collectivités locales ;
- élaborer le processus de

détermination des objectifs commerciaux, en assurer le suivi.

Au delà de vos compétences, la rigueur, l'esprit de synthèse et l'aisance relationnelle qui vous caractérisent renforceront le professionnalisme et l'identification de la Caisse d'Epargne comme acteur financier majeur et reconnu du développement local.



CAISSE D'EPARGNE
CENTRE NATIONAL

Merci d'adresser votre candidature sous la référence LM/31 à :
M. Jacky Gauvin, CENCEP - 27/29 rue de la Tombe Issoire - 75673 Paris Cedex 14.

NOUS ENTRONS ENSEMBLE DANS LE FUTUR

La Caisse d'Epargne de Picardie se place au premier rang des établissements financiers de sa région : plus de 1 000 collaborateurs, des fonds propres de 1,3 milliard de francs et un total bilan de 28 milliards. Solidement implantée à travers 9 groupes et un siège basé à Amiens, elle agit sur les pôles économiques de l'Aisne, l'Oise et la Somme.

Au sein d'un groupe de la Caisse d'Epargne, vous êtes responsable d'unités commerciales à fort potentiel. Vous contribuez à la réalisation des objectifs du groupe en garantissant leur réalisation sur la zone géographique dont vous avez la charge, tout en développant les parts de marché. Vous améliorez la rentabilité de ce secteur dans les meilleures conditions de service à la clientèle.

A ce titre, vous facilitez l'efficacité optimale du personnel, sa formation et son développement et vous maîtrisez les risques liés aux activités bancaires.

DIRECTEUR
D'AGENCE

Ce poste exigeant, diversifié, nécessite une expérience commerciale confirmée et réussie, comprenant l'animation directe d'équipes. Vous associez à un bon niveau de formation générale, des aptitudes pour la gestion et l'organisation. La force de votre personnalité et vos qualités relationnelles renforcent votre action d'encadrement et vous permettent de jouer un rôle essentiel pour fidéliser la clientèle, développer les nouveaux marchés et promouvoir l'image de la Caisse.

Poste basé à Chantilly (Oise).



CAISSE D'EPARGNE
DE PICARDIE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DALM1 à la Direction des Ressources Humaines, Caisse d'Epargne de Picardie - 2, boulevard Jules Verne - BP 0727 - 80007 Amiens Cedex 1.

JURISTE

Leader européen du crédit à la consommation, notre développement nous conduit aujourd'hui à renforcer notre Direction Juridique.

Vous assurerez la sécurité juridique des opérations de l'ensemble du Groupe Cetelem. En relation avec toutes nos Directions (Marketing, Informatique...), vous interviendrez dès les réflexions préalables lors de la création de nouveaux produits. Vous en étudiez la faisabilité juridique. Une intervention qui s'étendra également à tous les développements ultérieurs (évolution des produits par exemple).

Vous aurez également un rôle d'assistance et de conseil auprès de nos différentes Directions Opérationnelles

dans les négociations et la mise au point d'accords de partenariat avec les Banques, Assurances, Distributeurs... pour en assurer la validité. A ce titre, vous participerez aux différentes réunions où toutes vos qualités d'homme de contact seront indispensables.

Vous pourrez aussi être appelé à assurer la gestion juridique des sociétés du Groupe Cetelem, celle de ses marques et le suivi de la réglementation relative à nos activités et sociétés.

De formation Droit des Affaires, licence minimum, vous justifiez déjà d'une expérience d'environ 4 ans dans le secteur bancaire et du crédit aux particuliers.

Adresses votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 09/03 Ma à Frédérique FOURNIER - Service Recrutement - CETELEM
20, avenue Georges Pompidou - 92595 LEVALLOIS PERRET CEDEX.

cetelem

COMPAGNIE BANCAIRE

Groupe français de dimension internationale,
leader dans son secteur de haute technologie,
recherche pour sa Direction Juridique

RESPONSABLE JURIDIQUE

RÉF. RJ/LM

Vous assurez de manière autonome un rôle de soutien auprès de l'ensemble des entités opérationnelles du groupe situées dans l'Est de la France. Votre rôle de conseil s'exerce particulièrement en matière de contrats, en droit des télécommunications, droit de la concurrence et de la consommation... Vous prenez en charge les contentieux judiciaires et administratifs les plus importants et coordonnez les relations avec les professions du monde judiciaire.

Dans votre mission, vous animez une petite équipe de juristes.

A 35 ans environ, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, vous justifiez d'une expérience réussie de généraliste, acquise en entreprise. Connaissance de l'anglais appréciée.

JURISTE GENERALISTE

RÉF. JG/LM

Vous assistez le Responsable Juridique dans sa mission et prenez en charge le traitement des dossiers qu'il vous confie.

A 30 ans environ, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, vous justifiez d'une première expérience réussie, acquise si possible en entreprise. Connaissance de l'anglais appréciée.

Les postes seront basés à NANCY (54) ou STRASBOURG (67).

L'importance du groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats de valeur.

Merci d'adresser à notre conseil, sous la référence concernée, votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle. Confidentialité assurée.

Les entretiens auront lieu à Nancy, Strasbourg et Paris.

SM Conseil

3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

A LA POINTE DU PROFESSIONNALISME
NOUS REHAUSSONS LE BLANC.

RESPONSABLE EMPLOI - FORMATION

Pour concevoir la gamme du blanc la plus performante, il faut la rehausser de certaines valeurs : satisfaction client, qualité totale, engagement pour le bien commun, bien-être de nos collaborateurs...

Dans le monde Whirlpool, 38 000 personnes réalisent 7 milliards de \$ de CA dans 120 pays. Chacun y a sa place pour apporter sa touche personnelle et réaliser de grands desseins.

Au Centre Electro-ménager d'Amiens plus de 600 personnes fabriquent et distribuent des lave-linge et bientôt des sèche-linge. Assisté d'une petite équipe, vous intervenez sur l'emploi : gestion prévisionnelle, recrutements... et sur la formation. A 30 ans environ, de formation supérieure généraliste, vous avez 3 ans minimum d'expérience en ressources humaines acquise idéalement dans un contexte international industriel et vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à Whirlpool France, Pascal Desbordes, 408 rue d'Abbeville, BP 0922, 80009 Amiens Cedex 1.

Whirlpool

N°1 MONDIAL DE L'ELECTROMENAGER

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 233 milliards de Francs de dépôts, 8 millions de clients, 4.000 agences et 22.300 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel souhaite intégrer des Auditeurs Bancaires.

La Direction de l'Inspection Générale, école de formation concrète et privilégiée, vous propose de rejoindre son équipe chargée d'auditer tous les secteurs d'activités de la banque dans l'ensemble des organismes régionaux qui composent le Crédit Mutuel.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, 3ème cycle de gestion...), vous justifiez d'environ 3 années d'expérience acquises en audit bancaire (interne ou Cabinet) ou dans une fonction bancaire opérationnelle (exploitation, trésorerie...).

La qualité de l'environnement, les conditions proposées et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur... et disponibles (déplacements fréquents).

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence : A/113 A à : PEREIRE CONSEIL, 62-64 Boulevard Pereire, 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
Une banque à qui parler

**AUDITEURS
BANCAIRES**

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

France Déchets

Filiale de SITA (Groupe LYONNAISE DES EAUX-DUMETZ : collecte, transport et traitement de déchets, propreté urbaine ; 4MMF de CA en 1992, 18 000 personnes), FRANCE DÉCHETS est spécialisée dans la valorisation et l'élimination des déchets spéciaux et dans l'aménagement et l'exploitation de Centres d'Enfouissement Technique de classe 1 (pour les déchets industriels spéciaux) et de classe 2 (pour les déchets ménagers). Aujourd'hui, cette société renforce sa Direction Technique et recherche un

Jeune Ingénieur d'Etudes

Rattaché à l'adjoint du Directeur Technique, vous avez pour missions essentielles :

- le développement de nouveaux concepts et outils propres au métier de FRANCE DÉCHETS et le choix de procédés d'exploitation innovants et économiquement acceptables
- le dimensionnement et le calcul d'ouvrages tels que digues, soutènements, complexes drainants,...
- le chiffrage des projets et la mise en place d'une banque de données économiques liés aux modes d'exploitation actuels et futurs.

Agé de 28-35 ans, vous êtes ingénieur diplômé des Arts et Métiers, des Hautes Etudes Industrielles, des Mines d'Alès ou équivalent. Vous avez impérativement une expérience d'au moins 3 ans en bureau d'études de dimensionnement ou de méthode. Vous avez le sens du contact, vous êtes curieux de nature et rigoureux dans votre travail. Vous parlez l'anglais et si possible l'allemand. Vous souhaitez rejoindre un groupe international leader sur le marché de l'environnement.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à : Geoffroy VIEUX - SITA
7 rue de Logelbach - 75017 PARIS (fax : 42 67 42 75). Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

Filiale d'un grand Groupe Industriel, nous exerçons notre métier d'ensemblier en France comme à l'étranger en concevant et réalisant des systèmes de très haute technicité. Nous recherchons aujourd'hui pour la Direction Technique notre :

Responsable Département Electronique

Vous encadrerez une équipe pluridisciplinaire (laboratoire, tests, simulateurs...) d'une cinquantaine d'ingénieurs et techniciens dont la mission est d'assurer les études de conception de nos matériels électroniques, en relation avec les équipes site et les autres départements de la Direction Technique.

Dans ce cadre, vous participerez à l'élaboration des appels d'offre. Puis vous superviserez l'étude des matériels électroniques dans le respect des spécifications de nos clients en arbitrant les choix technologiques du département.

Enfin vous validerez le passage en phase industrielle, et, au niveau de la réalisation des matériels, vous participerez aux choix des sous-traitants.

Par ailleurs, vous assurerez le développement de nouvelles méthodologies (Asic, outils CAO, VHDL...) et vous participerez activement à notre programme de Recherche et Développement.

Ingénieur électronique Grande Ecole, vous possédez des compétences en laboratoire électronique et en management d'équipe, acquises au cours de votre expérience industrielle (10 ans environ).

Cette réelle compétence technique et vos qualités de communication et d'organisation alliées à votre sens de l'animation d'équipe seront autant d'atouts pour réussir dans ce poste particulièrement complet.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire pour ce poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2429 à PARFRANCE ANNONCES
13 rue Charles Lecocq - 75015 Paris qui transmettra.

RESPONSABLE INFORMATIQUE

SUD-EST

Entreprise industrielle internationale (600 personnes) en phase de développement rapide dans un secteur technologique (électronique) nous recherchons un responsable informatique.

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, vous animeriez une équipe de 7 à 8 informaticiens responsables de la gestion de l'ensemble de notre informatique interne (GPAO, gestion, achats...). Vous piloterez les choix informatiques de tous nos sites, en France et à l'étranger, ainsi que leur mise en œuvre technique et organisationnelle dans un environnement évolutif de mini-systèmes, réseaux, Télécom, etc.

25 ans environ d'expérience professionnelle (niveau ingénieur) dans le domaine de l'informatique, vous avez une maîtrise parfaite de l'anglais et vous êtes capable de gérer une équipe internationale. Vous avez une expérience de gestion, réseaux, etc.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la référence 98483, à MEDIA SYSTEM, 6 Impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

ingénieur d'affaires

grands comptes

TELECOM PARIS

Nous sommes la filiale française d'un des premiers groupes de Télécommunications dans le monde. Le développement de nos activités nous conduit à rechercher un jeune ingénieur d'affaires.

Vous serez chargé de la responsabilité d'affaires incluant la prospection, l'analyse des besoins, la négociation, la vente de solutions adaptées à chaque client et le suivi de leur mise en application.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce, vous justifiez d'une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans une fonction similaire acquise impérativement dans le domaine des Télécommunications.

La très bonne connaissance de la langue allemande est indispensable, un bon niveau en anglais est nécessaire.

Votre esprit d'équipe, l'engagement professionnel, vos talents de négociateur et votre créativité seront autant de qualités pour réussir dans ce poste basé à Paris.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous la référence MA 11 à notre Conseil qui vous garantira une confidentialité totale.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COCEPLAN
à l'écoute des talents

Directeur de projet

AXIME INTEGRATION DE SYSTEMES

Leader dans le domaine de l'informatique bancaire et financière, nous travaillons sur un système numérique de traitement de l'information destiné au Front Office des salles de marchés avec un partenaire américain.

Nous recherchons un Directeur de Projet dont la fonction consistera à :

- prendre la direction d'un projet d'installation de salle de marchés : coordination des interventions techniques (interne et sous-traitance), responsabilité des coûts et des délais, interface clients...
- participer aux phases d'avant-vente de notre produit dans un rôle technico-commercial : présentation produits, réponses aux questions techniques, élaboration et rédaction des propositions.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (option informatique de préférence), vous avez 5 ans d'expérience de la coordination technique de projets de taille importante en milieu industriel ou dans un environnement d'intégration de systèmes. Votre capacité de synthèse et de décision face à des situations complexes ainsi que votre ténacité et votre sens de l'organisation seront vos meilleurs atouts pour réussir avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. DP/IM, à Axime, Service Recrutement, 137 bd Voltaire, 75011 Paris.

GRUPE AXIME

BARDIN
Partenaire des Réseaux

50 MF - 75 personnes
leader des rayages et automatisés des réseaux électriques, société du Groupe SOULE - 490 MF, 600 pers., recherche pour accompagner sa forte croissance

Responsable Méthodes

Au sein de la Production, vous animez une équipe de 2 personnes. En liaison étroite avec les Etudes, vous participez à l'industrialisation des produits développés par la Société. Votre mission englobe l'étude des postes, l'établissement des gammes, l'élaboration des méthodes générales de fabrication. Reportant directement au Responsable de la Production, vous participez également à la politique de sous-traitance et vous organisez les flux en conséquence.

Ingénieur de formation (ARM, INSA, SUJRIA, UTC...), vous avez acquis une expérience de 3 ans environ dans les méthodes de production de séries de quelques milliers de pièces et possédez une forte personnalité, conditions indispensables pour mener à bien la mission qui vous est confiée. La connaissance de l'anglais est un plus.

Ce poste est basé à BOULOGNE BILLANCOURT.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, CV) sous réf. ATRB02 à IKB
189 rue St Jacques - 75006 PARIS ou par fax au 44.41.70.41.

ADMINISTRATION parisienne recherche

par voie de contrat pour participer à la réalisation d'un projet :

UN INGENIEUR INFORMATICIEN DIPLOME(E)

(Miaje, Grandes Ecoles)

Vous maîtrisez les technologies modernes de développement informatique : Architecture client-serveur, bases de données relationnelles (Oracle...), systèmes d'exploitation windows, MACOS, Unix, GCOS6...

Vous participerez à la réalisation de logiciels et vous encadrerez une équipe technique.

Envoyer CV, photo, lettre de motivation et salaire actuel à :

IN2P3 - 20, rue berbier du mets - 75013 Paris
A l'attention de M. K. EL BACCOUCHE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

labinal

Au sein du Groupe LABINAL (16 500 pers., 9 milliards de CA en 1992), le Division Filtrage PURBUX (1 700 pers., 480 MF de CA en 1992 dont 40 % à l'export) développe et commercialise des équipements de première main et de rechange pour le marché automobile.

Chef de projet

avance de phase

Rattaché au responsable du Service Etudes et Recherches, vous participez à l'optimisation des coûts de développement des produits en proposant des solutions techniques et de nouveaux concepts de produits validés pouvant ensuite être pris en compte dans de futurs projets.

Pour ce poste basé au siège à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), nous recherchons un ingénieur mécanicien (30/32 ans), avec une formation ou expérience moteurs. Bien sûr vous parlez anglais et vous avez une expérience de 3/4 ans en développement de produits dans un environnement automobile.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la réf. IM/AM à Jean-Rémi BUR, Direction des Affaires Sociales, Groupe LABINAL, 5 avenue Newton, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

SECTEURS DE POINTE

L'univers des grands projets

TOULOUSE et COURBEVOIE

Dans le cadre du développement de nos activités de réseaux de télécommunications spatiales civiles et militaires, nous recherchons des :

INGENIEURS SYSTEME RESEAUX
ayant 3 à 10 ans d'expérience.

CHEFS DE PROJET "CENTRE DE SUPERVISION"
ayant 5 ans d'expérience.

CHEFS DE PROJET RESEAUX
ayant 5 ans d'expérience.

Diplômés Grandes Ecoles ou Université, pour exercer votre métier dans un secteur de pointe et évoluer dans l'une des filiales d'un groupe international, faites-nous parvenir un dossier de candidature à

ALCATEL

ESPACE

La Direction du Personnel, BP 1187, 31037 Toulouse Cedex.

INGENIEURS PETROLIERS

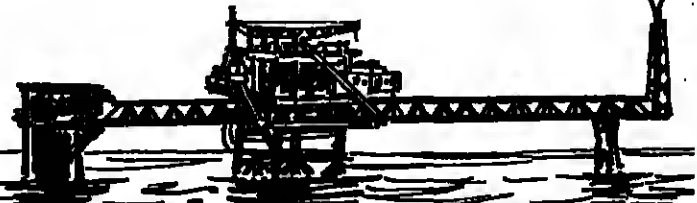
EXPERIENCE PRODUCTION OU FORAGE

**AFRIQUE
EUROPE DE L'EST
AMERIQUE LATINE...**

KELT ENERGIE FRANCE
Société pétrolière
indépendante à
capitaux français
recherche pour
soutenir son rapide
développement à
l'étranger des
ingénieurs pétroliers
expérimentés

Vous êtes diplômé d'une grande école : Centrale, Mines, Arts et Métiers... Vous disposez d'une expérience de 2 à 5 ans et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Après une période de formation sur le terrain, vous prendrez sur l'un de nos sites la responsabilité d'une unité en assurant sa gestion et son développement. Pour réussir pleinement dans votre mission, vous devez avoir notamment une excellente condition physique et bien sûr être totalement mobile. Si vous possédez le sens des responsabilités, rejoignez-nous très rapidement. Nous vous offrons un métier difficile mais passionnant et avec de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à **KELT ENERGIE FRANCE** - Direction du Personnel - 21, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

Ingénieur expérimenté

SOCIÉTÉ NATIONALE DE TÉLÉVISION
recherche pour poursuivre son développement technique un

Rattaché au Directeur Technique, vous aurez la charge de coordonner les activités relevant de l'action technique (équipement, maintenance, immobilier). Vous participerez aux grands choix technologiques de l'entreprise.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (Télécom, Sup. Elec...), vous avez une ou plusieurs expériences réussies de la haute technologie appliquée aux domaines de la radio, de la télévision ou des transmissions, en particulier en tant que chef de projets.

Un sens développé de la communication et de l'écoute vous permettra de renforcer le dialogue entre le siège et les services techniques des établissements décentralisés.

Pour ce poste basé à Paris merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence 5252 à l'agence **PLURIAL** 43, rue Carnot 92160 ANTONY une confidentialité totale vous est garantie.

QUALITICIEN débutant

apave

APAVE PARISIENNE

Avec plus de 1000 personnes (dont 2/3 d'ingénieurs et techniciens) et plus de 400 millions de francs de chiffre d'affaires, nous sommes la plus importante entité du leader de l'Assistance et du Contrôle Technique en France.

Nous vous proposons un poste - basé à Paris - sous contrat à durée déterminée de 6 mois.

Votre mission consistera à assister le responsable Qualité de l'Entreprise dans la mise en place des outils permettant la certification européenne.

Issu d'une Ecole d'ingénieurs, vous justifiez d'une solide option Qualité.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 9318/M à **APAVE PARISIENNE**, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Saineuve, 75004 Paris Cedex 17. Fax: (1) 40.54.57.99.

INGENIEUR CHIMISTE

NOTRE LABORATOIRE D'ANALYSE SPECIALISE DANS LE TRAITEMENT DE L'EAU S'INTÈGRE DANS UN GROUPE INDUSTRIEL DE 150 PERSONNES AU SAVOIR-FAIRE INNOVANT.

Ingénieur Chimiste, vous avez acquis une solide expérience dans le traitement de l'eau et la formulation des produits, et vous possédez une bonne connaissance des circuits de refroidissement et chaudière vapeur. Parallèlement aux responsabilités d'ordre technique, vous assurerez aussi une fonction commerciale : suivi clientèle et développement de nouveaux marchés. Votre cible : les industriels et plus spécifiquement les professionnels de l'agro-alimentaire.

Ce poste de terrain, requérant une grande autonomie, est passionnant de part sa polyvalence. De plus, la structure de l'entreprise, son parti pris pour l'innovation offrent de sérieuses perspectives d'évolution.

Si vous désirez nous rejoindre en CHARENTE (1 H de la Rochelle).

Adresser lettre, CV et prétentions à **GRAND SUD/BSZ**
18, rue porte Dijon - 33000 BORDEAUX qui transmettra

Produits

enseignement et d'observation

Dans un contexte de croissance de nos activités dans ce domaine, vous prenez en charge la coordination commerciale, technique et industrielle de nos produits. En collaboration avec la Direction Générale, vous menez une réflexion stratégique sur les perspectives de marché des systèmes d'armes de demain au plan mondial et sur les investissements nécessaires à notre réussite (budgets R&D, croissance externe...). Pour cette mission déterminante pour l'activité de notre groupe, nous cherchons des ingénieurs possédant une expérience approfondie d'au moins 10 ans des systèmes de renseignement et d'observation, du traitement d'image, de l'analyse et de médiation de données et de la cartographie, SIG... Vous avez un réel intérêt pour ce type de technologies et souhaitez valoriser votre savoir-faire dans un poste à responsabilité. Vous devez être habilité Défense et parler anglais couramment. Recevez à notre Conseil qui traitera votre candidature avec une stricte confidentialité en précisant la référence **CPMI/03 - Group/3** 2, rue de l'Amiral de Coligny 75001 PARIS.

مكتبة من الأصل